TO A CONTROL OF A CONTROL OF THE CON

Cahier Initiatives-Emploi 6 pages d'offres d'emplois

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - Nº 15902 - 7 F

MERCREDI 13 MARS 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBAN

Les chercheurs du CNRS sont déstabilisés par la rigueur budgétaire

. .

LES MESURES de rigueur budgétaire et d'assainissement comptable appliquées depuis le début de l'année par la direction du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) provoquent de sérieuses difficultés de gestion dans les unités de recherche et soulèvent l'inquiétude parmi les douze mille chercheurs du Centre. Des pétitions circulent pour dénoncer la brutalité des décisions prises et s'étonner de la méthode employée. La direction assure qu'elle restituera aux laboratoires les ressources que certains d'entre eux avaient trouvées hors du budget de l'Etat (crédits européens ou aides privées). Alors que ressurgissent les « vieux démons » d'un démantèlement du CNRS, le Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS) redoute de nouvelles régulations budgétaires

et des restrictions de personnel. Lire page 8

La Syrie et le Liban boycottent le sommet antiterroriste mondial

Israel et l'Autorité palestinienne ont repris leurs contacts

À LA VEILLE du sommet international contre le terrorisme, Israël et l'Autorité palestinienne ont repris, mardi 12 mars, leurs contacts officiels, interrompus depuis le 25 févriez. Plongeurs de combat, soldats de la garde républicaine égyptienne et services de sécurité internationaux ont pris possession de Charm el Cheikh, station bainéaire égyptienne qui doit accueillir, mercredi, le sommet antiterroriste, qualifié aussi de rencontre des « bâtisseurs de paix », pour manifester le soutien international au processus entamé à Oslo en 1993. Vingt-neuf pays, ainsi que les Nations unies et la Commission européenne, out été conviés à ce sommet, décidé après les quatre attentats-suicides commis par des islamistes palestiniens en lsraël en moins de dix jours. Cette réunion, à l'issue de laquelle

le président américain participera à une réunion du « cabinet de sécurité » Israélien, devrait adopter une déclaration finale invitant à une coopération à tous les niveaux dans la lutte contre le terrorisme. La Syrie et le Liban ont refusé de participer à ce sommet, le concept de «terrorisme » ne pouvant, à leurs yeux,



être confondu avec celui de résistance à l'occupant israélien. Outre MM. Clinton, Pérès et Arafat, les rois de Jordanie et du Maroc seront présents, ainsi que les présidents

français et russe, le chancelier alle mand et le premier ministre britan-

M. Bébéar juge perverses les aides à l'emploi

Le PDG d'AXA critique le système français

CLAUDE BÉBÉAR, le PDG de la compagnie d'assurances AXA, dénonce, dans un entretien au Monde, la « perte d'esprit civique » de certaines entreprises qui « profitent avec cynisme des innombrables primes gouvernementales à l'emploi ».

Pour ce chef d'entreprise, longtemps proche d'Edouard Balladur et qui a expérimenté plusieurs innovations sociales, comme le chèque syndical en 1990, « le système français est pervers et ruineux ». « Il n'incite pas les chômeurs à reprendre très vite un emploi si celui-ci est moins favorable que le pré-cédent », assure M. Bébéar.

Le patron d'AXA, réputé pour son franc-parler, s'en prend aux stages de formation, « onéreux et inefficaces», et aux contrats à du-rée déterminée et plaide pour le temps choisi.

Quelques jours avant un nouveau sommet social, vendredi 15 mars, entre le CNPF et les confédérations syndicales, qui doit permettre d'établir un nouveau plan de travail, notamment autour de l'emploi des jeunes, Claude Bé-Lire page 2 béar se déclare hostile à un « affaiblissement » de l'Etat qui doit, au contraire, selon hil, « jouer un rôle d'arbitre, préserver les règles d'une concurrence lovale et organiser une solidarité méritée ».

Ces propositions interviennent alors que, selon un bilan du ministère du travail, établi lundi, les négociations de branches pour la revalorisation des bas salaires n'avancent que très lentement. En 1995, sur un échantillon de 129 branches, 67 d'entre elles (52 %) ont des salaires minima inférieurs au SMIC.

Cinq ans plus tôt, sur 124 branches analysées (hors métallurgie et bâtiment), 73 d'entre elles (59 %) avaient des minima professionnels inférieurs au SMIC.

Les compagnies d'assurances commencent à lentement sortir d'une passe difficile. Les comptes 1995 devraient, à ce titre, illustrer une période charnière. Elle doivent assainir leur bilan avec l'entrée en vigueur d'un nouveau plan comptable plus sévère, qui les oblige à afficher la vraie valeur de leur patrimoine.

Lire pages 9 et 18

Washington

Les Etats-Unis envoient un second porte-avions vers le détroit de Taiwan. p. 4 et notre éditorial p. 16

■ Bob Dole, favori des primaires américaines

Les élections du « super-mardi » devraient consolider l'avance du sénateur Bob Dole, Mais Pat Buchanan, le trublion du Parti républicain, a semé la panique dans son camp. p. 6 et 14

■ La doctrine de défense française

Le ministre de la défense vient d'adresser au Parlement un rapport pour expliquer la nouvelle stratégie du président de la République.

■ «J'habite chez mes parents »

Près de 20 % des 25-29 ans prolongent leur présence au domicile familial, souvent en raison du chômage. p. 11

Microsoft et Intel signent une alliance

Microsoft et Intel veulent développer les echanges d'images sur Internet. p. 17

■ Une gastronome américaine

Jean-Pierre Quélin consacre sa chronique à Patricia Wells, spécialiste de la gastronomie de L'International Herald Tribune et gourmet lettré.

Rumeurs imprimées sur la vie privée d'un « baron » social-démocrate

magne : celui du silence de la presse sur la vie amoureuse des hommes politiques. Toujours Bonn, petite ville au bord du Rhin, avait brui de rumeurs sur les frasques réelles ou supposées des dirigeants du pays, mais cela était resté limité aux « brèves de comptoir » échangées

entre journalistes et politiciens. L'étalage sur la place publique des difficultés conjugales de Gerhard Schröder, ministre-président social-démocrate de Basse-Saxe, a bousculé cette semaine ce gentieman agreement. Ah I quel beau couple que formaient jusque-là Gerhard et Hiltrud Schröder : lui, élevé par une mère veuve, pauvre et méritante, travaillant pour payer des études de droit avant de gravir, dans l'ombre de Willy Brandt, les échelons du SPD, devenu avec la cinquantaine son meilleur espoir pour mettre un terme à trois lustres de domination des chrétiens démocrates. Elle, belle et souriante, féministe engagée, militante humanitaire. Un couple de rêve d'une efficacité électorale redoutable. Mais cela faisait déjà quelque temps que l'orage couvait dans le couple. Hiltrud est végétarienne, Gerhard | adore les saucisses. Prenant modèle sur Hillary Clinton, Hilfrud se mélait de plus en plus fréquemment des affaires du gouvernement de Basse-Saxe, faisant parfois irruption sans y être conviée dans le conseil des ministres pour dire, péremptoire : « Gerhard, il faut faire quel que chose i », à propos des animaux maltraités, des femmes battues ou de tout autre sujet agitant le petit monde écolo-féministe bas-saxon.

Samedi 2 mars, pressé de questions par Hiltrud, Gehrard avoue ce que la rumeur publique chuchotait depuis longtemps : oui, il a bien une liaison avec Doris Köpf, une journaliste munichoise de trente-deux ans. Il doit alors quitter le domicile conjugal. Tout cela fut rapporté dans les moindres détails par le quotidien populaire Bild Zeitung et a fait la couverture du magazine Stem.

L'utilisation de la vie privée pour déstabiliser les hommes politiques n'est pas un phénomène nouveau outre-Rhin. Dans la prude Allemagne adénauerienne, la droite n'hésitait pas à souligner les deux divorces de Willy Brandt pour

effrayer les puritains. Aujourd'hui, les mentali-tés ont évolué. Un sondage publié lundi 11 mars par l'hebdomadaire Der Spiegel indique en effet que 76 % des Allemands estiment que les déboires du couple Schröder n'auront pas de conséquences sur la carrière politique de

Cette relative indifférence du public vis-à-vis du comportement privé de l'élite politique pourrait servir de justification à la presse pour se libérer de ses contraintes. On a observé avec intérêt outre-Rhin les révélations - et les tirages afférents – des organes de presse français sur les affaires privées de François Mitterrand. Pour l'instant, on se contente de mettre à la disposition des lecteurs les petits secrets de seconds couteaux. Le chancelier est encore épargné, mais jusqu'à quand, puisque Der Spiegel fait état, cette semaine, des rumeurs qui courent sur les relations qu'Helmut Kohl entretiendrait avec sa secrétaire, Juliane We-

Luc Rosenzweig

OLIVIER TODD ALBERT CAMUS Une vie Biographies prf Gallimard GALLIMARD

L'UDF vote et le RPR gagne

pas encore le nom du vainqueur mais, dès aujourd'hui, on peut ga-ger que l'élection fera une perdante : l'UDF elle-même. Des acteurs principaux de cette confrontation, aucun ne semble, en effet, en mesure de proposer - ou d'imposer - à la confédération un projet suffisamment construit pour

prévenir la paralysie ou la division. François Léotard visite consciencieusement les « grands électeurs » en leur promettant un fonctionnement harmonieux de l'UDF, où chacun désormais trouvers sa place. De meeting en dîner-débat, Alain Madelin assure que ses sondages flatteurs sauront attirer « des sensibilités nouvelles ». André Rossinot, sans concourir pour la victoire, a repris l'enseigne du centre et tend une oreille secourable à tous les mécontents. Au soir du 31 mars, le

paysage risque d'être bien éclaté. Chacun, y compris dans le camp de M. Madelin, en convient : l'arithmétique électorale fait de M. Léotard le favori de cette compétition. Le président du Parti républicain a pour lui le mode de désignation des 1 750 conseillers nationaux chargés d'élire le futur président : aux côtés des « grands élus » de

LE 31 MARS, l'UDF élira son l'UDF, les représentants des appa-prochain président. On ne connaît reils partisans ont la part belle. Soutenu par le PR et par Force démocrate - les deux principales composantes fournissent, à elles seules, environ les deux tiers du collège électoral -, l'ancien ministre de la défense peut espérer les suffrages d'une majorité, au moins relative, de conseillers nationaux.

Il ne peut se permettre

d'échouer, car il perdrait dans la défaite les troupes qui lui sont en-core fidèles. Elu, il lui restera encore à construire sa victoire. Elle suppose d'abord qu'il sache insuffler à une UDF depuis longtemps à court de débat la volonté de définir un projet. Sur quelles bases? L'irruption de M. Madelin dans la compétition a rendu le libéralisme suspect aux alliés centristes de M. Léotard. Dépossédé de l'un de ses credo, le président du PR peine à trouver ses marques face à l'« idéologue » Madelin. S'il s'est engagé à publier, dans les jours qui viennent, ses propositions, M. Léotard s'est contenté jusqu'à présent de dénoncer l'extrémisme des

Cécile Chambraud

Lire la suite page 16

Les impressions d'un peintre nomade



MIOUEL BARCELO

NÉ EN 1957, le peintre majorquin Miquel Barcelo - qui apparaît sous le nom de Yannis dans le roman d'Hervé Guibert, L'Homme au chapeau rouge - s'est imposé sur la scène internationale au début des années 80 parmi les jeunes tenants d'une nouvelle peinture figurative, brassant des images chargées d'histoire culturelle. A trente ans, en 1987. Il a éprouvé le besoin de vivre et de travailler autrement. Il passe désormais à peu près la moitié de l'année en

Afrique. Si les artistes nomades souhaitant aller à la rencontre de cultures non occidentales ne sont plus rares aujourd'hui, leur manière d'aborder ces cultures est plus souvent affaire de voyages que de séjours. L'approche de Barcelo demeure donc originale, et sa production a beaucoup changé. Son histoire avec l'Afrique, qui ressemble un peu à celle d'Alighiero Boetti avec l'Afghanistan ou de Clemente avec le Pakistan, est déterminante pour son œuvre. Il présente, à Paris, au Jeu de paume et au Centre Pompidou, les fruits de cette immersion dans la réalité africaine. Au même moment paraît un livre né de sa collaboration avec le romancier américain Paul Bowles, établi à Tanger, La Boucle du Niger (éd. Austral).

Lire page 25

International 2	Aujourd'hui2	
France 8	Agenda2	
Société	Abountements2	
CarpetB	Météorologie2	
Horizons	Mots Croisés2	
Entreprises17	Culture	
Finances/marchés_18	Radio-Télévision2	

général de l'ONU et d'un représentant de la Commission européenne. Le Liban et la Syrie n'assisteront pas à cette réunion sur l'opportunité de laquelle ils ont émis des doutes.

● LA DÉCLARATION FINALE, dont la un soutien renouvelé au processus télévision israélienne a diffusé, lundi 11 mars, le projet qui sera soumis à l'approbation des chefs d'Etat et de gouvernement, devrait exprimer

de paix au Proche-Orient et dénoncer toutes les formes de terrorisme. ● L'ARABIE SAOUDITE plaide pour une évacuation par Israel de tous les territoires palestiniens encore occupés. Le Soudan, qui n'a pas été invité au sommet, offre l'hospitalité aux extrémistes du Hamas et du Dihad islamique.

Israël souhaite que les Etats-Unis dirigent la lutte antiterroriste

Le sommet de Charm el Cheikh, qui doit se réunir, mercredi 13 mars, en présence d'une trentaine de délégations arabes et occidentales, devrait appeler à une relance du processus de paix au Proche-Orient mais aussi engager une lutte sans merci contre les extrémistes

de notre correspondant A quoi servira ce que les Israéliens appellent un « sommet antiterroriste » et le président égyptien, Hosni Moubarak, une « conjérence des faiseurs de paix », qui doit se réunir, mercredi 13 mars, à Charm el Cheikh? «A rien », répondent les ténors de la droite israélienne. « Cette assemblée ne va pas sauver une seule vie juive », tonne Ariel Sharon, l'ancien ministre Likoud de la défense. « Ce n'est pas sérieux», renchérit Zalman Shoval. ancien ambassadeur d'israel à New York sous le gouvernement d'Itzhak Shamir. « Il s'agit simplement, à dix semaines de nos élections, de redonner des couleurs à la cote de Shimon Pérès, et à celle de Bill Clinton, qui pourra toujours utiliser la photo de groupe dans sa campagne » en vue du scrutin de novembre.

Phis direct encore, un député Likoud, Eliyahou Ben Elissar, accuse carrément les Etats-Unis d'« ingérence » dans les élections. Rien de neuf sous le soleil d'Israel. Les Etats-Unis, qui octroient depuis deux décennies au moins 3 milliards de dollars d'aide civile et militaire chaque année à l'Etat juif - 100 millions seulement pour les

Palestiniens, « autonomes » depuis un an -, ont toujours joué un rôle non négligeable dans la politique intérieure israélienne. Chacun sait ici que le président Bush, en retenant 10 milliards de dollars de garanties du Trésor américain, quelques semaines avant les élections de juin 1992, avait contribué à la défaite du Likoud.

« Aujourd'hui, déclare Ouzi Landau, chef du bureau politique du parti, Clinton se mobilise pour sauver la famille travailliste en détresse. Les Etats-Unis veulent garder Pérès au pouvoir et sauver ainsi un concept qui a échoué, celui des accords [israélo-palestiniens] d'Oslo. » Le Likoud et ses alliés de droite sont opposés à la continuation du processus de paix selon ce

PRIVILÈGE RARE

M. Clinton entamera, sitôt le sommet terminé, son troisième séjour en Israel en dix-huit mois - aucun président américain n'avait visité l'Etat juif pendant les quinze années précédentes. Privilège rare, qui illustre la proximité grandissante entre les deux « alliés stratégiques », M. Clinton sera invité à participer, mercredi dans la soirée à Tel-Aviv, à une réunion du



gouvernement, convoqué en « cabinet de sécurité ».

Le directeur de la ClA, John Deutch, dont le « numéro deux », George Tenet, vient de passer quelques jours en Israël, de même que plusieurs dirigeants du FBI et des renseignements militaires américains seront aussi présents.

lande, la Norvege, l'Espagne, la

Turquie, et le Japon seront aussi

A l'exception du Qatar, qui n'a

toujours pas donné de réponse, les

Etats pétroliers du Golfe délégue-

ront leurs premier ministre, prince

héritier ou ministre des affaires

étrangères. Le Liban et la Syrie se-

ront les deux seuls pays de la ré-

gion qui auront délibérément opté

pour la chaise vide, alors que

l'Irak, le Soudan, la Libye et l'Iran

en ont été exclus par les organisa-

teurs parce qu'ils sont accusés

d'apporter leur soutien au terro-

risme. A Bagdad, comme à Khar-

Côté israétien, outre Shimon Pérès, chef du gouvernement et ministre de la défense, le « cabinet de sécurité » comprend le ministre des affaires étrangères Ehoud Barak, cetui de la police Moshé Shahal et quelques autres. Participeront aussi à cette réunion le directeur du Shin Beth, l'amiral Ami Ayalon, cehii du Mossad, dont l'identité ne peut être publiée, et le chef de l'état-major des armées, le général

« MENACE TRAMERIES »

« Cette réunion exceptionnelle, a commenté un haut fonctionnaire de la présidence du Conseil, démontrerait « que les Etats-Unis sont prêts à prendre la direction de la lutte antiterroriste à l'échelle mondiale ». En attendant, selon des fuites publiées par le quotidien Haaretz, les deux gouvernements s'appréteraient à signer deux nouveaux accords bilatéraux. Le premier porterait sur des échanges de renseignements et la fourniture de matériels américains de surveillance et de sécurité, au-delà de ce qui a déjà été fourni par Was-

Le second accord, selon plu-sieurs sources, définirait une coopération stratégique bilatérale plus étroite encore que par le passé, et comprendrait notamment l'octroi à Israél d'un statut équivalent à celui des pays membres de l'OTAN pour la fourniture de technologie militaire américaine. La coopération, qui existe déjà, contre les menaces à longue distance, tels les missiles sol-sol et les armes non

conventionnelles, serait renforcée. L'accord prévoirait en outre un mécanisme pour l'expédition en Israel de matériels militaires d'urgence et le stockage, sur le soi de l'Etat juif, d'armes et de munitions

L'objectif global de ces accords annoncés dépasse évidemment, et de loin, « la menace terroriste islamiste » et viserait à faire face à l'éventualité d'une « menace ironienne ». Israël et les Etats-Unis. qui avaient naguère coopéré pour vendre des armes à Téhéran et financer du même coup la Contra salvadorienne - ce fut le scandale de l'Irangate -, sont aujourd'hui d'accord pour isoler au maximum le régime des ayatollahs.

Selon Haaretz, ces accords pourraient être signés, à Washington lors de la visite - la deuxième en cinq mois - que M. Pérès fera, à la fin du mois d'avril, aux Etats-Unis. israel, qui a toujours repoussé l'offre américaine d'un traité de défense mutuelle en bonne et due forme, pour ne pas limiter sa capacité à agir seul en cas de besoin. semble à la veille de revou complètement sa conception stra-

Patrice Claude

Le projet de déclaration finale

La télévision d'Etat israélienne a diffusé, lundi 11 mars, les cinq principaux points du projet de déclaration commune nii devraît être ado sommet de Charm el Cheikh. Les participants exprimeront leur soutien au processus de paix au Proche-Orient et ieur détermination à voir se consollder la sécurité et la stabilité et à instaurer une paix juste, globale toutes les formes de terrorisme. réitèreront leur engagement à s'y opposer fermement et annonceront un renforcement de la coopération et de la coordination antiterroriste entre les gouvernements, les services de sécurité et les polices. Ils tenteront de trouver un accord qui prévolra de poursuivre en justice ceux qui commettent et planifient des actions terroristes. - (AFP.)

Vingt-six pays ont annoncé leur participation SUR LES VINGT-NEUF pays in- John Major. Patmi les pays occi-vités au sommet international de dentaux, le Canada, l'Italie, l'Ir-

Charm el Cheikh, vingt-six avaient, mardi 12 mars, donné une réponse favorable. Elles aussi conviées, l'ONU sera représentée par son secrétaire général. Boutros Boutros-Ghali, et la Commission européenne par son vice-président, Manuel Marin. Parmi les et durable. Ils dénonceront hôtes les plus prestigieux de l'Egypte, dont le président se trouve, depuis tundi, à Charm el Cheikh, figurent Bill Clinton, le chef du gouvernement israélien, Shimon Pérès, le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, les rois Hussein de Jordanie et Hassan II du Maroc, les chefs d'Etat français Jacques Chirac et russe Boris Eltsine, le chancelier allemand Helmut Kohl. le premier ministre britannique

Jean-Marc Benoit & Philippe Benoit

France

Préface de Jean-Louis Bianco

Quand la nouvelle mobilité

des Français vient transformer

leurs territoires de vie

Romillat

330 pages 145 francs

toum, à Tripoli ou à Téhéran, le sommet a été sévèrement critiqué. La Syrie, qui figure toujours sur la liste des pays soupçonnés d'aider les terroristes - liste mise à jour, chaque année, par le département d'Etat américain -, mais qui n'en a pas moins été conviée parce qu'elle est engagée dans des négociations de paix avec Israël, n'a pas officiellement annoncé son refus de participer au sommet. M. Moubarak a toutefois déclaré, lundi, qu'il était « sûr que le président sy rien Hafez El Assad ne viendra

A Damas, des sources informées faisalent encore remarquer, lundi, que « des actes terroristes ont lieu partout à travers le monde, y compris aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, sans que cela pousse l'un ou l'autre des pays qui participeront à la réunion de Charm el-Cheikh, à convoquer un sommet sur le terrorisme ». « Il ne manquerait plus, s'indignait pour sa part le quotidien gouvernemental Techrine, que la Syrie liquide les centaines de milliers de Palestiniens qui ont trouvé refuge sur son sol, alors que la communauté internationale n'applique pas les résolutions affirmant leur droit au retour dans leur patrie. » Le président libanais Elias Hraoui a, quant à lui, officiellement informé M. Clinton que son pays ne participerait pas au sommet car il est d'abord nécessaire de « définir le concept de terrorisme et d'en examiner les causes et les conséquences ». Obligé de la Syrie, le gouvernement libanais considère aussi que les actions menées par la « résistance » libanaise, islamiste ou autre, contre Israël à partir du Liban sud, sont des actes légitimes auxquels il a toujours apporté son soutien. - (AFP, Reuter.)

Riyad appelle à l'évacuation des territoires occupés

de notre envoyée spéciale «L'Arabie saoudite rejette le terrorisme, quels qu'en soicht le lieu ou les auteurs et estime que l'intérêt du monde commande une coopération internationale pour e mondici: > A la veille du son met de Charm el Chelkh, cette condamnation du prince béritier, Abdallah Ben Abdel Aziz, à l'issue du conseil des ministres, lundi 11 mars, est sans appel. Encore faut-il s'entendre sur ce que terrorisme veut dire, et, dans le cas du conflit israélo-palestinien, il est clair que Riyad ne partage pas l'analyse américaine. Ce n'est qu'après un appel téléphonique du président américain, Bill Clinton, au roi Fahd, dimanche, qu'a été annoucée la participation au sommet du ministre

des affaires étrangères, Saoud Al Fayçal. Contrairement à plusieurs monarchies du Golfe, l'Arabie saoudite n'a pas spécifiquement condamné les attentats anti-israéliens. Au lendemain de la dernière attaque-suicide à Jérusalem, le 5 mars, le cabinet saoudien s'était contenté d'affirmer que « le royaume se tient aux côtés de la Syrie dans ses pourperlers avec Israël et souhaite voir les deux parties aboutir à une paix équitable et globale, permettant à Damas de récupérer ses territoires occupés, pour instaurer la sécurité au Proche-Orient ». Manière implicite de dire ce que tout le monde pense ici, à savoir que la violence cessera une fois que les territoires àrabes occupés au-

ront été évacués par Israël. La presse saoudienne, très contrôlée, le dit ouvertement depuis le début de la vague d'attentats-suicides en Israël, critiquant la politique occidentale des « deux poids, deux mesures » face à de tels actes. « Si Israël ne veut pas vivre dans la terreur, il doit évacuer la

Cisjordanie, y compris Jérusalem », écrit un éditorialiste d'Arab News. « C'est ce que les Etats-Unis, qui ont approuvé les résolutions pertinentes [de l'ONU], ne veilleilt pas comprendre. La mort de vingt-neuf fidèles à la mosquée d'Abraham à Hébron [en février 1994] n'a

« OPÉRATION DE RELATIONS PUBLIQUES »

« Le monde a condamné ces attentats, qui ont tué des victimes innocentes et qui sont des incidents tragiques et douloureux, commente un autre éditorialiste. Mais l'Occident donne aux israéliens le droit de traquer les Polestiniens qui lèvent le drapeau de la résistance ar-mée, comme il dérie aux Libanais le droit de résister à l'ennemi israélien qui occupe une partie de leur terre depuis de longues années. » « Le maximum que peuvent faire les dirigeants du monde, qui ont exprimé leur volonté de préserver la paix, estime la Saudi Gazette, est d'empêcher israel d'entreprendre des actions qui tueraient définitivement la paix, tels des opérations militaires en zone palestinienne ou des châtiments col-

« Ce sommet n'est qu'une opération de relations publiques pour soutenir Pérès à moins de deux mois des élections israéliennes et peut-être aussi Clinton, lui aussi en année électorale, estime un homme d'affaires, mais après tout nous préférons Pérès à la droite pour assurer la paix. » Si elle veut la paix, l'Arabie saoudite n'en estime pas moins que celle-ci ne peut s'instaurer sans la justice. « Compte tenu de nos responsabilités islamiques, affirme-t-on, nous serons les derniers à coopérer avec Israel. »

Françoise Chipaux

Le Hamas et le Djihad islamique ont pignon sur rue au Soudan

KHARTOUM

de notre envoyé spécial En plein désert, à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Khartoum, le camp de Merkheyat abriterait un millier de miliciens du Front national islamique (FNI), au pouvoir au Soudan, et, selon certains gouvernements, des activistes étrangers. Cette semaine, deux journées « portes ouvertes » ont été organisées pour les journalistes étrangers, qui ont cherché en vain les membres présumés de cette « internationale terroriste » dont le Soudan serait un des principaux financiers.

Cette visite ne prouve rien, bien sûr, ni non plus les déclarations du guide, selon lesquelles de jeunes Soudanais volontaires viennent se préparer à défendre leur patrie dans le cadre des Forces de défense populaire. Sur la présence de « terroristes », des sources informées font état de beaucoup de rumeurs, de plusieurs indices, mais d'aucune certitude. Quant aux camps, il y aurait celui d'Erkowit, au sud de Port-Soudan, et d'autres situés dans les régions frontalières de l'Erythrée et de

l'Ethiopie. A 400 kilomètres au nord-ouest de Khartoum, dans le djebel Abyad, une vaste zone désertique est strictement interdite de survol, et on ignore ce qui s'y

Les mouvements extrémistes palestiniens, Hamas et Djihad islamique, out pignon sur rue dans la capitale. Leurs membres prennent parfois la parole à la mosquée de l'université de Khartoum, qui est le rendez-vous des militants islamiques les plus radicaux. Dans certains quartiers de la capitale, notamment dans celui de Riyad, physicurs immeubles abritent des étrangers, dont beaucoup seraient des « anciens d'Afghanistan ».

Les dirigeants soudanais disent accueillir les Palestiniens « en tant que réfugiés », mais assurent que le Soudan n'a pas les moyens de soutenir leur lutte de libération, « par ailleurs entièrement justifiée ». Le Soudan n'en est pas moins soupçonné d'être un des plus importants lieux de blanchiment d'argent des mouvements

Menacé de sanctions par le Conseil de sécurité de l'ONU, le Soudan a été sommé de livrer à l'Ethiopie les terroristes qui ont tenté d'assassiner le président égyptien, Hosni Moubarak, en juin 1995, à Addis-Abeba. « Nous sommes surs qu'ils ne se trouvent pas au Soudan, dit Ghazi Salah El Dine Atabani, secrétaire générai du Congrès national populaire. Même si nous savons que l'un d'eux, au lendemain de l'attentat, est arrivé à Khartoum par Sudan Air-

À la veille du sommet de Charm el Cheikh, quelques observateurs soudanais évoquent une possible négociation entre Khartoum et les Etats-Unis, rappelant que, dans le passé, la CIA avait collaboré avec les fondamentalistes musulmans, notamment pour le recrutement de maquisards contre l'occupant soviétique en Afghanistan. Mais le ministre des affaires étrangères, Ali Osman Taha, a averti, lundi: « Plus le monde choisira la politique des sanctions, plus il deviendra vul-

Jean Hélène



INTERNATIONAL

Au Maghreb, la normalisation avec l'Etat juif est semée d'embûches

Le Maroc et la Tunisie ont accepté l'ouverture de bureaux d'intérêts israéliens

Le Maroc, qui devrait être représenté au sommet de Charm el Cheikh par Hassan II, a été le un bureau d'intérêts israélien. La Tunisie, qui confrontée à une « menace islamiste », elle enseud pays arabe, exception faite de l'Egypte et abrite encore certains organes de l'OLP, a fini

LETTRES de condoléances du roi, réprobation unanime de la presse: le Maroc a été le premier – et quasiment le seul – des pays maghrébins à s'émouvoir de la récente vague d'attentats-suicides en Israel. La plupart des journaux, proches du pouvoir, comme Le Temps, ou de l'opposition, comme L'Opinion et Al Bayane, ont dénoncé ces actes terroristes et se sont inquiétés de voir le processus de paix au Proche-Orient « vacilier dangereusement sous les hombies »

Faut-il s'en étonner, quand on sait que le Maroc est le seul pays arabe - exception faite de l'Egypte. et de la Jordanie, où Israel dispose d'une ambassade - à avoir ouvert, il y a phus d'un an, un bureau d'intérêts israélien? Ce « splendide isolement » est affaire de choix politique assumé par Hassan II. Affaire d'histoire aussi, et de démographie : le royaume chérifien, où vivent près de six mille juifs, considère comme ses « sujets » les quelque cinq cent mille Israéliens d'origine marocaine qui vivent dans l'Etat juif.

Les premiers pas du Maroc sur le chemin semé d'embûches de la normalisation remontent loin. Le rapprochement diplomatique avec Israël, pays qualifié, au mieux. d'« Ftat sioniste » par les nationalistes arabes, a été entamé discrètement. Itzhak Rabin, Pancien premier ministre israélien assassiné en novembre 1995, avait rencontré le roi à Rabat en 1976. L'année suivante, ce fot au tout de l'ancien ministre de la défense Moshe Davan. Ce dernier avait eu aussi, toujours au Maroc, des contacts qui ont été officiellement démentis – avec des responsables égyp-tiens qui ont apièm là vole à la vi-site que le chef de l'État égyptien. devait faire à Jérusalem au cons de la même année. En 1984, Rabat

LETTRES de condoléances du avait accueilli, pendant trois jours, une centaine de personnalités isresse : le Maroc a été le premier - raéliennes. En juillet 1986, Hassan II recevait à Ifrane le chef du gouvernement israélien, Shimon

Nettement plus prudent, Tunis qui a longtemps abrité l'OLP en exil dont le quartier général, dans les faubourgs de Hammam Echatt, a subi, en 1985, un raid meutrier de l'aviation israélienne - semble désormais décidé à suivre le mouvement. Mais sans hâte excessive. Là aussi, tout est affaire de choix était « normal que les relations entre Tunis et Tel Aviv connaissent une nouvelle promotion », avait alors commenté l'hebdomadaire tunisien Réalités.

Signe des temps, la Tunisie a « condamné » du bout des lèvres les premiers attentats-suicides en Israël, par le biais d'« une source responsable au ministère des affaires étrangères », citée, à la fin de février, par la presse locale. Comparée au mutisme d'autres capitales maghrébines, cette frileuse indignation représente

Une discrète coopération

La présence d'une délégation algérienne au sommet de Charm el-Chelkh sera, officiellement, la deuxième occasion d'une rencontre entre représentants de deux Etats – israélien et algérien –, qui n'ont jamais en de relations diplomatiques. Rapporté à l'époque par la presse, l'entretien privé du 5 décembre 1994, à Budapest, entre Shimon Pérès, alors ministre des affaires étrangères, et son homologne algérien de l'époque, Mohamed Salah Dembri, avait été démenti par Alger. Cela n'a pas empêché les journaux israéliens d'évoquer régulièrement, depuis cette date, la coopération discrète des deux pays, confrontés, chacun à sa manière, an «terrorisme islamiste». Le 30 avril 1995, au Caire, lors d'une conférence de l'ONU contre le crime, les deux pays s'étalent associés à un appel à la «coopération internationale contre le terrorisme». Des écrivains, des journalistes et même quelques hommes d'affaires algériens visitent régulièrement l'Etat juif depuis un peu plus d'un an.

politique, d'histoire et de démographie: les quelque cinquantecinq mille juifs d'origine tunisienne qui vivent en Israël sont dix fois moins nombreux que leurs coreligionnaires d'origine maro-

Il a fallu plusieurs mois avant que le président Ben Ali finisse, en janvier, par donner son feu vert au projet d'ouverture d'un bureau d'intérêts israélien. « Après les progrès réalisés sur la vuie du règlement du problème palestinien et l'organisation d'élections générales, qui ont còmiu un grand succès », il néanmoins un acte de courage. Ni la Mauritanie, où un bureau d'intérêts israélien est pourtant censé s'ouvrir prochainement, ni l'Algérie, enferrée dans ses propres dérives islamo-nationalistes, n'ont jugé bon de réagir. Quant à la Libye, elle a, sans surprise, bruyamment applaudi aux massacres de Jérusalem et de Tel Aviv.

TOLÉRANCE ET MÉPIANCE

,... Mélange de tolérance et de méfiance, le rapport des populations
maghrébines à l'égard de leurs
compatriotes juits a toujours été

près - celle des tueries de Constantine, en Algérie, à l'époque coioniale -, même les plus antisémites des Maghrébins, contrairement aux fascistes européens, ne sont jamais « passés à l'acte ». La récente montée en puissance du mouvement islamiste peut-elle changer la donne? C'est, paradoxalement, au Maroc, que cette question se pose avec le plus d'acuité.

Les incidents qui ont perturbé, à la mi-janvier. à Rabat, la semaine

marqué d'une pacifique ambiva-

lence. A de très rares exceptions

Les incidents qui ont perturbé, à la mi-janvier, à Rabat, la semaine culturelle israélienne témoignent de ce malaise. Opposés à cette manifestation, au nom de la « solidanté avec le peuple palestinien », une poignée de militants islamistes, solidement relayés par l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et par le particonservateur de l'Istiqial, ont réussi, à force de tapage, à provoquer l'annulation d'une des soirées prévues.

Curieusement, les « fous d'Allah » algériens n'ont pas fait des juifs, pourtant honnis comme les chrétiens et les « mécréants », une cible privilégiée. Peut-être, simplement, « faute de combattants »: ayant massivement quitté le pays au lendemain de l'indépendance, la communauté juive algérienne se compte, aujourd'hui, sur les doigts de la main. Au lendemain de l'attentat de Tel Aviv, il n'y a guère que le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), à forte dominante kabyle, qui ait pris position. Dans une pétition « contre l'intégrisme », il a condamné « cet acte sauvage ». Une première de la part d'un parti algérien – bien que la diffusion de cette pétition reste limitée, pour le moment, au territoire trançais.

Catherine Simon

Les « coups tordus » de l'apartheid devant la justice sud-africaine

L'ancien ministre de la défense, Magnus Malan, comparaît à Durban

JOHANNESBURG

correspondance

Le procès de Magnus Malan, l'ancien ministre sud-africain de la défense, et de dix aurres officiers supérieurs à la retraite a débuté, hundi 11 mars, devant la cour suprême de Dutban, dans la province du Kwazuku-Natal. C'est la première fois que des hauts responsables du régime de l'apartheid sont poursuivis devant un tribunal.

Tous ont décidé de plaider non coupable.

La justice leur reproche d'avoir alimenté la violence entre le Congrès national africain (ANC) et l'inkatha, la formation à dominante zouloue de Mangosutini Buthelezi, afin de déstabiliser le parti de Nelson Mandela. Ces anciens gradés de hant rang sont poursuivis pour avoir participé à la mise en place d'un groupe armé responsable du massacre de treize personnes, en janvier 1987, dans la région du Natal. Cette action visait un militant du Front démocratique uni (UDF), proche de l'ANC alors interdit. Les militaires à la retraite sont accusés de complicité dans ce massacre ainsi que de complot visant à l'élimination physique de membres de l'ANC ou

M. Buthelezi, le chef de l'inkatha, ne figure pas parmi les accusés. Il n'est même pas cité comme témoin. Son nom apparaît pourtant à de nombreuses reprises dans l'acte d'accusation.

Les documents secrets auxquels a en accès la justice montrent en effet que le groupe armé à nement d'union nationale de Nelson Mandela. La tension politique est très forte au Kwazulumande de M. Buthelezi dans le but de le proté-

ger contre d'éventuelles attaques de l'UDE.

Les responsables militaires ont répondu à cette demande en lançant l'opération « Marion » (M. Buthelezi est désigné sous le nom de code « Marionnette » dans ces documents) et en autorisant la création, à partir de 1986, d'une véritable unité paramilitaire composée de plusieurs militers d'hommes, partisans de l'inkatha, entraînés par des membres des forces armées

M. SUTHELEZI EN SPECTATEUR

L'agent de liaison entre cette « troisième force » et l'inkatha, Zakhele Khumalo, actuel secrétaire général adjoint de ce parti, est dans le box des accusés aux côtés des anciens responsables militaires. Son rôle de « fusible » permet à M. Buthelezi de suivre le procès en spectateur. Le procureur général a néaumoins laissé planer la possible mise en cause de ce dernier en évoquant, intodi, un réexamen régulier du dossier.

Mais le pouvoir n'a guère intérêt à traîner le

Mais le pouvoir n'a guère intérêt à traîner le chef de l'Inkatha devant le tribunal, à quelques semaines des élections municipales, prévues dans le Kwazulu-Natal pour la fin mai. M. Buthelezi est ministre de l'intérieur dans le gouvernement d'union nationale de Nelson Mandela. La tension politique est très forte au Kwazulu-Natal, et le procès alimente la colère des partisans de l'inkatha, qui veulent y voir une manœuvre supplémentaire de l'ANC pour discréditer leur parti amprès des électeurs. Près de deux cents d'entre eux ont manifesté, lundi, aux abords du tribunal pour exprimer leur mécontentement. Le procès suit de peu l'arrestation de responsables locaux de l'inkatha, dans le cadre de l'enquête sur les massacres commis contre des partisans del'ANC à la fin de l'an passé.

Depuis plusieurs jours, M. Buthelezi souligne, dans des propos rapportés par la presse sud-africaine, la détérioration de ses rapports avec le président Mandeia. « Nos relations n'ont jamais été aussi mauvaises. Ma confiance à l'égard du président est au plus bas, et je ne sais pas si elle peut être restaurée », a-t-il notamment déclaré. Des propos de nature à remetire en cause l'initiative lancée par le chef de l'Etat afin de rétablit la paix entre l'ANC et l'inkatha dans le Kwazulu-Natal. MM. Mandela et Buthelezi sont censés rencontrer ensemble, dans les prochains jours, les chefs coutumiers zoulous pour en discuter.

Frédéric Chambon

Un responsable du génocide rwandais arrêté au Cameroun

UN ANCIEN hant responsable rwandais accusé de génocide, le colonel Théoneste Bagosora, a été arrêté durant le week-end à Yaoundé, au Cameroun, où il résidait depuis plusieurs mois. Il est gardé à vue dans les locaux d'une brigade de gendarmetie. Son interpellation a été ordonnée par les autorités judicialires camerounaises. Toutefois, ni le ministère de la justice, ni les bureaux du procureur général ni ceux du procureur de la République n'ont confirmé l'arrestation.

J. 19

Des sources judiciaires ont cependant indiqué qu'il devrait être entendu par un tribunal de Yaoundé qui décidera de son éventuelle extradition. Selon des responsables du ministère camerounais des relations extérieures, la demande d'extradition du colonel

Bagosora daterait de la visite à Yaoundé en juin 1995 du ministre rwandais des affaires étrangères, Anastase Gasana.

500 000 Tutsis et des Hutus modérés massacrés en 1994

L'extradition du colonel Bagosora, qui avait ordonné l'assassinat du premier ministre rivandais Agathe Uwilingiyimana et des dix militaires belges qui la protégeaient, aurait également été demandée par la Belgique.

Ancien directeur de cabinet du président Juvénal Habyarimana, assassiné le 6 avril 1994, le colonel

Bagosora est accusé par les nou-velles autorités de Kigali d'être l'un des responsables du génocide qui a suivi la mort de l'ancien président. Entre avril et juillet 1994, au moins 500 000 Rwandais de la minorité tutsie et des Hutus modérés avaient été massacrées par les extrémistes hutus. Après la victoire des rebelles tutsis du Front patriotique rwandais (FPR), quelques hauts responsables de l'ancien régime avaient trouvé refuge au Cameroun. La veuve de l'ancien président, Agathe Habyarimana, et des membres de sa famille y avaient séjourné quelques

En avril 1995, le gouvernement camerounais avait refusé l'asile politique à quatre dignitaires de l'ancien régime, en raison de leur « passé douteux » au cours du gé-

mois.

nocide, L'un d'entre eux était Ferdinand Mahinana, l'un des fondateurs de Radio mille collines qui avait explicitement appelé à l'extermination des Tutsis. « Bien que le droit d'asile soit sacré au Cameroun, nous ne pouvions accepter cette situation », avait alors déclaré Ferdinand Oyono, le ministre camerounais des relations exté-

Le gouvernement rwandais s'est félicité, lundi 11 mars, de l'arrestation du colonel Théoneste Bagosora, considéré comme l'« homme de l'apocalypse». Dans un communiqué lu à la radio, le gouvernement a demandé l'extradition du colonel Bagosora, qui figure en tête de la « liste des principaux commanditaires, organisateurs et auteurs présumés du génocide de 1994».— (AFP.)



Grand spécialiste des droites européennes et des origines du fascisme autour de 1900, Sternhell sait de quoi il parle. On peut parfois discuter certaines de ses interprétations. On ne peut contester le courage intellectuel et l'érudition de ce professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, où son laïcisme affirmé et son attachement à l'héritage des Lumières font de lui à la fois un chef d'école et une figure singulière.

Alain-Gérard Slama, Le Figaro

Né pour fonder un État mais aussi pour construire une société nouvelle, le sionisme a renié une partie de ses commandements.

Sternhell n'a pas la main qui tremble : cette volte-face porte un nom, c'est du « révisionnisme » historique.

Daniel Bermond, Lire

Tout l'intérêt de cet ouvrage vient de ce qu'il démontre que la mise au premier plan de l'objectif national procède bel et bien d'un choix idéologique.

Nicolas Weill, Le Monde

FAYARD

1

CO

d'

Les Etats-Unis envoient un second porte-avions vers le détroit de Taïwan

Malgré tout, Washington ne croit pas à une attaque contre l'île et veut ménager ses relations avec Pékin

Les Etats-Unis ont décidé d'envoyer un deuxième manœuvres que Pékin y a engagées à la veille de porte-avions, le Nimitz, vers la zone du détroit de l'élection présidentielle dans l'île chinoise. Pour jique et son développement économique rendent tant Washington ne perd pas de vue sa « relation à incontournable. (Lire aussi notre éditorial page 16.)

WASHINGTON

de notre correspondante Comment se parer de tous les atours de la fermeté sans risquer d'envenimer une situation déjà tendue? Face aux manœuvres de la Chine dans le détroit de Taïwan, l'administration américaine a répondu à ce délicat souci d'équilibre en annonçant, lundi 11 mars, un renforcement de son dispositif naval dans la negion, et en s'attachant parallèlement à dédramatiser les intentions de Pé-

* Les Etats-Unis ne croient pas que la Chine soit sur le point d'attaquer Tanwan », a redit devant la presse le porte-parole du département d'Etat, Nick Burns. Pour lui, les forces chinoises «tentent d'intimider le peuple taïwanais à l'approche des elections + - un exercice certes + risqué et imprudent » en raison de la proximité de Taiwan des courants de navigation commerciale; mais pour les Etats-Unis, ces manoeuvres « ne constituent pas les préparatifs d'une attaque militaire ». Depuis Santiago du Chili, où il se trouvait en visite lundi, le secrétaire à la défense, William Perry, a renchéri: « Nous ne nous attendons pas à un conflit mili-

Apparemment convaincue que la Chine ne risquera pas une mise au ban de la communauté internationale, l'administration Clinton ne saurait néammoins être prise en flagrant délit d'improvisation sur un foyer de

tension qui couve depuis déjà quelque temps ; le Pentagone a donc décidé de renforcer le groupe naval américain conduit par le porteavions independence, déjà sur place, par un autre porte-avions, le Nimitz qui, escorté de six ou sept autres bâtiments, va quitter le Golfe cette semaine, un mois avant la date prévue, de façon à se trouver au large de Tai-

que tout acte de belligérence contre Taiwan entraînerait « de graves conséquences » - un avertissement réitéré dimanche sur NBC par M. Christopher - sans pour autant menacer le laborieux dialogue qu'en-tretiennent Pédin et Washington, en gardant le cap sur ce que les Américains appellent « une relation à long terme ».

Le « Nimitz », l'« Independence » et 160 avions

Les deux groupes navals que les Etats-Unis ont décidé d'envoyer au large de Taiwan représentent quelque douze bâtiments, 11 000 hommes et 160 avions. Le porte-avions USS Independence, basé au Japon, embarque 75 appareils, tandis que l'autre porte-aéronefs, le USS Nimitz, dont le port d'attache est aux Etats-Unis, en compte 85. Les deux navires sont armés de missiles Sparrow, et leur flotte aérienne comprend des chasseurs F-14 Tomcat, spécialisés dans l'attaque d'appareils, et F-18, utilisés pour l'escorte et le coutrôle de zones d'interdiction de vol. Ces vaisseaux sont aussi équipés de bombardiers A6, de 5-3 anti-sous-marins, ainsi que d'appareils d'alerte et de reconnaissance radar E-2 Hawkeye et de EA-6B pour le brouillage des communications ennemies.

wan au moment où s'y tiendra l'élection présidentielle, le 23 mars. Il s'agit, a expliqué M. Perry, de « mesures de précaution »; pour le secrétaire d'Etat Warren Christopher, l'armada américaine sera ainsi « en position pour aider si le besoin s'en fait

Le problème, pour les autorités américaines, se résume à faire acte de fermeté et à convaincre la Chine

La réalité, telle que la décrit Warren Christopher, c'est que la Chine représente « un énorme poids stratégique, et nous devons la traiter comme telle ». Elle représente aussi un poids commercial non négligeable pour les Etats-Unis, qui perdent rarement cet élément de vue dans leurs différends avec Péicin, ou'il s'agisse du non-respect des accords commerciaux, des violations des droits de l'homme, de

la vente de technologie nucléaire au Pakistan ou de Tañwan. Cette fois-ci, cependant, l'adminis-

tration Clinton souhaite projeter une image de fermeté non seulement à Pékin, mais aussi à Washington, où la carmagne électorale présidentielle bat déjà son plein ; et si la politique étrangère n'a pas encore vraiment fait irruption dans le débat, Bill Clinton sait que la moindre hésitation de sa part sera exploitée par ses adversaires républicains. La rapidité de sa réaction dans les deux dernières crises qu'il a affrontées - la destruction de deux avions civils américains par Cuba et le terrorisme au Proche-Orient - a jusqu'ici privé ses détracteurs de munitions.

Son attitude à l'égard de la Chine sur Taiwan paraît pour l'instant bien acceptée au Congrès, où une douzaine de sénateurs out reçu hindi à déjeuner le vice-ministre chinois des affaires étrangères Liu Hiuaqiu; seion l'un de ces parlementaires, le responsable chinois a transmis deux messages: Fun, « rassurant », sur les intentions de la Chine dans ses manoeuvres au large de Taïwan, l'autre, « très ferme », sur l'opposition de Pékin à toute velletté d'indépendance de Taiwan. « Aucune des deux parties ne veut un conflit, a résumé le sénateur Sam Num, expert des questions de défense, mais le conflit peut toujours éclater accidentellement. »

Sylvie Kauffmann

La crise ouverte par la Chine retentit dans toute l'Asie de l'Est

BANGKOK et TOKYO

de nos correspondants Bien que Tokyo considère l'envoi par Washington au large de Taïwan d'unités navales basées à Yokozuka, au Japon (le porte-avions Independance, le destroyer Hewitt et une frégate lance-missiles McClusky) comme un « exercice de routine », cette initiative implique de facto un peu plus l'archipel dans la crise ouverte par les manœuvres chinoises. C'est la première fois depuis la guerre du Vietnam que les Etats-Unis déploient autant d'unités en Asie à partir de leurs bases nippones.

Le Japon a réagi avec prudence à une crise qui constitue une épreuve pour sa diplomatie et le confronte à des questions stratégiques épineuses : sa responsabilité dans la stabilité de la région et sa capacité à assurer sa sécurité. L'inconfort de la position de Tokyo est patent : outre les risques de tension avec Pékin qu'elle comporte, la crise moutre l'impuissance habituelle de cette capitale en raison de ses contraintes consti-

D'un point de vue concret, le lancement de missiles chinois a

confirmé que le Japon est (pour l'instant d'école) d'un conflit Sud-Est, pour sa part, dépend trop d'engins balistiques : ses radars n'ont pas pu détecter ceux des Chinois. C'est là une lacune qui rend impérative la mise en œuvre, avec les Américains, d'un programme, à l'étude, de défense antimissile balistique de théâtre. Coûteux - alors que le budget prévoit des réductions en dépenses d'équipements de défense -, ce programme pose aussi des questions politiques. Il implique en effet des transferts de technologie aux Etats-Unis, qui pourraient contrevenir au principe de non-exportation de matériels militaires par To-

Le second dilemme pour Tokyo est stratégique. Le traité de sécurité nippo-américain prévoit que les Etats-Unis viennent en aide au Japon si la sécurité de l'archipel est menacée, mais les engagements nippons vis-à-vis de l'allié américain sont bien plus ambigus. « Après consultations entre les deux gouvernements », le Japon doit apporter son soutien logistique aux Etats-Unis (il fut ainsi la base arrière dans les conflits de Corée puis

plus? Théoriquement, les troupes nippones ne peuvent intervenir aux côtés de l'Amérique que pour la défense du territoire national. Mais si Tokyo reste les bras croisés, le traité de sécurité serait de facto caduc. Le Japon ne le sonhaîte pas ; il cherche donc à repenser les modalités d'une défense collective que, en l'état de l'interprétation

des textes, il ne peut exercer. Dans le reste de la région, la démonstration de la Chine suscite aussi des inquiétudes. Particulièrement nerveuse est la Corée du Sud, qui craint l'apparition d'une puissance militaire nippone dans la région. Plus au sud, la demande, récemment faite par Taïwan aux Philippines, d'utiliser l'ex-base navale américaine de Subic Bay met Manille dans l'inconfort. L'Asie du

« aveugle » en matière de repérage avec la Chine, le Japon ferait-il de la stabilité de l'Extrême-Orient pour ne pas frissonner quand Pékingmanifeste ainsi sa volonte de s'imposer à tout le monde chinois. En général, l'agressivité de cette capitale envers Taiwan est perçue comme l'expression d'une diplomatie musclée, dont les autres volets sont l'effort de rééquipement de l'armée birmane par la Chine depuis 1992 et le renforcement de la présence militaire de celle-ci en mer de Chine du Sud. Les différents territoriaux qui opposent Pékin à plusieurs pays de la région expliquent en partie l'effort de réarmement de plusieurs d'entre eux. Ces bruits de bottes ne

manquent pas d'affecter les mar-

chés boursiers de la région.

Jean-Claude Pomonti et Philippe Pons

La Thailande se dote d'un porte-avions

LA THAÎLANDE sera le premier pays d'Asie orientale à introduire dans la région un porte-aéronefs, dont la livraison par les chantiers navals espagnols, qui l'ont conçu, doit intervenir le 27 mars. C'est la revue Cols bleus de l'état-major de la marine française qui l'annonce dans son dernier numéro, en précisant que Bangkok avait, au moment de la commande à l'arsenal Bazan en 1992, indiqué que ce navire était un bateau à vocation humanitaire, c'est-à-dire susceptible de remplir des missions d'assistance en cas de catastrophe naturelle. Or le Chakkrinaruebet, c'est son nom, est en réalité un porteaéronefs d'assaut (avions et hélicoptères) de 11 400 tonnes à pleine charge, et il se présente, de fait, comme une version réduite (ou dérivée) du porte-aéronefs espagnol Principe-de-Asturias, en

Selon Cols bleus, c'est une série de contrats de la Thailande, passés l'an dernier, qui a contribué peu à peu à transformer le Chakkrinaruebet en bâtiment de combat. La Thailande a ainsi commandé à Madrid neuf avions Matador EAV-8S à décollage et atterrissage verticaux, que détenaient auparavant la marine espagnole. Leur transfert aura lieu dans le courant de l'année 1997. date à laquelle la Thailande aura aussi reçu livraison de six hélicoptères Seahawk S-60.

ij

Des emplacements ont été aménagés pour l'emport de quatre systèmes d'artillerie multitube Phalanx et de huit systèmes d'armes surface-air (anti-avions et anti-missiles) Sea Sparrow à lancement vertical.

Avec un équipage de six cents hommes au total, le Chakkringruebet embarquera cent cinquante spécialistes pour la mise en œuvre de ses avions et de ses hélicoptères, et il sera en mesure d'accueillir jusqu'à quatre cent cinquante fusiliers marins pour des opérations commandos. « A noter enfin, écrit Cols bleus, la présence d'appartements pour la famille royale. » L'auteur de l'article, le commandant Bernard Prézelin, qui édite d'autre part l'annuaire de référence Flottes de combat, note que le Chakkrinaruebet sera le premier bâtiment de ce genre à entrer en service en Extrême-Orient. La marine chinoise, après avoir envisagé puis exclu d'acheter un porte-avions à la Russie, souhaite faire construire deux porte-aéronefs dans des chantiers nationaux ou les acquérir auprès d'un pays constructeur qui serait l'Espagne. «La mer de Chine, écrit le commandant Prézelin, pourrait devenir, à l'avenir, une zone de tension à cause de cette course aux armements et de revendications terri-

Belgrade et Zagreb poursuivent • leur rapprochement

La Yougoslavie et la Croatie ont franchi une étape décisive vers une normalisation de leurs relations en convenant, lundi 11 mars, de rétablir leurs rélécommunications et leurs réseaux de transport. Les ministres des affaires étrangères de Yougoslavie et de Croatie, Milan Milatinovic et Mate Granic, ont signé trois accords distincts au terme d'une deuxième série de négociations. « Nous avons fait un pas important vers la normalisation de nos relations globales », a commenté le chef de la diplomatie de Belgrade. Les deux pays s'étaient opposés par les armes en 1991, au moment de l'éclatement de la Fédération yougoslave et de la sécession croate, qui devait ensuite précipiter le conflit bosniaque. Les accords, qui seront mis en œuvre dans un délai d'un mois, prévoient la réouverture de l'autoroute Zagreb-Belgrade et de la ligne ferroviaire entre les deux capitales. Les liaisons aériennes et les télécommunications entre les deux pays vont être intégralement rétablies, ainsi que l'oléoduc de l'Adriatique - (Reuter).

■ AUTRICHE: des affrontements ont opposé, hundi 11 mars à Vienne, des policiers à quelques milliers d'étudiants protestant contre des réductions dans le budget de l'éducation. Plus de 40 000 étudiants sont en grève dans tout le pays pour protester contre ce projet de budget qui doit être approuvé par le Parlement en avril. - (Reuter.)

■ ITALIE: selon un sondage, le Pôle des libertés, l'aliance de droke dirigée par l'homme d'affaires Silvio Berlusconi, arriverait en tête aux élections anticipées du 21 avril avec 49,3 % des intentions de vote, contre 45,3 % à la coalition de centre-gauche, l'Olivier. Selon ce sondage, Forza Italia, le parti de M. Berlusconi, est crédité de 20,3 % des intentions de vote, le Parti démocratique de la gauche (PDS, ex-PCI) de 20 %, et Al-liance nationale (post-fasciste) de 19,2 %. Refondation communiste (ex-trême gauche, allié de l'Olivier) obtiendrait 10,1 %, la Ligue du Nord 4,5 % et le parti centriste du président du Conseil, Lamberto Dini, à peine

M PAYS-BAS : l'armée de terre néerlandaise u'utilisera plus de mines antipersonnel et va détruire son stock, a affirmé lundi 11 mars, le ministre nécriandais de la défense, Joris Voorhoeve. - (AFP.)

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE: le ministre de l'intérieur, l'ancien dissident Jan Ruml, a demandé handi 11 mars au gouvernement de se prononcer en faveur de la dissolution du Parti des communistes tchécoslovaques (SCK) de Miroslav Stepan, le seul ancien dirigeant communiste à avoir été condamné à la prison après 1989. Le Conseil des ministres doit décider, mercredi, de transmettre ou non à la Cour suprême cette demande de dissolution à laquelle est opposé le premier ministre, Vaclav Klaus. - (Corresp.)

■ TURQUIE: le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, a déclaré hundi 11 mars : « S'il n'y a pas de cessez-le-feu de la part de la Turquie, nous ménerons une guerre tous azimuis ». « Les sites touristiques sont pour nous les plus importantes zones de guerre », a ajouté M. Ocalan, qui a fait ces déclarations à la télévision privée greoque, Skai. - (Reuter.)

■ BÉNIN : les membres de la Cour constitutionnelle ont recu des menaces de mort hundi 11 mars. Selon une lettre dactylographiée et signée par un groupe de « patriotes du Sud-Bénin révolués contre les vendus et les lâches », dont PAFP a obtenu une copie, les membres de la Cour sont accusés de complicité dans un « complot contre le peuple béránois et su démocratie ». Dimanche soiz, la Cour constitutionnelle avait annulé plus de 22 % des suffigers Empiles lors du premier tour du Strutia présidentiel du 3 mars - (AFR)

MAROC: le secrétaire d'Etat à la francophonie, Margie Sudre, a entamé hindi 11 mais une visite officielle de deux jours au Maroc, consacrée aux moyens de renforcer la coopération culturelle et éducative entre les deux pays. Dans ce cadre, Me Sudre a rencontré lundi à Rabat le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Taib Fassi Fibri, et le ministre des affaires culturelles, Abdellah Azmani. - (AFR)

■ COLOMBIE : le commandant en chef des forces armées, le général Camilo Zuniga, a présenté lundi 11 mars sa démission pour « raisons personnelles », au président Ernesto Samper, qui a désigné pour le remplacer l'amirai Holdan Delgado. Selon des rumeurs, cette démission serait motivée par des divergences avec le ministre de la défense, Juan Carlos Esguerra, un avocat proche de M. Samper, sous le coup d'une enquête sur le financement de sa campagne électorale. - (AFP, Reuter).

MEXIQUE: le gouvernement va investir 12,5 milliards de dollars

dans les quatre années à venir pour lutter contre la pollution dans le bassin de Mexico, ont indiqué mardi des sources officielles. Selon ces sources, le programme pourrait aboutir à une réduction de 35 à 50 % de l'émission de gaz toxiques. Mexico, où circulent plus de trois millions d'automobiles et où sont implantées quelque 30 000 usines, est une des villes les plus polluées du monde. - (AFP)

■ BANGLADESH: le premier ministre, Khaleda Zia, a refusé, kındi 11 mars, d'annuler les élections générales du 15 février, comme le demandait l'opposition, qui a boycotté le scrutin et affirme que moins de 5 % des électeurs se sont rendus aux umes. M= Zia a cependant indiqué qu'elle était prête à entanner des pourpariers afin de tenter de résoudre la crise politique qui dure depuis deux ans et a fait plus d'une centaine de morts. Lundi, de nouveaux affrontements entre partisans du pouvoir et militants de l'opposition ont fait un mort et une cinquantaine de blessés.

SRI LANKA: au moins 83 séparatistes tamouls et membres des forces de l'ordre ont été tués, au cours de violents combats, lundi 11 mars, dans l'est du Sri Lanka, a-t-on appris de sources officielles. Un commando d'élite de la police a été pris en embuscade par des guérilleros des Tigres de libération de l'Eslam Tamoul. Les combats n'ont pas cessé depuis la chute de Jaffna, principal bastion des séparatistes dans le nord du pays, en décembre 1995. - (AFP)

ÉCONOMIE

ALLEMAGNE: un déficit de la balance des comptes courants de 3,5 milliards de marks (12 milliards de francs) a été enregistré en décembre 1995, après un excédent de 400 millions de marks en novembre. et un déficit de 4 milliards en décembre 1994, selon les statistiques publiées par l'Office fédéral des statistiques mardi 12 mars. En revanche, la balance commerciale était excédentaire de 7 miliards de marks en décembre 1995 contre 10,2 milliards en novembre, mais 4,7 milliards seulement en décembre 1994. - (AFP.)

■ RUSSIE : Moscou va accorder un prêt sans intérêt, pour trois mois, de 2500 milliards de roubles (environ 2,5 milliards de francs), aux régions de Russie pour les aider à payer les arriérés de salaires des fonctionnaires et d'autres dettes « sociales », a déclaré lundi 11 mars le ministre des finances, Vladimir Panskov. – (AFP.)

■ UKRAINE: le taux mensuel d'inflation a atteint 7,4 % en février, une performance un peu meilleure que celle de janvier (9,4 %), mais qui reste très éloignée des objectifs du Fonds monétaire international, qui table sur une hausse des prix mensuelle comprise entre 1 % et 2 % d'ici la fin de l'année. - (AP)

ALIMENTATION: la situation alimentaire mondiale pourrait se dégrader, a affirmé lundi 11 mars à Mexico Jacques Diouf, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les stocks sont « 4 % en dessous des limites de sécurité », a-t-il précisé, en rappelant que 830 millions de personnes, dont 200 millions d'enfants de moins de cinq ans, sont sous-alimentées dans le monde. - (AF2)



L'Europe protège les produits de son terroir

Les appellations d'origine contrôlée nationales vont être étendues à l'ensemble du territoire communautaire

BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondant produits de la ferme européens (dont une centaine de français), qui bénéficient chez eux d'appella-tions d'origine contrôlée (AOC), tels le bieu des Causses, le brie de Meaux, le beurre d'Isigny, ou d'indications de provenance commeles volailles du Béam on l'agneau du Quercy, seront bientôt protegés de la contrefaçon d'un bout à l'autre de l'Union européenne.

La Commission de Bruxelles en a adressé la liste, mercredi 6 mars, au conseil des ministres des Quinze. « Il s'agit d'éviter-qu'on fasse du faux reblochon, comme on fait des fausses chemises Lacoste », ex-plique un fonctionnaire bruxellois. L'initiative remonte à 1992, année de la réforme de la politique agricole commune. Les Européens avaient adopté un règlement visant à défendre les productions du terroir, pour la sauvegarde d'une agriculture de qualité et le bonheur du consommateur. Depuis, divers obstacles ont dû être surmontés pour en arriver à la phase actuelle. Il n'y aurait aucun sens à protéger des produits fabriqués aux quatre coins de la planète. Ainsi, il n'y aura pas de parrainage pour le camembert, produit générique dont l'appellation fait partie aujourd'hul du domaine public. En revanche, une AOC défendra le « camembert de Normandie », qui représente un savoir-faire, un mode de production spécifique et dîment établis.

La Commission s'est heurtée à des cas limites: les Grecs reven-

diquent une AOC pour leur feta, qu'ils fabriquent avec du lait de brebis, mais les Danois produisent Près de trois cent cinquante et exportent depuis des lustres de la feta au lait de vache... Un compromis a été trouvé : les fermiers du lutland pourront continuer à exporter, comme feta, leur ersatz, mais seulement hors de l'Union! Moins chanceux, les salaisonniers belges n'auront qu'un an pour cesser de vendre sous l'appellation de «jambon de Parme » une production n'imitant le plus souvent que très imparfai-

CHOCOLAT AU SOJA

tement son modèle italien.

Une telle stratégie axée sur la qualité ne fait pas le bonheur de tous. L'agroalimentaire industriel préférerait un marché unique ou chacun puisse vendre où il veut, ce qu'il veut, au meilleur prix, sous la dénomination dont il a envie, sans s'embarrasser du terroir ou de la gastronomie. Ceux-là dénoncent une attitude qu'ils assimilent au protectionnisme. Derrière leur protestation se profilent d'autres polémiques. Ce sont les mêmes qui, au nom du libéralisme, réclament la révision de la directive européenne exigeant que le chocolat soit exclusivement fabriqué à partir de fèves de cacao. Pourquoi ne pas autoriser, comme ça se passe en Angleterre et au Danemark, l'inclusion de graisses de soja? Au-delà de l'agression contre une forme aimable de civilisation, une telle turpitude serait lourde de conséquences pour les producteurs africains de cacao.

Philippe Lemaître

La déroute russe à Grozny

sème la zizanie dans l'armée

de notre correspondante Les chefs militaires russes s'accusaient mutuellement, lundi 11 mars, d'être responsables de la débacle subie à Grozny, la capitale tchétchène dont les indépendantistes s'étaient pratiquement rendus maîtres quatre jours durant la semaine passée. Alors que tirs et explosions sporadiques se poursuivaient, lundi, dans la ville et ses alentours, à Moscou, l'agence officielle TASS relançait les rumeurs, vieilles de plus d'un an, sur un prochain limogeage de Pavel Gratchev de son poste de ministre de la défense. La direction des opérations communes » en Tchétchénie était repassée, en décembre, du ministère de l'intérieur à celui de la défense, et Pavel Gratchev se retrouve à nouveau en ligne de mire. Ainsi, c'est le ministre de l'intérieur, Anatoli Koulikov, qui s'est rendu hındi à l'aéroport de Grozny - un des rares lieux « sûrs » du pouvoir russe en Tchétchénie - pour critiquer la façon « extrêmement insatisfaisante » dont l'attaque indépendantiste fut repoussée.

DES APPELÉS SUR LE TERRAIN

Le bilan officiel des pertes militaires russes (79 tués, 276 blessés et 40 disparus) a été contredit par des sources officielles anonymes à Grozny, qui parlent de 140 morts et 400 blessés. Le ministre de l'intérieur a aussi critiqué le FSB (ex-KGB), pour n'avoir pas prévu l'offensive qui se préparait. Le service de renseignement de l'armée (le GROU, qui relève de l'état-major) s'est mis de la partie en affirmant, lundi, que des soldats de la 106º division motorisée avaient « vendu pour 6 000 dollars, à l'issue d'une beuverie commune, un char et de l'équipement lourd aux partisans de Doudaiev », le président indépendantiste. Autre scandale: alors que Boris Ettsine avait promis de n'envoyer en Tchétchénie que des troupes déjà entraînées, de jeunes appelés inexpérimentés ont été ramenés sur le terrain. « Boris Eltsine reçoit des conseils

de plus en plus fermes pour se débarrasser de Pavel Gratchev s'il veut gagner l'élection » de juin, annon-

cait lundi la première chaîne de télévision russe citant l'agence TASS, pour laquelle le président pourrait prendre une décision « dans les prochains jours ». Le problème étant de trouver un autre poste pour le ministre. Une occasion semblait trouvée avec l'opération cardiaque subie il y a huit jours par le secrétaire du conseil de sécurité russe, Oleg Lobov, un autre proche du président. Mais des membres de ce conseil ont immédiatement déclaré, sous le sceau de l'anonymat, que les « capacités intellectuelles » de Pavei Gratchev n'étaient pas suffisantes pour un tel poste. On évoque aussi celui de réprésentant à Bruxelles de la Russie auprès

Mais Pavel Gratchev pourrait

de... l'OTAN.

bien rester encore à son poste. En effet, aucun des clans qui entourent le président ne souhaitant l'avoir pour allié affiché, il est réduit à une fidélité sans faille envers Boris Eltsine. D'autres analystes soulignent qu'un Pavel Gratchev renvoyé pourrait révêler trop de choses compromettantes pour le régime. La direction du ministère a protesté, lundi, contre la « campagne mensongère » visant son chef, menée « pour discréditer et déstabiliser l'armée ». Celle-ci, annoncait lundi soir la télévision russe, va « continuer à agir en Tchétchénie comme en temps de guerre, utilisant l'artillerie et l'aviation ». Ce qui fut le cas. hundi, contre la place forte tchétchène de Bamout, ancienne base militaire dotée d'immenses souterrains que l'armée russe bombarde sans succès depuis près d'un an. Les Tchétchènes ont menacé d'exécuter cinq prisonniers russes (ils en détiendraient quatre-vingt-dix à Bamout) à chaque nouveau raid. Une équipe du député russe Serguel Kovalev, défenseur des droits de l'homme tente de jouer les médiateurs, alors que la Croix-Rouge et la presse n'avaient toujours pas accès, landi, à Sernovodsk, petite ville tchétchène qui fut isolée et bombardée toute la semaine pas-

Sophie Shihab

Bruxelles presse les Quinze de débloquer le financement des grands travaux

Certains ministres des finances s'y opposent par souci d'orthodoxie budgétaire

Réunis le 29 mars à Turin pour donner le coup d'envoi de la Conférence intergouvernementale

BRUXELLES

(Union européenne)

de natre correspondant

Le président de la Commission

trouve navrant le spectacle d'une

Union européenne (UE), dont le

Conseil, soucieux d'améliorer la

compétitivité des entreprises de

l'Union et de doper l'activité,

plaide depuis trois ans en faveur

de la mise en chantier rapide de

grands travaux d'infrastructures.

mais dont les ministres des fi-

nances freinent ensuite des

quatre fers par souci d'orthodoxie

dée aux problèmes d'emploi.

s'entendre sur le financement des réseaux transeuropéens de transport ou d'énergie. Telle est

les Quinze chercheront aussi probablement à l'intention exprimée lundi 11 mars à Bruxelles par le Conseil « écofin » qui a réuni les ministres des finances de l'Union européenne (UE).

1993, d'entreprendre d'importants travaux d'infrastructures. Les chefs d'État et de gouvernement avaient accueilli cette initiative avec enthousiasme en décembre 1993 à Bruxelles. Un comité de hauts fonctionnaires, présidé par Henning Christophersen, alors commissaire (danois) chargé des affaires monétaires, avait sélectionné une liste de quatorze projets prioritaires de transport, entérinée au sommet de Corfou de

BLOCAGE PARLEMENTAIRE

budgétaire. Cette situation, parfaitement nuisible pour la crédibi-Dans l'esprit de leurs promolité de l'Union, a fait valoir M. teurs, ces projets devaient être fi-Santer, s'est répétée lundi. Le ranancés par le secteur privé. Celentissement de l'activité au sependant, compte tenu de leur cond semestre 1995 avait conduit rentabilité médiocre, une contrila Commission à demander, voilà bution des pouvoirs publics natioquelques semaines, qu'une attennaux et communautaires s'avérait tion toute particulière soit accorindispensable. Les ressources prévues par le budget européen pour les réseaux sur la période 1995-Dans ce contexte, M. Santer 1999 étaient limitées à 1,8 milliard avait rouvert le dossier des réseaux transeuropéens. C'est le d'écus (11 milliards de francs), soit Livre blanc de Jacques Delors sur une somme insuffisante pour que la croissance, la compétitivité et puissent être « bouclés » ensemble les plans de financement

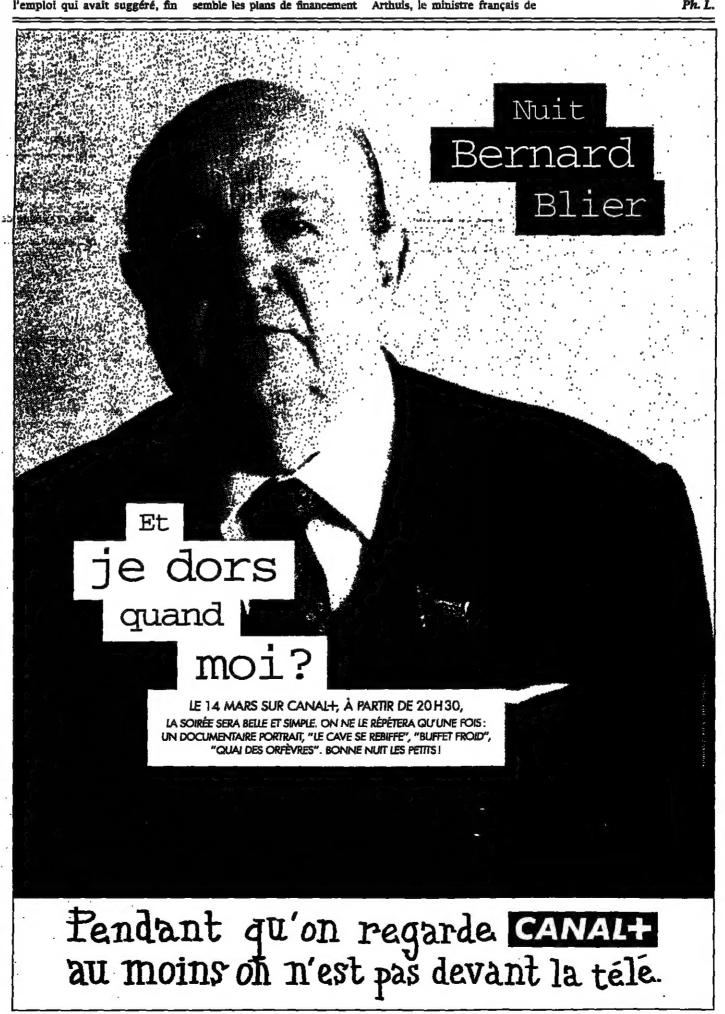
des quatorze projets prioritaires. Certains, dont la Commission, s'interrogeaient donc sur l'opportunité d'un effort financier communautaire supplémentaire. Au Conseil européen d'Essen, en décembre 1994, Édouard Balladur avait estimé qu'il était possible d'ajouter 500 millions d'écus au pot. Henning Christophersen avait parlé d'un milliard... Ces propositions s'étaient vite heurtées à un refus dédaigneux des ministres des finances.

Echaudé, M. Santer s'est rabattu vollà peu sur une proposition plus prudente : renonçant à réclamer de l'argent frais, il a suggéré de profiter des économies réalisées dans la gestion des marchés agricoles pour grossir le magot affecté aux réseaux. Lundi, Jürgen Stark, le secrétaire allemand aux finances, s'est opposé à de tels transferts et a reçu l'appui de ses collègues français, britannique, hollandais, autrichien et suédois! « Si des dépenses prévues ne sont pas exécutées, qu'on rende l'argent aux Etats », ont-ils fait valoir, Jean Arthuis, le ministre français de

l'économie, campe sur cette ligne de rigueur (« pas question de transiger avec l'exigence de réduction des déficits »), en oubliant appapour un déblocage de l'affaire des réseaux transeuropéens.

Les Français insistent pour que l'argent disponible (les 1,8 milliard enfin réparti au profit des projets prêts à être lancés, comme leur TGV-Est (pour lequel 200 millions d'écus sont demandés à Bruxelles) et. affirment-ils, au plus deux ou trois autres. Aux yeux de la Commission, le lancement de l'opération doit concerner les quatorze projets, même si c'est de façon échelonnée dans le temps. Comme si l'affaire n'était pas déjà suffisamment compliquée, le Parlement européen, qui voudraît avoir son mot à dire dans la sélection des projets. bloque l'adoption du règlement nécessaire à la répartition des

Ph. L.



L'état de santé écologique du Rhin est en constante amélioration

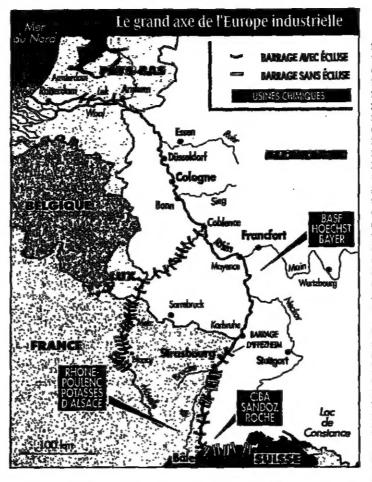
La Commission internationale pour la protection du Rhin (CIPR), où siègent les Etats riverains du fleuve, a réuni pour la première fois début mars ses cinq membres à Coblence

APRÈS L'ACCIDENT de Sandoz à Bâle, en 1986, la Commission internationale pour la protection du Rhin (CIPR) avait lancé un plan d'action baptisé « Saumon 2000 ». Les cinq pays membres (Suisse, Allemagne, France, Luxembourg et Pays-Bas) s'engageaient à tout faire pour que, dès la fin du siècle, le roi des poissons migrateurs, le saumon, puisse à nouveau vivre et se reproduire dans le roi des fleuves européens. Un pari insensé, au lendemain d'un accident qui avait montré la fragilité de l'écosystème : des tonnes d'anguilles avaient été tuées en quelques heures.

Et pourtant c'est fait. En 1990, dix ans avant l'échéance fixée, un premier saumon était capturé dans la Sieg, un affluent allemand du Rhin situé à 300 kilomètres de l'embouchure, Certes, il s'agissait d'un saumon réintroduit par alevinage deux ans auparavant. Mais sa reprise signifiait qu'un alevin lâché dans la rivière pouvait y devenir adulte, effectuer ensuite sa descente vers la mer et, l'année d'après, remonter le fleuve sur 300 kilomètres. Mieux: en 1995, trente-cinq truites de mer et neuf saumons ont été capturés au pied du barrage d'Iffezheim, près de Strasbourg, à 700 kilomètres de l'embouchure! La preuve est donc faite que l'ancien égout de l'Europe » a déjà retrouvé une qualité écologique très convenable, comme l'a souligné Rodolphe Greif, le président (français) de la CIPR.

Ce succès spectaculaire s'explique. Voilà en effet près de cinquante ans que les cinq Etats riverains ont décidé de travailler ensemble à la reconquête de leur fleuve commun. En 1950, il ne de concertation, érigé officiellement en Commission internationale lors des accords de Berne de 1963. Un engagement écologique méritoire à une époque où prévalait l'essor économique des « trente giorieuses ».

Et, de fait, les premiers progrès



sont apparus dès le début des

Mais pour nettoyer un fleuve qui draine les eaux usées de la Rhur et les rejets de la chimie européenne (Sandoz, Ciba, Roche, BASF, Hoechst, Bayer, Rhône-Poulenc, qu'un comité de coordination. C'est pourquoi, en 1976, la Commission a fait ratifier deux conventions maieures. L'une va dresser la liste des substances chimiques à traquer, et l'autre, surtout destinée à la Prance, établit un programme de réduction des chiorures, c'est-à-dire une limi-

tation des rejets de sammures par ies Mines de potasse d'Alsace.

Cette dernière convention, dont la mise en vigueur fut laborieuse, va empoisonner les relations entre la France et les Pays-Bas pendant quinze ans. Car le gouvernement Etats membres - paie pour que les Potasses d'Alsace ne reje leur sei dans l'eau que doivent boire ensuite des millions d'Allemands et de Néerlandais. C'est senlement en 1991 qu'une solution définitive est trouvée (le sel est stocké à terre près de Mulhouse) et le probième réglé. Car les mines, de toute façon, fermeront en 2004.

Ainsi, tous les voyants sont aujourd'hui au vert sur le Rhin. La pollution thermique des centrales électriques est réglée (le groupe de travail attelé à cette tâche s'est dissous en 1989). Le sel est rejeté à « un niveau aceptable », comme l'a reconnu Marten Gaast, du service des eaux d'Amsterdam. Les métaux lourds, les organochlorés, les phosphates (grâce notamment à l'interdiction des lessives phosphatées en Suisse) sont en constante diminution, et le taux d'oxygène remonte régulièrement. Seuls les nitrates. dus pour l'essentiel à l'agriculture intensive, et certains pesticides continuent à inquiéter les techniciens de la CIPR.

LIMITER LÈS INONDATIONS L'accident de Sandoz, il y a dix

ans, avait été un « choc solutoire », comme l'ont constaté tous les intervenants. De même, les inondations de 1993 et 1995 ont douloureusement rappelé que rien n'était définitivement réglé en matière de milieu naturel. Les barrages construits sur le Rhin et la Moselle ont en effet pour mission de rendre le fleuve navigable ou de prochine de l'électricité

Mais ils ne sont pas chargés de retenir les crues. La CIPR va donc s'attaquer à cette nouvelle tâche: coordonner les aménagements pour tenter de limiter le risque d'inondation, sans pour autant recourir à de nouveaux endiguements ou barrages... qui compromettraient la réintroduction des poissons migrateurs. Des champs d'expansion devront être conservés dans les zones agricoles, afin qu'ils soient inondés de préférence aux quartiers urbains. Ce qui ne plaît guère aux agriculteurs, encore méfiants à l'égard d'éventuelles pollutions chimiques.

La CIPR a donc toujours du pain sur la planche. Selon la formule. d'un ministre néerlandais lors de la réunion de Coblence des 6 et 7 mars, « le Rhin est sorti de lo solle des urgences, mais pas de l'hôpital ».

Le premier ministre irlandais a reçu * le principal leader unioniste d'Ulster

A Dublin, le ton est à la fermeté envers le Sinn Fein et l'IRA

andais John Bruton. La caractère exceptionnel d'une tats de l'IRA.

de notre envoyé spécial

Le chef du principal parti unioniste d'Irlande du Nord (UUP), David Trimble, a été reçu à dîner, lundi 11 mars, par le premier ministre irlandais, John Bruton. Cet événement est d'importance car de telles rencontres sont rares - les unionistes déniant à Dublin tout droit de regard sur le Nord -, parce qu'il intervient en pleine crise après la reprise des attentats de l'IRA (Armée républicaine irlandaise) et alors que les pourparlers sur l'organisation d'élections au Nord sont sur le point de s'achever. Les conversations sembleut avoir été cordiales, bien que M. Trimble ait peu avant critiqué les « propos équivoques » des dirigeants irlandais et que son adjoint, John Taylor, ait un jour qualifié le ministre des affaires étrangères. Dick Spring, de « politicien le plus détesté en Irlande du Nord ».

M. Trimble aura trouvé la capitale irlandaise dans une atmosphère bien différente de ce qu'elle était au début de l'année, alors que l'on croyait que le cessez-le-feu des terroristes républicains était permanent. A cette époque, l'optimisme se panachait de ressentiment envers Londres et les unionistes pour avoir mis des obstacles au processus de paix et à la participation de la branche politique de l'IRA, le Sinn Fein, aux pourparlers. Anjourd'hui, le ton est devenu critique, sévère même à l'égard des républicains. La presse ne les

ménage plus. Tous les partis, majorité et opposition confondues, ont dénoncé la volte-face de l'IRA et exigent un retour au cessez-lefeu comme préalable à toute négociation. A Dublin comme à Londres, Gerry Adams ou Martin McGuinness, les chefs du Sinn Pein, se sont vu fermer la porte des ministères : les seuls contacts qui leur sont désormals autorisés sont avec des fonctionnaires.

TREVE ARMES

Il faut dire que les communiqués sibylins de PIRA n'ont pas facilité les choses. Pas plus que les propos de Gerry Adams menaçant Londres d'une guerre de vingtcinq ans, aussi longtemps qu'avait duré le conflit précédent (1969-1994). Le Sinn Fein est désormais isolé puisque même ses amis américains le boudent. Certes, M. Adams a obtenu un visa pour se rendre aux Etats-Unis à l'occasion de la Saint-Patrick, la fête nationale des Irlandais, mais il ne pourra rencontrer que les convaincus. Tous les autres dirigeants du Nord seront, eux, reçus à Washington. Qui plus est, l'IRA est préoccupée par l'attitude des ter-roristes de l'autre bond, les loyalistes protestants: la trêve armée entre les deux camps est désormais à la merci de la moindre étin-

M. Bruton, qui réunissait à la fin de la semaine demière l'Ard Fheis (la convention) de son parti, n'a pas māché ses mots envers FIRA.

Le Fine Gael n'a jamais eu de sympathie pour l'IRA. Le taoiseach (premier ministre) n'avait toutefois pas ménagé ses efforts depuis son arrivée au pouvoir il y a plus d'un an pour convaincre le Sinn Fein, au point que les relations s'étaient à plusieurs fois tendues avec son homologue John Major, accusé de trop céder aux unio-nistes. Désormais les choses sont plus claires et le Sinn Fein devra convaincre les parrains de l'ombre de remiser fusils et explosif Semtes pour être partie prenante aux négociations, si elles ont lieu.

Mais l'attitude des unionistes peut-être autant que l'intransigeance armée de l'IRA - ne facilite pas la négociation. Jamais ils n'ont donné un accord sans équivoque à des négociations entre tous les mouvements d'Irlande du Nord et n'ont cessé d'exercer des pressions sur le gouvernement Major. M. Bruton, qui n'a pas les mêmes contraintes parlementaires que son voisin anglais vis-à-vis des unionistes, se montre ouvert, mais ne peut s'alléner sa propre opinion publique qui, bien qu'hostile à la violence, conserve sa sympathie aux catholiques du Nord. Comme nous le disait le ministre travailliste de la culture, Michael D. Higgins, « on ne peut pas résoudre le problème au Nord en forçant les gens à devenir amnésiques » et à oublier les vexations dont ils ont longtemps été l'objet.

Patrice de Beer

Le « super-mardi » devrait consolider l'avance de Bob Dole pour l'investiture républicaine

SAINT PETERSBURG (Floride)

de notre envoyé spécial Sons les trombes d'eau qui s'abattent sur la Floride, le Sunshine Center a triste mine. Mais, une fois la porte poussée, quelle ambiance ! Marie, John, Evelyn et les autres, tous septuagénaires avancés, entonnent un Oh I Suzanna chevrotant mais plein d'ardeur. Sur l'estrade, un crooner aux cheveux blancs s'égosille en esquissant quelques pas de danse, pen-dant que le public frappe dans les mains. Bienvenue dans la « God's Waiting Room > (la salle d'attente de Dieu), autre sumom d'un Etat où « le soleil brille toujours ».

A Miami, Tampa, Orlando, Fort Lauderdale ou Saint Petersburg, les senior citizens forment des communantés bien organisées, et incontournables en période électorale: les plus de soizante-cinq ans représentent 18 % de la population de la Floride, mais 40 % des électeurs oui se rendent aux umes.

Comment ce paradis américain des retraités pourrait-il ne pas apporter massivement ses suffrages à Bob Dole, le « candidat de l'expérience», l'homme qui sera peutêtre, à soixante-treize ans, le plus vieux président des Etats-Unis en début de mandat? Jusqu'ici, lors les « primaires » républicaines, Bob Dole a incontestablement fait « un tabac » parmi les gens de sa

Mais Marian, soixante seize ans, n'est pas charitable : «Il est trop vieux. Il a été malade, et peut encore l'être. » Très grande dame avec son « bibi » posé sur ses cheveux blancs, Evelyn, quatre-vingttrois ans, pense que l'âge n'a pas d'importance, mais elle « n'aime pas » Bob Dole: «Il dit trop de choses contradictoires. > John (« environ quatre-vingts ans ») estime, pour sa part, que le sénateur du Kansas est à même de mieux comprendre les besoins des personnes agées. « Mois, ajoute-il, je ne suis pas du tout d'accord avec les coupes dans le Medicare.

Bob Dole a récemment redit qu'il fallait « équilibrer le budget », sans mentionner que les républicains comptent y parvenir par une réduction drastique des programmes sociaux, à commencer par le Medicare, l'assurance-maladie des plus de soizante-cinq ans. Les quelque 90 000 senior citizens Roger Cans de Saint Petersburg avaient bien des questions à poset au chef de la n'a fait que de rapides allers et retours entre le Texas, le Tennessee

et la Floride. Sans donner de consigne de vote, la puissante Association américaine des personnes retraitées (AARP) aide, avec son Guide des électeurs distribué à ses trentetrois millions d'adhérents, à évaluer la position de chacun sur les retraites, la réforme de la fiscalité et le Medicare. De ce point de vue, Steve Porbes, ce « grand jeune

362 délégués en jeu

Organisées dans sept Etats, les primaires du «super mardi» voot permettre d'élire 362 délégués à la convention nationale républicaine de la mi-août à San Diego (Californie). La Floride (98 délégués) et le Texas (123) sont les deux Etats qui pèsent le plus lourd, mais le Mississippi, POkiahoma, POregon, le Termessee et la Louisiane vont également se prononcer. A la veille du « super mardi », Bob Dole disposait de 401 délégués, contre 77 pour Pat Buchanan et 75 pour Steve Forbes. Pour remporter l'investiture républicaine, un candidat dolt réunir 996 délégués. Côté démocrate, Bill Clinton, seul candidat, dispose actuellement de 1319 délégués sur les 2142 nécessaires pour obtenir Pinvestiture à la convention de Chicago, fin août.

homme milliardaire», comme dit

Evelyn, est assez séduisant. En Floride, l'impôt sur le revenu est déclaré « illégal », et toute personne qui propose d'ailéger la pression fiscale, sous quelque forme que ce soit, ne peut qu'être un honnête homme. Tout en démentant les rumeurs de son prochain retrait de la course à l'investiture, Steve Forbes continue donc de marteler son message: la flat tax (l'impôt forfaitaire à taux unique) ou la panacée politique. Samedi soir, lors d'un dîner de notables républicains, il a obtenu un bean succès sur ce thème.

Nourrissant l'appréhension des «barons» du Parti républicain. Pat Buchanan répète à l'envi qu'il

poustivra sa « crossade » popumajorité parlementaire, mals le liste jusqu'à la convention de San Boeing 747 « Dole for President » Diego, notamment parce que liste jusqu'à la convention de San celle-ci «[l']amuse de plus en plus » (lire aussi page 14). Quant à Bob Doie, il semble avoir adopté un style presque fringant, qui tranche avec ses apparitions plutôt lugubres du début de campagne. A force de collectionner les victoires et de voir ses adversaires ieter l'éponge, le sénateur du Kansas a repris confiance. Les stratèges républicains sont convaincus que, après le « super-mardi », un véritable «boulevard» attend M. Dole jusqu'à la convention de

San Diego. Ses conseillers ne l'ont pas encore décidé à cesser de parler de lui à la troisième personne («Quand Bob Dole sera président... »), mais lis l'ont convaincu de se forcer à apparaître plus humain. Ce serait trop dire qu'il a découvert le « truc du charisme », mais une certaine alchimie commence peut-être à prendre. Le tout est de flatter l'électorat dans le bon sens. Bob Dole et ses rivaux appliquent cette recette de base, notamment à propos de l'autre « spécialité » - avec les retraités de la Floride: la puissante communauté cubano-américaine de Miami. Les « hispaniques » de Floride, majoritairement d'origine cubaine, représentent environ 12 % de la population.

Chaque candidat se doit d'aller passer un moment dans un restaurant de «Little Havana» et de stigmatiser Fidel Castro. Bob Dole promis, une fois à la Maison Blanche, de lui « serrer la vis », Pat Buchanan a proposé de reléguer la chasse cubaine au fond de l'océan », et Steve Forbes a averti la Floride que les deux centrales nucléaires russes construites à Cuba la menaçaient d'un nouveau Tchemobyi... Les politologues républicains reconnaissent que Bill Clinton a pris une longueur d'avance en renforçant l'embargo contre Cuba, après la mort des quatre pilotes de l'organisation anticastriste Frères du secours. La Floride, Etat gagné de justesse par les républicains en 1992, jouera un rôle crucial lors du scrutin présidentiel de novembre, et le chef de la Maison Blanche a commencé à préparer sa revanche.

Laurent Zecchini



VENTES PAR ADJUDICATION Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS TEL.: 40.75.45.45 - FAX.: 45,63.89.01

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS Jeudi 28 Mars 1996 à 14h30 - En un lot -BOUTIQUE - 13-15, Rue du Croissant à PARIS 2ème - au rez-de-ch. et 1 P. au 1er étg. communiquant

MISE A PRIX: 100.000 Frs S'adr. à Me G. LAURIN, Avi à PARIS %c. 10, Rue de l'Isly Tél: 45.22.31.26 de 10h à 12h - Sur les lieux pour visiter. le Vendredi 22 Mars 1996 de 11h30 à 12h30.

VENTE sur LIQUIDATION de BIENS Au PALAIS de JUSTICE



de PARIS **JEUDI 28 MARS 1996** à 14h30 - EN UN LOT -**ENSEMBLE IMMOBILIER**

à PANTIN (93) 23 à 41, Rue Delizy - 27 à 39, Quai de l'Ourcq

Compr.: 2 Immeubles de Bureaux de grande qualité Bât. A - Rez-de-chaussée et 5 étages : 5.521 m². Bât. B - Rez-de-chaussée et 8 étages : 7.542 m² 205 EMPLACEMENTS DE PARKING

MISE A PRIX: 25.000.000 de Frs S'adr. à Me Michel MAAREK, Avocat à PARIS 75116 35. Avenue d'Eylau - Tél : 45.53.02.00 Sur place pour visiter, par le Gardien de l'immeuble

Tous les jours de semaine, aux heures de bureau

Vente au Palais de Justice de PARIS. Jeudi 28 Mars 1996 à 14h30 CHATEAU « d'USSON » à PONS (17)

Lieudit « Les Egreteaux » cadastré ZI nos 34, 55, 56, 57, 70 pour 8ha. 56a. 47 ca

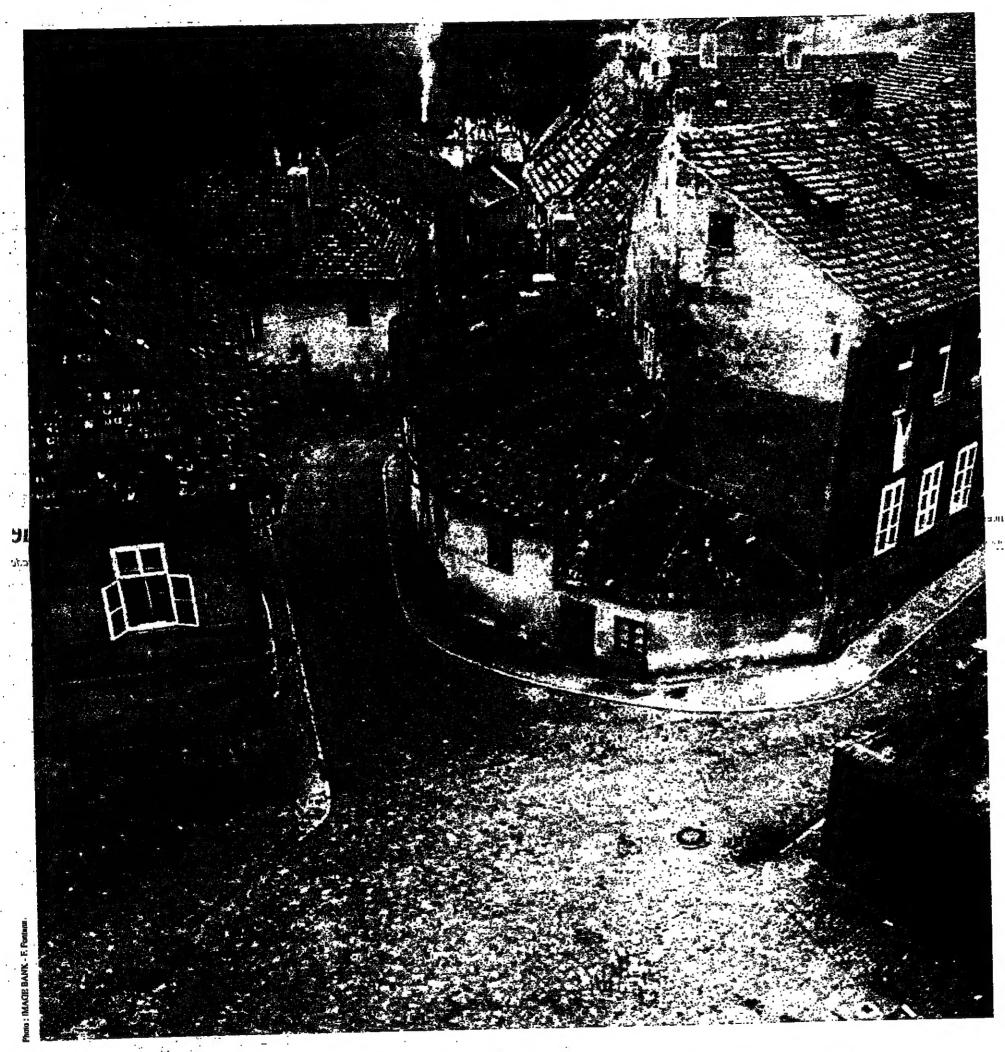
MISE A PRIX : 2.805.000 Frs Libre de Location

S'adr. à Me CHEVROT, Avt., 18, rue Tronchet à Paris 8e - Tél : 47.42.31.15 Me FRECHOU, Liquidateur. 18. Rue Séguier Paris 6e - Tél : 46.33.54.17

Jestico Lica

iblicair

Députés, sénateurs, depuis 20 ans 4 stations-service ferment chaque jour. Pour être tranquille, la vie à la campagne va vraiment être tranquille...



Pour certains commerces, les carburants ne sont que des produits d'appel.

Ils les bradent, et se rattrapent sur les autres articles. Résultat ? 30 000 stations-service ont disparu en 20 ans, 100 000 emplois perdus. Ce mouvement se poursuivra si la nouvelle loi sur la concurrence permet toujours la pratique des produits d'appel. Or chacun sait qu'une station-service qui ferme, c'est la première étape de la désertification. Après suivent le boulanger, le boucher, l'épicier...

Est-ce vraiment ce que vous voulez ?

LES PROFESSIONNELS DES STATIONS-SERVICE.

d'assainissement financier entreprises depuis 1994 par Guy Aubert, directeur général, a mis les laboratoires en ébulition. Plusieurs pétitions circulent pour dénoncer la brutalité des

décisions prises. ● LA « REMISE À ZÉRO » des comptes se justifie, selon la direction, par la situation catastrophique de l'organisme. Associé à une comptabilité incertaine, le déficit dû à

l'écart cumulé entre les autorisations de programme (engagements de dé-penses) et les crédits de paiement réellement attribués avait fini par mettre le CNRS en état de cessation de

paiement. • LES CHERCHEURS craignent que ces restrictions ne soient que le prologue à une restructuration et à une réduction drastique

La rigueur budgétaire appliquée au CNRS inquiète les chercheurs

La décélération de la progression des crédits attribués au Centre national de la recherche scientifique oblige ses directeurs à revoir leurs programmes et ressuscite la menace d'un « démantèlement » de cet organisme quasiment unique au monde

CETAIT pendant la nuit du 5 au 6 janvier. « Ils ont ratissé tous les comptes en catimini », s'indigne un chercheur. En arrivant le matin, les directeurs de laboratoire ont pu constater que leurs « économies » - les crédits qu'ils avaient mis prudemment de côté pour assurer la soudure » entre les budgets 1995 et 1996 - s'étaient volatilisées. Des chercheurs en sciences bumaines ont vu disparaître, par exemple, les 42 000 francs qu'ils avaient touchés six semaines plus tôt pour une étude devant s'étaler sur toute l'année. Les comptes de certaines équipes affichaient pour 1996 un solde positif de... I franc!

Dernier épisode du « grand ménage » financier entrepris en septembre 1994 par son directeur général, Guy Aubert, cette « Nuit du 5 janvier » a mis le CNRS en ébullition. Dans une pétition signée par plusieurs centaines d'entre eux, les directeurs d'unités de recherche « demandent aux pouvoirs publics de revenir sur toutes les décisions d'annulation, d'amputation ou de gel des crédits de l'orga-

Près de 12 000 chercheurs

● Histoire. – Créé par le gouvernement Daladier, en 1939, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ne voit vraiment le jour qu'en 1945. Il commence à se développer sous l'impulsion de Frédéric Joliot, élève de Paul Langevin et prix Nobel 1935 avec sa femme irène Joliot-Curie. Cet organisme n'a pratiquement plus d'équivalent dans le monde.

● Effectif. - 23 527 personnes. dont 11 627 chercheurs, soft environ 20 % de l'effectif total des personnels de la recherche académique française.

● Budget. - 12.06 milliards de francs hors taxes alimentent les besoins de 1 287 unités de recherche et de 245 groupements de recherche.

Organisation. - Le CNRS compte sept départements : sciences physiques et mathématiques (12 % des effectifs) ; physique nucléaire et corpusculaire, dont l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (9,2 %); sciences pour l'ingénieur (11,1%); sciences de l'univers, dont l'institut national des sciences de l'univers (11,5 %); sciences chimiques (15,3 %); sciences de la vie (24,5 %); sciences de l'homme et de la société (16,4 %).

nisme ». Durement frappés pour la troisième année consécutive, de nombreux laboratoires éprouvent. aujourd'hul, « les plus grandes difficultés pour fonctionner dans les conditions minimales ».

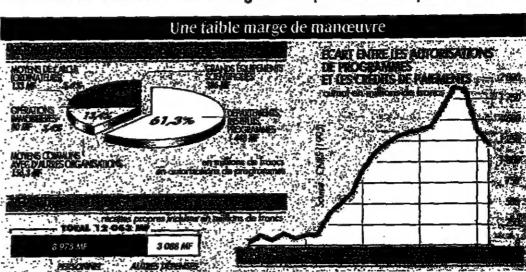
Si les chercheurs « de base » et leurs supérieurs directs expriment ouvertement leur révolte ou leur inquiétude, la retenue, voire le mutisme, sont de règle chez les responsables d'autres organismes de recherche ou dans les milieux politiques. En privé, quand ils sont certains de ne pas être cités, ces décideurs reconnaissent généralement qu'il « fallait faire quelque chose ». « Guy Aubert n'a pas inventé ce déficit, lance l'un d'eux. Il a tout simplement été le premier directeur général du CNRS à dire que cela menaçait la survie de l'organisme. » Il est vrai que cette menace s'imposait avec une terrible évidence, le CNRS ayant déjà été, en 1993, en situation de cessation

Le probième, c'est que la gauche avait voulu tenir ses promesses et afficher la recherche comme une « priorité nationale », sans toujours s'en donner les moyens. La droite a brutalement ralenti la tendance. Résultat : la différence cumulée entre l'argent promis des autorisations de programme, qui permettent de lancer des actions futures, et l'argent réel des crédits de paiement, attribués chaque année, n'a cessé de croître sous tous les gouvernements. La plupart des organismes ont souffert de cette déficit a atteint des records.

INCULTURE COMPTABLE

« La comptabilité de la maison n'était pas adaptée. Il faut être clair : nous avons été collectivement un peu légers, pas assez vigilants », reconnaît Pierre Tambourin, directeur du département sciences de la vie au CNRS, qui assure l'intérim de Guy Aubert, actuellement hospitalisé. L'un de ses collègues, plus brutal, estime que « la gestion du CNRS était ahurissante et témoignait d'une inculture incroyable vis-à-vis des modes de financement de l'Etat ». C'est ainsi que les directeurs de laboratoire avaient pris l'habitude de mettre dans un même pot les autorisations de programme, les crédits de paiement et même, souvent, les sommes issues de contrats extérieurs avec l'industrie, l'Union européenne ou les associations cari-

Les chefs d'unités du CNRS avaient toute latitude pour gérer



Une grande part des crédits au CNRS est incompressible. Les saluires représentent, en effet, 75% du budget. D'outres postes, comme les très grands équipements, le sont aussi. Il est donc difficile de jouer sur les sommes restantes (1 448 MF d'autorisations de programme) pour définir l'avenir de l'organisme.

les sommes « notifiées » à leurs laboratoires. Nommés sur des critères purement scientifiques, sans formation spécifique à la gestion, ils assuraient cette tache « en bons pères de famille ». Au sein d'un mastodonte bureaucratique comme le CNRS, les effets pervers d'un tel système étaient redoutables. «Il y a probablement cinq mille à six mille centres de dépenses, répartis dans les quelque mille trois cents unités de recherche du CNRS, estime l'un de ses responsables. Partout il y avait de petites cagnottes amassées par des di-

dits de paiements, mais leurs détenteurs ne faisaient pas toujours la

« C'est pour cela que nous avons décidé de remettre tous les compteurs à zéro », explique M. Tambourin. Tout l'argent dormant sur les comptes des laboratoires a été « remonté » à la direction nationale au cours de la fameuse nuit du 5 janvier.

En mars 1995, les directeurs d'unités avaient été engagés à séparer sur leurs comptes l'argent du CNRS et celui provenant de contrats extérieurs, affirme la didérive due aux promesses non te-nues de l'Etat, mais, au CNRS, ce recteurs prudents. Il s'agissait rection de l'organisme, mais tous, souvent d'autorisations de pro-ne l'ont pas fait. 30 % des laboragrammes non couvertes par des cré- toires pourraient avoir été vic- 1994 devront être remboursés. Les

times de ce « hold-up » directorial, mais, assure M. Tambourin, « tout l'argent ne provenant pas du CNRS sera restitué aux laboratoires

FOURIMES » ET « OGALIES ». Pour le reste, la négociation sera

de mise : les autorisations de paiement portant sur des programmes déjà engagés seront couvertes, mais les « bas de laine » des « fourmis » impénitentes seront impitoyablement éliminés. Pour faire bonne mesure, les « cigales » ont été frappées elles aussi : les crédits de ratoires en dépit du biocage de

directeurs les plus dépensiers se verront retirer la signature. Dans certains cas, les sommes indûment dépensées ont été défalquées de la dotation pour 1996, et quelques unités se retrouvent avec un budget nul. « C'est idiot, reconnaît M. Tambourin, il faut rediscuter de

Les politiques affichent sur cette affaire une remarquable discrétion. Prançois Bayrou, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, se tait. Secrétaire d'Etat à la recheche, François d'Aubert se borne à dire qu'il « fait toute confiance au directeur général du CNRS - pour assainir la gestion. « On ne me fera pas croire, ajoutet-D, qu'il n'y a pas une marge de manœuvre, des économies à faire sur les frais de structure. Il ne faut pas que l'administration de la recherche mange la recherche. Les responsables des organismes savent

bien ce qui ne va pas chez eux. » Des syndicalistes de base aux patrons des laboratoires, tout le monde courbe le dos. Une réforme du CNRS se prépare, disent-ils, inquiets de voir ressurgit « les vieux démons du démantelement » évoqués par la droite en 1986. Réforme à laquelle risquent de s'ajouter, s'inquiète Henri Edouard Audier, membre du bureau national du Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS) et organisateur de la pétition, « de nouvelles régulations budnétaires et un budect 1997 sons doute catastrophique ».

> Tean-Francois Augereau et Jean-Paul Dufour

« Allez donc à la plage!»

EN « RATISSANT » l'argent restant sur les comptes des laboratoires début janvier, les comptables du CNRS ont ramené, pêle-mêle, les autorisations de programmes en souffrance qu'ils recherchaient, mais aussi des crédits d'autres provenances. La direction le reconnaît et précise que la négociation est de rigueur et que tous les cas litigieux seront examinés. Si Pon en croit les exemples rapportés par les chercheurs, les discussions risquent cependant d'être longues et animées.

« Nous avions obtenu un contrat de 80 000 francs pour étudier les applications de la télédétection spatiale en archéologie, explique Jean-Paul Demoule (université Paris-VCNRS). Nous n'en avions dépensé que 20 000 en 1995. Les 60 000 francs restants ont été récupérés par la direction du CNRS. »

Renée Waissman et Lion Murard du Cermes (Centre de recherches médecine, maladie et sciences sociales, laboratoire commun CNRS, Inserm, Ecole des hautes études en sciences sociales), eux, pensaient être à l'abri des sur- i prises. Prévenus des intentions du directeur du CNRS, ils avaient sollicité le report sur 1996 des 42 000 francs qu'ils avaient reçus chacun le 16 novembre 1994, pour des études concernant la perception des problèmes de santé dans la

société. Peine perdue... Ces reports budgétaires d'une année sur l'autre sont inévitables, observe l'astrophysicien James Lequeux (CNRS/Observatoire de Paris). « Le CNRS nous avait notifié en 1995 seulement certains de nos crédits 1994; et 37 % de nos subventions n'avaient pas été dépensées débutjanvier 1996, raconte-t-il. Tout a disparu! Nous ne sommes pas les plus à plaindre, car la moitié seulement de nos ressources est assurée par le CNRS. Mais peut-on travailler sérieuse-

ment dans ces conditions? > Au Centre de recherche archéologique de Valbonne (Alpes-Maritimes), la plus grosse unité française dans ce domaine, les crédits de fonctionnement et d'équipement ont été amputés de 694 000 francs, soit près de 50 %. « A/lez donc à la plage (», aurait conseillé à ses collègues malheureux un concurrent « bien noté » qui, lui, avait vu ses crédits augmenter de 25 % en 1995.

Le département des sciences de l'homme et de la société semble avoir particulièrement souffert. Ce secteur, très morcelé, est éclaté en un grand nombre de petites équipes. En 1995, ses 494 unités et « groupements » de recherche représentalent 32,2 % de l'ensemble des laboratoires du CNRS, mais ne consommaient que 14,4 % du budget total de l'organisme. Cette situation rend, évidemment, plus complexe la gestion de ces multiples unités, comparées, par exemple, aux deux gros instituts du CNRS que sont l'INSU (sciences de l'univers) et l'IN2P3 (physique des particules), auxquels les gros instruments et les engagements internationaux imposent leur propre gestion.

J.-F. A. et J.-P. D.

LEMONDE diplomatique

Mars 1996

- ◆ L'ALGÉRIE ET LES DROITS HUMAINS : Citoyenneté L'ALGERIE ET LES DIGITS FIUIMAINS: Citoyenneté coutre barbaries, par Salima Gherali. - Une justice sous pressions, par Ali Chambati. - Dans les camps d'internement, par Abdelkader Barlit. - A la recherche des « disparus », par Ali Bouazid. - Le cercle des morts axonymes, par Lakdar Benyounes. - Attentats contre la liberté de la presse, par Ghania Mouffok. - Le massacre de Serkadji. S.C.:
- MONDIALISATION: Davos, per Ignacio Rummet.
- EUROPE : Avec les peuples ou sans eux ?, par Bernard Cassen. La géographie incertaine du continent, par Jean-François Drevet.
- FRANCE: Les fourriers du Front national, par Claude Julien. Les syndicats français mis au défi, par Jacques Kergont.
- HONGRIE: Jeunes entre rêve et résignation, par Peter Lindea. OLP : Aspirations démocratiques en Palestine, par Graham Usber.
- AFRIQUE: Dans le circuit mondial des zones franches, par Christian de Brie. - La marche contrariée vers l'union économique. par Willy Jackson.
- TÉLÉVISION: Aux Etats-Unis, des chaînes par centaines, par Yves Eudes. Au Japon, l'âge du loisir permanent, par Mars Tessiec.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

Les financiers ont entrepris l'assainissement des comptes des laboratoires

1 MILLIARD, 2 milliards ou 500 millions de francs ? A trop donner le vertige, les chiffres perturbent les sens. Chacun y va de sa vérité, si bien qu'au sein du CNRS beaucoup ne savent plus très bien quelle est l'ampleur réelle de l'écart entre les crédits de paiement et les autorisations de programme, distinction de base de toute comptabilité publique en matière d'investissements. Les autorisations de programme engagent l'avenir du service ou de l'organisme concerné, mais ne sont pas systématiquement suivies dans l'année par des attribu-

tions de crédits correspondantes. Dans le cas du CNRS, au terme d'une alchimie complexe, une partie seulement des autorisations de programme (AP) dont il dispose. soit environ 1.3 milliard de francs en 1996, est automatiquement couverte par des crédits de paiement (CP). Le reste, environ 1 milliard de francs, ne l'est que progressivement, en fonction d'une règle simple qui, la première année, transforme en vrais crédits 40 % du milliard promis, la deuxième 50 %

et, la troisième, les 10 % restants. Dans l'absolu, le système paraît sans faille dès lors que les engagements des autorisations de pro-

gramme sont honorés au fil des ans par les services du budget. Force est de constater, cependant, que la nature humaine est plutôt portée à la dépense, que les directeurs de laboratoire sont peu au fait des mécanismes de la comptabilité publique, que les politiques sont toujours prêts à promettre toutes les « AP » du monde, tandis que les services de Bercy, eux, sont rompus aux exercices qui empêchent les baignoires de déborder et les robinets de couler.

 Lonetemps, nous avons dépensé des masses d'argent que nous n'avions pas en caisse », recomaît Pierre Tambourin, directeur du département des sciences de la vie au CNRS. « Et ça n'a pas si mal marché, commente un autre chercheur, preuve que les directeurs de laboratoire du CNRS n'ont pas été si mauvais que ca! » Dès lors que la crise s'est installée, le système s'est effondré, et le fossé entre les AP et les CP s'est creusé dangereusement, au point qu'en septembre 1994 il manqualt, selon la direction du CNRS, 550 millions de francs dans les calsses pour couvrir les 1 300 millions de francs de crédits distribués chaque armée aux laboratoires (Le Monde des 15 et 22 octobre 1994).

Pour sortir de ce piège, le tout nouveau directeur général du CNRS, Guy Anbert, un ancien chercheur aux manières de troisième ligne de rugby, décide que l'utilisation des crédits sur autorisations de programme sera plaformée à 60 % de leur montant total pour 1994. Seion une autre logique, celle des chercheurs, 40 % des sommes sont gelées. Le geste fait l'effet d'une bombe dans la communauté scientifique, même si quelques dérogations sont consenties en octobre . 1994 pour faire baisser un peu la pression et alors que le budget de 1995 ne s'annonce pas sous les meil-

AIDE EXCEPTIONNELLE

Dans le collectif budgétaire qu'Alain Juppé fait voter par le Parlement à l'été 1995, le gouvernement consent une aide exceptionnelle de 300 millions de francs pour réduire la dette et débloquer les situations les plus urgentes, mais décrète une annulation de 200 millions de francs d'AP connues sous le nom de « paléo AP ». Ces efforts ne suffisant pas, une nouvelle enveloppe de 227,7 millions de francs est réservée sur les crédits de 1996, légèrement en hansse, tandis que la

diminution des AP se poursuit pour assainir la dette.

Est-ce suffisant? Non, disent les financiers et, avec eux, le directeur général du CNRS. Reste un trou de 223 millions de francs - dont 90 millions de francs environ « au niveau des laboratoires ». « C'était dर्द्धेव complexe, mais on n'y voit maintenant plus goutte », ironise un chercheur. Il n'était pas au bout des ses peines. En janvier 1996, les financiers du CNRS, pianotant sur leurs ordinateurs, mettent en réserve 90 millions de francs d'AP destinés aux laboratoires et dont la direction de l'organisme se propose de réexaminer l'emploi.

Même si certains reconnaissent que « cette épuration budgétaire doit se fuire », les chercheurs ont le sentiment d'avoir été traités « à la bussarde ». Ils estiment « un peu trop facile de faire porter au CNRS tous les dérapages de sa gestion ». Cet avis est d'autant plus partagé, que, comme le rappellent les syndicats et, particulièrement, le Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS), l'Etat ne serait pas vraiment à jour... de ses cotisations so-

J.-F. A. et J.-P. D.



FRANCE

Claude Bébéar, président de la compagnie d'assurances AXA

« Notre système de lutte contre le chômage est pervers et ruineux »

Claude Bébéar, PDG de la compagnie d'assurances les chômeurs, les entreprises et les responsables poli-AXA, vilipende le système français de protection so-ciale qui lui semble pervers dans la mesure où il pousse ser le système », mais procéder par expériences.

resterait intact.

trons pessimistes?

ville. Comment voulez-vous que le

maire permette que l'on ferme un

service devenu imrtile? Ce serait

pour lui un suicide politique. Il faut

changer de système : tant qu'un hô-

pital ne pourra pas faire faillite

comme une clinique, aucune amé-

liotation ne sera possible. En ma-

tière de retraite ou de maladie, il ne

faut pas bouleverser le système avec des révolutions intempestives. Je

suggère qu'on fasse des expé-

tiences: par exemple que, à certains

endroits, la Sécurité sociale soit gé-rée par une mutuelle. Si l'expéri-

mentation tournait court, le système

~ Paites-vous partie des pa-

- Il n'y a pas de raison d'être pes-

simiste. Le président de la Répu-

blique a raison de dire que, sauf

catastrophe, l'Asie pent assurer an

monde une période de « trente glo-

rieuses ». Quelle part la France y prendra? Cela dépendra de notre

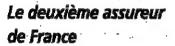
capacité à accepter et à réussir les

Propos recueillis par

« Existe-t-il des remèdes au

chômage? - Il n'y a pas de solution miracle. mais il faut apporter un ensemble de corrections à nos comportements, car il faut faire cesser le scandale de cette population traumatisée et dévalorisée. Pourquoi tolère-t-on le travail au noir? Il représenterait, dit-on, 5 % de l'activité dans notre pays. Ceux qui travaillent au noir voient à l'Etat et à la Sécurité sociale de l'ordre de 130 milliards de francs! La vérité est au moins le double. A cause de cela, ceux qui travaillent honnétement doivent supporter des charges sociales et des impôts exorbitants. Mais le travail au noir accondit bien des fins de mois, alors, pour avoir la paix, on

ferme les yeux... » C'est une perte d'esprit civique que l'on retrouve au niveau des entreprises: certaines profitent avec cynisme des innombrables primes gouvernementales à l'emploi. Elles embauchent des chômeurs et empochent la prime correspondante, puis elles jettent ces recrues et en embauchent d'autres pour toucher de nouvelles primes. Cela coûte des



Claude Bébéar est atypique. Né le 29 juillet 1935 à Issac (Dordogue) dans one famille d'instituteurs. Il choisit à la sortie de l'Ecole polytechnique, en 1958, d'entrer dans l'assurance par le bials des Anciennes Mutuelles à Elbeuf, près de Reuen, dont il devient directeur général en 1974. Il entreprend alors la construction d'un ampire qui l'amère à préndré le toutrôle tour à tour de matnelles, du groupe Drouot, la Compagnie Life et, l'an dernier, l'australien National Mutual. Son bénéfice consolidé a atteint 2,268 mil-

ilards de francs en 1994. Responsable du deuxième 23sureur français detrière l'UAP, proche d'Edouard Balladur, Claude Bébéar est réputé pour son franc-parier et son gout pour les innovations sociales: il a emmené une centaine de ses cadres réfléchir dans le désert du Ténéré et a lancé, en 1990, le chèque syndical

charges supplémentaires aux entreprises honnêtes et des impôts aux citoyens qui déclarent leurs revenus. Il faut aussi partir en guerre contre l'abus des contrats à durée déterminée, les fameux CDD qui maintiennent, en particulier les jeunes,

dans un état de précarité éprouvant. - Ne faut-il pas faire preuve d'un plus grand volontarisme pour lutter contre le chômage?

 Le système français est pervers et ruineux. Contraîrement à ce qui existe dans les pays les plus dynamiques, il n'incite pas les chômeurs à reprendre très vite un emploi si celui-ci est moins favorable que le précédent. C'est ainsi que l'on fabrique des chômeurs de longue durée de plus en plus traumatisés au fil des

» Il faut aussi dénoncer les prétendus stages de formation, qui ne sont que des parkings à chômeurs extrêmement onéreux et inefficaces. Pensez-vous qu'il soit raisonnable d'avoir donné à une jeune femme que je connais un cours d'informatique suivi dans la foulée par un cours de blanchisserie? La vraie formation se fait dans l'entreprise et un stage d'apprentissage patrainé par un travailleur confirmé est dix fois

plus efficace et bien moins onéreux. - La réduction du temps de travail ne serait-elle pas une autre solution?

- Le temps de travall a été divisé par deux depuis un siècle, et cette évolution doit se poursuivre grâce au progrès technologique. Le temps partiel volontaire, c'est-à-dire le temps choisi, doit se développer en France. Songez qu'il concerne une personne sur trois aux Pays-Bas ! Il raut favoriser ceux qui travaillent en temps choisi, les assurer que, s'ils en out besoin, ils pourront reprendre



CLAUDE BÉBÉAR

une activité plus importante, et convaincre tout le monde que le temps choisi n'est pas dévalorisant. Cela demande un effort d'organisation de la part des entreprises, mais cela n'augmente pas leurs coûts.

» C'est possible pour tous, y compris pour les dirigeants. J'ai moi-même réduit d'un cinquième mon temps de travail pour prouver -comme d'autres l'avaient fait avant moi - que même un patron peut travailler moins et rester aussi efficace. Tout irait beaucoup mieux si on disait « nous » au lieu de dire

Votre rémunération a-t-elle baissé ?

Oui, proportionnellement à la diminution du temps de travail définie dans Pentreorise.

- Etes-vous partisan d'un démantèlement de la protection sociale?

 je ne suis pas pour un affaiblissement de l'Etat qui doit jouer un rôle d'arbitre, préserver les règles d'une concurrence loyale et organiser une solidarité méritée. Je suis même favorable à un renforcement des fonctions régaliennes de l'Etat. Mais pas les autres, car il est mauvals gestionnaire.

» En illatière de retraité, c'est
l'État qui doit délitir le tivéan de

solidarité entre les générations. Seuls des farfelus estiment qu'il fant partition selon lequel cent qui travaillent paient pour ceux qui sont à la retraite. Comme le nombre de retraités augmente par rapport au nombre des actifs, il fant bien que nous admettions que nos retraites seront moindres que celles de nos parents, si nous ne voulons pas financièrement étrangier nos enfants.

» A nous de faire des économies ! Mais pourquoi cette solidarité entre générations est-elle basée uniquement sur les salaires? Elle devrait concerner tous les revenus, c'est-àdire qu'il faudrait enlever des charges sociales les cotisations retraites - ce qui permettrait d'aug-menter les salaires - pour les reporter sur une charge de nature fiscale

comme la CSG. » En matière d'assurance-maladie, l'Etat devrait fixer la couverture minimale obligatoire à laquelle chacim d'entre nous devrait souscrire et cotiser. Un fonds de solidarité se substituerait aux cotisants défaillants. Au-delà de cette protection minimale, chacun serait libre de choisir une couverture complémentaire. Qu'on ne me fasse pas rire en prétendant que cela créerait une protection sociale à deux vitesses: dest déjà ce qui existe avec ceux qui n'ont pas de couverture complémentaire et ceux qui sont dans des entreprises où les mutuelles

combient les franchises! » Là aussi, pourquoi fait-on sup-porter aux salaires la charge de ces cotisations? Comme pour les retraites, il vandrait mieux augmenter les salaires et laisser à chacun le soin de payer ses propres cotisations entendu, pour éviter que certains paient trop ou ne trouvent pas d'entreprises qui acceptent de les garan-tir, il faudrait définir certaines règles.

» Tous les gouvernements successits ont essayé de limiter la surconsommation médicale et ont échoué. Je ne prévois pas un grand succès pour le plan Juppé, pourtant courageux, car je suis convaincu que l'Etat ne peut résoudre ce problème. Au niveau de l'Etat, on tombe vite dans l'idéologie ou dans les conflits

politiques. » Regardez ce qui se passe à propos des hôpitaux, qui représentent la moitié des dépenses de santé : pour un maire, ouvrir un bôpital est un « plus » politique. L'hôpital est souvent le premier employeur de la

Les bas salaires ne sont revalorisés que lentement depuis 1990

La forte hausse du SMIC et les mouvements sociaux ont perturbé les négociations de branches en 1995. Ce constat n'est pas sans conséquences sur les perspectives de déroulement de carrière

branches pour la revalorisation des bas et des moyens salaires n'avancent que très lentement. Le ministère du travail ne dit pas les choses aussi brutalement, mais c'est le constat qui ressort du bilan qu'il a publié, lundi 11 mars, des accords conclus par les branches professionnelles.

Ces négociations constituaient un des grands a chantiers » lancés en 1990 par Michel Rocard, et, depuis, tous les gouvernements ont affiché l'ambition d'inciter les partenaires sociaux à faire des efforts dans ce domaine. Alain lubpé s'y est dit sensible puisque le relevé de conclusions du sommet social du 21 décembre 1995 exprime « le souhait que les partenaires sociaux relancent les négociations sur le relèvement et l'adaptation des minima conventionnels inférieurs au SMIC ».

Or, malgré cette bonne volonté de façade, la situation a peu évolué. En 1990, sur 124 branches de olus de 10 000 salariés (hors métallurgie et bâtiment), 73 (59%) avaient des minima profession-

LES NÉGOCIATIONS de nels inférieurs au SMIC. Cinq ans plus tard, le résultat est à peine meilleur: sur un échantillon de 129 branches analysées par le ministère du travail, 67 (52 %) présentent toujours « un barème de salaires minima hiérarchiques ou garantis hiérarchisés » inférieur au SMIC.

LA MÉTALLURGIE TOUCHÉE

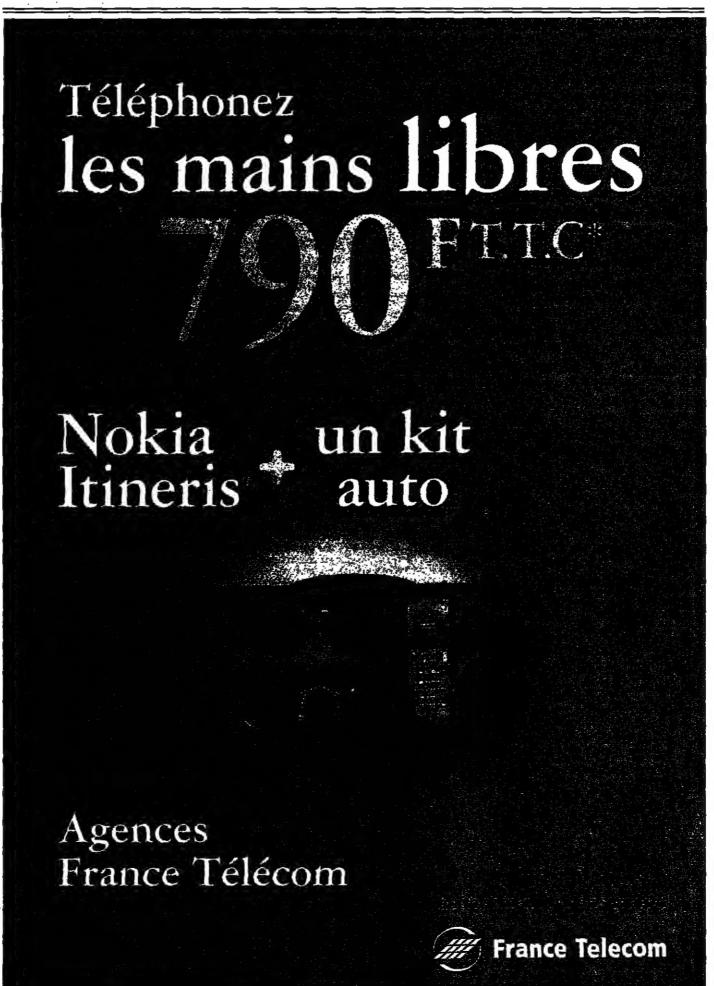
Pour les salariés concernés, ces minima professionnels sont purement théoriques puisque le SMIC s'impose à l'ensemble des branches professionnelles, même celles qui trainent des pieds. Pourtant, l'enjeu de ces négociations est décisif, car lorsque les minima sont sensiblement inférieurs au SMIC, les perspectives de déroulement de carrière sont évidemment écrasées. Dans la métallurgie, la situation est encore plus mauvaise : dans 77 % des cas, il existe des minima professionnels inférieurs au SMIC.

Si le bilan est donc globalement médiocre, encore faut-il observer que des facteurs exceptionnels ont sans doute perturbé les négoSMIC a bénéficié au 1ª juillet 1995 d'un «coup de pouce» inhabituel (+4%). Du coup, certaines branches qui avaient fait un effort peu avant pour se mettre à niveau ont de nouveau affiché des minima conventionnels inférieurs au salaire minimum.

Le ministère du travail relève ainsi que « parmi les 67 branches dont les minima sont inférieurs au SMIC actuel, 36 d'entre elles présentaient au 1er Juin 1995 une grille salariale conforme ». De surcroît, le ministère laisse entendre que les conflits sociaux de décembre ont retardé certaines négociations. Au total, 1995 serait

donc une année atypique. Ces chiffres risquent de relancer la polémique salariale. «La feuille de paie n'est pas l'ennemie de l'emploi », répétait à l'envi le candidat Chirac, avant l'élection présidentielle. Le précepte laissait entendre que le bilan de 1995 trancherait avec celui des années

L.M.



1

Pour le gouvernement, la « première ligne » de défense se situe loin du « territoire national »

M. Millon adresse au Parlement un rapport préparant le débat sur la nouvelle politique militaire

Pour se défendre, la France n'a plus à faire face à aussi bien dans le cadre de l'Alliance atlantique des forces adverses géographiquement proches. Dorénavant, ses armées doivent pouvoir agir

que sur des « terrains éloignés du territoire na-

M. Milion vient d'envoyer au Parlement pour expliquer les choix stratégiques du président de

tional ». C'est ce qu'affirme un rapport que

doivent pouvoir être présentes sur deux théâtres d'opérations à la fois. C'est ce qui ressort d'un « rapport d'orientation » remis par Charles Millon au Parlement pour servir de point de départ au débat sans vote, organisé mercredi 20 mars, à l'Assemblée nationale, sur la nouvelle politique de défense. Dans ce texte, le ministre de la défense, reprenant un concept avancé par le Pentagone et fixant aux armées américaines la possibilité de conduire « une guerre et demie » à la fois, envisage « deux scénarios possibles ».

Le premier scénario - qualifié d'« engagement majeur » dans le cadre de l'Alliance atlantique - doit permettre à la France de déployer jusqu'à 50 000 hommes de l'armée de terre, avec leur support et la logistique associés. Le second scénario - dont le rapport ne définit pas le contexte international, mais qui semble concerner le cas de missions de paix en Europe et en Afrique simultanément - suppose que les armées françaises soient en état d'engager 30 000 hommes « sur un théâtre pour une durée d'un an », avec des relèves très partielles (« ce qui correspond à un total de 35 000 hommes ») alors que Le nouveau modèle d'armée dans vingt ans 5 000 hommes relevables sont dé-

« PERSPECTIVE EUROPÉENNE »

ployés sur un autre théâtre («ce

qui correspond à 15 000 hommes en-

« Il apparait, est-il écrit dans ce rapport, que, s'agissant des menaces extérieures, la première ligne de notre défense se trouvera désormais le plus souvent en Europe ou hors d'Europe, sur des théâtres éloienés du territoire national. » Ce qui reet rapidement disponibles. « La loi du nombre, qui inspirait le modèle de nos forces classiques, lorsqu'elles devoient contribuer au premier chef à la défense du pays contre une menace aéroterrestre massive et proche, n'est plus pertinente aujourd'hui. Dès lors, ajoute ce document, le maintien de forces supérieures à 500 000 hommes, confortées par une réserve d'une dimension à peu près équivalente, a perdu sa principale iustification. »

« Notre politique de défense s'inscrit désormais tout entière dans une perspective européenne », ajoutent les auteurs du rapport ministériel. avec des forces de projection « au service de la défense européenne »,

LES IMBNISTRES À « L'ÉCOLE CHBRAC »

LES ARMÉES FRANÇAISES sur des théâtres distants et divers, et avec des moyens de commandement interarmées, « par définition interoperables > avec ceux des al-

> Le ministère de la défense n'oublie pas de souligner, à cette occasion, que « la dissuasion nucléaire. elle-même, pourrait accéder, au cours de la période de planification [qui s'achève en 2015, selon le rapport], à une dimension européenne plus marquée si nos partenaires le souhaitent ». C'est l'idée, déjà exprimée à la fin de 1995 par le premier ministre, Alain Juppé, à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), d'une « dissuasion concertée » pour tenir compte de « l'imbrication des intérêts vitaux entre les nations européennes et du caractère commun de bien des menaces auxquelles celles-ci pourraient être exposées ».

> il ressort, d'après ce rapprt, que trois « hypothèses » d'engagement sont à privilégier. D'abord, « une action dans le cadre de l'Alliance atlantique et de l'Union de l'Europe occidentale », en cas de conflit régional qui mettrait en jeu les res-

ponsabilités de la France « au titre des traités » qu'elle a signés ou « hors de la zone couverte » par lesdits traités. Ensuite, une action de la France « sur mandat de l'ONU ». conformément à sa qualité de membre permanent du conseil de sécurité. Enfin. « le réseau des accords bilatéraux de défense », dans un cadre multinational mais, au besoin, pour une action conduite par la seule France, en Afrique comme dans le Golfe, si une crise - dont l'éventualité « connaît un certain développement » - affectait « les intérêts stratégiques » de la France.

INCITATIONS AU DÉPART

Le document ministériel dresse ensuite un tableau des moyens que le gouvernement prévoit d'attribuer aux armées durant la période 1996-2015 et dont le président de la République a donné un aperçu à l'issue du conseil de défense du 22 février, et à l'Ecole militaire (Le Monde daté 25-26 février). Ainsi, il est précisé que le projet de loi de programmation militaire 1997-2002, soumis au vote du Parlement en juin, est fondé sur un budget

annuel de 185 milliards de francs constants, valeurs 1995, exprimé en crédits de paiement et en autorisations de programme. Un tel budget se répartit en 99 milliards pour le fonctionnement (au lieu de 100 en 1996) et 86 milliards pour l'équipement (en retrait de 18 % par rapport à la programmation précédente). L'enveloppe n'inclut ni le coût des formes civiles du service national, ni la recapitalisation des groupes publics d'armement, ni les sommes nécessaires à l'accompagnement social et économique des restructurations dans l'industrie de

Deux autres points du rapport la réforme du service national et la réorganisation industrielle - retiendront particulièrement l'attention. La réduction du nombre des appelés, liée à la professionnalisation des armées, d'abord. Deux cas sont décrits. « Si la décision est prise de maintenir la conscription dans le cadre d'un nouveau service national obligatoire, la partie du contingent non nécessaire aux forces armées sera alors transférée vers les formes civiles nouvelles, est-il noté. Si, en revanche, c'est le principe d'un service volontaire qui est retenu, une classe d'âge non encore recensée sera désignée, à partir de laquelle le service national ne sera plus effectué. Les jeunes gens ayant déjà été recensés accomplirent donc normalement leurs obligations militaires, quelle que soit la durée du report d'incorporation > qu'ils ont acquis.

Dans l'un comme dans l'autre de ces deux cas de figure, il n'y aura pas de dégagement autoritaire des cadres d'active. Mais cela suppose « un effort significatif d'incitation, afin qu'un nombre suffisant de mées avant l'âge limite de leur

Le projet de réorganisation de l'industrie d'armement, enfin. Le gouvernement s'assigne quatre objectifs : « réduire les coûts », par le développement des marchés à forfait et les contrats pluriannuels : « rechercher une taille critique », pour dégager des investissements supplémentaires; « construire une véritable industrie européenne », ce qui demande « une marque de préférence européenne de la part des Etats engagés dans la construction commune »; « gagner de nouveaux marchés ».

Jacques Isnard

SITUATION EN 1995	HORIZON 2015
239 100 militaires 32 400 civils	136 000 militaires 34 000 civils
9 divisions, 129 régiments de combat 927 chars lourds 350 chars légers 340 hélicoptères	85 régiments de combat répartis en quatre forces 420 chars lourds 350 chars légers 180 hélicoptères
63 800 militaires 6 600 civils 314 000 tonnes (101 navires) dont 5 sous-marins stratégiques 2 porte-avions 6 sous-marins nucléaires d'attaque 7 sous-marins diesel 15 frégates de premier rang 33 avions de patrouille maritime	45 500 militaires 11 000 civils 234 000 tonnes (81 navires) dont 4 sous-marins stratégiques 1 ou 2 porte-avions (avec 60 Rafale et 3 avions radars Hawkeye) 6 sous-marins nucléaires d'attaque 12 frégates de premier rang 22 avions de patrouille maritime
89 200 militaires 4 900 civils 4 900 civils 405 avions de combat 86 avions de transport 11 avions ravitailleurs 101 hélicoptères	63 000 militaires 7 000 civils 300 avions de combat (type Rafale) 52 avions de transport 16 avions ravitailleurs 84 hélicoptères
SENDARMENTE. 92 230 militaires 1 220 civils	95 600 militaires 2 300 civils
(Source : ministère de la défense.)	

La conférence sur la famille se tiendra le 6 mai

LA RÉUNION DE LA CONFÉRENCE SUR LA FAMILLE, adnoncée par Alain Juppé lors du sommet social du 21 décembre, a été fixé au lundi 6 mai. L'organisation de cette conférence qui, pour le gouvernement, « doit être le point de départ d'une réflexion concertée appelée à déboucher en 1997 sur la mise en œuvre d'une politique familiale ambitieuse», a été confiée à Hélène Gisserot, procureur général près la Cour des comptes.

Jean-Pierre Raffarin va proposer . une réforme de la loi Royer

APRÈS LE GEL des autorisations d'implantation des grandes surfaces pendant six mois et la réforme du droit de la concurrence, en discussion au Parlement, un projet de loi est en cours de préparation pour brider un peu plus le développement de la grande distribution. Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, du commerce et de

l'artisanat, s'apprête à soumettre au conseil des ministres une réforme de la loi Royer qui abaissera de 1 000 à 300 mètres carrés le

seuil à partir duquel une autorisation est obligatoire pour créer ou agrandir un magasin. Les changements d'activité devront aussi ètre

autorisés pour les surfaces supérieures à 1 500 mètres carrés et

même à 300 mètres carrés pour tout nouveau commerce alimen-

taire. Les distributeurs de carburant seront astreints à une auto-

risation quelle que soit leur surface de vente. En revanche, les pépi-

nières, l'exposition, la vente, la réparation des automobiles, des

caravanes et des bateaux, la pharmacie ne seront pas soumis à auto-

Les demandes pour des hypermarchés de plus de 6 000 mètres car-

rés seront accompagnées d'une enquête publique sur les aspects

économiques, sociaux, environnementaux et d'aménagement du

L'ensemble des partenaires sociaux concernés seront consultés. Cette conférence sera prolongée par la mise en place d'ateliers : prestations, logement, fiscalité, conciliation entre vie familiale et vie

DÉPÊCHES

ASSEMBLÉE: Laurent Fabius, président du groupe socialiste an Palais Bourbon, s'est déclaré, mardi 12 mars sur France-Inter, « partisan de recevoir » le roi Hassan II du Maroc à l'Assemblée nationale. «L'Invitation a été lancée par Philippe Séguin et dans les conditions où elle existe aujourd'hui, il serait discourtois de ne pas recevoir Hassan II. Ce serait une faute », a-t-il précisé à propos de cette venue contestée (Le Monde daté 9-10 mars). M. Fablus a observé que « la pratique, la conception du droit ne sont pas exactement les mêmes » au Maroc qu'en France. « Mais, quand on compare ce qui se passe qu Maroc et ce qui se passe dans un certain nombre de pays voisins, cela plaide plutôt en faveur du Maroc », a ajouté l'ancien pre-

ERPR: Patrick Devedjian, député RPR des Hauts-de-Seine, a déclaré, lundi 11 mars, sur France-Info, que « les députés, y compris ceux de la majorité, ont le devoir de faire connaître au gouvernement ce que pensent leurs mandants ». Il a refusé de voir en l'éviction de Philippe Auberger, rapporteur général du budget à l'Assemblée na-Monde daté 10-17 mars) un « coup de semonce » adressé aux balladu-

■ UDF: Claude Goasguen, secrétaire général de Force démocrate, a qualifié, lundi 11 mars, « de manœuvre politique » la proposition de Valéry Giscard d'Estaing d'organiser un référendum sur l'unification de l'UDF. Il s'est dit « très hostile » à la fusion des composantes de l'UDF car, selon lui, «l'UDF est un parti qui a ses traditions et un appareil très faible, qui n'est pas en mesure, en l'état actuel, de faire respecter la règle de la majorité et de la minorité ». ■ PS : Lionel Jospin, qui inaugurait, kındi 11 mars, à Achicourt (Pasde-Calais), une salle polyvalente « François Mitterrand », a affirmé

que « l'éthique des comportements » est « une des leçons à tirer » de la vie de l'ancien président. Interrogé sur la fédération PS du Pas-de-Calais, il a expliqué: « C'est l'occasion pour moi, sur le terrain, d'être en contact avec les responsables départementaux, surtout dans un département où il y a des choses fortes à dire. »

III CGT: le secrétaire général de la CGT, Louis Viannet, a lancé, lundi 11 mars, un appel à « la mobilisation » de tous les salariés pour

« le plein emploi solidaire ». Il a précisé que la centrale voulait faire du 29 mars une « journée nationale d'action » en s'associant aux initiatives prises par la Confédération européenne des syndicats, à laquelle elle a demandé son adhésion.

PROTECTION SOCIALE: le « comité de vigilance » sur la réforme de la Sécurité sociale, composé de six organisations, dont la Mutualité française, la CFDT et la CFE-CGC, favorables aux grandes lignes du plan du gouvernement sur l'assurance-maladie, sera reçu, mardi 12 mars, par Alain Juppé. Il remettra au premier ministre des observations écrites sur les ordonnances et les projets de loi en pré-

■ FRAUDE : la gestion de la Société d'écogomie mixte de la ville de Clichy-Sous-Bois (Seminep), en Seine-Saint-Denis, vient d'être mise en cause par la chambre régionale des comptes, dans un rapport provisoire évoquant certaines « opérations frauduleuses » pratiquées par André Deschamps, ancien maire (ex-PC) de la commune, a-t-on appris le 11 mars. La chambre régionale souligne « la mainmise de sociétés extérieures » contrôlées par Jean-Pierre Bouvron, un ami personnel de l'ancien maire, sur la Seminep, permettant « l'émission de fausses factures et le rachat d'une société de M. Bouvron qui était autrement promise à la faillite ».

ment composées et comportant chacune une place vacante. Le ministre de l'intérieur veille au choix et à la

2. – Les mots du gardien de la paix

Après avoir suivi Jean-Pierre Raffarin à une réunion de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (Le Monde du 12 mars). notre revue des ministres à « l'école Chirac » continue avec Jean-Louis Debré.



DANS LE VESTIAIRE de la préfecture des Yvelines, à Versailles, ils ont déposé casquettes et képis, bleus ou blancs, cemés d'or ou d'argent, seion le corps et le grade auxquels

ils appartiennent. Ils les CARTE POSTALE ont disposés en rang, comme à la revue, et à l'envers, pour y nicher proprement leurs paires de gants. Les têtes, sans couvre-chef, attendent déjà à l'étage, dans

le salon, en rang elles aussi. Il y a là le directeur général de la police nationale, le directeur départemental de la sécurité publique et son adjoint, le directeur départemental des renseignements généraux, le directeur régional de la police judiciaire, des lieutenants-colonels de gendarmerie, un commissaire divisionnaire, quatre chefs de district de la police nationale, deux chefs de circonscription et cinq gradés et gardiens de la paix. Gros poisson et menu fretin, tous ont été invités à déjeuner, ce jeudi 29 février, avec le ministre de l'intérieur,

Jean-Louis Debré, en tournée dans les Yvelines. Monsieur le préfet, qui a pris possession depuis quelques jours seulement de cette somptueuse résidence versaillaise, traditionnel couronnement d'une carrière dans la préfectorale départementale, accueille son ministre de tutelle. Ses trois années de poste dans l'Eure, le département d'élection de M. Debré, ont visiblement forgé entre eux une sérieuse complicité. Pour ce déjeuner, il a scrupuleusement respecté les consignes ministérielles : pas de table

répartition de ses hôtes. En parfait élève de « l'école Chirac », il confie ne détester rien tant que ces déjeuners officiels où, protocole oblige, le ministre préside une assemblée de notables

républicains et de hiérarques fonctionnaires. « On finit par n'être entouré que par des gens que l'on rencontre déjà régulièrement au ministère, qui répètent ce que l'on sait, alors que les quelques autres invités n'osent pas ouvrir la bouche », explique-t-il. Après quelques tâtonnements et autant de

susceptibilités froissées, M. Debré a défini son mode d'emploi personnel des déjeuners de tétes : de la hiérarchie, puisqu'il en faut, mais éclatée, et, surtout, de la « base ». De la vraie. Entre deux propos officiels, le ministre veut consommer des mots de gardien de la paix, si possible jeune et en poste dans une banlieue difficile, de commissaire de base, ou de souschef de brigade. Son cabinet est chargé de veiller à ce que les convives d'une même table aient le moins possible de liens hiérarchiques entre

Le déjeuner de Versailles est un modèle du genre. À la table du préfet, M. Debré partage l'assortiment de mignardises de la mer. Pour la caille farcie aux champignons des bois, il se glisse sur la chaise vide qui lui a été réservée, à la table voisine, entre le chef de district de Mantes-la-Jolie et l'îlotier intimidé, qui a quitté sa Bretagne pour un premier poste dans une des cités les plus dures des Yvelines.

« Vous aimez votre métier ? », s'enquiert le ministre. « Oh! ça, oui! », s'empresse le jeune gardien de la paix. « Non mais, parlez-moi franchement, je suis là pour ça », l'encourage M. Debré. « Ben, je l'ai choisi, ce métier. D'ailleurs; dans lo famille, on est tous pareils », glisse le gardien d'honneur, mais quatre petites tables, délicate de la paix. « Et en Bretagne, s'enquiert le mi-

nistre, vous voulez y retourner? > Imperceptiblement, l'îlotier se tasse sur sa chaîse. « Ben, oui, un jour, j'aimerais bien », souffle-t-il avec l'air pudique d'un enfant surpris dans son rêve. « C'est toujours le même problème ! », soupire le ministre.

On parle de l'état des voitures de police, de la prime de fidélité, des loyers trop élevés, de l'insuffisance d'encadrement et d'effectifs jusqu'à ce que, de la caille, il ne reste plus qu'un petit amas d'os dans les assiettes. Sauf dans celle du gardien de la paix, qui n'a pas osé avaler une bouchée pendant que le ministre lui parlait. Le chèvre chaud sur son lit de salade, c'est pour la troisième table. Et le biscuit à la poire avec son coulis de cannelle attend M. Debré à la qua-

A l'heure du café, servi dans l'un des grands salons de réception, le jeune gardien breton, qui se tient respectueusement à l'écart des épaulettes à barrettes de ses supérieurs, s'efforce de se remémorer tout ce qu'il a entendu pour en livrer un compte rendu fidèle à ses collègues du commissariat. « Ils m'avaient chargé de paser plein de questions. J'ai pas osé pour toutes », confesse-t-il. Il n'osera toujours pas lorsque, quelques instants plus tard, M. Debré viendra

Il repartira sans savoir pourquoi on l'a choisi. Il n'a d'ailleurs été prévenu que la veille de ce déjeuner. Il a juste cru comprendre que le ministre voulait de préférence « des policiers plutôt grands et pas trop... enfin, vous voyez, quoi... », dit-il, en dessinant, furtivement, avec ses mains, les rondeurs disgrâcieuses qui épargnent encore

Pascale Robert-Diard

PROCHAIN ARTICLE:

Cantonales partielles

Canton de Saint-Hyppolyte (1ª tour).

L, 3 474 ; V., 2 312 ; A., 33,44 % ; E., 2 238. André Péquignot, div. d., m. de Bief, 1 083 (48,39 %); Michel Loichot, PS. m. de Saint-Hyppolyte, 960 (42,89 %); Léon Colino, FN, 117 (5,22 %); Jean-Luc Javaux, PC, 78 (3,48 %)... BALLOTTAGE.

[André Péquignot (div. d.), candidat de la majorité, arrive en tête du scrutin organisé afin de pourvoir au remplacement de Roger Macabrey (app. RPR), décédé en décembre 1995. La poussée du PS laisse augurer un second tour très serré dans ce petit canton rural situé entre la Suisse et le centre industriel de Sochaux-Monthéliard, et ancré de longue date à

22 mars 1992 ; L, 3 493 ; V., 2 622 ; A., 24,93 % ; Roger Macabrey, RPR, 1 632 (66,20 %) ; Jean-Clande Melot, P5, 489 (19,83 %); Just Schevenement, FN, 163 (6,61 %); Chantal Wojcit, ADS, 104 (4,21 %); Marie-Claire Boegly, PC, 77 (3,12 %).]

■ GUADELOUPE Canton de Grand-Bourg de Marie-Galante (1º tour).

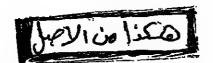
L, 4755; V., 1870; A., 60,67 %; E., 1778.

José Pasbeau, PS, 1629 (91,61 %)... ÉLU.

Désir Choucoutou, div., 131 (7,36 %); Gabriel Bavarday, div. d., 18

[Cette partielle faisait suite à la démission, pour cumul de mandats, de Patrice Tarollen (PS), maire de Grand-Bourg et conseiller régional, deveno député après le décès en novembre 1995 de Prédéric Jahon (PS), dont il était le suppléant. José Pasbeau (PS), premier adjoint de M. Throllen à la mainie de Grand-Bourg, l'emporte factement.





INSERTION Selots une étude de la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'éducation nationale rendue publique lundi 11 mars, il apparaît que, « d'une

"protège" du chômage ». • AVEC un diplôme d'infirmière, de kinési-UN TAUX DE CHÔMAGE de 13 %; les thérapeute ou d'assistante sociale, jeunes n'ayant qu'un bac technolos un BT5 ou un DUT industriel sont. gique sont les moins bien lotis. Seu- cinq ans après leur sortie du sys-

lement 3 % de ceux qui détiennent

tème scolaire, encore à la recherche d'un emploi. ● AU-DELÀ DE VINGT-CINQ ANS, de plus en plus de jeunes - garçons et filles - continuent d'habiter chez leurs parents. Des situa-

tions parfois difficiles, souvent liées au chômage, vécues comme un « échec » par des parents qui craignent, pour leurs enfants, un « encroûtement » dommageable.

Les jeunes vivent de plus en plus longtemps chez leurs parents

Des statistiques de l'Insee montrent que près de 20 % des 25-29 ans prolongent la cohabitation au domicile familial ; ils n'étaient que 13 % en 1982.

Une étude du ministère de l'éducation nationale confirme que l'obtention d'un diplôme reste une protection contre le chômage

Les deux tiers des Français rejettent l'idée selon laquelle, au-delà

d'un certain âge, il ne faut plus aider son enfant de peur de le déres-

ponsabiliser, indiquait, en avril 1995, une étude du Centre de re-cherche pour Fétude et Pobservation des conditions de vie (Credoc).

« Si l'on ne donne pas ce coup de pouce à ses enfants, à qui le donnera-t-on ? », s'interroge simplement la maman de Betty, qui regrette le

Elle juge naturel que sa fille, « trop juste financièrement pour s'as-

sumer », soft revenue à la maison, tout en appréciant que cette der-

nière se démène pour améliorer sa situation : « Si Betty trainait, ne

faisait pas d'efforts pour chercher du boulot, je le supporterais peut-

être moins bien... » La mère de Caroline, qui se dit « piutôt contente »

que sa grande fille soit rentrée, se demande si, « seule, Caroline ne se-

rait pas plus agressive dans sa recherche ». Elle redoute surtout que la

situation ne perdure: « Ma fille est agréable, mals comment cela se

temps où « à vingt ans on était parti, on avait du boulot ».

LE TEMPS qui file, et l'impression de faire du surplace. A vingtsix ans, Anne, en quête d'un emploi, n'a toujours pas de «vie à soi ». « A cet âge, je pourrais travailler depuis six ans, avoir un mari, un enfant, un appartement. La mal-, son familiale, dans la banliène de Valenciennes, elle ne l'a quittée aque quelques mois depuis 1993, année où elle a décroché son diplôme de troisième cycle en « management des benéties et institutions financières ». Stages et contrats à durée déterminée (CDD) l'ont éloignée à plusieurs reprises mais, depuis novembre 1995, cette Jeune femme d'allure très sage, perles aux oreilles et cheveux coupés au carré, a dû réintégrer le domicile familial. « J'ai l'impression de repartir à zéro. C'est terriblement dur à vivre, dévalorisant. D'autant que j'avais cru à mon dernier CDD, et ce n'est pas un choix fai envie de par-

Comme Anne, presque 20 % des jeunes de vingt-cinq à vingt-neuf ans prolongent la cohabitation avec leurs parents, a récemment confirmé l'Insee. ils n'étaient que 13 % en 1982 (lire ci-dessous). Chômage ou emplois trop précaires pour s'engager à payer un loyer: même les filles, traditionnellement plus précoces à quitter le bercail,

restent de plus en plus tardivement chez leurs parents. Certaines n'ont jamais quitté la « maison ». d'autres la retrouvent, avec plus ou moins de bonheur, après une première tentative d'envol. C'est le cas de Caroline, une grande fille brune de vingt-cinq ans à la voix grave et posée. Une maîtrise de gestion, un DESS, «-fonction achat » obtenu à Grenoble, on elle disposait d'un studio en centreville; puis un appartement partage à Paris, durant un stage d'été... En septembre, c'est le retour à la case départ, le temps de trouver du tra-

« Quand on prend un apportement, dit-elle, il y a les mois de caution à verser, puis le lover à assurer chaque mois. Tout ceia me sembian beaucoup trop risqué, sachant combien il est difficile de trouver un emploi. Et puis, je suis à la charge de mes parents, je ne vais pas leur occasionner des frais supplémentaires alors qu'Il y a de la place à la maison... » Betty, vingt-huit ans, out vit à Poitiers, ne sait pas davantage « ce que serà le lendemain ». « Les employeurs ne veulent pas se mouiller. Pour eux, un CDI, c'est toute une aventure... » Il y a dix ans, armée d'une volonté que laisse deviner le noir profond de ses yeux - et de douze années de conservatoire -Betty est montée à Paris pour danser. Elle a travaillé pour des petites compagnies « qui ne font pas manger », a saisi les petits boulots qui

se présentaient. En septembre dernier, enfin, elle déniche à Poitiers un travail qui la passionne : s'occuper de la danse dans une association régionale. Comme on ne lui offre qu'un CDD de six mois à mi-temps, payé sur la base du SMIC, Betty n'a d'autre choix que de revenir chez sa mère, dans un immeuble au cœur de la ZUP de Poitiers, « Soyons sérieux, lance-t-elle: Je ne peux pas me presidre un appartement avec 2 800 francs par mois, surtout que je

Une solidarité naturelle

ne sais pas si cela durera.» Compléter par un autre mitemps? « Impossible : j'ai des horaires irréguliers, je pars parfois plusieurs jours pour encadrer des stages, et je ne compte pas mon temps. En falt, ie me dis que c'est un "sacrifice" que je fais pour avoir une première expérience. » La situation n'a certes pas que des inconvénients. Betty se fait « bichonner » par sa mère, restée seule après un divorce et plutôt contente de récupérer sa grande fille.

Caroline, confrontée au « grand vide » après une première série infructueuse de trois d'entretiens logique, de ses parents: « Je vis dans une maison agréable. Si j'ai envie de discuter, mo mère est là, me remonte le moral, me secoue aussi

d'embauche, apprécie elle aussi le

soutien, tant matériel que psycho-

TUITOUR EN AJULIÈSE

Chacune de ces trois jeunes femmes se sent menacée par un même péril : « l'encroûtement ». « C'est rassurant de se voir épargner tous les soucis matériels, mais c'est aussi un frein. Parfois je me dis "bouge-toi" », poursuit Caroline. Sl cordiale soft l'entente entre parents et grands enfants, cet entredeux, ce « temps mort », comme l'appelle Anne, entre fin de scolarité et accès à un emploi stable, entre jeunesse et vrale vie d'adulte. devient vite pesant. « Si cela dure, je me remettrai de plus en plus en question et cela deviendra difficile à vivre ici, pressent Caroline. Je me connais. Je monterai sur mes grands chevaux à la moindre remaraue... »

Anne, qui a trouvé « mortel » de rentrer chez elle, regarde les choses en face : « Les parents et moi, on s'entend très bien quand on se voit une fois par semaine mais là... Il faut dire que J'al un certain caractère. Et à vingt-six ans, avec bac + 5, être toujours à la maison, ca pèse psychologiquement. J'al l'im-

pression d'un retour en arrière. » Les diners à heure fixe, les frères et sœurs avec lesquels il faut réapprendre à composer sont autant de contraintes plus difficilement supportées. « Ce n'est pas que je ne suls pas à l'aise lei, mais le ne suis pas chez moi, avoue Betty. J'ai l'impression d'un long week-end chez ma mère. Toutes mes affaires sont dans des cartons... Il me manaue un territoire. Chez moi, quand je n'avais pas envie de faire la vaisselle, le laissais tout en plan, alors que là, je la fais pour faire plaisir. Et je me Jette sur la facture de téléphone dès qu'elle arrive, pour payer ma part. Après dix ans d'indépendance, on ne peut pas revenir en arrière comme ça... »

L'inquiétude des parents, qui « ressentent cela un beu comme un êchec », regrette Caroline, vient accroître l'angoisse du demandeur d'emploi, « Parfois, mes parents me mettent la pression, raconte Anne. Ce n'est pas méchant, c'est pour me motiver. Mals auand je n'ai pas le moral, ça fait l'effet contraire... Ils sont déçus de voir que tous mes diplômes n'aboutissent à rien. En plus, il y a les voisins qui demandent résulièrement si "Anne est toujours là?". Ceux qui n'ont pas d'enfants ne comprennent pas que le sois encore chez mes parents. »

Pascale Krémer

Les diplômes demeurent payants Sonde date Havail ub Blata Ball Blate beindu

chomage »: la conclusion de l'étude que la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale a rendue publique, lundi 11 mars, rassurera les jeunes dipiomés qui se désespèrent de trouver un premier emploi.

Pour faire la démonstration de

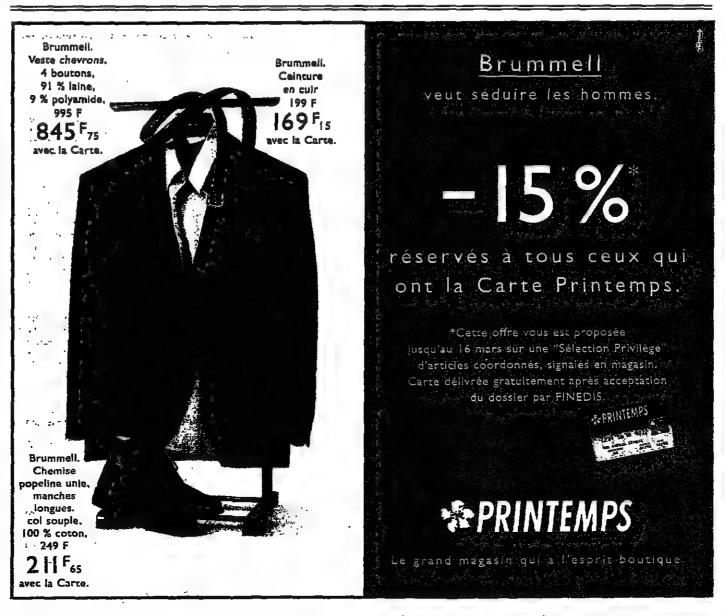
la persistance d'un lien direct entre diplômes et emploi, le ministère s'est penché sur le devenir professionnel des jeunes qui ont terminé leurs études entre 1988 et 1990. Il a été décidé de n'établir ce bilan que cinq ans après la fin de celles-ci afin de prendré en compte une situation « révélatrice » de leur destinée professionnelle, et non la période « assez confuse » de l'immédiat aprèsétudes. « Trouver un emploi en rapport avec sa formation peut prendre du temps, et les jeunes occupent dans certains cas des postes moins qualifiés peu de temps après la fin ' de leurs études. De plus, dans les périodes économiques difficiles, les moins diplômés peuvent subir plusieurs mois de chômage », précisent les auteurs de l'étude. Reste que ce délai écoulé de cinq ans oblige à une lecture prodente de l'étude de la DEP : la situation actuelle des jeunes diplômés à la recherche d'un emploi n'est-elle pas plus délicate que celle de la génération sortie du système scolaire entre 1988 et 1990?

Parmi les personnes ayant décroché à cette date le baccalauréat ou un diplôme plus élevé, on dénombre une proportion de chômeurs inférieure à celle relevée, cinq ans après leur dernière année de formation, parmi l'ensemble

«D'UNE PAÇON GENERALES MES Jeanes Calpines de l'Action diplôme décroché (diplôme d'ingénieur, de commerce ou d'administration; licence, maîtrise ou doctorat; BTS ou DUT industriel; BTS ou DUT tertiaire; diplôme d'infirmier, de kinésithérapeute où d'assistant social; DEUG; bac général; bac technologique; bac professionnel), les diplômés se trouvent dans une position plus favorable que la moyenne vis-àvis de l'emploi (lire le graphique ci-

> Les formations généralistes demeurent, elies aussi, assez payantes, puisque seuls 7% des détenteurs d'une licence, d'une maîtrise ou d'un doctorat cherchent encore du travail au bout de cinq ans ; un taux de chomage équivalent à celui des jeunes armés d'un diplôme d'ingénieur, de commerce et d'administration on se contentant d'un bac professionnel. Avec un taux de chômage de 13 %, les jeunes avant pour tout bagage un bac technologique sont les moins bien lotis. On trouve même dans leurs rangs davantagé de chômeurs que parmî les jeunes ayant obtenu un bac général (12 % de chômeurs). En revanche, pour ces derniers, la chance d'occuper un poste de cadre ou d'exercer une « profession intermédiaire » (technicien....) n'est que de 30 %, contre 67 % pour les jeunes disposant d'an moins un DEUG... et 31 % pour l'ensemble des jeunes, diplômés ou non. Presque la moltié (45 % exactement) de ceux qui n'ont à monnayer sur le marché du travail qu'un bac général deviennent employés ou ouvriers.

passera à la maison si son chômage dure deux ans ? » Que deviennent les jeunes diplômés cinq ans après la fin de leurs études ? BACTECHNOLOGICUE SIS OUT OF THE STATE M. PROPESSIONAL CHÓMELIES



Une « cohabitation:» de plus en plus longue

● De 20 à 24 ans. Près de 50 % des femmes et 60 % des hommes âgés de 20 à 24 ans résident chez leurs parents. En 1982, ces chiffres étaient respectivement de 38 % et 51 %, indique l'Insee dans ses Données sociales 1996, publiées le

• De 25 à 29 ans. Quelque 13 % des femmes et 26 % des hommes de 25 à 29 ans cohabitent encore avec leurs parents. Ils n'étaient respectivement que 8 % et 18 % en

• Retour. Environ 15 % des jeunes reviennent au domicile familial après avoir vécu seuls. ● Evolution. « La proportion des jeunes vivant chez leurs parents a augmente régulièrement jusqu'à la fin des années 80 pour se stabiliser ensuite, avant de croître à nouveau à partir de 1993 », note l'insee. L'institut précise par ailleurs que « cette progression a été plus vive pour les jeunes fémmes de 20 à 24 ans et pour les jeunes les plus

diplômes ».

Francis « le Belge » comparaît devant la justice en l'absence du repenti François Scapula

Arrêté en 1988, le « dernier parrain » a déjà effectué plus de quatre ans de détention provisoire

commuser-vous morre principal temping

LE CHIMISTE, LA SALANCE, LE REPENTI,

lesuise l'abbent.?

qu'à quarante années d'emprisonnement. Son hommes s'inscrit dans la guerre des gangs qui a Poursuivi pour un trafic international portant sur vingt kilos d'héroïne, Francis Vanverberghe, dit

principal accusateur, François Scapula, est absent fait rage dans le milieu marseillais après le suicide des débats. Le contentieux entre les deux de Gaétan Zampa dans sa cellule des Baumettes.

MARSEILLE

de notre correspondant Figure légendaire du « milleu ». Francis Vanverberghe, désigné dans le monde policier comme



« dernier parrain » marseillais, a pris place, mardi matin 12 mars, sur le banc des prévenus de la

« le Belge », encourt une peine pouvant ailer jus-

7º chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Marseille. Poursuivi pour un trafic international portant sur vingt klios d'héroine, Francis Vanverberghe, en état de récidive légale. encourt une peine pouvant aller jusqu'à quarante années d'emprisonnement. A cinquante ans, celui qu'on surnomme Francis « le Belge » a choisi d'affronter la justice.

Au fil des audiences, il devra surtout ferrailler contre un fantôme, celui de François Scapula, son accusateur incarcéré en Suisse. Celui-ci est absent des débats, son extradition n'ayant pas été réclamée. Jusqu'à son interpellation en flagrant délit par la police helvétique, le 11 novembre 1985, François Scapula, cinquante et un ans, vendait ses services de « chimiste » auprès de trafiquants internationaux de drogues. Il était recherché depuis l'époque de la « French Connec-

En prison, François Scapula décide de monnayer ses aveux. Il devient un repenti. En échange de l'immunité que lui garantit la justice americaine, son temoignage permet la condamnation de membres du clan Benevento, pour lequel, au printemps 1984, il avait installé un laboratoire de transformation de morphine à Phœnix (Arizona). De retour dans sa cellule suisse, François Scapula accepte de collaborer avec la justice française, à laquelle il livre, en premier lieu, le nom des assassins du juge d'instruction marseillais, Pierre Michel, abattu le 21 octobre 1981. Ses amis d'enfance, avec lesquels Il a fait les quatre cents coups dans le quartier d'Endoume à Marseille, François Checchi, François Girard et, plus tard. Charles Aitien seront condamnés par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône à la réclusion Criminelle à perpétuité.

Un pacte a-t-il été noué entre François Scapula et les autorités françaises? Seule indication: le « chimiste » déclare lors d'un interrogatoire qu'il a sollicité une confusion de toutes ses peines prononcées en France. « je leur ai demandé de ne pas être extradé vers la France, dit-il. Pour ma sé-Curité, je ne souhaite pas y purger ma peine car il n'y a pas de prisons pour repentis. » A Marseille, les rumeurs vont jusqu'à évoquer le départ de Scapula vers les Etats-Unis où, après une intervention de chirurgie esthétique, il se serait vu proposer une existence

sous une nouvelle identité. Au cours de ses longues confessions, François Scapula confirme un « renseignement » de l'office central de répression du trafic illicite de stupéfiants qui « parrain », qui avait eu la haute

implique Francis Vanverberghe dans l'exportation sur le marché nord-américain de vingt kilos d'héroine raffinée en Asie du Sud-Est. Dans un procès-verbal d'audition rédigé le 2 mars 1988 par la police de sûreté du canton de Fribourg (Suisse), puis à l'occasion d'une confrontation avec Francis Vanverberghe organisée le 10 mai 1990 au tribunal de Bonneville (Haute-Savoie) par le juge marselllais Michel Debacq, le repenti détaille les modalités de la transaction: en septembre 1984, sur l'île d'Ibiza (Espagne), un vieil ami du « Belge », Claude Raffanelli, lui demande de trouver des acquéreurs nord-américains. Lors d'un déjeuner au Sauun restaurant sur le por d'Ibiza, les trois hommes mettent leur stratégie au point.

« MACHINATION »

L'héroine, contenue dans deux valises, est transportée à New York par « un jeune Français » recruté par « le Belge » dans le sud de la France. Claude Raffanelli la réceptionne dans une chambre d'un hôtel Hilton, puis la remet à Guido Rendel - actuellement emprisonné en Espagne - un traflouant d'envergure qui avait, lui aussi, pris part à l'activité du laboratoire américain de Phoenix. Avec un luxe de détails, François Scapula précise comment Jean-Claude Kella, un Toulonnais vivant à Mexico, a organisé le rapatriement des fonds à Barcelone. Vendue 140 000 dollars le kilo, l'héroine rapporte 110 000 dollars à Francis Vanverberghe et 30 000 dollars à François Scapula, qui rétribue Claude Raffanelli.

Les aveux de Scapula ne sont qu'une romance pour Francis Vanverberghe. Depuis son arrestation, le 22 juin 1988 en Belgique, d'où il a été extradé deux mois plus tard pour être écroué par le juge Debacq. « le Belge » prétend n'avoir pas revu Scapula depuis 1971. Ne cessant de crier à la « machination », il affirme ne s'être jamais rendu à Ibiza. Le contentieux entre les deux hommes s'inscrit dans la guerre des gangs que se sont livrée les voyous marseillais au lendemain du snicide de Gaëtan Zampa, le 16 août 1984, dans sa cellule des Baumettes. La succession de ce

« J'ai deux raisons d'en vouloir à Scapula, a expliqué Francis Vanverberghe au juge Debacq. La première, c'est d'avoir envoyé en prison un de mes amis en lui cachant, alnsi qu'à moi, qu'il traversait la frontière franco-belge avec des dollars en poche. La seconde, c'est que Scapula s'est mis à travailler avec des gens que je considère comme des ennemis, à savoir Gaëtan Zampa et Homère Fllippi » - en fuite depuis son son implication comme commanditaire dans l'assassinat du juge Michel.

main sur les activités du crime à Marseille, avait fait couler beaucoup de sang.

si avouées à mots couverts, seules apparaissent au grand jour quelques anciennes condamnations pour proxénétisme et une peine de quatorze ans de prison prononcée en 1978 pour sanctionner sa participation, dans les années 70, à la « French Connection ». Francis Vanverberghe assure tirer ses revenus de sa fréquentation assidue des champs de course et avoir touché du

liberté par la chambre d'accusa-

Parmi ces activités illégales ain-

PMU, en 1995, un million de francs de gains. Après quatre ans et trois mois de détention provisoire, Francis Vanverberghe avait été remis en

tion de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, le 25 novembre 1992, en échange d'une caution de 1,5 million de francs. Cette somme lui a été restituée, le 7 décembre 1995, par le tribunal correctionnel de Marseille. Caractérisée par une extrême lenteur, cette procédure a valu à la France d'être condamnée par le comité des ministres du Conseil de l'Europe à la fin de l'année 1995. La durée de la détention provisoire suble par Francis Vanverberghe ne respectant pas le « délai raisonnable » recommandé par la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le gouvernement français devra lui verser 50 000 francs de dommages et intérêts en réparation de son pré-

La FASP réclame pour les policiers milèll un soutien psychologique

APRÈS LE DÉCÉS par suicide de douze policiers depuis le début de l'année, un responsable de la Fédération automone des syndicats de police (FASP) de Montbéliard (Doubs) a expliqué qu'il fallait, selon lui, « aider le policier psychologiquement et mettre en place des structures sociales ». Sans mettre directement en cause la hiérarchie locale, après le suicide de deux de ses collègues en dix jours, le syndicaliste a affirmé qu'« ils ne se sont pas suicidés parce qu'ils étaient policiers. Ils se sont suicidés parce qu'ils étaient aussi policiers »,

A Bordeaux, où un policier de la CRS 14, âge de quarante-deux ans, divorcé et père d'un adolescent, s'était donné la mort, le 5 mars à son domicile, avec son arme de service, un autre membre de la FASP a dénoncé les « cadences infernales de travail depuis la mise en place, en septembre, du plan Vigipirate ». Le ministre de l'intirieur avait dernièrement rappelé que les policiers se suicident moins que la moyenne des Français appartenant aux mêmes

■ AVORTEMENT : le docteur Xavier Dor, président de l'associa-tion auti-IVG SOS-Tout-petits, a été condamné, lundi 11 mars, à trols mois de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende par la cour d'appel de Caen. En première instance, il avait été condamne à un mois de prison avec sursis et 15 000 francs d'amende pour avoir bloqué pendant une heure l'accès au bloc opératoire du service obstétrique du CHR de Caen, en avril 1995. Ses douze complices devront verser chacun 10 000 francs d'amende. Xavier Dor avait déjà été condamné, vendredi 8 mars, à trois mois de prison ferme pour des faits similaires par la cour d'appel de Versailles (Le Monde daté 10-11 mars).

TOXICOMANIE : Bernard Kouchner, président délégué de Radical, a pris, la défense du docteur Albert Cohen, condamné par la juridiction ordinale à deux ans d'interdiction d'exercer la mêdecine pour avoir notamment prescrit du Temgésic à des toxicomanes. Le docteur Cohen a « fait son devoir » en prescrivant ce médicament, a estimé, lundi 11 mars sur RTL, M. Kouchner.

■ FAIT DIVERS : un des deux forcenés, qui s'étaleut retranchés, dans la nuit de samedi à dimanche 10 mars, dans leur appartement d'une ZUP de Chaumont (Haute-Marne) avant d'être maîtrisé par un commando du GIPN, a été mis en examen pour tentatives d'homicides volontaires sur agents de la force publique et écroué. Selon le parquet, Christophe Roux, âgé de dix-huit ans, a tiré à plusieurs reprises sur les policiers. Son père, soupçonné d'avoir tué son épouse à coups de carabine avant d'ouvrir le feu sur les forces de l'ordre, devait être entendu, mardi 12 mars, et mis en examen pour homicide volontaire.

■ JUSTICE: Raymond Mis et Gabriel Thiennot vont, sur la foi d'un témoignage inédit, réclamer une nouvelle fois la révision de leur procès, cinquante ans après avoir été accusés du meurtre d'un garde-chasse dans l'Indre. Après trois procès d'assises, deux cassations, une grâce du président René Coty, en 1954, et deux vaines requêtes en révision, en 1980 et 1991, leur avocat a déposé. lundi 11 mars, une troisième requête auprès de la commission de révision de la Cour de cassation. Il s'appuie sur un nouveau témoignage recuellii lors d'une émission télévisée.

Le tribunal de Lyon se prononce sur le « dépaysement » demandé par M. Noir

de notre envoyée spéciale Dans l'immense salle aux boiseries claires du tribunal correctionnel de Lyon, Michel Noir, cinquante-deux ans, ancien maire de la ville, et ses deux adjoints d'alors, Jean-Paul Bonnet, quarante-six ans, et Serge Guinchard, cinquante ans, comparaissalent, lundi 11 mars, pour abus de confiance.

Ce nouvel ennui judiciaire, une affaire de détournement de subventions municipales, survient après la condamnation de M. Noir à dix-huit mois de prison avec sursis, 200 000 francs d'amende et cinq ans d'inéligibllité dans l'affaire Botton (Le Monde du 12 janvier). Après les nombreuses demandes de « dépavsement » formulées par les avocats de l'ancien maire au motif que le parquet n'aurait pas été « équitable » à son égard, on se demandait si le dossier allait enfin être jugé au fond.

L'audience de ce 11 mars fut principalement consacrée au débat contradictoire portant sur les requêtes en suspicion légitime déposées le 7 mars par la défense, et actuellement en cours d'examen à la Cour de cassation. Le président François Berger commença par présenter les faits: Michel Noir est accusé d'avoir détourné, entre 1988 et 1994, via des associations locales réputées « noiristes », des fonds qu'il venait de faire voter en conseil municipal, pour un montant total de 7 384 000 francs. Les défenseurs des deux anciens adioints du maire de Lvon avaient fait citer une quarantaine de témoins, notables de la politique locale. Tous ou presque se présentèrent à la barre. Mais ils en repartirent très vite.

BORDEREAU D'ENREGISTREMENT A l'invitation du président, Mi-

chel Noir fit une brève déclaration, sur un ton fort mesuré, soulignant une fois de plus qu'il était « le seul politique à devoir comparaître, alors que tous les autres groupes utilisent des méthodes analogues à l'égard des associations ».

Me François Saint-Pierre attaqua ensuite le vif du suiet. Pas question de débattre du fond. dit-il en substance, avant que le tribunal ne tranche sur la demande de dépaysement. S'appuyant sur l'instruction en cours à Dijon concernant l'ancien procureur adjoint de Lyon Paul Weisbuch, mis en examen pour dissimulation de preuve dans l'affaire Botton, le défenseur

adopta un ton contenu. Un document, provenant du dossier Botton et reprenant les révélations de Bernard Sarroca, ancien chef de cabinet de Michel Noir, aurait été, selon l'avocat, sciemment dissimulé. Ce document serait pourtant daté du 11 décembre 1992. « Beaucoup plus grave », selon Me Saint-Pierre, un bordereau d'enregistrement de ce même document

aurait été envoyé par le parquet, le 5 décembre 1995, sur injonction du juge dijonnais. La défense affirma avoir appris l'existence de ce bordereau sur un document dont l'existence avait été jusqu'à présent niée par le

Au fil de sa plaidoirie, le visage de l'avocat devint blême. « Le ministère public est responsable d'atteintes graves aux droits de la sûreté du citoyen, lança-t-ll. Je stigmatise les actes du parquet. » Se retournant vers le procureur adjoint Thierry Cretin, déjà accusateur lors du procès Botton, puis vers le procureur Jean-Amédée Lathoud, Me Saint-Pierre accusa: « Sans doute n'avez-vous pas eu à connaître du contenu de ce document Sárroca. Mais vous avez dissimulé des documents de procédure, vous avez menti. Vous avez trahi vos fonctions. Le procureur de la République a le droit

Plus modeste et prudent, M' Stasi interpella le tribunal: « Il vous appartient de mettre un terme à cette regrettable escalade qui n'apporte rien à la justice. » Son tour étant venu, le procureur adjoint Cretin demanda une suspension de séance, aussitôt accordée. Quand l'audience reprit, une demi-heure plus tard, le procureur Thierry Cretin se retint de tout effet et résuma ainsi la position du parquet : * Dans ce dos-

sier, il n'y a pas eu une ligne, une

de se défendre et le devoir de re-

quérir au nom de l'action pu-

bliaue. >

lettre, une virgule, un point, de la main de Paul Weisbuch. Enfin, si le procureur de la République doit Etre entendu prochainement comme témoin à Dijon, c'est qu'il ne semble pas y avoir matière à mise en examen. »

« RETARDER L'EXAMEN » A ce moment précis, la sonnerie insistante d'un téléphone portable retentit dans les bancs réservés à la presse, brisant la solennité des débats. Le pro-

cureur adjoint s'arrêta, guettant

une réaction du président du tribunal Celui-ci, fort calme, demanda « que le propriétaire de ce téléphone sorte de la salle », ce qui fut fait aussitôt. Le procureur adjoint reprit: «La Cour de cassation n'annulera rien, tout au plus renverra-t-elle devant une autre cour d'appei. Toutes les nullités ont été purgées. Deux fois déià, M. Noir a fait une demande de dépaysement avec les mêmes arguments [qui a été] rejetée. Michel Noir a une ligne de conduite : re-

tarder l'examen au fond. » Au terme de ces trois heures de débats, le président Berger a préféré suspendre l'audience. Rendez-vous a été pris mardi à 14 heures. Le tribunal livrera alors sa décision concernant un éventuel sursis pour Michel Noir et ses deux coprévenus. Les témoins ont déjà été convoqués pour les 13 et 14 mars.

Danielle Rouard

Mercredi 13 mars

l'Eglise de France

Monseigneur LUSTIGER:

- 7h45 avec Alain DUHAMEL et Dominique SOUCHIER
- 8h20 avec Catherine NAY et Jean-François RABILLOUD
- 8h30 "Mon oeil" avec Philippe AUBERT



Plusieurs milliers de malades du sida vont pouvoir recevoir des antiprotéases

SOCIÉTÉ

Contrairement à ce qui était annoncé, les firmes Merck et Abbott vont, sous la pression des associations, largement distribuer en France leurs nouvelles molécules, dont l'efficacité reste à évaluer

En France, les firmes Merck et Abbott lundi 11 mars par le groupe associatif Ritonavir à mille cinq cents personnes s'apprêtent à « mettre à la disposition » des malades atteints de sida plusieurs milliers de doses de leurs nouvelles molécules antiprotéases. Rendue publique

TRT-5, Abbott s'est engagé à fournir son mandes. De son côté, Merck a pris l'engagement de fournir son Indinavir à 3 000 personnes dès le I avril prochain, puis à 3 000 personnes supplémentaires en mai et à 4 000 de plus en juin, jusqu'en décembre 1996, fait-on valoir au-

nière, d'une situation de pénurie. Selon côté, Merck a pris l'engagement de fourdispensation des produits dans ce çadre pourrait débuter à la fin du mois de mars ou au début du mois

dans le courant du mois de mars, avec la possibilité d'augmenter cette quantité au fur et à mesure des demandes. De son du marché nord-américain.»

nir son Indinavir à trois mille personnes dès le 1ª avril, puis à trois mille personnes supplémentaires en mai et à quatre mille de plus en juin. Ces distributions, non gratuites, d'antiprotéases se

feront sous le couvert d'« autorisations temporaires d'utilisation », dans l'attente des autorisations de mise sur le marché qui ont été demandées auprès de l'Agence européenne du médicament.

REBONDISSEMENT dans l'affaire des nouvelles associations médicamenteuses contre le sida : les cinq principales associations de malades réunies au sein du groupe TRT-5 ont annonce, handi 11 mars, que les deux multinationales pharmaceutiques américaines directement impliquées dans ce dossier, les firmes Merck et Abbott, venaient conjointement de bouleverser leurs stratégies industrielles et commerciales et s'apprétaient à « mettre à la disposition » des malades françals plusieurs milliers de doses de leurs nouvelles antiprotéases.

MOUVELLES MESURES

Ainsi, contrairement à ce qui était affirmé il y a queignes jours, plusieurs milliers de personnes contaminées par le VIH pourront bénéficier en France de l'une ou l'autre des antiprotéases, Ritonavir (Abbott) on Indinavir (Merck). « Après plusieurs semaines de pression associative, Abbott s'est engagé à fournir son Ritonavir pour 1500 personnes dans le courant de ce mois de mars. Avec la possibilité d'augmenter cette quantité au fur et à mesure des deprès du TRT-5. Les effectifs sur lesquels s'engagent Merck et Abbott devraient permettre de répondre aux situations d'urgence. (...) La

TRT-5, cette information contredit les dé-

darations faisant état, la semaine der-

d'avril. La « pénurie » à l'origine de l'émoi de ces dernières semaines était moins liée à des difficultés de production rencontrées par Merck et Abbott qu'au choix délibéré de ces laboratoires de mettre des quantités importantes de médicaments à la disposition

dramatique, de poker mentaur.

L'agenda officiel d'Hervé Gay-

Les nouvelles mesures prises

par Merck et Abbott permettent fort opportunément de sortir de l'impasse née du refus exprimé par Alain Juppé d'un « tirage au sort » alors même que la situation de pénurie invoquée par les multinationales imposait au veux du Conseil national du sida et du Comité national d'éthique

- payante - de plusieurs milliers de doses des antiprotéases d'Abbott et de Merck ne peut en aucune manière être analysée comme l'heureux dénouement d'une malencontreuse affaire. D'abord parce que os médicaments - il importe de le rappeler - ne constituent en aucune facon une panacée. Ensulte parce que la volte-face des maisons mères de Merck et d'Abbott vis-à-vis de la France conduit de facto à priver d'autres natients européens, pour ne pas parler de ceux du tiers-monde, des

possibles bénéfices de ces molé-

recours à cette solution. Pour le TRT-5, il est clair que ce rebondissement est la conséquence directe de la « mobilisation des associations françaises de lutte contre le sida ». Ce groupe « regrette qu'aucun autre pays d'Europe n'ait obtenu les mêmes engugements » de la part des multinationales concernées. « Dans les autres pavs européens. les firmes Merck et Abbott n'ont rien prévu. Dans ces pays, les malades qui ont les moyens financiers pourront peut-être acquérir ces produits, pas les autres, explique Franck Fontenay, l'un des responsables du TRT-5. En Espagne. une centaine de malades seulement pourront recevoir du Ritona-

NÉGOCIATIONS

Après celle de Roche, la distribution des antiprotéases d'Abbott et de Merck via des « autotemporaires risations d'utilisation » durera tant que ces molécules ne disposeront pas d'autorisation officielle de mise sur le marché (AMM). Or il apparaît à plusieurs observateurs que

d'avoir, faute d'un meilleur choix, les nouvelles molécules actives contre le VIH conduisent à une situation hors du commun, très favorable aux multinationales concernées. Jusqu'à présent, en effet, la mise à disposition des molécules avant leur AMM dans le cadre de procédures « compassionnelles » se faisait gratuitement. C'est aujourd'hui encore le cas de l'antiprotéase de Roche. Ce n'est plus vrai avec l'Indinavir et le Ritonavir.

Tout se passe comme si, pressions associatives et médiatiques aidant, la situation « compassionnelle » était devenue une phase de pré-AMM, les firmes pouvant à leur gré fixer les indications et les futurs prix de leurs molécules sans l'intervention directe des pouvoirs publics, les négociations étant ici établies entre la firme et les établissements hospitaliers. On indique que les sommes demandées par Merck pour son Indinavir devralent correspondre à près de 100 francs de coût journalier, Abbott n'ayant pas pour sa part encore fixé son

J.-Y. N.

POKER MENTEUR

COMMENTAIRE

Qui, des associations de malades du sida ou des pouvoirs publics français, compte le plus aux veux des dirigeants des puissantes multinationales pharmaceutiques soucieuses de commercialiser et de rentabiliser les nouvelles antiprotéases ? Ces molécules, présentées depuis quelques semaines comme l'indispensable chaînon thérapeutique manquant dans la lutte contre cette maiadie, sont auiourd'hul au centre d'une étonnante pertie qu'on pourrait qualifier, si l'objet n'était pas si

mard, secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale, comporte, cette semaine, trois entretiens avec les responsables des trois multinationales concernées. Or ce sont les responsables du monde associatif cui, bien avant M. Gaymard, ont eu la primeur des décisions industrielles. Comment mieux dire que les autorités sanitaires n'ont, ki, quère pesé ? Et que sont devenues les « difficultés de production » évoquées il y a peu et qui avaient conduit à l'hypothèse d'un « tirage au sort » des malades auquel s'était opposé le premier ministre ?

Jean-Yves Nau

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances Agnès GABIROUT, Michel PERRON

le 9 mars 1996, à Langapue ue de Villardin, 4;

10.00

sont ravis d'annoncer la naissance de leur

Charlotte. le 8 février 1996, à Montpoliier, chez

Carefin BRIDOUX

Jean-Christophe SALUSTE.

Jean et Marijke Bridoux-Van Alphen, La Beaume, 30124 Peyrolles.

Elécoore REUMAUX d'EQUAINVILLE Vehan SEDEFIAN.

le 28 février 1996. Amina SEFRIOUI Gilbert DUFOUR,

Sabrina.

le 9 mars 1996, à Bourg-La-Reine. Mariages

M. et M. Yukio OGUMA. M. et M. Hugues Jean de DIANOUX, font part du mariage de leurs enfants.

Emiko Jean-Marie Elzéar,

à Fremante, Australia occidentale, le 26 février 1996.

<u>Décès</u>

- Cannes. Versailles. La-Pierre-qui

M* Georges Chossat, on epouse. M= Jacques Planque, Le Père Bruno (Alain) Chossat, Le docteur et M= Jean Weber,

ont la douleur de faire part du décès du contrôleur général des armées (cr) Georges CHOSSAT, grand officier de la Légion d'houn

avenu à Cannes, le 7 mars 1996.

– La famille. Les amili es les élèves de

Ginette DELMAS

ont la douleur de faire part de son décès

L'inhumation se fera dans l'intimité su imetière du Vésinet (Yvelines).

Ginetto; Dalmas, snimarica avec l'enseignement public, snimarica avec le Rédération Jean-Vigo, de cinéma, manifesta toute sa vic. critique de cinéma, manifesta toute sa vie, à travers ses activités pédagogiques et culturelles et son engagement civique sux

36, evenue Primrose, 06000 Nice.

- L'Isle-sur-la-Sorgue. Marseille.

Yvette Fullet.

son épouse, Annie-Claude Paillet, Laurence, Cédric

et Emmanuel, Michel et Martine Fuillet, Julie et Charlotte, Les familles Poillet, Vernis, Esteve

Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de M. Paul FUILLET, chevalier de la Légion d'honnour, officier du Mérite national, entenant-colonel honoraire

président honoraire de la chambre syndicale des agents généraux d'agrurances terrestres de Marsellle

La cérémonie religieuse a en lleu le mardi 12 mars 1996.

- Les families Gessat, Cotting, Prient et ont la très grande tristesse de faire part du décès de

> Claire GESSAT, née LE MEUR.

le 9 mars 1996, dans sa quatre-vingt-

11, avenue Fontaine-de-Rolles, 92500 Nanterre.

- M™ Odente Jannelle. son épouse, Ses enfants,

Ses petits-enfants, Et noute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. René JANNELLE, ancien combattant 1939-1945, ancien résistant, chevalier de la Légion d'homeur,

ancien secrétaire de la Fédération nationale du spectacle CGT, survenu le 10 mars 1996, en son domicile, à La Cour-Marigny, dans sa soixante-dix-septième année.

Les obsèques auront lieu le mercred

Réunion devant la mairie de La Cour-Marigny (Loiret), à 15 beures.

La Croix Chuatre, 45260 La Cour-Marigny. Chasseignaux, 45260 Lurris. Tel.: 38-92-41-06.

M. et M™ Fabien Courtand, font part du décès de leur frère et bes frère,

La prochaine distribution

Olivier-Jacques COURTAUD,

surveou à Arces, le 4 mars 1996. Ils rappellent le souvenir de sa chère

e: COURTAUD-LAURENT.

disparue le 3 novembre 1995.

76730 Gueures.

- Mar Suzanne Landy. son époose, M. Jose Landy,

son frère, M. et M. Rémy Landy, M. et M. Bertrand Landy, Prédéric et Valérie, Nicolas, Sophia

Nadège, Cyril, sea petits-enfants, Pierre, son arrière-petit-fils, our la trissesse de faire part du décès de

M. Raymond W. LANDY,

purvenu le 11 mars 1996, dans sa quat

Les obsèques auront lieu dans l'intimité, le 12 mars, à 17 heures,

e Le vent; l'inattention ont emporté la moltié de ce que j'ai pu dire. Le reste, on ne l'a pas compris.
Teilbard de Chardin

Robert LARQUET

nous quittait, le 9 mars 1996, dans Militant syndicaliste dès 1936, il a

sacré sa vie à combattre les it sociales au travers de ses diverses

Conseiller prud'homai au Conseil de Paris, maure d'apprentissage de la société Applevage, enseignam, directeur-adjoint de EEIP (Charliat), intervenant à l'École

Il était chevalier dans l'ordre national du Mérire.

Un registre de condoléances sera ou-vert au funérarium des Batignolles, 10, que Pierre-Rebière, 75017 Paris, du 13

L'incinération au crématorium du Père L'accusie, le mardi 19 mars, à 14 b 15, sera suivie de l'inhumation de l'urne au cimetière Saint-Germain de Charonne. Marie Larouet

47, me da Borrégo, 75020 Paris. Willy Lévy,

son frère, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M^m Jacques RJOMAN, née Denise LÉVY,

- Le docteur Madeleine Neur Bonnard, son épou

Ses enfants, perits-enfants Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès du

doctour Alexandre NEGREANU. ancien interne des Hôpitaux de Paris, chevalier de l'ordre national

survenn à Antony (Hauts-de-Seine), le 10 mars 1996, dans sa quatre-vingt-

Priez pour lui.

13 mars, à 11 h 15, au funérarium, 110, rue

. Une bénédiction sera donnée à 15 h 30, au cimetière ancien de Saint-Alguan-sur-Cher (Loir-et-Cher).

Le docteur Negresmu reposera dans le caveau de famille.

12, rue Pasteur, 92260 Fontenay-anx-Roses.

- Giuseppe Pax Nucera,

son époux, Antonello et Adriano,

André et Hélène Prady. ses parents,
Amonio et Rosa Nucera, set beaux-parents, Claire et Philippe Waquet, Aglaé et

Jean et Catherine Prady, Benoît, Jean et Catherine Pracy, Benoit.
Delphine, Etienne et Pierre.
Bernard et Brigitte Pracy, Coralie,
Perrine, Clément, Damien et Louis,
Catherine Pracy et Jean-Pierre Melun,
Achille et Errhen.

Achille et Esther, Franco et Anelisa Nucera, Antr

Anna Nucera et Valentina, Salvatore Nucera et Rita Visconti, et Antony, ses frères, socurs, beaux-frères, belles seurs, neveux et niècti,
M= Concetta Ferraro,
Les familles Prady, Noual, Roudier,
ont la douleur de faire part du décès de

Anne PRADY.

survenn à l'hôpital Foch de Suresses, 8 mars 1996, à l'âge de quarante ans. Une bénédiction aura lieu en la chapelle haute de l'église Saint-Pierre, l, boulevard Jean-Mermoz, à Neuilly-sur-Seine, ce mardi 12 mars 1996, à 15 h 30.

Elle sera sulvie de l'inh cimetière du Monparnasse.

e avrà i moi occhi.

- M= Claire Waquet, M' Helène Furge, M' Hervé Hazan, avocats associés au Conseil d'Etat et à la

ont la tristesse de faire part du décès de la Anne PRADY-NUCERA.

le 8 mars 1996. 39, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. - Laurent Renard, Véronique Ménager-Renard, Yves Rammi, unde Duke-Remont Djamai Renard,

Les families Renard, Marty, Duke, Ménager, Lefebvre, Bogé, Gogien, Piche-ney, Bocquillon, Toussaint, Portisult, Hu-tin, Gillard, Germain, Verrier, Barthélé-

ont la douleur de faire part du décès du

doctour Paul RENARD, eurvenu le 10 mars 1996, dans sa solzante

Les obsèques auront lieu dans l'intimité le mercredi 13 mars, à Biencourt-sur-Orge

What is hidden cannot be loved. a Derek Walcott

« Ruth wohl und bringt such mich zur Ruh. » Passion seion saint Jean, J.-S. Bach.

106, rue d'Assas.

- Pierre Soumille. son époux, Ses enfants et petits-enfants, Tonte sa famille, Parents et alliés. ont le chagrin de faire part du décès de

Geneviève SOUMILLE. née DAILLOUX, sarvenu le 4 mars 1996, à l'âge de

Les obsèques religieuses et

Pierre Soamille, Val Saint-Donat, 3, rue Joseph-Rigard, 13100 Aix-en-Provence

- Phyllis Springer et Goksin sipaniogiu, ses parents,

Byron Springer. Charles Springer. Marion Springer,

sa tante. Byron Springer Jr. Allison Ambrose et Carolyn Johnson ses cousines, ont la douleur de faire part du décès de

survenu dans sa trente-cinquième année. Le service religieux sera célébré ce mardi 12 mars, à 15 heures, en l'église réformée de Pentemont, 104-106, rue de

Gilles Pater SPRINGER.

- Sa famille,

Grenelle, Paris-6º.

M= Hélène WEILL. survenu à Cannes, le 5 mars 1996, dans sa

Ses proches, ont la tristesse de faire part du décès de

Remerciements

perte de son épouse, a ressenti profondé-ment l'affection qu'avait suscitée la per-Très touché par les nombreuses marques d'amitié qui lui ont été témoignées, il dent à exprimer à tous sa

- Clément Osberi, mès éprouvé par la

Avis de messe

Gérard BANG

La messe du mercredi 13 mars 1996, à 18 h 15, à la cathédrale Nouve-Dame de Paris, sera célébrée à son intention.

Anniversaires de décès - Il y a neuf ans, disparaissait

Jean-Claude LANGELLIER. Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu.

On ne meurt qu'une fois et c'est pour si longt

- Il v a un an. disparatassit

Malka PRESBURGER. En ce jour, ayez une pensée pour elle.

Collogues - L'Association des Amis de la revue - L'Association des Amis de la revue Assages, avec le concours d'EDF et de La Cinquième, organise un colloque international, le 14 mars 1996, à la Ché des sciences et de l'industrie de La Villeme (à l'amphithéâtre Gaston-Berger), sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques », avec les interventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Paul Ledrice André Lichnerwirez Vest. ventions d'Emile Malet, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Lichnerowicz, Yves Quéré, Philippe Lazar, Alexandre Minkowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Bras, Lucien Sfez, André Lebeau, Geneviève Schmeder, Gérard Athias, Jacques Leibo-witch, Christian Stoffaes, Christian Schmidt, Emand, John Michael Brass.

Réservation à la revue Passages. Tél.: 45-86-30-02 - Fax: 44-23-98-24.

Rectificatifs - Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Pa-- Au CBL, 10, the Samt-Chande, ra-ris-3°. Jeudi 14 mars 1996. à 20 h 30 : Nouvean rôte de la démocratie, Israël, par Haïm Haïssa, ancien conseiller de Y. Rabin. • (Erratum : pour M. Lévinas qui devait uniquement évoquer ses sou-

Soutenances de thèse - Bruno Garnier, inspecteur de l'éducation nationale, 7, rue de Joncourt 02420 Estrées, soutiendra sa thèse de littérature comparée sur : « La traduction et l'adaptation de l'*Hécube* d'Euripide en France de la Renaissance à nos jours », contribution à l'histoire des processus de transformation littéraire et à l'élaboration d'une critique de la traduction poétique, sous la direction de M. le professeur Brunel, samedi 16 mars 1996, à 10 heures, à l'université Paris-IV-Sorbonne, I, rue Victor-Cousin, Paris, Biblio-thèque de littérature française, escalier C.





hington. Quelque temps plus tard, poursuit Pat Buchanan, « en parcourant le Wall Street Journal, je tombai en arrêt sur un titre : la Banave mondiale venait d'accorder un prêt de 260 millions de dollars au gouvernement vietnamien ». Pause. « Et vous savez ce que ça veut dire, ça, mes amis? Ca veut dire que la vieille mère de Rocky Versace garantit un prêt au régime communiste qui a assassine son fils. . Effondree, l'assistance en oublie de relever les pancartes. Il y a dans cette anecdote toute la révolte contre ce que Pat Buchanan appelle « le nouvel ordre mondial », celui qui rabaisse l'Amérique au rang d'exécuteur des basses œuvres des Nations unies et autres institutions internationales.

Trubiion du Parti républicain, provocateur semant la panique dans le bei ordonnancement de ces primaires 1996, Pat Buchanan a le don de trouver l'image ou l'histoire qui gravera ses arguments dans les mémoires des électeurs. C'est, reconnaissent ses adver-L'une de ses métaphores les plus marquantes, lancée en février dans le New Hampshire, reste celle des « seigneurs de Washington regagnant dare-dare leur château et levant leur pont-levis face aux hordes de paysans qui dévalent les collines la fourche à la main ». Les « seigneurs », c'est l'establishment du Parti républicain ; les « paysans », ce sont les troupes de Pat Buchanan - « mes gens », comme il dit. L'ironie, c'est que les « seigneurs » de Washington ont toujours considéré Pat Buchanan

comme l'un des leurs. Car Il y a deux Pat Buchanan: celui de Rocky Versace, des « paysans » aux fourches vengeresses, le Pat Buchanan en chapeau noir de cow-boy que l'on a vu en campagne dans l'Arizona, brandissant une carabine et appelant à l'exécution des violents pourvu qu'on laisse vivre le fruit du viol. Et puis îl y a le Pat Buchanan de Washington, collaborateur de trois présidents - Richard Nixon, Gerald Ford et Ronald Reagan -, le génial polémiste des émissions politiques à la télévision, le quinquagénaire qui dîne au Jockey Club du Ritz-Carlton et dont les meilleurs amis sont iour-

Ces amis-là ne livrent pas facilement leurs pensées profondes sur son compte car, même s'ils ont peu d'indulgence pour son numéro populiste, Pat Buchanan n'en reste pas moins un homme d'excellente compagnie, bourré de charme, un convive drôlissime que, reconnaît l'un de ses excompagnons à la Maison Blanche, le P Jeffrey Hart, « on adore avoir

ES deux Pat trouvent leurs racines dans une éducation pensée par une formidable figure, William Buchanan, le père, descendant d'immigrés friando-écossais installés dans le sud des Etats-Unis, dont on saisit toute l'influence en lisant l'autobiographie de Pat Buchanan, Right From the Beginning (Regnery Gateway, 1988). Homme à poigne et à principes, grand admirateur du général Franco et du sénateur Joe McCarthy (à la défense duquel Pat Buchanan consacre un chapitre entier), William Buchanan dirigeait à Washington - où Pat naquit en 1938 - un cabinet d'experts-

comptables qui lui permit d'élever confortablement sa nombreuse famille, sept garçons et deux filles. Le père Buchanan, dont la ceinture servait autant à discipliner ses fils qu'à tenir son pantalon, éleva ses neuf enfants comme autant de durs-à-cuire, les entraînant au punching-ball avant qu'ils soient d'attaque pour aller faire le coup de poing dans la rue. Les frères Buchanan étaient des garçons turbulents, connus dans tout le quartier pour leurs mauvais coups mais qui, polis, donnaient du « Yes Sir » et do « Yes Ma'am » à leurs pa-

L'autobiographie de Pat Bucha-nan se lit comme une ode à un pa-

tion des horreurs du stalinisme. idéologiquement, ce sout de toute évidence ces années-là qui ont faconné le jeune Pat Buchanan, comme en témoigne ce passage de son livre sur la défense du franquisme et du maccarthysme: « Nous avons un sens différent de ce qui est réellement et moralement mal. Nous avons un seus différent de ce qui menace ce que nous ché-rissons le plus : la famille, la foi et notre pays. Ce n'est ni Botha, ni Marcos, ni Pinochet: c'est l'Union soviétique et son idéologie intrinsè-

condamner, hormis l'influent éditorialiste William Safire, pourtant vieux compagnon de la Maison Blanche sous Nixon : « Si l'on prenaît une échelle de un à dix pout mesurer l'antisémitisme, 2-t-11 déciaré récemment, où Hitler serait à dix et [le leader nationaliste noir américain] Louis Farrakhan à sept, je mettrais Pat Buchanan à quatre ou cinq.» Visiblement ébranlé et sûr de sa bonne foi. Pat Buchanan crie à « la scandaleuse diffamation », tandis que d'autres volent à son secours : « Je suis juif et Pat Buchanan est mon ami », écrit dans le Los Angeles Times un intellectuel républicain, Bruce Herschensohn. «Il n'est pas antisémite, mais il est

rue par rue, immeuble par immeuble. » Un festin pour les démocrates : « La version originale en allemand était meilleure », ironisa une celèbre éditorialiste du Texas, Molly lvins.

NCIEN étudiant de la Cohimbia School of Journalism de New York, Pat Buchanan a eu tout loisir d'aiguiser sa phone pendant les quatre ans passés comme éditorialiste, dans les années 60, au Saint Louis Globe-Democrat. Réformé pour raison médicale, il échappe au Vietnam et, lorsque Nixon le recrute pour sa campagne de 1968, il a déjà un style féroce. Trop, même: Nixon raconte dans ses Mémoires comment, une fois élu à la Maison

Pat Buchanan avait compris le phénomène de l'anxiété économique bien avant la mondialisation: en 1970, raconte Richard Nixon, il fut fasciné par le livre de deux intellectuels de centregauche, Richard Scammon et Ben Wattenberg. The Real Majority, dont il fit une note au président à l'approche des élections législatives, en lui conseillant de cibler la campagne sur « la question sociale»: celle de l'Américaine moyenne, statistiquement identifiée par les deux auteurs comme une femme au foyer blanche, de quarante-sept ans, vivant à Dayton, dans l'Ohio, dont les préoccupations n'étaient ni le Vietnam ni les droits des minorités raciales mais un sentiment d'insécurité

économique croissant. Blanche, il lui a parfols fallu re-Populiste provocateur, le trublion. du Parti républicain a semé la panique dans le bel ordonnancement des primaires américaines. Vilipendé pour son radicalisme, il n'en a pas moins imprimé sa marque sur la campagne électorale prendre des discours préparés par Pour la petite histoire, les hono-Pat Buchanan pour en atténuer la raires pour sa participation à phivirulence. Bien des années plus sieurs émissions de télévision, nohard, Larry Speakes, porte-parole tamment sur CNN, ont assuré à de Ronald Reagan, se souviendra Pet Buchanan une vie aisée, dans une grande maison de l'une des lui aussi dans ses mémoires du radicalisme d'un collaborateur

> ra-t-ll, mais il était si aveuglé-ment réactionnaire i » Il n'est gnère de thèmes aur: lesquels Pat Buchanan ne s'exprime de façon provocatrice. Il a dénoncé « les avortoirs de l'Occident, terminoux du monde libre pour les trains qui en d'autres temps partaient pour Vorkouta ou Kolyma, Treblinka et Auschwitz ». L'homosexualité est une autre de ses grandes croisades. Ii veut geler l'immigration légale pendant cinq ans, arrêter immédiatement la politique d'« affirmative action », ensemble de mesures visant à compenser la discrimination raciale dans l'emploi. Les femmes, a-t-Il écrit en 1983, « ne sont pas dotées par la nature de la même ambition, de la même volonté de réussir dans le monde sauvagement compétitif du capitalisme occidental ». Il est pour le maintien des académies militaires exclusivement masculines, pour le droit des municipalités du Sud à arborer le drapeau confédéré et pour la

nommé Pat Buchanan : « Ce

banileues les plus huppées de Washington, tenue par une femme 🛫 pour son plan de retraite d'un joli portefeuille d'actions des grandes sociétés dont il dénonce l'avidité et s'est résigné à troquer sa Mercedes contre une Cadillac pour ronier américain.

🤏 A campagne, financée par de petits donateurs, est me-née de façon presque artisanaie, « sans sondeurs, sans consultants, sans personne pour écrire mes discours », dit-il. « Il n'a pas beaucoup d'argent et il n'en a guère besoin, relève Bob Lighthizer: il est maître dans l'art d'utiliser les médias. » Son équipe est réduite au minimum: un jeune journaliste, Greg Mueller, lui sert d'attaché de presse et un ancien commentateur du quotidien de droite Washington Times, Terry Jeffrey, de directeur de campagne. Les piliers de son organisation sont deux femmes: son épouse, Shelley, une silencieuse mais omniprésente petite femme blonde à la mise en plis irréprochable, diplômée de sciences politiques - ils se sont connus en travaillant ensemble à la campagne de Richard Nixon, en 1968 -, qui l'accompagne partout et assiste à toutes les réunions. Les Buchanan n'ont pas eu d'enfant, et Shelley est tout entière dévouée à mm mari.

La deuxième femme, aussi tonitruante que Shelley est discrète, est la sœur de Pat, Bay Buchanan, une rousse énergique toujours prête à monter à l'assaut. A trentedeux ans, elle fut le plus jeune trésorier-payeur des Etats-Unis sous Ronald Reagan ; vétéran des campagnes électorales, c'est elle qui a poussé Pat Buchanan à se présenter cette fois-ci, en le menaçant d'être elle-même candidate s'il ne se décidait pas. Convertie à la religion mormone, divorcée, mère de trois garçons, c'est elle la stratège de la campagne.

Jusqu'où ira Pat Buchanan? En février, les « seigneurs » du parti républicain ont assisté, effarés et muets, à son ascension, avant que l'instinct de survie ne leur donne la force de se ressaisir. « Le buchananisme, accuse l'un de ses rivaux, le modéré Lamar Alexander, c'est la colère et la révolte. C'est l'aigreur et la division. C'est bon pour les shows télévisés, pas pour le Bureau ovole. » Sans doute. Mals, déjà, Pat Buchanan a imprimé sa marque sur cette campagne électorale.

> Sylvie Kauffmann Dessin . Rick Tulka

Pat Buchanan le terrible

radis perdu, celul des années 50, l'époque des certitudes et de l'avenir doré. « De quatorze à vingtdeux ans, écrit-il, Ike [Pisenhower] fut mon président ; et ces années-là, années de paix et de prospérité, d'unité et d'harmonie, quand l'Amérique était au zénith de sa puissance et de son prestige, furent les meilleures de notre vie. » Cette mostaleie se retrouve chez ses sunporteurs, comme cet homme de cinquante-sept ans, Bill Olohan. débarqué d'irlande en 1955 à l'âge de dix-sept ans : « Quand je suis arrivé ici, l'Amérique était un grand pays, se souvient-il en attendant Pat Buchanan dans un meeting pour la primaire du New Hampshire. Il n'y avait que des voitures américaines ; les voitures japonaises ici, on n'en voyait pas ! » C'étaient aussi les plus belles années de l'anticommunisme, celles de la révéla-

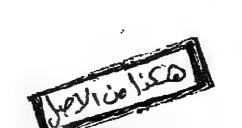
ement mauvaise.» Le Troisième Reich, poursuit-il, «s'est effondré en douze ans; une fois qu'Hitler était mort l'hitlérisme était mort. Le communisme en revanche ne s'est pas éteint avec Lénine et Staline: partout où il a triomphé, des églises ont été profanées, des prêtres mas-sacrés, des enjunts endoctrinés ». A ancun moment dans ce chapitre il

n'est fait mention de l'Holocauste. C'est ce genre de prises de posi-tion, sa défense de personnages accusés de crimes de guerre et quelques « peries » comme, pendant la guerre du Golfe, la comparaison du Congrès américain à « un territoire occupé par israel », qui font resurgir les accusations d'antisémitisme à l'égard de Pat Buchanan, même s'il paraît plus soucieux d'éviter de tels dérapages. Là encore, ses amis de Washington sont réticents à le

maladroit dans le choix de ses mots », reconnaît un autre ami, le P Hart.

Que dire, alors, lorsqu'il interpelle « José », l'immigré mexicain moven, ou évoque les Zoulous -« Si vous prenez un million de Zoulous et un million d'Anglais et que vous les mettez en Virginie, lesquels vont s'intégrer le mieux ? », demanda-t-il sur ABC en 1992 ? Contrairement à Jean-Marie Le Pen. Pat Buchanan refuse de se compromettre avec un Jirinovski, mais il a le verbe facile et dégaine très vite. Les républicains modérés ont encore à l'esprit le souvenir cuisant de son discours à la convention de Houston, en 1992, l'année où il se présenta pour la première fois à trésorier de la campagne de Bob l'investiture républicaine : « Une Dole, le candidat le plus ébranlé notre pays pour l'âme de l'Amé-rique. Il faut reprendre l'Amérique,

Mais c'est son discours socioéconomique qui lui a permis de remporter la primaire du New Hampshire et de dépasser le statut de candidat contestataire dans lequel George Bush l'avait cantonné en 1992. En dénonçant les méfaits de la mondialisation de l'économie, les accords commerciaux intemationaux qui font fuir les emplois industriels vers l'Asie ou le Mexique et l'Ingratitude du grand capital qui s'enrichit en dégraissant les effectifs des entreprises, Pat Buchanan a su trouver la corde sensible, celle du travailleur désenchanté et auxieux du lendemain. « Son diagnostic économique n'est pas faux, reconnaît Bob Lighthizer, trésorier de la campagne de Bob guerre culturelle fuit rage dans par la montée de M. Buchanan; c'est le remède qu'il prescrit qui est



Vers un secteur hospitalier unique?

par Jean Bardet

parlementaire, dont j'ai fait partie, s'est réuni pour préparer l'ordonnance relative à l'hôpital dans le cadre de la réforme de la protection sociale.

Mais, avant d'envisager des réformes, encore faut-il bien préciser : quelle est la finalité de l'hôpital public? Quelle est sa place par rapport à l'hospitalisation privée? Quelle est la justification des deux

provocate

il républic

e la panie

nnanceme

les prima

américa

lipendem

radicale

i a pas 📸

re sa mar

ne éledo

dans

le trubi

Ayant commencé mes études médicales dans les années 60, j'ai connu la réforme Debré, qui a donné ses lettres de noblesse à l'hôpital public. Avant, les choses étaient simples : les riches allaient en clinique, et les pauvres à l'hôpi-tal, qui portait d'ailleurs souvent le nom d'hospice. L'inégalité au niveau des soins n'était bien souvent qu'apparente : les « grands patrons » exerçaient leur activité le matin à l'hôpital et l'après-midi « en ville ». La réforme Debré, qui a institué le plein emploi hospitalier, a été pour une large part à l'origine de l'humanisation des hô-

A partir de cette date, et jusqu'au premier choc pétrolier de 1973, les cliniques et les hôpitaux se sont livré une stimulante concurrence financée par la Sécurité sociale, qui en avait les moyens. C'était l'heureuse époque où secteurs public et privé se disputaient les malades, et où les médecins « non plein temps », qui détournaient leurs patients de l'hôpital vers leur clinique, étalent séverement condamnés par leurs pairs et le conseil de l'ordre. On était loin de la pratique actuelle: des directeurs d'hôpitaux encourageant les médecins à envoyer des malades déjà hospitalisés vers le secteur privé si les soins qu'ils nécessitent se révèlent trop onéreur.

Cette concurrence a permis aux deux secteurs de faire d'énounes progrès, avec tioutefois un avantage sur le plan de l'accueil dans le é, et sur le plan technique à l'hôpital, de telle sorte que les patients étaient en général satisfaits, privilégiant l'accueil ou la technique selon leur désir ou leur pathologie: à l'hôpital les grosses pathologies; aux cliniques les pathologies courantes.

Depuis 1981; les restrictions budgétaires, la volonté socialiste de casser la hiérarchie hospitalière, ont bien changé les choses (certes

les « mandarins » ont disparu, mais qui a remplacé les Hamburger, les Jean Bernard, les Lenègre, les Milliez, les Cordier, les Judet ?).

Actuellement, mis à part quelques vitrines qui sont des exceptions, le budget global étrangle l'hôpital public, qui ne peut plus accomplir sa mission : manque de personnel, plateaux techniques vieillissants et non remplacés, postes de médecins vacants dans de nombreux hôpitaux de province qui ont obligé M= Veil à titulariser des étrangers, impossibilité d'approvisionnement en prothèses qui contraint à refuser la prise en

charge de certains malades. A l'inverse, le secteur privé, non soumis aux mêmes contraintes budgétaires, a pu développer ses plateaux techniques et pratiquer un certain nombre d'actes de chirurgie lourde qu'il ne pratiquait pas précédemment.

Dès lors, opposer les secteurs public et privé n'a aucun sens. Plutôt que de les mettre en concurrence, mieux vaudrait les mettre en complémentarité. Cependant, pour que cette complémentarité aft un sens, il faudrait que le mode de financement par la Sécurité sociale soit identique. Cela éviterait certaines distorsions, car il faut bien, objectivement, remarquer que, le plus souvent, les soins les plus onéreux (traitement du sida, par exemple) ou les moins valorisants sont pris en charge à l'hôpital, et les soins les plus rentables par les cliniques privées. Est-ce un hasard si, dans un rapport officiel récent de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris, il est constaté que 30 % des patients cardiologiques opérés le sont pour un pontage aorto-coronarien, et 70 % pour un remplacement des valves cardiaques, alors que ces derniers sont plus coûteux, la proportion

étant inverse dans le privé? Cette constatation n'est pas en sol choquante, le rôle de l'hôpital étant de solgner tous les malades qui se présentent; quel que soit leur coût, à la condition q chicité des hôpitaux publics et leur foriction « à part » dans le maillon sanitaire soient reconnues.

En effet, l'hôpital public, en plus de son activité de soins, conserve quatre rôles supplémentaires : l'enseignement, la recherche, la solidarité et le service public, même si le privé y est de plus en phus associé, ce qui est souhai-

Ces rôles supplémentaires doivent être parfaitement individualisés sur le plan financier : le manque à gagner de l'hôpital public du fait de son rôle spécifique ne doit pas être pris en charge par la Sécurité sociale. Ne pas le faire et accuser l'hôpital d'être la cause principale du déficit de la Sécurité sociale ne correspond pas à la réa-

HORIZONS-DÉBATS

Si ces questions ne sont pas prises en considération, la situation dans les hôpitaux publics ne pourra que s'aggraver, et, progres-sivement, l'hôpital public, incapable de donner des soins parfois indispensables faute de moyens financiers, sera obligé de se décharger sur le secteur privé, et tendra à retomber peu à peu dans le rôle d'hospice dont il était péniblement sorti depuis les années 60.

Une réorganisation de l'hospitalisation, qu'elle soit publique ou privée, s'impose. Elle passe forcément par une réflexion sur son rôle, en ayant constamment à l'esprit que le maiade, entité humaine bien souvent oubliée, est en permanence la seule finalité du dispositif. L'imification souhaitable des modes de financement du public et du privé, une complémentarité des taches dans le cadre d'un schéma national et/ou régional pose à tenne la question de la justification de l'existence de deux secteurs. Ne pourrait-on envisager un secteur hospitalier unique répondant aux mêmes règles, où les personnels seraient interchangeables en fonction des missions à ac-

Le secteur hospitalier unique ne pourrait-il pas être ouvert à tous les praticiens qui auraient la possibilité non seulement d'y hospitaliser leurs patients, mais aussi de les suivre directement en gardant leur pleine responsabilité diagnostique et thérapeutique?

Il serait dommage que la ré-forme amoncée ne soit pas profondément innovante, comme l'avait été la réforme Debré de 1958, et qu'elle ne réponde qu'à des considérations comptables sans tenir compte des impératifs d'une médecine moderne efficace à laquelle tous les Français ont droit sans aucune exclusive de quelque sorte qu'elle soit.

Jean Bardet, professeur de médecine, est député (RPR) du Voi-

Attention au fantasme du « lobby médical »

par Simon-Daniel Kipman

'EST parce que les psychiatres ne sont pas différents à bien des égards des autres médecins (ils sont même la spécialité la plus nombreuse : plus de douze mille) que je me permets ces réflexions, après lecture de l'article de lean-Michel Bezat paru dans Le Monde du 28 février. Oue les médecins ne spient pas « au-dessus des miques», cela va de soi dans la hiérarchie des valeurs adoptées par des gouvernements gestionnaires et des médias qui souscrivent à cette mise en perspective. Cependant, on peut considérer que les lois économiques sont applicables à des choix politiques, à des options culturelles et scientifiques prises en amont.

Les médecins sont des citoyens comme les autres, soumis à l'impôt, à la restriction de personnel dans les services hospitaliers, les secteurs et les cabinets libéraux, à la réduction de leur rôle dans le secteur social, au contrôle des dépenses qu'ils font et qu'ils induisent. Ils sont donc, comme tout

Ce ne sont pas les médecins,

de compte, à ne s'y résoudre qu'en fonction de critères économiques. Il est encore temps d'écouter les insistantes réflexions que nous faisons sur la nécessité d'un accès anx soins précoce et facile. d'une circulation des informations, en un mot d'un effort de santé publique.

Pour notre part, nous avons sans cesse insisté pour que les positions syndicales, politiques, gestionpaires soient prises en fonction des connaissances scientifiques du moment qui, chacun le sait, évoluent 38005 00056

Les « outils d'un contrôle durable » se font et évoluent grâce aux efforts, essentiellement bénévoles, de la profession, ou de certains professionnels (conférences de consensus, informations des médias et du public). Il ne seront jamais ni parfaits ni complets, mais en constante évolution. Des économies en découleront obligatoirement. Cela mérite deux démarches concomitantes:

- l'une, amorcée, de restrictions provisoires, sans qu'il soit nécessaire d'imposer des sanctions aux

- parce qu'ils vivent tous les jours le poids de l'absence d'écoute et le prix des retards aux soins - plus que d'autres sensibles à cette médecine de premier contatet, fondée sur une clinique personnalisée. Des « toubibs », dont nous sommes, se sont élevés depuis

Il est vrai que les psychiatres sont

longtemps contre la diminution des taux de remboursement, le raccourcissement inconsidéré des durées d'hospitalisation, l'augmentation du forfait hospitalier. Ils se sont élevés contre les mesures de redéploiement qui favorisent la technique contre l'humain. Mais ils n'ont pas été entendus. Ils ne l'ont pas été davantage quand ils ont proposé ou soutenu:

- um accès aux soins encore plus

- des prises en charge avec tiers payant (mais non généralisées); une participation des familles

- une réévaluation du système de santé :

- que la formation initiale soit repensée en incluant l'évaluation, le social, la recherche;

- que la formation médicale continue soit non seulement un devoir mais aussi un droit pour tous les médecins, y compris hospltaliers et salariés associatifs ;

- les efforts de dégagement de l'emprise des groupes pharmaceu-

une mellieure coordination des soins que celle que formaliserait le carnet médical.

Qu'on me permette donc de dire que ce « lobby médical » dont parle presse est soit bien faible, soit bien nul, soit imaginaire face à d'autres mieux armés, plus riches, plus soutenus par des systèmes de pensée dont on peut tester l'efficacité chaque jour. Au lieu de crier haro sur quelques prises de posi-tion déjà passéistes, il me semblerait plus conforme à une éthique d'information de :

- donner les arguments pour ce qu'ils sont : ceux de certains aroupes:

- brosser un panorama des réflexions en cours et déjà bien étayées de groupes scientifiques de

Simon-Daniel Kipman est président du Syndicat des psychiatres français, de l'Association française de psychiatrie et de la Fédération française de psychiatrie.

qui vantent les mérites du modèle français ; ce sont les politiques relayés par les médias le monde et du seul point de vue médecins: la sanction, elle existe

qui sont au cœur du système de santé,

économique, des éléments dont le fonctionnement individuel et collectif fait l'objet de modèles et de théories économiques, ce qu'on appelle « la loi du marché » étant l'ime d'entre elles, à laquelle on voudrait les soumentre.

Pour ce qui concerne la médecine, le Syndicat des psychiatres français que je préside, et qui réu-nit des psychiatres de toutes les formes d'exercice (publics, associatifs, libéraux) a - sans arrêt et dans le cadre des centrales syndicales one vous dénoncez — prôné l'évamation des soins et des pratiques, ainsi que l'optimisation de leur qualité, en fonction de critères que nous contribuons à mettre en forme, à travers les actions de notre association scientifique, depuis des armées. Il ne faudrait pas imputer à l'ensemble des médecins, en particulier libéraux, la négligence qu'il y eut à ne pas réfordéjà dans la dégradation des remboursements des soins et des critères de santé publique; - l'autre est une refoute en pro-

fondeur du système de santé. Ce ne sont pas les médecins, qui sont au cœur du système de santé, qui vantent les mérites du modèle français; ce sont les politiques relayés par les médias. Les médecins en savent l'intérêt (par rapport à d'autres modèles possibles utilisés de par le monde et qui ne sont pas tous des repoussoirs, mais qui ne pourraient être efficaces que progressivement), les potentialités en ce moment réduites et les inconvé-

La « malhonnêteté » consiste à ne pas voir que les choix qui sont faits privilégient une médecine lourde (en psychiatrie, renvoyée en partie au « social ») et une industrie pharmaceutique en particulier, au détriment d'une médecine humaine, individualisée et de premier contact.

mer le système de santé et, en fin Les Palestiniens, l'adversité et Allah par Jean-François Legrain

niers attentats perpétrés en Israël a malheureusement donné lieu, une fois encore, à des dérives dans le vocabulaire, les représentations et les approches, qui nous ramènent aux abominables poncifs antisémites des années 30. La djellaba, la calotte et la barbe se sont substitués au nez crochu, à la redingote et au chapeau, tandis que l'inévitable bombe à la mèche allumée tient lieu d'incisives ensanglantées et de doigts crochus. La gangrène (islamiste) n'est que la version réactualisée de la peste (juive), tandis que l'immonde pieuvre continue à enserrer de ses tentacules le monde civilisé. Des populations entières, relevant pourtant d'univers nationaux et politiques différents, sout ainsi désignées à une même vindicte générale, coupables de partager les mêmes référents culturels et reli-

Aujourd'hui, pour la Palestine, l'Algérie ou même les banlieues françaises, le fanatisme sert de seule clé d'interprétation, contribuant à de gigantesques opéra-tions de désinformation, ellesmêmes jouet et agent d'un racisme devenu ordinaire. Quel analyste ou prétendu tel oserait, en effet, attribuer au Sinn Fein ce qui relève de l'IRA ou confondre ETA et Parti nationaliste basque ? En dehors du domaine réputé chrétien et/ou blanc, amalgames et ignorances devienment pourtant une habi-

C'est manifestement la décision

'HORREUR des der- israélienne d'assassiner, le 5 janvier, l'artificier des attentats les plus meurtriers de ces dernières années, localisé et sous contrôle, depuis plusieurs jours ou semaines, des services compétents palestiniens et israéliens, qui a décidé un petit groupe de la région d'Hébron (encore sous occupation militaire israélienne) à rompre avec ses commandements taut politique que militaire. Après les déclarations faites le

5 mars par Mahmoud Zahhar, porte-parole de Hamas à Gaza. Muhammad Chamaa, un de ses fondateurs à Gaza et Mustafa Liddawi, représentant du mouvement à Beyrouth, la suspension de toute activité armée a acquis un statu d'engagement public. Cette décision n'engage plus seulement le commandement politique de l'intérieur, mais également celui de l'extérieur, tout comme l'aile militaire des Katéb al-Qassam qui l'ont confirmé dans un communiqué

Les mesures liées à la «guerre totale » adoptées par le gouvernement de Shimon Pérès constituent certes la réponse exigée par une population légitimement traumatisée par la violence, dont elle est indistinctement la victime. Destruction de maisons, bannissements, fermetures d'associations caritatives, bouclage des territoires occupés et autonomes, assassinats ciblés, etc., renouent néanmoins avec cette politique du pire long-temps menée par Ytzhak Rabin mais brièvement abandonnée par

A STATE OF THE STA

Celle-ci avait pourtant largement prouvé son inefficacité mais également ses effets pervers. A-ton oublié que certains bannis de 1992 avaient profité de leur séjour forcé au Liban sud pour suivre des cours de maniement des explosifs auprès du Hezbollah ou que bon nombre de candidats an suicide ont pris leur décision pour venger la mort ou l'arrestation d'un père, le handicap à vie d'un frère bles-

En fermant son marché du tra-

Unis l'arrestation en 1995 de Musa Abu Marzug, chef du bureau politique de Hamas, celui-là même qui, dès avril 1994, se montrait partisan de l'établissement d'un armistice illimité avec Israël, aurait peut-être permis de diffuser plus largement ses positions parmi les autres membres du bureau.

Deux ans et demi après la signature à Washington, le 13 septembre 1993, de la . Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie », la

L'Autorité palestinienne met aujourd'hui à profit la lassitude de la population et la menace de la guerre civile pour interdire à ses seuls compétiteurs légitimes, les islamistes, l'accès au politique et le maintien de leur engagement militaire

vail après avoir œuvré pendant mise en œuvre des différents acplus de vingt ans an « dé-dévelop- cords signés depuis, comme les répement » des territoires qu'il occupait, selon le terme en l'occurrence forgé par Sarah Roy, Israël contribue à l'appauvrissement de populations, loin de ce Benefux d'échanges et de compréhension dont il prétend pourtant être la nouvelle cheville ouvrière. Renoncer à tuer Avache en se contentant de le maintenir inoffensif aurait pent-être épargné la vie d'une soixantaine de personnes. Ne pas exiger des Etats-

centes mesures adoptées par ls-

raél, ont permis de vérifier la pertinence des analyses dissonantes émises au milieu du concert de louanges du « processus de En l'absence d'une véritable « reconnaissance mutuelle », qui numit mené non seplement les Palestiniens à reconnaître à Israël le droit à son Etat sur une partie de la Palestine (comme l'a fait en seppalestinien »), mais aussi Israel à reconnaître aux Palestiniens des droits nationaux équivalents sur l'antre partie de la Palestine, Israël demeure fidèle aux idéaux du sio-

Tout indique, et plus encore aujourd'hui, que les récents accords ne constituent ainsi qu'un nouveau mode d'exercice de l'occupation et non sa fin. Etablir un contrôle sur les Palestiniens non plus de l'intérieur par la présence de l'armée istaélienne dans les 20nes peuplées mais de l'extérieur par l'entremise des Palestiniens eux-mêmes, est l'objectif finalement atteint par Israël après Péchec d'une telle délégation jadis offerte à la Jordanie puis aux Ligues de villages chères à Ariel Sharon au début des années 80. Le confinement des Palestiniens dans des enclaves se substitue ainsi à leur expulsion massive inenvisageable dans les conditions actuelles, tandis que se poursuit (en s'intensifiant ces demiers mois) la colonisation.

Pendant trente ans, le peuple palestinien, sous égide de l'OLP, a construit son identité nationale sur la base de la récupération d'une souveraineté sur un territoire partagé. En se limitant à cultiver la bantoustanisation », l'accord de Washington a consacré l'échec idéologique, politique et militaire de la centrale palestinienne tout en l'imposant comme Autorité.

Globalement critiquée - même si les récentes élections à la transparence parfois incertaine lui ont

redonné une certaine caution populaire - mais détentrice de la force, l'Autorité palestinienne met aujourd'hui à profit la lassitude de la population et la menace de la guerre civile pour interdire à ses seuls compétiteurs légitimes, les islamistes. l'accès au politique et le maintien de leur engagement militaire. Ce retour au néo-fondamentalisme imposé à l'islamisme, après l'impasse de « l'hypothèse révolutionnaire », peut être aujourd'hui considéré comme quasi acquis, au-delà des soubresauts de quelques groupuscules en rupture. Il se traduira à n'en pas douter par une emprise sociale d'autant plus facilement accrue que la population, privée de la possibilité d'une libération nationale comme de démocratie réelle, puisera dans la religion de nouvelles ressources contre l'adversité.

Aucune concession israelienne de fond n'étant à attendre, le sentiment de l'illégitimité de l'Autorité palestinienne auprès de sa base sera vraisemblablement appelé à s'amplifier dans ces bantoustans d'Allah qu'Israel est en train de mettre en place dans un assentiment international quasi général. accompagné du chant des sirènes partisanes à tout crin du « processus de paix » sous sa forme d'Oslo.

Jean-François Legrain, chargé de recherche au CNRS, est membre du Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (Gremmo, université Lumière Lvon-II).

1

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGURÈRE 75581 PARIS CEDEX T

L'UDF vote et le RPR gagne

Suite de la première page

S'il l'emporte, M. Léotard aura, à la tête d'une UDF déchirée par les séquelles de la campagne, une marge de manœuvre étroite. Depuis l'élection présidentielle, le député du Var n'a pas su enrayer l'affaiblissement du PR, aujourd'hui privé de ceux qui, comme Charles Millon, Philippe Vasseur, Hervé de Charette ou Jean-Pierre Raffarin, avaient soutenu Jacques Chirac au premier tour de l'élection présidentielle. Il lui sera d'autant plus difficile d'avoir les coudées franches, face à Force démocrate, qu'il sera flanqué d'un président délégué – François Bayrou – et d'un secrétaire général - Dominique Baudis - issus des rangs centristes.

S'il n'est pas candidat pour son compte, le ministre de l'éducation nationale est, en effet, par son accord avec M. Léotard, directement intéressé au sort de son partenaire. M. Léotard élu, M. Bayrou pourra se flatter d'être le principal artisan de la victoire et se réserver de tirer des bénéfices uitérieurs de ce fait d'armes.

Le nouvel affaiblissement du PR, provoqué par la candidature de M. Madelin, a pour lui un double avantage: Il renforce son polds dans son partenariat avec M. Léotard, tout en lui permettant d'envisager, en cas d'échec de leur entreprise commune, de reprendre son indépendance sans trop de dommages.

Auprès de ses troupes, le ministre de l'éducation nationale peut déjà se prévaloir d'avoir hissé Force démocrate au niveau de la famille républicaine. Il doit leur faire admettre, en revauche, qu'après leur avoir fixé l'objectif de se substituer, à terme, à l'UDF, il a dû reporter son projet et « passer son tour ». Certains caciques centristes n'ont pas accepté sans grincements de dents l'absence de leur famille dans cette élection. Enfin, après avoir fait la courte échelle à M. Léotard, le ministre de l'éducation nationale devra compter sur le bon vouloir de son allié pour mettre en œuvre l'une des clauses de leur accord : l'alternance entre les deux hommes à la présidence de l'UDF.

Face à M. Léotard, Alain Madelin fait figure de challenger, même si le vote à bulletins secrets du 31 mars ne permet pas d'exclure totalement une surprise. Dans cette hypothèse, M. Léotard et M. Bayrou ont déjà laissé entendre qu'ils ne sauraient accepter la tutelle de l'ancien ministre de l'économie.

A l'inverse du maire de Fréius. le vice-président du PR a tout à gagner dans cette compétition.

REVUE DE PRESSE

EUROPE 1

Alain Duhamel ■ Face à l'idéologie de la violence qui submerge la Corse, l'hypocrisie consiste à prétendre qu'il puisse y avoir une solution simple et pratique à appliquer. Personne ne peut évidemment accepter l'exhibitionnisme des uzis ou des kalachnikovs, encore moins une compétition entre petits groupes nationalistes rivaux passant par des attentats et des assassinats.

Une seule chose est claire: pour sortir du sous-développement économique, politique et moral de l'ile, il y a un moment où il faut prendre le risque d'un accord pour briser la spirale dépressive, ce risque fût-il peu conforme au protocole républicain.

Lui qui, en juin 1995, n'avait pu disputer le Parti républicain à M. Léotard, est aujourd'hui en mesure de tirer tout le bénéfice de son soutien à M. Chirac au premier tour de l'élection présidentielle. Grace à l'appui de presque tous ceuz qui, à l'UDF. avaient fait le même choix que lui, il a tout lieu de pouvoir espérer au moins un tiers des voix.

Oue voudra-t-ii faire, alors, de sa puissance nouvelle à l'UDF? Un très bon score pourrait le conduire à contester la légitimité d'un François Léotard chichement

· UN PATÉ RÉDUIT »

D'ores et déjà, ses proches font savoir qu'ils n'accepteront pas un président élu grace aux seules voix des représentants des « appareils ». Qu'il concrétise sa percée en créant son propre parti dans l'UDF et, pourquoi pas, son propre groupe à l'Assemblée nationale, et M. Madelin sera en mesure de bioquer le fonctionnement de la confédération. Qu'il soit tenté, pour ne pas perdre son crédit dans l'électorat RPR, de construire à l'extérieur sa propre formation, et l'UDF risquerait alors d'être réduite à sa plus simple expression : les troupes de M. Bayrou, augmentées de ce qu'il restera à M. Léotard.

M. Chirac qui, en février 1978 en lui prédisant un sort peu enviable - « un pâté réduit à la cuisson » -, auralt raison avec dix-

huit ans de retard. Prise dans l'engrenage de ces ambitions concurrentes, l'UDF semble donc en péril. Elle subit de plein fouet le contrecoup du constat de falllite qu'avait signifié pour elle l'élection présidentielle. Les regroupements autour de M. Madelin et de M. Léotard chiraquiens contre balladuriens montrent que les divisions de la campagne conservent toute leur virulence. Après son élection, M. Chirac n'avait pas eu à forcer son habileté pour entretenir la « fracture » politique à l'UDF : favorisant les uns - giscardo-chiraquiens et centristes - au détriment des autres - les plus fidèles partisans d'Edouard Balladur dans la composition du gouvernement, il a empêché les rancunes de s'estomper.

Il n'est guère surprenant que le chef de l'Etat prodigue aujourd'hui sa sollicitude à M. Madelin. En empêchant la marginalisation des chiraquiens de l'UDF et en divisant la confédération, l'offensive du député d'Ille-et-Vilaine rend plus difficile la constitution d'une formation capable de talonner le RPR lors des législatives de 1998. Au soir du 31 mars, il y aura sans doute deux gagnants: Jacques Chirac et le

Cécile Chambraud

RECTIFICATIF5

« LIBÉRATION »

Contrairement à ce que nous avons écrit dans Le Monde du 12 mars, Guy Benhamou, le journaliste de Libération dont le domicile avait été mitraillé le 8 mars, n'a pas été déchargé du dossier Corse, même « provisoirement », par la rédaction en chef du quotidien.

Nous avons écrit, par erreur, dans le titre d'un article sur la société iranienne (Le Monde du 8 mars) que la fille aînée du président Rafsandjani voulait aider les femmes à « prendre leur place dans la société ». Comme l'indiquait l'article, ces propos avaient en fait été tenus par la cadette, Payzé, par ailleurs candidate aux élections législatives du 8 mars (Le Monde du 12 mars).

L était inévitable que le régime de Pékin, incertain de son avenir, quoi qu'il en dise, prenne ombrage de l'existence, à sa porte, de Taiwan. Dans cette Île, chinoise, mais qui n'a été gouvernée depuis le continent que cinq ans depuis un siècle, a en effet pris racine une société qui se gouverne sur le mode libéral à l'inverse des conceptions impériales qui prévalent à Pékin parmi les héritiers vir-

tuels de Deng Xlaoping. Pour jeune et imparfaite qu'elle soit, la démocratie taiwanalse ne doit pas laisser les Occidentaux indifférents. Une première raison – mais pas unique – est que la prospérité de ce « dragon d'Asie » est proprement stupéfiante. Un chef de l'Etat doit, normalement, y être élu le 23 mars – pour la première fois de toute l'histoire de la Chine - au suffrage universel.

La liberté d'expression est telle, dans Pile, que la notion de prisonnier politique y a pour ainsi dire disparu. Ce n'est pas le cas, loin s'en faut, de beaucoup de pays d'Extrème-Orient. Pour s'en tenir au seul monde chinois, la société la plus libre que l'après-guerre y ait produite, Hongkong, s'apprête à rejoindre le pesant giron national : à quand, dans l'ex-colonie britan-

La crise de Taïwan est celle de Pékin

nique, le premier Wei Jîngsheng, ce dissident aujourd'hui « prisonnier du prince » A Pékin 7

Dans ces conditions, la communauté internationale - et surtout ses grands acteurs, les démocratles industrialisées - doit blen mesurer sa réponse aux démonstrations militaires récurrentes de Pékin. Certes, Taiwan n'est pas ce parangon de vertu qu'il serait commode d'y voir face à l'« ogre contipental ». En particulier l'Etat y remplit insuffisamment ses fonctions. Mais ces déficiences ne doivent pas masquer Pespoir que l'île représente pour l'ensemble du monde chinois. S'il lui est permis d'affirmer politiquement son identité, elle deviendra

un puissant modèle de synthèse entre des valeurs anciennes puisées dans une culture foisonnante et des notions occidentales de gouvernement garantissant l'épanouissement individuel. Dès lors, Tahwan incarneraft une salutaire tierce solution au faux débat qui veut opposer « valeurs occidentales » et « valeurs asiatiques ».

Les démocraties de l'Ouest seraient mai avisées d'aborder cet enjeu d'importance en négligeant le danger que peuvent y in-troduire les dirigeants chinois, ou en s'en faisant une mauvaise représentation. La stagnation politique prévaut à Pékin. La crise du détroit de Formose en est le produit. Pour autant, cette stagnation ne reflète pas la situation de l'ensemble d'un « continent chinois » traversé de courants souterrains porteurs d'espoir.

Actionner le levier, s'il existe, qui permettrait de « décoincer » les mentalités autoritaires des maîtres de Pékin devient dès lors une nécessité pour les pays qui souhaitent jouer en Asie un rôle distinct de celui des États-Unis. On n'en prend guère le chemin, pourtant : comment ne pas rappeler que le sommet euro-asiatique qui a en tieu les 1" et 2 mars à Bangkok n'a même pas abordé la question de Taiwan ?

L'Idole par Cardon



Peignes anti-pellicules par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

SI C'EST ÊTRE paranolaque que de voir le pouvoir ailleurs que là où il dit qu'il est, alors soyons gaiement paranoïaques! Des raisons à cela?

Prenez les « nécros » (étonnant comme l'argot du journalisme a envahi le vocabulaire commun, signe de son emprise sur le public!). Au début de la semaine passée, la rumeur molle où baigne l'opinion ne bruissait que de Duras. Trois jours plus tard, halte à la saturation, comme pour la pollution à la tour Eiffel! Les mêmes trafiquants de notre espace mental qui avaient ordonné à leurs troupes : * Tout sur Marguerite, coco!», lançaient le contre-ordre: « Trouvez autre chose, les enfants, les gens en ont marre de la vieille! » On a trouvé autre chose, en effet. Dans ces cas-là, c'est bien le diable si une « formule 1 » ne rugit pas sur quelque grille de départ.

La mort de Mitterrand s'est jouée, elle, en trois temps. Sur le moment, toute la gomme! Ensuite: mollo! Puis l'amour et la haine mêlés qu'inspire le président défunt l'ont changé en créneau éditorial longue durée. Tout événement, désormais, nous parvient ainsi, au rythme cahotant de notre curiosité et de notre lassitude telles que les présume on ne

sait qui. Où se trouve le vrai pouvoir?

Ce qui, dans la « gestion » de l'actualité, se donne encore pour un libre choix intellectuel n'est qu'un pari de marketing. Même les sujets dramatiques font l'objet de spots hachés menu, réduits à quelques secondes-choc, délibérément vidés de sens, sur le modèle de la publicité. La frontière entre l'information et le commerce a explosé. La rationalité vendeuse a tout envahi. Les arguments par quoi se forme l'esprit public s'opposent à coups de puisions, comme s'échangent les paquets de lessive : « J'ai un peu ENVIE de vous dire »... Comme si se faire une idée revenait à saliver !

Les hommes politiques champions du libéralisme n'ont plus de mots assez durs pour rappeler les décideurs économiques, leurs amis, à plus de scrupule social. Les décideurs se tapeut le menton. Le « terrible problème du chômage », c'est bon pour les débats télévisés. Il y a longtemps que ce «fléau», qui leur crève le cœur, ils l'ont intégré dans leurs calculettes câblées internet.

New York, leur Mecque, a vendu la mèche. Sitôt que le chômage américain a paru fléchir, vendredi dernier, la Bourse a plongé de chagrin. Autrefois, on se demandait bêtement à qui profite le crime. Dépassé l Vous ministères, pas moins. Sans vern'êtes phis dans le coup. Il faut gogne, et sans doute de bonne

surplus, vous avez un autre système à proposer, qui ne porte pas atteinte à nos belles libertés ?

Où se trouve le vrai pouvoir? Les discours dominicaux peuvent toulours replacer l'Homme audessus de l'argent, et patata. Wall Street tranche, dicte sa vérité au monde. Tous les intégrismes ne portent pas la barbe.

Deux sortes d'envois se partagent le courrier reçu dans les

D'un côté: les lettres de lecteurs-citoyens, qui manient une langue lumineuse, qui ont long-temps ri des stupidités du langage dominant, et qui commencent à souffrir de leur impuissance - le sel de la terre. D'autre part : toujours plus abondant, sur du papier toujours plus luxueux, un fatras de prospectus proposant pêle-mêle du colloque, du débat, de l'entretien, de l'analyse textuelle, du logiciel créatif, interactif, qualitatif, du concret, du performant, le tout dans un baragouin inénarrable et glacant, tant il semble assuré de la suprématie matérielle, des moyens de nous faire taire.

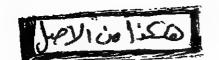
Un de ces tracts, bourré de psycho-socio-linguistique comme un hamburger, a reçu l'aval de trois

être post-moderne, et patati. Au foi, il prétend promouvoir la langue française « comme on l'aime », en usant d'un jargon

comme on le hait. Où est le vrai pouvoir? La boucle est bouclée. Pour nous revendre notre propre passion des mots, ce trésor collectif et intime anquel nous sommes si attachés (« à 97 %», paraît-il, merci pour le scoop!), on a l'effronterie de prévoir, je cite en vrac : un moment fort au niveau national, inscrit dans un axe dynamique et affectif véhiculant des notions de bomne humeur et de foisonnement, bref de piloter une opération de sensibilisation, à force, cela va de soi, d'enjeux, de messages forts, d'approches, de spécificité, de partenariat, etc. li ne manque que le peigne anti-pellicules, que le camelot du Boulevard offre en prime, lui, avec le déboucheur d'évier et l'épluche-carottes à rone libra.

Osons désigner le coupable, au nom de La Bruyère, de Voltaire et de Diderot: la communication, puisque c'est cette technique de pointe qui inspire tant de sornettes et nourrit tant de préposés aux choses vagues, pourrait bien se révéler la démarche la plus charlatanesque, la plus parasitaire, le pouvoir le plus manipulateur et le plus corrupteur qui ait jamais été. A l'aube du troisième millénaire, bien entendu.





RÉSEAU . Une centaine de groupes d'informatique et des télécommunications se sont associés sous l'égide d'Intel, le premier fabricant mondial de semi-conducteurs,

et de Microsoft, le numéro un mon-travers Internet. Ces normes perdial des logiciels, afin de développer des normes communes pour la transmission de la voix et des images à une cadence télévision à phone à images, est une technique

mettront des communications entre micro-ordinateurs incompatibles. ● LA VISIOCONFÉRENCE, le télé-

dont on parle beaucoup depuis plusieurs années, mais qui a du mal à se développer au-delà d'un petit cercle de professionnels. • NETSCAPE, fabricant de logiciels d'accès à Inter-

net et à la « navigation » sur ce ré seau, continue de tirer profit de son essor. • LE CEBIT, le plus grand Salon informatique en Europe, ouvre ses portes, jeudi 14 mars, à Hanovre.

Intel et Microsoft veulent développer la vidéocommunication sur Internet

Les deux géants américains s'associent avec une centaine de groupes d'informatique et de télécommunications pour promouvoir des normes communes d'échange d'images sur le réseau mondial

APRÈS les signaux de fumée, les sémaphores, le télégramme et le téléphone, la vidéo constitue-telle l'avenir naturel des télécommunications? Norman E. Gaut, PDG de l'entreprise américaine PictureTel, spécialiste des systèmes de visioconférence permettant à deux interlocuteurs situés dans des lieux différents de se voir en temps réel tout en se parlant, n'en doute pas. Il estime que les ventes de ce type d'équipements, qui ont atteint 100 000 unités dans le monde en 1995, devraient progresser à 280 000 en 1996 à 800 000 en 1997 et à 2 millions en 1998. « L'année 1996 sera celle de la standardisation des différents systèmes du marché, qui pourront ainsi communiquer entre eux, et l'explosion des ventes se produira en 1997 », in-

La société PictureTel s'est justement associée, avec IBM, Apple, Compag, Hewlett-Packard, ATT, Fujitsu, NEC, BT, Deutsche Telekom (et d'antres), à une initiative conjointe menée par Intel, le premier fabricant mondial de semiconducteurs, et par Microsoft, le numéro un mondial du logiciel. Les partenaires veulent développer et faire adopter, d'ici à la fin de l'année 1996, des normes communes, afin de pouvoir véhiculer non seulement la voix, mais aussi les images, à la cadence vidéo, sur le réseau Internet. « quest facilement que l'on passe un coup de téléphone ».

QUESTION DE DESTI L'un des intérêts de l'utilisation du « réseau des réseaux » mondial, de l'avis des promoteurs de

cette initiative, tient au coût des

communications: Il sera grosso modo possible d'accéder à des services de visiocommunication partout dans le monde pour le prix d'un appel téléphonique local. Actuellement, le réseau Internet autorise essentiellement des échanges de données. L'accès à l'image devient également possible an fur et à mesure que les ordinateurs-serveurs intègrent cette dimension dans leurs « vitrines électroniques ».

Mais les débits d'internet sont encore très insuffisants. L'utilisateur est encore loin de pouvoir accéder et, surtout, échanger des images « en temps réel », c'est-àdire à une cadence normale comme pour la télévision. La qualité des communications téléphoniques sur internet demeure encore très médiocre, plus proche seion certains de la CB que de la

sûreté et de la facilité qu'offrent les lignes de téléphoniques classiques. Microsoft, qui a compris ces insuffisances techniques, cherche, de son côté, à multiplier les alliances avec les opérateurs de télécommunications pour créer un «Internet à grand débit» qui véhiculerait plus facilement les images. L'association que la firme de Bill Gates entend promonyoir avec Intel et les autres associés devrait permettre d'améliorer la qualité de la visiocommunication sur le réseau et surtout de rendre possible une visioconférence entre des micro-ordinateurs in-

compatibles (IBM, Apple, Unix). Ces initiatives pourraient donner un coup de pouce à une technique dont le développement est resté jusqu'à présent assez lent. Voilà quinze ans que le « téléphone à image » est promis à un

très marginal. Au début de 1994, ATT a voulu relancer cette technique grâce à un visiophone grand public: ce fut un nouvel

COUTS DIVISES

La télécopie a connu les mêmes déboires à ses débuts, estime cependant Norman Gaut. il explique que les coûts de transport des images out freiné jusqu'à présent les échanges. Mais, d'ici à l'an 2000, « la dérégulation des télécommunications va diviser les coûts par dix aux Etats-Unis et peut-être par cent en Europe », rendant possible une visiocommunication avec n'importe quelle partie du globe pour guère plus de 3 dollars (15 francs) de l'heure, à l'aube du

Quant au prix du matériel de vi-

siècle prochain.

siocommunication, il devrait, selon lui, suivre la même tendance, En 1995, il se serait vendu 80 000 logiciels de visiophone sur ordinateurs personnels (environ 1500 francs) et 20 000 systèmes de salle de conférence au niveau mondial (jusqu'à 250 000 francs). En valeur, 90 % du chiffre d'affaires provient des gros systèmes, et 10 % des petits, ce qui démontre que cette technique est restée cantonnée à un petit milieu professionnel. Mais cette proportion pourrait se rééquilibrer à 50/ 50 dès 1997, selon Norman Gaut, qui prédit que les logiciels de vislocommunication sur PC seront intégrés à l'ordinateur au moment de l'achat, entrainant un développement grand public.

Créée en 1984, PictureTei, qui revendique 50 % du marché mondial de la visiocommunication, avec un chiffre d'affaires de 346,8 millions de dollars (1,7 milliard de francs) en 1995, prévoit de commercialiser cette année un logiciel de visiocommunication sur le réseau téléphonique analo-

> Michel Alberganti et Philippe Le Cœur

L'Allemagne, puissante dans les services informatiques, reste faible dans les logiciels

COLOGNE correspondance

En voyage en Europe début février, Bill Gates s'est fait un plaisir de rencontrer les dirigeants de deux fleurons de l'informatique allemande. La filiale prestataire de services du groupe Daimier-Benz (Debis) et le concepteur de logiciels SAP ont eu droit aux visites touiours très médiatiques du patron de Microsoft, venu amorcer de nouvelles coopérations. Les échanges entre le milliardaire américain et ces entreprises plus ou moins aux ! avantepostes chacune dans son secteur ne sont pas nouveaux, mais ils un dynamisme allemand, peu COUNT

Le Cebit, le plus important Salon de l'informatique en Europe, ouvre ses portes à Hanovre jeudi 14 mars dans un contexte désormais favorable. Avec un chiffre d'affaires de 35,6 milliards de deutschemarks en 1994, le marché allemand des logicleis et des services informatiques, après un début de décennie difficlle, devrait croître à près de 7% l'an jusqu'en 2000. L'Allemagne représente environ 9 % du marché mondial, estimé à 1 500 milliards de francs, selon la Deutsche Bank Re-

1 (45%)

Quatre grands groupes de firmes * aux positions extrêmement différentes», selon Fritz Jagoda, de la société de conseil technologique Diebold, animent le marché. Le premier ensemble est constitué des grands fabricants de matériel informatique de type IBM, Siemens Nixdorf ou Hewlett Packard, dont les

activités sont de plus en plus tournées vers les services, et qui sont parvenus à prendre un quart du marché dans les cinq demières an-

Viennent ensuite les concepteurs de systèmes et de services capables. comme Debis ou Datey, d'offrir un système complet du matériel au logiciel ainsi que les formations et la maintenance indispensables. Ces sociétés ont triplé leurs activités en cing ans, pour atteindre au-jourd not 17 % do insighé. Les fabricaites « traditionnels »

de logicies out mant à eux presquedoublé leurs performances, passant de 5 à 9 % du marché. De ce troisième groupe sont issues quelquesunes des réussites les plus spectaculatres de la branche, comme la firme SAP, qui est parvenue à imposer son logiciel R/3 sur le plan mondiai et notamment aux États-Unis. Ce sont ces entreprises qui disposent des mellieures marges d'évolution selon les observateurs, car elles restent innovantes et très

DECLIN DES PAIE

Par ailleurs, quelque dix mille petites et moyennes entreprises sont encore très présentes, même si leur poids ne cesse de diminuer. Elles réalisent désormais moins de la moitié du marché, contre plus des deux tiers voilà quelques années. Le resserrement des prix survenu dans les années 1992-1993 a provoqué de nombreuses fusions.

Les perspectives différent selon ces quatre groupes d'acteurs : les concepteurs de logiciels, comme



SAP ou Software AG, cherchent à se diversifier dans les services. La recherche de partenaires locaux ou internationaux est également une activité très à la mode. Debis, après avoir acquis une position majoritaire dans Cap Gemini Sogeti, envisage par exemple de développer ses activités multimédias et télématiques avec Bill Gates : un mémorandum d'accord a été signé début février. SAP a, pour sa part, créé une société commune avec Deut-

sche Telekom. Selon une étude de la Deutsche Bank Research, cette recherche d'alliances va se développer pour mieux réagir au cycle d'innovation rapide que connaît la

En fait, tout le monde souhaite profiter de deux facteurs jusés favorables. Les observateurs estiment, d'une part, que l'essor des télécommunications va tirer la croissance de la branche. Une société comme Debis dispose d'ail-leurs d'une filiale (Debitel), spécialisée dans la téléphonie, qui s'avance au premier rang des fournisseurs d'équipement informamobiles en Allemagne. . Nous réalisons 16 % du marché allemand et nous voulons mieux nous implanter en Europe », assure Klaus Mangold. le président du directoire de Debis, qui ajoute: « Nous sommes particulièrement intéressés par la France, où nous vouions doubler notre présence pour la porter à 15 % du marché dans les prochaines années, soit par croissance interne, soit par ac-

LE « BOOM » DES STANDARDS

Autre tendance positive : le développement de l'infogérance. A l'image de Daimler-Benz, qui a d'abond créé Debis pour couvrir ses propres besoins, les entreprises alemandes sous-traitent de plus en plus volontiers leur informatique pour en réduire les coûts. Elles feront appel à des fournisseurs extérieurs pour 54 % de leurs dépenses en 1998, contre 44 % en 1988. Toutefois, les écrans ne virent

pas tous au rose, et cette industrie, toujours très tournée vers ses PME, reste encore modeste. Sur les cina plus importants concepteurs de logiciels, trois sont des filiales de groupes américains (Microsoft, CA Computer Associates et Oracle). L'Allemagne, comme la France, manque de firmes de logiciels standard. Celles qui existent sont encore peu présentes à l'international. SAP et son dauphin Software AG faisant figure d'exception. D'autre part, les trois secteurs logiciels, services et systèmes évoluent de façon différente; la croissance soutenue du premier ilers des deux autres.

Pour 1996, les observateurs attendent ainsi la poursulte du boom sur les logiciels standard, en augmentation de près de 10 %, tandis que les services devraient se développer plus lentement (2,2 %). Enfin, les firmes concurrentes des pays d'Europe centrale, où la matière grise est moins onéreuse, ne permettent pas seulement de juteuses coopérations, elle tirent aussi les prix à la baisse.

Après une courte période de sta-gnation, où leurs faiblesses se sont alliées à une conjoncture peu porteuse, les industriels allemands de la branche semblent à nouveau plus confiants. Lors d'un récent symposium à Berlin, plus de la moitié des dirigeants d'entreprise présents ont affirmé attendre une croissance de leurs affaires supérieure à 10 % pour cette année.

Netscape marque des points

Après CompuServe la semaine passée, c'est America Online. autre grand nom des fournisseurs de services en ligne, qui a annoncé, lundi 11 mars, la conclusion d'un accord avec lui permettant scape pour aider ses clients à « surfer » sur le réseau internet. Ce faisant, Netscape confirme l'avance prise sur Microsoft, le numéro un mondial du logiciel. « Netscape est maintenant le fourmisseur de facto de logiciels pour ces services grand public », souligne la société d'études Forrester Research, ajoutant que « c'est le premier marché de masse, depuis dix ans, sur lequel Microsoft n'impose pas sa marque ».

Netscape revendique 20 millions d'utilisateurs, soit 85 % du marché Internet. Les logiciels pour internet ne représentent certes « que » 600 millions de doilars (3 milliards de francs) en 1996, quand l'ensemble du marché des logiciels atteindra 100 milliards de dollars. Mais ils offrent des perspectives de croissance considérables, leurs ventes devant atteindre 4 milliards de dollars à

Rolls-Royce et General Electric s'allient dans les moteurs d'avions militaires

LES NUMÉROS deux et trois de la construction mondiale de moteurs d'avions, l'américain General Electric et le britannique Rolls-Royce, ont amoncé, hindi 11 mars, leur intention de développer en commun les moteurs de l'avion de combat américain de la prochaine génération, le JAST. Bien que les deux motoristes aient déjà collaboré à plusieurs reprises, ce nouvel accord, qui pourrait « être étendu à d'autres programmes militaires », pourrait mettre en cause la coopération européenne dans ce do-

Le français Snecma et le britannique Rolls-Royce sont censés collaborer au programme AMET de moteurs d'avions de combat sous l'égide des ministères français et britannique de la défense. Ce programme à long terme est destiné à mettre au point le moteur qui équipera le successeur des avions Rafale français et de l'Eurofighter. La Snecma, attachée à une stratégie d'autonomie et d'indépendance dans le domaine militaire (alors qu'elle est associée avec General Electric pour les moteurs civils), semble vouloit donner la priorité à la mise au point de versions ultérieures du M-88, le moteur développé pour le Rafale de Dassault. De son côté, Rolls-Royce a pris

pied sur le marché américain l'an dernier, avec le rachat du motoriste Allison. Ce dernier coopérait déjà avec General Electric depuis 1993 dans le cadre de programmes gou-vernementaux américains. L'accord entre Rolls-Royce et General Electric est toutefois le premier depuis la rupture de leurs liens en 1987 sur la motorisation du Boeing 757. Rolls-Royce affirmait lundi, que « cet accord n'était pas exclusif de la poursuite de la coopération avec les Européens sur l'avion de la prochaine génération » et qu'il complétait même « ceux qu'il avait déjà conclus avec le constructeur français Snecma ».

Le développement de l'avion américain du fotor est actuellement financé par le gouvernement américain dans le cadre du programme JAST (Joint Advanced Strike Technology). Cet appareil

polyvalent et modulable, capable d'atterrir et de décoller verticalement, pourrait être commandé à 3 000 exemplaires par le Pentagone, soit un marché de 90 milliards de dollars (450 milliards de francs). Le gouvernement britannique a également manifesté son intérêt. Les recherches sur cet avion sont actuellement menées par trois consortiums conduits par Boeing, Lockheed-Martin et McDonnell Douglas (au sein duquel on retrouve British Aero-

Rolls-Royce et General Electric

se proposent de développer deux types de moteurs pour cet avion, qui ne devrait pas voier avant une dizaine d'années : un moteur ascensionnel GEA-FXL et un moteur de croisière YF 120, capable de concurrencer les futures versions du F-119 de Paméricain Pratt & Whitney, le premier motoriste mondial, jusqu'alors seul sur les rangs pour la motorisation du

Christophe Jakubyszyn

L'accord de la De Beers avec la Russie apparaît moins brillant

de notre correspondant dans la City

Les barbus, dit-on, dissimulent eénéralement quantité de secrets sous leur pilosité. Selon les mauvaises langues, c'est la raison pour laquelle Nicky Oppenheimer, président de la Central Selling Organisation, la centrale de vente de la De Beers, le cartel détenant le contrôle du marché du diamant, a une barbe poivre et sel. Cette compagnie toute-puissante, redoutable et redoutée, est en effet passée maitresse dans la manipulation média-

tique. A en croire le communiqué publié le 23 février, annonçant qu'elle avait passé un accord de principe avec la Russie pour la commercialisation des pierres précieuses, la compaguie sud-africaine obtient l'exclusivité de toutes les exportations de diamants de l'ex-URSS (Le Monde du 27 février). Mêtne l'analyste le plus désabusé s'était pris à applandir ce com de maître destiné à en finir une fois pour toutes avec les ventes illégales russes, préjudiciables à la réputation du groupe et à la bonne tenne des prix sur le marché mondial.

Or, lors de la présentation, le monde y gagne. » En fait, il pare au 5 mars, des résultats pour 1995, au demenrant excellents. Nicky Oppenheimer, tout penaud, a expliqué que cet accord « historique » prévoit que les Russes continueront à écouler 5 % de leur production, en général des pierres de belle qualité, sur le marché libre. De surcroit, ils restent maîtres d'une partie des ventes provenant de leur stock stratégique. Au total, le Kremlin continuera de vendre directement 14 % de sa production annuelle de 13.6 millions de carats par an - 25 % du marché mondial.

LIES KUAGES S'ACCUMULENT

Enfin, la De Beers n'a obtenu aucun droit de regard sur les opérations des entreprises russes de taille et de polissage, autre source d'alimentation des réseaux de tra-

fiquants du monde entier. « Cet accord est une véritable passoire sujette à tous les arbitraires », s'indigne un diamantaire de la métropole flamande Anvers, plaque tournante de la contrebande russe. Discret, M. Oppenheimer a dú se faire violence pour vanter l'accord : «Il s'agit d'un bon arrangement pour la De Beers et la Russie. Tout le

plus pressé face aux nuages qui s'accumulent.

L'Australie, dont le contrat d'exclusivité avec la De Beers vient à expiration en juin, nourrit des idées d'indépendance. Le Botswana et la Namibie réclament une hausse substantielle de leurs quotas de production. En Angola, la fin de la guerre civile n'a pas mis un terme à un trafic qui coûte à la De Beers 750 000 dollars par an. Les mines sud-africaines sont en proie aux conflits sociaux. A cela s'ajoute l'incertitude politique à Moscou à l'approche de l'élection présidentielle de juin. Sans parier des tiraillements internes à l'état-major de la De Beers, mettant aux prises l'actuel président, Julian Ogilvy Thompson, et Nicky Oppenheimer, pour l'instant son second, qui entend s'imposer à la tête de ce mastodonte qui lui revient de sang.

En 1947, l'agence de publicité new-yorkaise J. Walter Thompson avait inventé le fameux slogan promotionnel de la De Beers : « Un diamant est éternel. » Comme le

Marc Roche

Le canadien Transat prend le contrôle de Look Voyages

LA SOCIÉTÉ canadienne Transat (transport aérien, voyages) a annoncé lundi 11 mars qu'elle avait conclu un accord pour l'acquisition du deuxième voyagiste français, Look Voyages, qui a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs. Cette acquisition lui permettra notamment de « maximiser les synergies » avec le voyagiste français Vacances Air Transat, qu'elle

L'achat se fera par étapes. L'accord prévoit qu'au 31 janvier 1998 Transat aura augmenté à 69 % sa participation dans le capital de la société Look, pour un investissement financier de 35,2 millions de francs, et deviendra propriétaire de 49,9 % du capital du transporteur aérien STAR, filiale de Look.

MNAVIGATION MIXTE: le Consortium de réalisation (CDR) qui « porte » les actifs du Crédit lyonnais destinés à être cédés, n'apportera pas ses titres de la Compagnie de navigation mixte à l'orre publique d'achat (OPA) de Paribas, a indiqué lundi 11 mars son président Michel Rouger. Le CDR, qui possède 15 % de la Mixte, ne vendra pas ses titres à Paribas, car il n'entend pas « en règle générale vendre ses actifs à n'importe quel prix, n'importe comment et à n'importe quel moment », a précisé

■ METRO-GOLDWYN-MAYER: la mise en vente de la MGM par le CDR a été autorisée par Bercy lundi 11 mars. L'opéra-tion devait être lancée mardi 12 mars, a-t-on appris auprès du CDR. . Le ministre français de l'économie, Jean Arthuis, a autorisé le CDR à engager le processus d'appel d'offres en liaison avec les dirigeants de la MGM et la Banque conseil Lazard New York », a précisé un responsable du CDR.

■ PECHINEY: le groupe privatisé en décembre 1995 envisage de supprimer « 2 000 à 3 000 » emplois en France d'ici à la fin 1998, dans le cadre d'un programme d'économies. Pechiney emploie 19 000 salaries en France et 37 000 au total dans le monde. CIP: une amende de 500 000 francs a été infligée à Jean-Marc Oury, ancien P-DG de la Compagnie immobilière Phénix (CIP) - filiale aujourd'hul dissoute de la Compagnie générale des eaux -, a annoncé lundi 11 mars la Commission des opérations de Bourse (COB), pour avoir « donné au public une image inexacte et trompeuse de l'évolution de la société ».

■ RENAULT: 150 Clio électriques seront bientôt livrées au loueur allemand de voltures Sixt GmbH par le constructeur automobile français. En décembre 1995, la Régie avait déjà remporté en Suède un appei d'offres pour la livraison de 150 véhi-

■ TÉLÉPHONE : la Russie a lancé un nitimatum à trois sociétés occidentales sélectionnées pour moderniser le gigantesque système téléphonique russe - US West, France Télécom et Deutsche Telekom - en leur demandant de confirmer leur engagement avant la fin du mois dans le projet «50x50», qui prévoit de relier 50 grandes villes russes avec de la fibre optique, et de remplacer des lignes encore essentiellement analogiques par de nouvelles lignes numériques. Seion la presse locale, le ministère russe des télécommunications propose dorénavant aux Occidentaux une part dans ce projet inférieure aux 49 % initialement

■ BFCE: la Banque française pour le commerce extérieur a dégagé en 1995 un résultat net consolidé, part du groupe, de 255 millions de francs contre 224 millions en 1994, en progression de 14 %. La banque, dont la quasi-totalité de la clientèle est constituée de moyennes et grandes entreprises, estime que l'exercice 1996 sera « profondément marqué par la mise en œuvre progressive du rapprochement avec le Crédit national ».

FRANCE TÉLÉCOM: la Fédération SUD a dénonce lundi 11 mars « les contrevérités » du rapport du sénateur Gérard Larcher sur France Télécom (Le Monde du mardi 12 mars). « Le mouvement de décembre n'a décidément rien appris au sénateur Larcher », aloute l'organisation syndicale.

■ BONGRAIN: le groupe fromager Bongrain a dégagé un tésuitat net part du groupe de 356,8 millions de francs en 1995 contre 366,3 millions de francs en 1994, soit une balsse de 2,6 %. ■ CATHAY PACIFIC: la compagnie aérienne de Houg Rong Cathay Pacific Airways Ltd. a enregistré en 1995 un résultat net en hausse de 24,7 %, à 2,978 milliards de dollars de Hong Rong (1,9 milliard de francs), par rapport à 1994. Le chiffre d'affaires de la compagnie a progressé de 11,9 %, à 30,45 milliards de dol-

■ CABLE AND WIRELESS: les deux principaux groupes britanniques de télécommunications, BT (ex-British Telecommunications) et Cable and Wireless, ont eu des discussions en vue d'une fusion, sans parvenir à un accord, ont annoncé les deux sociétés lundi 11 mars. Les discussions auraient buté sur l'estimation de la valeur de Cable and Wireless avancée par BT.

■ GENERAL MOTORS: une grève dans deux usines de freins du constructeur américain à Dayton (Ohio) a provoqué la fermeture de 12 usines de montage aux Etats-Unis et au Canada, sur un total de 29. Aucune négociation entre la direction et le syndicat de l'automobile UAW n'était prévue lundi 11 mars.

■ BTR: le conglomérat britannique spécialisé dans les équipements sportifs a vendu pour 330 millions de livres sa filiale Dunlop Slazenger (équipements pour le golf, le tennis, le squash, le badminton) à son équipe d'encadrement, soutenue par la société de capital-risque CINVEN.

Le Monde DE L'ÉDUCATION Devenir citoyen ça s'apprend... ou comment receptibles de vivifier chez vivre ensemble. Enquêta-🔳 Sectes : attention danger 🖡 Comment vingt-huit sectes endoctrinent les enfants. Queis sont les recours jurje diques possibles. MARS 1996 - 35 F UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHANU DE DOCHWAUX

Les marchés financiers américains regagnent une bonne partie du terrain perdu vendredi

Wall Street a repris 2 % et le marché obligataire se détend

rige une réaction jugée exagérée, vendredi, après la publication d'un chiffre record (705 000) de créations d'emplois aux Etats-Unis en février. La Bourse de New York et le marché obligataire américain se sont redressés lundi 11 mars. Une reprise qui a surpris les analystes, mais qui cor-

SOUVENT les marchés financiers varient. Après avoir eu peur de la récession et puis, soudainement vendredi, de la surchauffe et de l'inflation, les investisseurs out brutalement changé d'avis, lundi 11 mars, à Wall Street, et ont décidé qu'un rebond de l'économie américaine était finalement une bonne nouvelle. Du coup, l'indice Dow Jones a regagné une bonne partie du terrain perdu vendredi (- 3,04 %). Après un début de journée hésitant, il a terminé la séance sur une hausse de 110,55 points, soit 2,02 %, à 5 581 points. Il s'agit de sa plus forte progression en pourcentage depuis le 5 avril 1994. GRANDE PRUIDENCE L'indice Standard & Poor's 500, plus significatif, a regagné 1,03 % à

La Bourse de New York a notamment profité du redressement un peu inattendu du marché obligataire. Le taux des bons du Trésor américain à 30 ans, qui était monté vendredi à 6,72 % et lundi dans la matinée à 6,82 %, est redescendu à 6.63 %. Pourtant, l'annonce d'une hausse de 4,2 % des ventes de logements en janvier aux Etats-Unis, aiors que les analystes tablaient sur un recul de 3,5 %, confirme la reprise de la croissance. Elle signifie aussi après le chiffre record de créations d'emplois (705 000) en février, publié vendredi, que la Ré-

serve fédérale ne devrait plus baisser ses taux directeurs dans un avenir proche et certainement pas le 26 mars, lors de la prochaine réunion de son comité de politique

Les inquiétudes des opérateurs sur le risque d'une reprise de l'Inflation se sont en partie dissipées. Pour combien de temps? Personne ne peut le dire. En tout cas, la plupart des économistes considérent que le chiffre des créations d'emplois en février est exceptionnel, voire aberrant, et ne reflète pas réellement la conjoncture

640,02 points. Il avait perdu 3,08 %

Ce qui n'a pas empêché la Bourse de New York d'être propuisée lundi par une vague d'achats de titres liés à la haute technologie et de valeurs cycliques, celles qui sont considérées comme les plus sensibles à la conjoncture économique. Les actions américaines ont également bénéficié de la présence de capitaux toujours aussi importants sur le marché, Les fonds d'investissement, qui disposent de beaucoup de liquidités, ont surtout cherché lundi à saisir des opportunités. Selon l'Institut américain des sociétés d'investissement, les fonds de placement investis en actions ont collecté à nouveau en janvier 28,9 milliards de dollars

La Bourse de New York de plus en plus nerveuse

Deputs un mois, Pindler Dow Jones councit des évolutions violentes et socculées à la hausse comme

(146 milliards de francs), un chiffre sans précédent. Pourtant, de nombreux analystes font preuve d'une grande prudence. « Les marchés d'actions sont très sensibles à l'évolution des taux d'intérêt », explique Henry Greenleaf, un gérant de

pertes, lundi, en fin de journée, devaient se re-Glenmede Trust qui gère 8,8 milliards de doilars. « Même si les résultats des entreprises s'améliorent encore avec une croissance plus forte qu'attendue, cela ne sera pas suffisant pour compenser la housse des taux d'intérêt que nous allons

connaître », craint-il. Les marchés américains restent très fragiles. L'ampleur et la brutalité des mouvements dans un sens et dans l'autre, ce que les spécialistes appellent la volatilité, suffisent à le démontrer. La Bourse de New York est entrée depuis la fin de la semaine demière dans une phase de turbulences dont on ne peut prévoir aujourd'hui l'issue. La fin de la semaine sera déterminante avec la publication jeudi et vendredi des chiffres de l'inflation et de la production industrielle aux

Etats-Unis, en février. Des indicateurs qui permettront de se faire une idée plus précise sur la réalité et l'importance du rebond de l'économie américaine. Les séances boursières promettent en tout cas d'être animées, notainment parce que vendredi sera aussi marqué, sur le pian technique, par l'expiration trimestrielle d'options et de contrats à terme liés aux indices, la fameuse « journée des trois sorcières ».

(avec l'agence Bloomberg)

Les places boursières européennes ont limité les dégâts

A l'ouverture, Londres et Amsterdam étaient en franche hausse mardi 12 mars

lente qu'attendu. Les places boursières européennes ont, dans leur ensemble, limité les dégàts hundi 11 mars, surtout en fin de séance, dans le sillage du redressement des marchés américains. Mardi 12 mars en début de journée, elles regagnaient franchement du terrain. Dès l'ouverture, la Bourse de Londres s'inscrivait en hausse de 0,6 %, gagnant plus de 20 points au cours des premiers échanges. Celle d'Amsterdam progressait de plus de 0.8 %.

Lundi a tout de même été une journée difficile qui pourrait laisser des traces. Les reculs ont été importants: la Bourse de Paris a perdu 1,35 %, celle de Londres, 0,96 %. La Bourse de Francfort, qui n'avait pas réagi aux chiffres américains publiés à la veille du week-end en mison de son heure de clôture, a plus vivement accusé le coup, en baissant de 2,48 %. Madrid et Amsterdam ont respectivement perdu 1,56 % et 1,28 %. Seule la Bourse de Stockholm a terminé en hausse de

L'ouverture de Wall Street était attendue avec impatience en Europe, les opérateurs les plus pessimistes estimant que la Bourse américaine pourrait, dès les premiers échanges, abandonner entre 80 et 100 points. Il n'en fut rien. D'abord

LA CORRECTION a été finalement moins vio- hésitante, la tendance est devenue ensuite fran- caine. Les gouverneurs du groupe des Dix réunis toutes les places qui affichalent alors un récultinportant out commmence à regagner du terrain...

> mistes. Alain Gerbaldi, de Flmagest, estime que, « même si Wall Street baissait encore de 200 points, il n'y aurait pas d'injustice... >. Ce qui a provoqué le malaise chez les opérateurs, c'est l'ampleur de la baisse en une seule séance. Si cette demière s'était effectuée sur une semaine, ce n'était plus une chute mais une saine consolidation après une progression de 53 % en 16 mois 1

PAS D'ONDE DE CHOC

D'ailleurs, la reprise de mardi outre-Atlantique ne devrait pas, selon M. Gerbaldi, se poursuivre. et la Bourse américaine devrait logiquement baisser à nouveau. On ne peut parler de véritable onde de choc en Europe, mais plutôt, à l'image des opérateurs américains vendredi face au nombre record de créations d'emplois, d'un certain désarroi dans un premier temps devant la chute de la Bourse de New York.

La réaction est jugée maintenant exagérée parce que la conjoncture économique européenne est différente de la conjoncture améri-

à Bâle pour leur réunion mensuelle estimalent __hmdi qu'il n'y avait « aucune crise » sur les marchés boursiers internationaux.

Les analystes ne sont pas pour l'instant alar--- Les gouverneurs « ne voient pas de raison pour que la baisse continue » et espèrent « aue les marchés vont se calmer car les conditions économiques sous-jacentes au niveau mondial sont saines ». Hans Tietmeyer, qui s'exprimait en tant que président du Comité des gouverneurs du G 10, a ajouté que, dans certains pays, une nouvelle « petite baisse » des taux d'intérêts pourrait être envisagée, en fonction de l'évolution des données conjoncturelles. A ce titre, les statistiques publiées récemment en Allemagne - contraction du PIB et progression du chômage - laissent penser qu'une nouvelle baisse des taux de la Bundesbank outre-Rhin pourrait redevenir d'actualité.

La prochaine échéance pour les Bourses européennes se situe jeudi avec la publication de l'indice des prix à la production américain pour le mois de février. Ce jour-ià, les opérateurs du Vieux Continent auront tout loisir de vérifier l'adage boursier qui veut que, lorsque Wall Street s'enthune, les autres marchés étermient.

François Bostnavaron

Le nouveau plan comptable va assainir les bilans des assureurs

DÉPRÉCIER OU PAS? Et dans quelle proportion? Depuis quelques mois, les compagnies d'assurances épluchent leur patrimoine immobilier, leurs participations et leur portefeuille d'actions pour définir le niveau de provisions nécessaires pour être en conformité avec le nouveau plan comptable applicable depuis le 1ª janvier 1995.

La nouvelle réglementation impose à la profession de procéder à une évaluation ligne par ligne de leurs actifs mobiliers et immobiliers, et donc de passer éventuellement des provisions à chaque fois que sont identifiées des « dépréciations » durables. Pour amortir le choc de ce changement comptable, le CNC (Conseil national du crédit) a autorisé en septembre 1995 les assureurs à imputer directement cet effort exceptionnel de provisionnement sur les capitaux oropres. Cette dérogation n'est valable que pour la première année d'application. C'est dire si les compagnies ont intérêt à opérer un grand nettoyage. Dès 1996, toute provision supplémentaire aura un impact direct sur le résultat.

Il n'est pourtant pas sûr qu'elles saisissent toutes cette opportunité: soit pour des raisons financières, parce que leurs fonds propres sont déjà entamés; soit parce qu'elles participent d'un jeu de participations croisées qui leur

interdit de déprécier sans provoquer des problèmes à leur partenaire. Elles n'y sont pas obligées. Car la réglementation laisse à chacune le soin d'apprécier la notion de « dépréciation durable », laissant cette responsabilité aux

commissaires aux comptes. Sans prendre position, la Fédération française des sociétés d'assurances a toutefois diffusé auprès de ses adhérents une sorte de vademecum: pour déterminer la valeur de référence à retenir pour calculer la provision pour dépréciation durable, il convient de considérer les actifs en fonction de leur nature et de la stratégie de détention de l'en-

ENORME MARGE DE MANGUVRE Les biens immobiliers peuvent

être répertoriés en quatre catégories: le siège et les autres immeubles d'exploitation pour laquelle la valeur de marché n'est pas significative : les immeubles constituant le patrimoine locatif de la société destinés à être conservés ; les immeubles reçus par l'exercice d'une garantie dont la détention devrait être courte et la valeur de marché retenue ; les immeubles relevant d'opérations de promotion immobilière, pour lesquels le mode de valorisation serait fonction de la destination envisagée.

L'appréciation du caractère du-

rable de la dépréciation des actifs relève pour l'essentiel du jugement de chaque société sur la qualité de son patrimoine et de ses orienta-

tions de gestion. On voit bien l'énorme marge de manœuvre dont disposent les assureurs. L'attitude des AGF et d'AXA à l'égard de leurs participations respectives dans Paribas en est le meilleur exemple. La première a décidé de déprécier sa participation, se donnant la liberté de vendre à tout moment sans avoir à afficher une moins-value. La seconde considère qu'il s'agit d'une participation à long terme et n'a pas réduit la valeur de Paribas dans ses comptes.

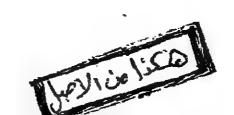
Antoine Jeancourt-Galignani, président des AGF, a d'ailleurs opté pour une ligne maximaliste dès le premier semestre 1995. Soucieux de mettre à plat leurs comptes dans la perspective de leur privatisation, les AGF out procédé à un vaste nettoyage de bilan avant l'été. Le montant des dépréciations durables a porté sur 8 % des actifs du groupe, soit 26,1 milliards de francs. Elles en ont profité pour passer 1,3 milliard de francs de provisions au titre du régime de retraite de la profession et 684 millions de francs au titre des engagements bancaires. Au total, plus de 11 milliards de francs ont été provisionnés dont la majeure

partie a été imputée sur les fonds propres de la compagnie. Et il n'est pas sûr que la compagnie s'en tienne là sur l'ensemble de l'année.

La situation de l'UAP est beaucoup plus embarrassante. Lors de la présentation de ses comptes semestriels, Jacques Friedmann avait souligné que « mis à part quelques ajustements, les nouvelles normes n'auront pas de répercussion sur l'ensemble des comptes consolidés ». Enfermé dans ce discours optimiste, l'état-major planche sur la manière d'amortir le choc. Ou metire le curseur sur les participations que détient l'UAP dans Alcatel, Suez, Paribas, ou la BNP (Le Monde du 15 février)? Doit-on passer des provisions supplémentaires sur l'immobilier, et notamment sur celui détenu par la Banque Worms? Les survaleurs, différence entre le prix d'acquisition et la valeur comptable, dont le volume atteint 23 milliards de francs, qui pèsent lourdement sur les résultats, doivent-elles être prises en compte ?

Toutes les compagnies vont être touchées, y compris les compagnies d'assurance-vie, où l'on peut s'attendre à des provisions considérables. L'annonce des résultats des compagnies risque de réserver quelques surprises.

Babette Stern



■ WALL STREET a regagné lundi une grande partie du terrain cédé à la veille du week-end. L'indice Dow Jones a gagné 110,55 points, soit 2,02 %, à 5 581,00 points.

A LA BOURSE DE TOKYO, mardi, l'indice Nikkei a gagné 153,98 points (0,78 %), à 19 950,27 points, après avoir terminé la veille à son plus bas niveau de l'année (19 796,29 points).

CAC 40

¥

■ LE DOLLAR, mardi à Tokyo, s'échangeait à 105,61 yens, contre 105,49 yens lundi en clôture à New métal fin cotait 395,50-395,80 dols'échangeait à 105,61 yens, contre 105,49 yens lundi en clóture à New York et 105,52 yens lundi après-midi sur la place japonaise.

MEDCAC

1

lars, contre 396,50-396,90 dollars en dôture la veille.

■ DES TTIRES NÉGOCIABLES comme des actions, dont la performance reflétera l'évolution de 17 Bourses étrangères, vont être introduits sur l'American Stock Exchange.

MILAN

LONDRES

¥

NEW YORK

7

DOW JONES

FRANCFORT

¥

LES PLACES BOURSIÈRES

Reprise faible à Paris

LA BOURSE DE PARIS, qui en deux séances avait perdu près de 3 %, se reprenait un peu, mardi 12 mars, sans réelle conviction. En hausse de 0,33 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard un gain de 0,35 %. Aux alentours de 12 h 15, la progression se ralentissait singulièrement, les valeurs françaises revenant au point d'équilibre à 1 949,07 points. Le marché est assez actif avec un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs sur le compartiment à règlement mensuel.

La Bourse américaine, qui avait perdu 3 % à la veille du week-end, a repris 2%, et les taux à long terme se sont détendus lundi. Le taux des bons du Trésor à 30 ans est retombé à 6,63 %, contre 6,70 % vendredi. A Paris, sur le Matif, le taux des bons du Trésor à 10 ans, qui gagnait 12 centièmes en début de journée, abandonnait 20 centièmes à 120,60 à la mi-journée. Cette détérioration est intervenue après la déclaration d'Ernst Welteke, un membre du consell



central de la Bundesbank. Ce dernier a estimé qu'une nouvelle baisse des taux directeurs allemands était devenue plutôt improbable, en raison des turbu-

américain. levait UIC+6%, Navigation Mixte

+5,3 % et Salomon +3,7 %.

CAC 40

¥

lences sur le marché obligataire Parmi les fortes hausses, on re-

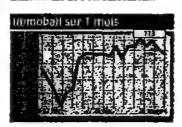
CAC 40

7

Immobail, valeur du jour

LA SOCIÉTÉ financière limmobail, cotée sur le marché au comptant, a terminé en baisse lundi 11 mars à la Bourse de Paris. Le titre a perdu 0,87 %, à 113 francs. L'agence de notation Standard & Poor's-Adef a annoncé hındi 11 mars avoir placé Immobaii sous surveillance avec implication négative. L'agence de notation explique sa décision par P« érosion de la valeur du patrimoine de location simple, la faible rentabilité des nouveaux contrats de crédit-bail

immobilier dans un environnement de plus en plus concurrentiel », ainsi que par la vulnérabilité du refinancement de l'établissement.



NEW YORK

Les valeurs du Dow-Jones

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEI PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ 11/03 06/03 Var. 9 Ind. gen. SRF 139 1372,66 1389,15 -1,19 Ind. gen. SRF 250 1336,34 1351,52 -1,16 Ind. Second Marche 286,79 289,92 -1,16 196 -1,68 +11,54 12420 -1,35 +18,39 446 -1,22 +17,56









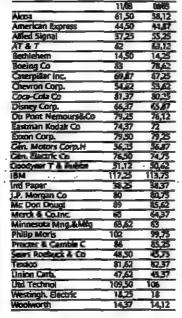
Remontée à Wall Street

LA BOURSE de Tokyo a fini la séance du mardi 12 mars sur une note ferme, sous l'influence de Wall Street. Le marché a toutefois manqué du tomas nécessaire pour dépas-ser la barre des 20 000 points, car nombre d'investisseurs, préoccupés par l'impasse budgétaire, sont restés en retrait. L'indice Nikkel a gagné 153,98 points, soit 0,78 %, à 19 950,27 points.

La veille. Wall Street a regagné une partie du terrain cédé avant le week-end, grâce à une chasse aux largement au secteur de la haute techonologie et aux valeurs cycliques. L'indice Dow Jones a gagné 110,55 points, soit 2,02%, à 5 581,00 points. En points, pour le principal indicateur, il s'agit de la troisième plus forte hausse famals enregistrée.

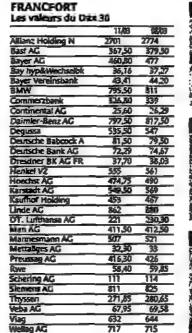
En Europe, la Bourse de Londres a réussi à limiter les dégâts en terminant sur une baisse relativement modeste par rapport à sa chute de la mi-journée. L'indice Footsie a terminé en baisse de 35,8 points, à 3 674,5 points, soit une recul de 0,96 %. La baisse a été plus pronon-cée à Francfort, où Findice DAX a abandonné 61,33 points (2,48 %), à 2 407,79 points.

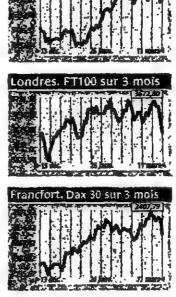
INDICES MONDIAUX				
	Cours au	Cours au	Vier	
Peris CAC 40	17/09	74/03 -34/23/24/1	en à -1,36	
New-York/D) Indus.	5498,27	*2000	+0,51	
Tokyo/Nildon	19796,30	200.5000	-1,0	
Londres/FT100	3672,80	22223	-1,02	
Francfort/Dax 30	2407,79	38.40	-155	
Frankfort/Commer.	855,83	(3)和政治	-2,14	
Truxeles/Bei 20	2006,26		-1,14	
Introdies/General	728,57	于列亚的	-1,14	
Minnall	992	A 1874	-0,40	
Amsterdam/Gè. Chi	338,30	13636	-1,42	
Madrid/lbex 35	326,70	13 TO 18	- 1,85	
Stockholm/Affarra	1446,72		_	
Londres FT30	2722.50	.000 P	-1,38	
Hong Kong/Hang S.	10397,45	133740	-7,89	
Singapour/Strait t	2916.34	34276	-3.64	





LONDRES





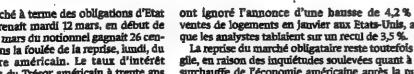
*

LES TAUX

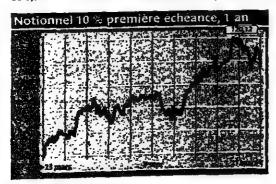
PRANCFORT NEW YORK NEW YORK FRANCFORT 7 7 7 \rightarrow 7

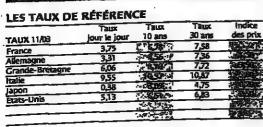
Le Matif ouvre en hausse

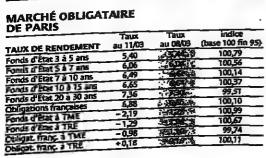
LE MATIF – marché à terme des obligations d'Etat françaises – se reprenaît mardi 12 mars, en début de



journée. Le contrat mars du notionnel gagnait 26 centièmes, à 121,06, dans la foulée de la reprise, lundi, du marché obligataire américain. Le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor américain à trente ans est redescendu hmdi à 6,63 %, contre 6,72 % vendredi et 6,82 % hmdi matin. Les opérateurs sur ce marché



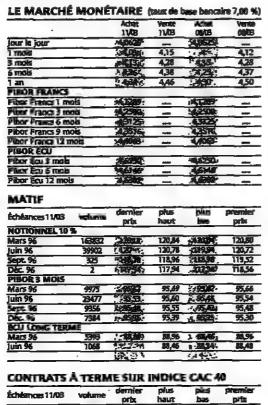




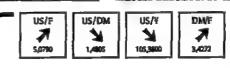
· C

ont ignoré l'annonce d'une bausse de 4,2 % des ventes de logements en janvier aux Etats-Unis, alors La reprise du marché obligataire reste toutefois fra-

gile, en raison des inquiétudes soulevées quant à une surchauffe de l'économie américaine après la publication de chiffres nettement meilleurs que prévu sur la situation de l'emploi.



LES MONNAIES



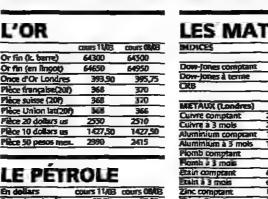
Petite progression du dollar

LE DOLLAR était en légère hausse mardi 12 mars dans la foulée de la reprise de Wall Street et du marché obligataire américain. La perspective qui s'éloigne d'une nouvelle baisse de ses taux directeurs par la Réserve fédérale soutient aussi la devise américaine. Le billet vert s'échangeait au cours des premiers échanges interbancaires à 5,0781 francs et 1,4836 deutschemark, contre respectivement



5,0725 francs et 1,4825 mark lundi soft. A Tokyo, en fin de journée, le billet vert s'échangeait à 105,61 yens, en hausse par rapport à la clôture à Wall Street (105,49 yens) et à la fin de la séance lundi à Tokyo (105,52 yens). Le franc s'appréciait à 3,4230 francs pour un deutschemark, contre 3,4250 lundi soir. La livre était aussi en baisse et s'échangealt à 7,7323 francs, contre 7,7450 francs fundi soir.



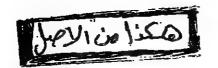




FINANCES ET MARCHÉ

RÈGLEMENT MENSUEL MARCHI 12 MASS LOUIS PRINTED 12 MASS LOUIS PRINT
COMPTANT OAT \$978.577CAL 104.55 CAUS Derniers FrankCales Process CAUS Derniers FrankCales Process CAUS Derniers Transport CAUS STATES CAUS Derniers Transport CAUS STATES CAUS Derniers CAUS STATES CAUS Derniers CAUS STATES CAUS Derniers CAUS STATES CAUS Derniers CAUS STATES CA
SECOND Come # (ft)
SICAV





AUJOURD'HUI

RUGBY A XIII La Cour fédérale australienne a interdit, lundi 11 mars à Sydney, le déroulement de la Super League de rugby à XIII jusqu'à

cain Rupert Murdoch enregistre ainsi un coup d'arrêt dans sa stratégie d'expansion sportive pour fournir des programmes à ses réseaux de té-lévision. Le tribunal reproche à sa

compétition, qui devait commencer, d'avoir dépossédé de ses droits l'Australian Rugby League (ARL), traditionnel gestionnaire du rugby à XIII en Australie. • LES AVOCATS de Rupert

Murdoch ont tenté de lancer une contre-attaque judiciaire en demandant un sursis, en attendant que la décision soit tranchée en appel, pour que les compétitions puissent

commencer. • EN EUROPE. la Super League mise en place avec l'appui des fédérations officielles devrait, elle, commencer comme prévu le 29 mars

L'expansion sportive de Rupert Murdoch connaît un coup d'arrêt en Australie

Concurrente du championnat officiel, la Super League de rugby à XIII, créée dans l'hémisphère Sud par le magnat australo-américain de la communication pour alimenter les divers réseaux de télévision dont il est actionnaire, est interdité jusqu'à l'an 2000

MELBOURNE

de notre envoyé spécial L'affaire a envahi les pages sportives des journaux australiens. Elle s'autorise même quelquefois de belles incursions à la « une ». Le rugby à XIII est ici l'un des sports les plus populaires. Il fidélise pendant la saison plusieurs millions de téléspectateurs devant leur poste et donne lieu à un florissant marché de produits dérivés : teeshirts, maillots, casquettes, mascottes, etc. Droits télévisés, public, argent, c'est bel et bien l'enjeu qui oppose depuis de longs mois en une bataille féroce l'Australian Rugby League (ARL), traditionnel gestionnaire du jeu, et la Super League, pro-

mondiale à l'initiative de la société News Limited, propriété du magnat australo-américain de la communication, Rupert Mur-

Avec la décision qu'elle a prise, lundi 11 mars, la Cour fédérale australienne a paru couper court au conflit. Elle a interdit à la Super League l'organisation de toute compétition de rugby à XIII en Australie et en Nouvelle-Zélande jusqu'en l'an 2000. La Cour donne raison à l'ARL sur toute la ligne. Dans le détail de son arrêt, elle s'est attachée à fermer la porte à toute possibilité de renaissance de la Super League. Elle lui oravait sous contrat.

ils doivent s'inscrire sous quarante-huit heures dans la compétition devenue désormais officielle. Ceux qui refuseront de se plier à cette exigence ne percevront plus d'argent. La Cour a également ordonné que les salaires des joueurs retournés dans le giron de l'ARL continuent à être payés par la Super League! Avant le 20 mars à 16 heures, les dix clubs affiliés à la Super League devront remettre tous les produits dérivés à la fédération rivale, promue seul ayant droit en la matière. Enfin, ils s'engagent à «foire de leur mieux » pour maintenir et donne d'abord de libérer les promouvoir le championnat de

jet de nouvelle compétition joueurs et les entraîneurs qu'elle l'ARL jusqu'au 31 décembre

La Super League refuse pourtant de s'avouer vaincue. Le volet européen de la compétition n'est pas touché par la décision de la Cour. En Australie même, tout n'est pas définitivement

PÂLE RIGURE

Une bonne partie des joueurs ont renouvelé leur serment de fidélité à la compétition de Murdoch. Simon Gillies, capitaine des Bulldogs de Sidney, promettait d'être l'une des vedettes de la nouvelle compétition. « Rien n'est joué, a-t-il déclaré, les juges nous disent avec qui nous pouvons pratiquer notre sport, soit!

Mais moi je me considére toujours comme engagé auprès de la Super

Laurie Daley s'est, quant à lui, dit prêt à renoncer au rugby à XIII plutôt que de retourner dans le championnat organisé par l'Australian Rugby League. D'autres joueurs se sont exprimés, affirmant l'un après l'autre qu'ils ne voulaient pas plier, qu'ils restaient soudés autour de la Super League tant que toutes les solutions de recours

n'étaient pas épuisées. Cette détermination s'appuie en partie sur la capacité de réaction de la Super League. Ken Cowley, le président, et son entourage ne souhaitent pas en rester là. Ils ont fait connaître leur intention de faire appel de la décision de la Cour fédérale dès le mardi 12 mars, ouvrant la perspective d'une nouvelle bataille juridique. Dans un premier temps, leur objectif serait d'obtenir un sursis. Il pourrait au mieux autoriser les matches de la Super League pour cette saison. D'autre part, une réunion des dix clubs affiliés devait avoir lieu mardi 12 mars, à Canberra, la capitale fédérale, pour déterminer une position commune.

Ken Arthurson, le président de l'ARL, s'est bien gardé de tout triomphalisme. Il a encore de quoi s'inquiéter. Si les quatre cents joueurs attirés par les dollars australiens de la Super League refusent de rentrer au bercail, la compétition officielle risque de faire pâle figure. Que diront les supporteurs? Quelle sera l'incidence de matches privés des plus grandes stars du

rugby à XIII sur les audiences télévisées? Les joueurs fidèles à l'ARL ne peuvent eux aussi que s'en soucier, comme le prouve l'appel lancé, lundi 11 mars, par Gary Larson aux rebelles: « Allez, les gars! Oubliez la décision du juge, et remettons nous à jouer au rugby ensemble! >

Pascal Ceaux

L'Europe échappe au pire

« Nous avons échappé d'extrême justesse à une interdiction totale de la compétition. » En prenant connaissance du jugement rendu à Sydney, Maurice Lindsay, le directeur de la Super League en Europe, pouvait pousser ce soupir de soulagement, avec le sentiment d'avoir évité le pire. Certes, le juge Burchett a interdit aux joueurs de la Super League australienne de venir jouer dans l'hémisphère Nord. Mais l'essentiel semble sauf. La compétition européenne à donze équipes, dont ceiles de Paris et Cardiff, créées de toutes pièces, devrait bien commencer le 29 mars. Si les appels en cours n'aboutissent pas dans l'hémisphère Sud, elle sera cependant privée d'un de ses attraits majeurs: les matches qui devalent opposer les vainqueurs européens à ceux d'Australie en fin de salson. Reste encore à savoir si. privé des bénéfices de la Super League australienne, Rupert Murdoch pourra continuer à financer la Féderation anglaise.

Jacques Fouroux, président du Paris-SG à XIII

« La dynamique ne peut plus être arrêtée »

TRANSFUGE du rugby à XV, lacques Fouroux est devenu, en décembre 1995, président du Paris-SG Rugby League, is nouvelle équipe professionnelle dont les joueurs achèvent leur stage pré-paratoire en vue du match maugural le 29 mars, contre Sheffield, au stade Charléty. Ce sera l'occasion de tester la nouvelle formule de la Super League : des billets gratuits, une animation musicale (sans doute Toure Kunda pour la première) et la retransmission par Canal Pins out espère drainer de nouveaux abonnés, lacques Fouroux s'explique sur les rebondissements de ce lancement.

« Que pensez-vous des démêlés judiciaires autour de la Super League en Australie?

- Ils seront obligés de s'entendre, en bas, dans l'hémisphère sud. Toutes les grandes nations font partie de la Super League, même l'Australie. C'est vrai que des joueurs ont des contrats de travail avec une autre ligue. Mais Il doit être possible d'obtent un dédommagement. L'Australie va régler son probième interne.

- Craignez-vous que ces rebondimentorits retardent le debut de la compétition en Eu-

- La dynamique qui est encien-

chée au niveau planétaire ne peut plus être arrêtée. Nous, en Europe, nous ne pouvons pas être régis par des lois australiennes. Dans un sens, si l'on veut être positif, c'est une formidable promotion pour le rugby à XIII en France. Hier, nous n'exis-

problème mondial. - Cela ne vous fait-il pas regretter le rugby à XV ?

tions pour personne ou presque.

Aujourd'hui, nous devenons un

- Quand on voit les problèmes qui se posent entre gens déjà professionnels, on imagine les difficultés que vont rencontrer ceux qui espèrent le devenir. - Ne vous sentez-vous pas un

peu dépassé par la dimension de cette Super League?

La natation américaine se dessine un profil olympique

INDIANAPOLIS Correspondance

A vingt-sept ans, Melvin Stewart n'a plus l'âge de noyer dans le chagrin sa haine de la défaite. Un titre mondial et une médaille d'or olympique, tous deux sur 200 m papilion, ont déjà satisfait un appétit de gloire que l'on devine immense. Ayant souvent connu le meilleur, il se disait volontiers protégé du pire. A l'évidence, il se trompait. Vendredi 8 mars, les derniers mètres de la finale du 200 m papillon des sélections olympiques américaines ont bousculé ses certitudes. Son amplitude soudain réduite par Ja fatigue, Melvin Stewart n'a pas su trouver l'énergie pour résister au retour de Tom Malchow et Ray Carey. Senlement troisième, Il a quitté la piscine sans oser un regard pour la joie simple de ses deux rivaux. « Troisième, c'est comme dernier, a-t-ll soupiré d'une voix éteinte. Je viens de disputer l'ultime 200 m papillon de ma carrière. Ce que je vais faire maintenant? Pleurer. Et puis essayer de supporter de voir mes parents pleurer pendant toute la soi-

Melvin Stewart n'est pas le seul champion olympique devant lequel s'est brutalement refermée la porte des Jeux d'Atlanta. Deux jours plus tôt, la sprinteuse Jenny Thompson avait connu pareil affront. Médaillée d'or en relais à Barcelone, il lui a manqué un rien pour l'emporter sur 100 m nage libre. Mais ce petit rien l'a repoussée à la troisième place. La pire, puisque seuls les deux premiers de chaque épreuve obtiennent leur billet pour les Jeux du centenaire.

Etrange compétition. Les plus anciens en parlent avec terreur. Les plus jeunes les écoutent sans oser le moindre commentaire. Tous se réfugient dans le silence pour lire les mots les plus fameux de leurs glorieux aînés, tels

programme officiel de l'épreuve. de l'équipe olympique américaine que de remporter une médaille oux Jeux », aurait dit Andy Coan, en 1976. « Aux sélections, la tension est extrême. C'est à peine croyable. En comparaison, les Jeux paraissent une plaisanterie », aurait assuré David Berkoff, l'ancien recordman du monde du 100 m dos.

NOTED PAPILLON

Difficile, donc, de prendre l'événement à la légère. L'importance de l'enieu suffirait à faire trembler le plus expérimenté des nageurs. Mais les organisateurs en rajoutent volontiers, comme s'ils cherchaient à composer un décor où ne pourraient s'exprimer que les natures les plus solides. En début de soirée, le défilé des anciens « olympiens » vient rappeler aux finalistes du jour combien a toujours été brillante la natation américaine. Puis l'une ou l'autre de ces gloires du passé prend le micro et récite d'une voix solennelle un long couplet où se mêleut souvenirs olympiques et recettes personnelles pour dénicher le succès. Le tout invariablement conclu par une envolée nationaliste, assurant aux vainqueurs qu'ils sauront dignement représenter le pays aux Jeux d'Atlanta. Au même moment, un vieil homme en costume de soie et nœud papillon écrit délicatement sur le mur blanc de la piscine le nom des nouveaux sélectionnés olympiques. Une liste qu'il aura achevée, mardi 12 mars, au soir de l'ultime jour de compétition.

Comment résister? « En évitant de trop penser à l'enjeu de la course», assure Tom Dolan, le squelettique champion du monde du 400 m 4 nages. Une recette que ce nageur du Michigan, sa qualification pour les Jeux.

qu'ils sont reproduits dans le si maigre qu'il en paraît fragile, a su appliquer de façon peu « Il est plus difficile de faire partie commune. A la veille de la compétition, les journaux américains insistalent sur ses faibles chances de succès. La rumeur l'annonçait souffrant, épuisé par un entraînement hivernal aux limites du supportable. Lundi soir, Tom Dolan avait pourtant en poche trois victoires (400 m. 400 m 4 nages et 200 m 4 nages) et autant de billets pour Atlanta. « Je ne savais pas vraiment où j'en étais, a-t-il expliqué. Du coup, c'est l'envie de gagner qui m'a fait avancer. Pas la peur de perdre. » Autre méthode : l'insouciance. Tom Dolan a cru la deviner dans le regard perpétuellement incrédule que la jeune Amanda Beard, quatorze ans et quatre mois, porte sur les événements. « Je ne suls pas certain qu'elle réalise vraiment où elle se trouve, dit-il. Elle nage ces selections comme s'il s'agissait d'une simple épreuve régionale. » Résultat : deux victoires (100 et 200 m brasse) et une position dans les bilans

mondiaux qui lui ouvre toute

grande la route d'un podium

olympique. «Aller aux Jeux

d'Atlanta, je n'osais même pas y

penser », avouait Amanda Beard

en quittant la piscine d'Indiana-

polis, son sac de sport chargé

d'un énorme ours en peluche.

Mais elle possédait, sans le sa-

voir, la recette du succès. Alain Mercler

■ Jessica Foschi ne participera pas aux Jeux olympiques d'Atlanta. La nageuse, au centre d'une polémique depuis qu'elle a été blanchie par sa fédération après un contrôle positif aux anabolisants (Le Monde daté 10 et 11 mars), ne s'est classée que quatrième de la finale du 800 m nage libre, hundi 11 mars à Indianapolis, et n'a donc pas obtenu

- Ce procès, ce n'est pas Ken

Arthurson [président de l'Australian Rugby Leaguej contre Maurice Lindsay [président de la Super League], c'est Rupert Murdoch contre Kerry Packer, deux géants qui s'affrontent, rien de moins. Les enjeux sont colossaux, les sommes investies énormes. Le terrain de jeu devient mondial. Notre société contemporaine veut ça. C'est vrai que cela dépasse parfois le simple homme que je suis. »

> Propos recueillis par Benoît Hopquin

Le basket-ball féminin réveille Tarbes

La Coupe Ronchetti est à portée des « Violettes » du TGB

TARBES

de notre envoyé spécial Les projets du président Jacques Chirac en matière de défense nationale laissent Tarbes inquiète. Le dé-



part d'un des deux régiments royalement installés dans d'énormes casemes est inévitable. Après des vagues de suppressions

RASKET d'emplois dans les usines d'annement (Le Monde du 1º mars), l'avenir de cette ville de 50 000 habitants paraît sombre. Tout n'est pas noir cependant dans la préfecture des Hautes Pyrénées. Tarbes pourrait bien être, mercredi 13 mars, une des rares cités françaises à s'enorgueillir d'un titre de champion d'Europe en sport collectif.

La Coupe Ronchetti, récompense suprême pour les clubs européens, est à la portée de l'équipe de bas-ket-ball féminin du Tarbes Gespe Bigorre (TGB). Les 18 points d'avance engrangés au match aller, mercredi 6 mars, contre Alcamo, devraient mettre le TGB à l'abri d'une désillusion. Une semaine après un succès accueilli avec indifférence, la perspective d'une victoire finale réveille enfin la ville. Revenu euthousiaste de la réception « très politique » du match aller à Trapani, dans une Sicile avide de revanche sur la péninsule, Raymond Erraçarret, le maire communiste, a

voulu mobiliser la population pour FOOTBALL: un mot d'ordre de grève des footballeurs italiens a été confirmé, hundi 11 mars à Milan, par l'Association des joneurs professionnels italiens. Annoncée dès le 5 février, cette grève devrait être effective pour la 26 journée du Calcio, dimanche 17 mars. Les ioneurs veulent dénoncer l'attitude de la fédération italienne face à divers problèmes, dont le fonds de retraite des footballeurs. - (AFP.)

ce triomphe annoncé. Il a demandé à l'académie une demi-journée de congé pour les écoliers.

Les commerçants daignent enfin décorer leurs vitrines aux couleurs des « Violettes » du TGB, Leur bouderie s'efface. Sans doute n'appréciaient-ils pas le logo du sponsor brodé sur le short des joueuses : une grande surface de la périphérie. La finale retour sera jouée à guichets fermés dans la salle du Quai de l'Adour: les 2000 billets sont partis en dix minutes. De nombreuses demandes sont restées insatisfaites. Symbole de la réconciliation du grand et du petit commerce autour des panneaux de basket, les nouveaux supporteurs du TGB se presseront sous l'écran géant installé dans la Halle Marcadieu, dont on aura repoussé pour l'occasion les étals du marché cou-

LINE PROGRESSION PULGURANTE L'injustice sera ainsi réparée. Tarbes va enfin reconnaitre la progression fulgurante de son basket féminin. De fusion en rapprochement, trois clubs de la ville out mis leurs forces en commun pour constituer en douze ans une équipe féminine de niveau européen. Dans ces terres machistes, de rugby bien sûr, mais aussi de football, les femmes réussissent à un niveau que n'ont jamais connu les

Depuis la plus petite division régionale, en 1983, le TGB a gravi chaque année un échelon. Deux saisons en Nationale 2 ont suffi pour atteindre l'élite où le club a rejoint depuis cinq ans trois autres équipes du Sud-Ouest : Mirande la voisine, Toulouse et Bordeaux. Depuis que Bourges l'a apportée pour la première fois en France l'an dernier, les joueuses du TGB savent que la Coupe Ronchetti est à la portée d'un club français. Leur ambition explique en grande partie le départ de l'entraîneur de leurs débuts. Bénévole, Jean-Pierre Siutat

ne pouvait concilier ses fonctions à la direction départementale des routes et les cadences d'une équipe à vocation européenne. C'est son assistant, Damien Leyrolles, qui l'a

remplacé avec bonheur. Tarbes découvre opportunément l'image de dynamisme portée par les succès du TGB. La municipalité annonce une subvention de 800 000 francs an club. C'est un peu plus que ce qui a été déjà versé. mais autant que ce que donnent ensemble la région et le département pour un budget total de 5 millions de francs. « Les jeunes s'inscrivent au club pour jouer dans la salle des grandes, se réjouit Jean-Pierre Latapie, le maire adjoint (PS) chargé des sports. Nous avons aussi dû construire vingt playgrounds dans les quartiers ces trois dernières années pour répondre à l'engoue-

ment pour le basket. » Michel Uriarte, président du club depuis trois ans, prend cette passion récente avec philosophie : Nous avons gagné des spectateurs pour cette finale. Reste à savoir s'ils resteront des supporteurs. Et le TGB ne pourra vivre, surtout au niveau européen, que si cette équipe, l'une des quatre meilleures de basket féminin en France, a vraiment su trouver

Christophe de Chenay

RÉSULTATS

2" étape
Dem-sur-Auron - Audusson (158 km)
1. W. Naissen (Belflotto), bomfication 10 s. 2
M Capolini (tra), bon 6 s.; 3. 1 Steels (Belfl, bon 4 s. 4 L. Jalabert (Fra), 5. F. Morrassin (Fra)
Classement général; 1. W. Nelssen (Belflotton),
2. M. Capolini (tra), à 4 s.; 3. 1 Steels (Belflotton),
2. M. Capolini (tra), à 4 s.; 3. 1 Steels (Belflotton),
2. M. Capolini (tra), à 5.; 5. F. Moncassin (fra), à 8 s.; 6. Nicolas (Baltinia), hocial Lode (Ba),
3. 8 s.; 6. Nicolas (Balbert (Fra), 7. Silvio Martinello
(Balt); 8. Lars Michaeben (Dani); 9. Nicola Lode (Ba),
30 François Simon (Fra); 11. Brian Holm (Dani), 12
Franck Laurente (Fra); 13. Andrea Peron (Ba); 14
Laurent Madouas (Fra), 15. Christophe Capelle
(Fra); 16. Devide Rebellini (Ba); 17. Frédent Guesdon (Fra); 18. Pascal Chanteur (Fra); 19. Lauri Aus
(Esi), 20. Lance Amistrong (USA) à 70 s.

L'utilisation du laser pour produire de l'uranium enrichi pourrait permettre de réduire les coûts de fabrication

Des équipes françaises s'efforcent de maîtriser cette technique très délicate

nium, le laser promet de faire des mirades. A l'heure où cette matière première voit ses prix

« ICI, on yous cache tout. On yous

dit rien. » Les enjeux techniques,

économiques et stratégiques sont si

importants que le secret est bien

gardé. Des résultats qui seront ob-

tenus dans les ateliers pilotes dé-

pendent la position de la Compa-

gule générale des matières

nucléaires (Cogema) sur le marché

mondial de l'uranium enrichl. Un

marché de 25 milliards de francs par

an, que dominent les États-Unis

avec leurs vieilles usines d'enri-

chissement par diffusion gazeuse et

l'Europe, qui a choisi la diffusion

gazeuse avec l'usine Georges Besse

d'Eurodif à Pierrelatte (Drôme) et la

centrifugation avec les unités

légèrement remonter, les industriels suivent de près les procédés pouvant réduire les coûts de l'enrichissement (10 % du coût du kilowat-

d'Urenco implantées à Capenburst

(Grande-Bretagne), Almelo (Pays-

Bas) et Gronau (Allemagne). Mais

cet équilibre est en train de changer.

concurrents arrivent. Le lapon sou-

haite renforcer sa présence dans ce

domaine et la Russie se fait fort

d'alimenter l'Occident dans ces

curieuses unités, les UTS (unités de

travail-séparation), qui libellent

tous les contrats d'uranium enrichi

du monde. De plus, les Etats-Unis,

premiers fournisseurs, aimeraient

bien disposer d'une technique plus

économique pour conforter leur

position, compromise par la vétusté

de leurs usines. Une technique « qui

permettrait de diviser par trois ou

quatre le coût de l'UTS (de 100 à

D'abord parce que d'autres

theure). Américains, Français et Japonais développent, en secret, la « séparation isotopique par laser de la vapeur d'uranium»

(Silva), qui, en 2010, devrait concurrencer les

« ionisé, c'est-à-dire chargé électri-

techniques actuelles d'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse et centrifugation. nium 238. L'uranium 235 devient

> il pent alors être récupéré sur des collecteurs, dont le rôle est analogue à celui d'un peigne qui attire de fins morceaux de papier après avoir été frotté par de la laine. Ren-dement assuré : 100 %. Car, avec cette soupe de photons, on trie atome par atome. Mais la maîtrise de cette technique si séduisante est d'une rare difficulté.

> « Ça n'a pas toujours été simple », confesse Jacques Figuet, chef du département des technologies de l'enrichissement au CEA. Il y a loin de l'expérience de laboratoire à la production, réalisée en 1991 au Centre d'études nucléaires de Saclay (Essonne), de quelques grammes d'uranium enrichi. Et encore plus loin, lorsqu'il s'agit, précise Noël Camarcat, « d'obtenir quelques kilos, en queique dixaines d'heures ».

> « Dans un domaine où presque tout est classifié », il a fallu, souligne Yves Lapierre, chef du département des procédés d'enrichissement au CEA, « constituer des bases de données dans tous les domaines ». Dans ceiui des matériaux, qui forment les creusets où mijote l'uranium, et les collecteurs d'uranium enrichi et appauvri. Dans ceini des systèmes de chauffage - les canons à électrons -, qui doivent résister au temps. Dans cehil, enfin, des lasers, qui doivent présenter des taux de

> Onze ans d'efforts ont été nécessaires. Entre 3,5 et 4,5 milliards de francs out été dépensés pour Silva. « Trois fois moins que les Américains », se réjouit Noël Camarcat, qui se déclare confiant en l'avenir.

d'un satellite militaire chinois plongent dans l'Atlantique

Les restes

LES RESTES du satellite militaire d'observation Jianbing FSW-I, que les Chinois avaient placé, le 8 octobre 1993, sur une mauvaise orbite, sont retombés sur Terre, mardi 12 mars vers 5 h 5 du matin (heure française). Bien qu'il ait été suivi depuis des semaines par toutes les organisations spatiales du monde et, en particulier, par les Américains du US Space Command, qui observent la chute des très nombreux débris spatiaux errant en orbite, il n'avait pas été possible de déterminer avec exactitude le point d'impact du satellite. Une dernière estimation avait même pronostiqué que ce volumineux débris (évahié à environ buit cents kilos) plongerait dans le Pacifique.

Les lois de l'aérodynamique et de la balistique étant loin d'être simples, les restes de Jianbing PSW-1 ont préféré s'ablmer au milieu de l'océan Atlantique en un point plus rapproché de l'Amérique du Sud que de l'Afrique. Une chance, car il auralt pu tomber sur des zones habitées. Cette partie restante du satellite était, en effet, équipée d'un bouclier de rentrée dont on pensalt qu'il pouvait empêcher ses débris de se consumer dans les couches denses de

l'atmosphère. Vollà queiques années, les Américains avaient mis tout en œuvre pour que l'éporme laboratoire orbital Skylab tombe dans l'Océan. En vain. Tous les modèles de prévision avaient été pris en défaut et des morceaux de grande taille étaient tombés sur les côtes austra-Bernes, Cette année, onze objets spatiaux sont déjà « rentrés » sur Terre. En 1994, on en a recensé %, mètre carré and es que con con con-



Sous l'œil de la Cogema

La Cogema, partenaire du CEA dans la mise au point du procédé Silva, dont le budget annuel est de 453 millions de francs, suit de près la croissance de son protégé. Elle attend les résultats que le pilote Aster, en cours d'achèvement à Saclay, devrait fournit, avec des lasers de 100 watts. L'objectif est de produire quelques kilogrammes d'urantum enrichi. Parallèlement se développent à Pierrelatte trois programmes de mise au point des composants de taille presque industrielle - des lasers à vapeur de cuivre de 400 à 500 watts développés par la Cilas qui permettront de construire une usine d'enrichissement par laser peu énergivore pouvant alimenter une quinzaine de réacteurs nucléaires (1.5 million d'UTS) et censée concurrencer, vers 2010. la diffusi

la centrifugation.

110 dollars pour les contrats à long terme) », explique Louis Patarin, directeur de la recherche et du développement à la Cogema.

UNE SOUPE DE PHOTONS Même l'usine récente d'Eurodif devra céder le pas dans une quinzaine d'années. La diffusion gazeuse est trop lourde en investisse ments, gourmande en énergie et complexe puisqu'elle réclame, pour obtenir les bons taux d'enrichissement de l'uranium, de répéter 1 400 fois la même opération élémentaire! La centrifugation, plus récente, ne satisfait pas totalement, car elle oblige à répéter sans cesse la même opération dans des unités, « moins énergivores », de dizaines de milliers de centrifugeuses reliées entre elles.

La solution réside sans doute dans le laser. Un procédé « qui trie avec la lumière » et « aui, contrairement à ses prédécesseurs, j'ait de l'enmais qui, du fait de son intérêt économique, fait toujours l'objet d'une censure sévère.

L'une des recettes du laser est connue sous le nom de « séparation isotopique par laser de la vapeur atomique d'uranium » (Silva). On prend de l'uranium sous sa forme métallique que l'on vaporise à 3 000 degrés, en le bombardant par des flux de particules. Dans cette vapeur, très corrosive et portée à haute température (1 200 degrés). évoluent deux espèces d'atomes d'uranium (U 235 et U 238) présents seule la première, la plus rare aussi, intéresse les « enrichisseurs ». Pour la récupérer, il suffit d'illuminer cette vapeur par les lumières, soigneusement choisies, de lasers à colorants, eux-mêmes stimulés par des lasers à vapeur de cuivre.

Source: CEA/Cogemo

Cette opération est « d'une extrême sélectivité », précise Noël Camarcat, directeur du cycle du combustible au Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Les particutes de l'umière des faisceaux laser, les photons, arrachent un des nombreux électrons out tournent autour des atomes d'uranium 235 sans soient affectés les stomes d'ura-

Le débat se poursuit en Allemagne sur le contrôle de l'information en ligne

EDZARD SCHMIDT-JORTZIG. ministre allemand de la justice, a relancé la polémique sur le contrôle d'Internet en prenant position dans un entretien publié par l'hebdomadaire Der Spiegel du Il mars. Faisant allusion au débat particulièrement vif en Allemagne, îl a déclaré : « Pour le moment au-cune loi spécifique ne régit Internet. C'est un espace où chacun peut faire ce qu'il veut. » Il a indiqué que l'Etat devait néanmoins combattre la pédophilie et la propagande néo-nazie, interdites en Allemagne. «Le plus important est que les utilisateurs d'Internet élaborent leurs propres règles et qu'ils se chargent eux-mêmes de maintenir l'ordre sur le réseau », a-t-il poursuivi. Cette position prend à contre-pied à la fois l'opinion pu-

blique allemande et sa justice. Un sondage publié à la fin du mois de février par l'institut Emnid révèle que 54 % des Allemands sont favorables à un contrôle ou à une censure sur les réseaux télématiques. Le 14 février, les instances de Bavière avaient pris position sur l'autocontrôle. «La responsabilité pénale ne peut être rejetée sur les parents », avait déclaré un porte-parole.

LE RÔLE DES PARENTS

Cette solution avait été évoquée par CompuServe, prestataire américain de services télématiques et second fournisseur d'accès à Internet en Allemagne, pour justifier sa décision de débloquer l'accès par ses abonnés à 200 forums de discussions (newsgroups) à caractères sexuels. Seuls cinq forums à caractère pédophile sont restés inter-

Le prestataire de service espérait sortir ainsi de la situation engendrée par l'ouverture d'une information judiciaire ordonnée par le procureur de Munich, Manfred Wick. Le 28 décembre 1995, CompuServe annonçait le blocage de 200 forums (Le Monde des 31 décembre et 1º janvier). Pour des raisons techniques, il avait dil étendre la mesure à ses 4,3 millions d'abonnés dans le monde. D'où une certaine grogne de la part des

victimes d'une censure qui ne les

Le 13 février. CompuServe a annoncé qu'il allait offrir à ses abonnés un outil de censure individuel. «L'introduction d'instruments de contrôle par les parents met le pouvoir de censure entre les mains de ceux à qui il appartient, les parents », a expliqué Bob Massey, le PDG de CompuServe. Mais la justice allemande jugeait alors « insuffisante » l'action de CompuServe et

Internet de leurs enfants en fonction de leurs valeurs et de leur lugement personnels », précise CompuServe. A l'usage, Cyber Patroi se révèle efficace. Il est compatible avec tous les systèmes d'exploitation Windows 3 I, Windows 95 et System 7 d'Apple) et tous les navigateurs (Mosaic, Netscape...). Activé dès le démarrage de l'ordinateur, il fonctionne automatiquement. Pour accéder à son parametrage,

rents sont censés « ajuster l'accès à

A qui la faute?

Les réseaux télématiques font appel à quatre acteurs : le serveur qui fournit l'information, le prestataire d'accès qui établit la liaison avec le réseau, l'opérateur qui loue ses lignes de télécommunication et l'utilisateur. Lorsque la loi est enfreinte, sur qui retombe la faute? Les réceptes actions de la justice allemande s'attaqualent au prestataire de service, considéré responsable de l'information qu'il rend accessible. Aux Etats-Unis, la nouvelle loi sur Internet (Le Monde du 10 février) s'attaque aux producteurs d'information illégale en les menaçant de fortes amendes et de peines de prison. CompuServe propose aux utilisateurs de devenir leur propre censeur.

Il ne reste que les opérateurs de télécommunication, fournisseurs des tuyaux qui acheminent cette « marchandise » filicite, à ne pas être inquiétés.

indiquait que la réouverture des forums était « en cours d'examen ». Le recours aux logiciels de filtrage privés apporte néanmoins une réponse intéressante à la question de la censure (Le Monde daté 18-19 février). CompuServe a conclu un accord avec la société américaine Microsystems Software, basée à Framingham dans le Massachusetts, afin d'offrir à ses abonnés le logiciel « Cyber Patrol internet » ainsi qu'un abonnement d'un an au service continu de mise à jour, un cadeau de 70 dollars (350 francs).

Cyber Patrol compte parmi les pius élaborés des logiciels de filtrage et autorise une véritable gestion de l'accès. Les parents peuvent limiter l'utilisation d'Internet à certaines heures et fixer une durée journalière maximale de commexion. Le cœur du système est continué par le filtrage des sites. Pour cela, Cyber Patrol utilise la « CyberNOT Block List », une liste de 6 000 sites « douteux ». Les paun mot de passe est nécessaire. Dès que l'accès à un site interdit est demandé, Cyber Patrol intervient et bloque la connexion.

Il reste néanmoins un doute quant à la fiabilité du système sur les nouveaux sites qui ne sont pas encore référencés dans la « liste rouge ». Internet est le siège d'une telle ébullition que la mise à jour des sites interdits est cruciale pour la crédibitié de cette solution. Il suffit en effet de modifier certains noms pour échapper à la surveillance de Cyber Patrol. Le ministre allemand Edzard Schmidt-Jortzig a peut-être raison de rappeler le rôle des utilisateurs. Quels que soient les moyens de contrôle, il est probable qu'une solution de contournement sera découverte par les plus curieux des cybernautes.

Michel Alberganti

★ http://www.compuserve.com http://www.cyberpatrol.com http://www.microsys.com

PRIX DE PROJET DE RECHERCHE 3 PRIX DE 100 000 F

APPEL À CANDIDATURE

UNE INITIATIVE DE L'INSTITUT DANONE...

L'Institut Danone a pour principale mission d'encourager la recherche dans le domaine de l'alimentation et de la santé.

3 PRIX DESTINÉS À DES JEUNES CHERCHEURS...

Pour la cinquième année consécutive, le jury de l'Institut Danone remet trois Prix de Projet de Recherche Altmentation et Santé. Ils permettront à trois chercheurs, agés de moins de 35 ans, de mener à bien leur projet dans les disciplines suivantes : médecine, diététique, pharmacie, sciences, agroalimentaire, sciences humaines.

3 PRIX CONSACRÉS À LA RECHERCHE EN NUTRITION...

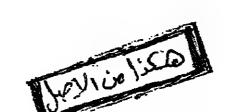
Les projets soumis au Jury devront s'attacher à cinq grands thèmes :

- * Alimentation et santé
- Nutrition et prévention Physiologie de la nutrition
- * Aliments de l'avenir
- * Comportements alimentaires

Le Jury sera composé de Mesdames et Messieurs les Pr B. Guy-Grand, Dr D. Rigaud, Pr P. Bourlioux, Pr J. Adnan, M. Amal, C. Bouley, Pr M. Chiva, Pr T. Constans, A. Fazel, P. Ferré, C. Fischler, Pr C. Guezennec, S. Lahlou, Pr F. Lamisse, F.M. Luquet, Dr A. Mouton, Pr J. Navarro, G. Pascal, P. Pynson, Pr P. Vague, Pr B. Vellas, Pr M. Vidailhet.

Les dossiers de candidatures peuvent être retirés auprès de l'INSTITUT DANONE : 121, RUE JULES GUESDE 92202 LEVALLOIS-PERRET, TEL : (1) 40.87.22.00 Date limita d'envol des dossiera : le 25 avril 1996.





* Une Américaine à Paris

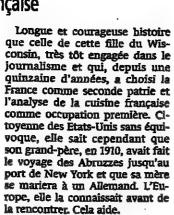
Patricia Wells et sa passion pour la gastronomie française

LES FEMMES, dont le courage et la détermination en amour ne sont plus à prouver, ont toujours laissé aux hommes la haute main sur ces autres intrigues de cœur que sont les émotions violentes qu'offre la gastronomie, quand la gastronomie se met à jouer le jeu de la sensualité et du hasard. Gardiennes des traditions, elles assistent, avec fronie et curiosité, à la prestation des artistes, se demandant jusqu'où ils sauront aller trop loin dans la transgression des lois et le contournement des rites pour inventer un monde, disons, meilleur. Prudentes vestales, elles enseignalent de futurs guerriers out s'échappent un jour de leur giron pour se réfugier dans la création. Et tous les grands chefs le disent : sans cet enseignement, et les prouesses de simplicité qu'il

impliquait, nous ne serions rien. Sur le circuit, sur le terrible ring de la restauration, elles sont pourtant peu nombreuses les Florence Arthaud des fourneaux à oser se mesurer aux féroces régatiers qui flibustent les honneurs et décrochent les timbales. On pourrait à peine les compter sur les doigts d'une main celles qui se lancent dans l'aventure et parviennent à se faire reconnaître. Fatalité commode pour tout le monde : les cuisinières cuisinent ; les cuisiniers, eux, envolent leurs œuvres au Salon des indépendants. La dernière femme à s'être fait remarquer autour de la table française est sans doute Catherine de Médicis, connue pour son goût des confitures, des sorbets et des épices qu'elle pimente parfois au venin violent pour abréger le repas des gêneurs.

FILLE DU WISCOMSIN

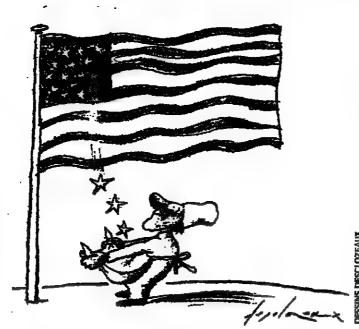
C'est bien ça, Patricia Wells? Oul, il ne faut pourtant pas désespérer voir débarquer un jour un cordon vraiment bleu qui battrait en brèche l'arrogance de toutes ces têtes toquées, mais pour l'instant rien en vue encore. Rien en vue, sinon vous, qui vous êtes imposée et qui vous imposez toujours dans un milieu traditionnellement réservé aux hommes, à leur flair et à ce qui leur sert de culture pour déterminer et dire ce qui est bon et ce qui l'est moins.



Reste que, de ce côté-ci de l'Atlantique, l'on ne s'improvise pas « restaurant critic » sur sa scule bonne mine, surtout si c'est de minois qu'il s'agit. Il fallait donner des gages à cette lourde et susceptible armée de chefs pour authentifier la démarche de cette Américaine poussant la porte de leurs sanctuaires, le sourire et le regard rieur, des questions un peu trop pointues dans le carnet de notes. Après un livre sur le Paris gourmand - traduit en 1989 -, Patricia Wells se lance dans sa grande ceuvre, son ouvrage initiatique: The Food Lover's Guide to France. En 1988, Flammarion le publie sous le titre La France gourmande.

Alors, là, moment d'arrêt. Les Bocuse et les Bernard Frank vont se sentir obligés d'y aller chacun de leur compliment. « Patricia Wells donne libre cours à son talent de connaisseur que nous pourrions qualifier de bien de chez nous... », pour l'un; «Loin des autoroutes encombrées de la littérature gastronomique, La France gourmande fera date », pour l'autre. C'est la reconnaissance d'un chef imperator et d'un gourmet lettré. Le suc-

L'auteur de ce romancero sur les quatre cents vraies bonnes adresses du terroir hexagonal se souvient, hij, du Jura par - 30°,



des « debriefings » avec son assistant pour traduire au plus juste de la vérité la recette du gratin d'aubergines Baumanière, du médiocre enthousiasme de son éditeur et de la petite bagnole, une carriole presque, qui les brinque-balait sur les chemins et les routes de Prance. Comme des Russes, ils en ont bavé, les deux braves qui s'en allaient collecter les recettes les plus savoureuses du pays gaulois. Travail à l'américaine. Jamais d'impasse, jamais d'à-peu-près; du solide, de l'impeccable.

Le Post, le New York Times et

puis la correspondance à Paris, qu'elle tient toujours, du Heraid Tribune. Une carrière s'installait, jusqu'à ce jour de 1988 où L'Express réclame les bons offices de l'ancienne bachelor of arts de Milwankee - la première vocation du futur chroniqueur yankee des sorcelleries des Fils de carême. Un comble. Ça renaude dans la confrérie. Comment une femme. une étrangère, au cœur de la place, en plein centre du propos? Où va la France, où va la France...? Lady Wells, elle, sable le champagne et prévient son monde qu'elle donnera ses « papiers » en anglais et qu'on devra les traduire. Ca roule, fait L'Express. Durant trois ans, elle tiendra fièrement son rang et installera en direct une pertinence de propos dont on peut se souvenir encore. Jack Lang, qui avait l'œil sur les choses de bouche, la fait, en 1989, chevalier de l'ordre des Arts et des Lettres. « For contribution to French culture ». joli.

On la donne pour être de la plus extrême sévérité sur la qualité des produits et sur la conception

exporte ses graines,

puisque la montarde

est un oléazineux. Il

en extrait une hulle

principalement en

au'il envoie

Chez nous, les

fabriquent avant

moutardiers

inde.

Dijon. Un tiers de graines et deux tiers de

verjus sont à la base de la recette. Ce

et, phis étonnant,

même des plats. Quand elle recoit Robuchon, dans sa maison de Vaison-la-Romaine, elle fait simple et savoureux, local et authentique. Sobre. Elle ne semble pas vraiment aimer les chinoiseries. A preuve cet article du mois de janvier, dans lequel elle relancait les chances d'Alain Passard, à l'Arpège, rue de Varenne à Paris, comme futur oscar du Michelin - ce qui vient de lui arriver -, en passant à la loupe ce repas qu'elle qualifiait de repas d'Epiphanie, de jour de fête.

INTRANSIGEANCE

Chef « soild », minimaliste, avec éclairs de génie. En entrée, des ceufs brouillés remis dans leur coquille et couronnés d'une sauce au sirop d'érable ; huîtres chaudes au beurre - breton - clarifié ; langouste braisée, découpée en lamelles avec garniture de champignons, l'ensemble nimbé d'une nage au vin jaune : côtes d'agneau aux noix émincées et endives. Epiphanie. Seules les crêpes souffiées étaient trop cuites et la salle toujours trop exiguë. La dame ne passe rien. Beaucoup d'autorité dans la description des accords, de l'ambiance et de la pensée du plat. Elle tient avant tout à retrouver la saveur du vrai. Elle n'a sans doute pas tort. Même écrit dans la langue de Madison, capitale du Wisconsin.

Jean-Pierre Quélin

+ Le dernier fivre de Patricia Wells. Trattoria, la cuisine simple des petits restaurants italiens. a été publié aux éditions Lattès. 349 pages, 149 francs.

de la viande rouge. Le fait est assez rare pour être souligné, car les moutardes aromatisées font d'habitude plutôt bon ménage avec les volafiles ou la viande blanche. C'est le cas, par exemple, de celles que sélectionne Albert Ménès pour la grande distribution. Cette marque d'épicerie fine propose depuis peu une moutarde aromatisée aux noix. Fabriquée elle aussi à la meule, par un petit artisan près de Complègne, cette moutarde – comme toutes celles de la gamme (au fenouil, au bieu montagnard, au miel...) - contient un verjus à base de vinaigre et de vin de Champagne. C'est même une spécialité de la maison qui,

Du champagne dans la moutarde, cela semblait le comble du luxe. Les établissements Delouis ne furent pas de cet avis : ils créèrent il v a quelques années une moutarde aux truffes fraiches. Le pot de 100 grammes valait 120 francs. Ce fut Pun des produits les plus dérobés dans les rayons.

depuis trois générations, travaille avec le

même petit viticulteur, près d'Epernay.

Guillaume Crouzet

★ Moutarde Fallot au cassis, 10 francs environ. Moutarde Albert Ménès aux noix, 13 francs en-

TOQUES EN POINTE

Bistrots

LES OLIVADES

■ Elle a vingt-huit ans, une origine nimoise, et un solide bagage constitué en dix ans, d'un stage chez Christian Etienne à Avignon au poste de second de cuisine auprès d'Alain Passard, à L'Arpège, à Paris. Pour Flora Mikula, la cuisine méditerranéenne est une forme de liberté parmi les contraintes multiples. La caillette de veau et d'épinards braisés au jus et morceaux de truffe manquait sans doute de moelleux, mais les saveurs y étaient. D'exécution impeccable, le beignet de cervelle à la sauge et vinaigrette aux câpres montre l'ambition de ce tout nouveau « bistrot » résolument plein Sud. Nous avons apprécié le gigotin de lotte à l'aïoli et la roulade d'agneau au beurre de romarin, accompagnés d'un cairanne Les Ebrescades de Richaud (1992). Menu le midi à 80 F. Une aubaine! Menu à 149 F. A la carte, compter environ 200 F. Stationnement aisé le soir.

★ Paris. 41, avenue de Ségur (75007). Tél. : 47-83-70-09. Fermé le samedi midi

LA ROULE ROUGE

■ Les vrais amateurs le savent : depuis la fin du Petit Dominique, rue de Trévise, il n'existe plus qu'un seul « vrai » restaurant tunisien, dans le quartier bien décati des Folies-Bergère. C'est La Boule rouge. Des générations d'avo-cats, de médecins, d'artistes se persont ci pour general inmitable folviore alimentaire qui rattache les fils adoptifs de Tunis à leur mère nourricière. Le décor du plafond, signe de réussite, est plus éclatant que celui de l'Opéra! C'est, de surcroît, l'un des meilleurs couscous de Paris (90 F) et il faut avoir goûté le « complet poisson », soit une pièce de mulet, de sole ou de rouget. avec l'œuf et la chakchouka. Les vins du Maroc accompagnent ces plats. A la carte, compter un peu moins de 200 F.

★ Paris. 1, rue de la Boule-Rouge (75009). Tél.: 47-70-43-90. Fermé le di-

LE ROQUEBRUNE

■ La magnifique terrasse accrochée entre mer et montagne sur le site protégé de Roquebrune n'est pas à proprement parier celle d'un « bistrot ». Mais l'accueil est si naturel et prévenant que toute classification est superflue. A dire vrai, les beignets de fleurs de courgettes et d'aubergines en amuse-bouche, puis les antiposti à l'italienne présentés sur le chariot, d'une parfaite fraicheur. seraient aussi bienvenus dans une trattoria. Le mellieur de la pêche locale est réservé à la clientèle fortunée. Carte gigogne donc, où l'on peut se contenter de combler une petite faim - avec un menu à 170 F - ou bien accéder au loup magnifique en croûte de sel, filet d'huile d'olive et gratin de chayottes - savoureuse courge du pays niçois. Le vin de bellet saura accompagner la cuisine savoureuse et précise du chef, Daniel Tessier. Menus 170 F et 360 F.

★ Roquebrune - Cap-Martin. 100, comiche inférieure (06190). Tél.: (16) 93-35-00-16. Formé le mardi et le mercredi midi.

Brasseries

LE COQ DE LA MAISON BLANCHE

■ Le Coo, ancien relais de poste, devenu autourd'hut le quartier sénéral des constructeurs du Stade de France, connaît un regain de vitalité. Alain François prépare, à proximité, la création d'un « pub » et l'installation d'une terresse à l'abri. Le persillé comme en Bourgogne et le feuilleté de poireaux aux truffes fraîches du Périgord, deux valeurs sûres du chef André Gamon, figurent sur une carte chaque jour renouvelée. Un soin particulier est apporté au banc d'huitres, avec les spéciales de Gillardeau. Les palourdes au thym sont aromatisées au kirsch. Et toujours, en saison, les noix de saint-jacques à l'embeurrée d'endives, la tête de veau le mercredi, cuite entière - sacré spectacle en début de service I -, le coq au vin bien sûr, et les desserts joyeux. Beaujolais, côtes rôties sont le fond le plus intéressant d'une cave bien fournie. Compter 250 F en-

★ Saint-Ouen. 37, boulevard Jean-Jaurès (93400). Tél. : 40-11-01-23. Fermé k

AU SOLEIL D'AUSTERLITZ

■ Le métro aérien et l'austère coupole de la Salpêtrière font un insolite décor urbain pour ce « bistrot à vins » qui est en réalité une solide brasserie parisienne, ouverte six jours sur sept, dès 7 heures du matin. M. Calvet, lauréat du « Melleur pot », vous y accuellle et propose en alternance, outre la carte clas-sique, l'aligot et la saucisse, la truffade, la blanquette de veau ou la morue marselllaise. Première « formule » à 100 F avec le saucisson de Lyon pistaché. En vrac, voici l'andouillette, la mâchon de l'Aveyron, tripoux, saucisse sèche et fiftons. A boire | Pas moins de trente-quatre références de propriétaires, en majorité du Beaulolais. La Paculté approuve, à voir le nombre de patrons et internes de la Pitié-Salpétrière qui hantent ces lieux bénéfiques. Menus à 100 F

★ Paris. 18, boulevard de l'Hôpital (75005). Tél.: 43-31-22-38. Fermé le di-

Gastronomie

LA TOUR D'ARGENT

■ La perte par la Tour d'Argent de l'une des trois étoiles que lui attribue régulièrement le Guide Michelin depuis 1933 continue de faire grand bruit (Le Monde du 5 mars). Pourtant, en 1952, une première fois, la sanction était tombée, sans ménagement. La vétusté de l'ascenseur, l'attribution des meilleures tables à raison des pourboires obtenus par les maîtres d'hôtel, l'académisme de la cuisine étaient visés. Claude Terrail, aux commandes depuis 1947, fit son autocritique, et l'année suivante, tout rentra dans l'ordre. Quarantequatre ans plus tard, le problème paraît être bien différent. Peut-on encore, à défant de la tradition « vraie », maintenir en ce lieu d'excention l'image d'une archéo-cuisine? La réglementation, on le sait, interdit désormais la confection des « fonds » - héritage de Carême et d'Escoffier - indispensables pourtant au caneton Marco Polo. Les chefs sont formés à l'école des « déglaçages » rapides et le palais des inspecteurs du Michelin est lui-même sensible à d'autres goûts. Bref, la société a changé. Reconstruire un univers de plaisirs gourmands sans craindre les redites, mais - à côté de l'« éternel » caneton Tour d'argent offrir à une clientèle fortunée le frisson de l'innovation sera certainement l'ultime combat de Claude Terrail, après le départ annoncé du chef Martinez. ★ Paris. Tour d'argent, 15, quai Tournelle (75005). Tél. : 43-54-23-31. Fermé le

Jean-Claude Ribaut



Si la charge existalt encore, le moutardier du pape, en lisant ces quelques lignes, en serait tout renversé. Qui peut en effet imaginer que 95 % de la moutande que nous dégustons en Prance provient en fait... du Canada. On a bean la baptiser « *de Dijon* », « *de Meaux* », « *de Bordeaux* » ou d'ailleurs, le kilo de moutarde que chacun des Français ingère en une année est issu des champs canadiens. L'explication est simple : faute de subventions de la part de l'Union européenne, cette plame crucifère n'est presque plus cultivée chez nous. Les moutardiers français se contentent de transformer les graines qu'ils vont acheter. outre-Atlantique. Même si la qualité ne les satisfait pas entièrement. Pour briser ce quasi monopole, de timides tentatives de réimplantation ont vu le jour, notamment en Côte-d'Or. En attendant, le Canada nous

mélange est broyé, puis tamisé. Rares sont les maisons qui broient encore leurs graines à la mente de pierre. « Risques sanitaires », disent les détracteurs ; « goût bien plus délicut », rétorquent ceux, comme Marc Desarmenien, qui défendent ce procédé : « Les broyeurs industriels travaillent trop vite. Ils échauffent la pâte, ce qui détruit sa saveur. » A la maison Pallot, dont il est le gérant, on tient donc mordicus à broyer les graines sous du silex. Ce petit atelier moutardier de Beaune - une quinzaine de personnes - n'est pas passéiste pour aniant. Il y a deux ans, ils ont mis au point une étonnante moutarde à

Pancienne aromatisée à la crème de cassis. Le produit se marie à merveille avec du gibier ou PARIS 5e L'Atlai Gastronomie marocaine Service traiteur à domicile us un cubre un sinc typiquement marocsin - cuicine très lièère - Carte 180 à 200 Frs

12. Bd St Germain Paris 5ème

Tél : 46.33.86.98 - 44.07.23.66

MAHARAJAH 72, bd St-Germain 5e Menus 127 F - 169 F 43.54.26.07 / Ferm. Lundi PARIS 8è

L'INDE SUCCULENTE

SAUMON, RENNE, CANARD SALE. COPENHAGUE sur les Ch.-Elysée Menu 240 F. Blère ou vin. FLORA DANICA, Le Patio lenu 148 F. Bière ou eaux minéral 142, av. des Ch. Elysées - 44.13.86.26

NEUILLY FOC IV CHINOIS ET THAILANDAIS Salons particuliers Neulliv 79, av. Charles de Gaulle, 46.24.43.36 et 71, av. de Suffren (7è), 47.83.27.12

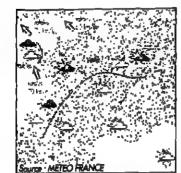
<u>NORMANDIE</u> LA TARENTELLE DÉCOUVREZ SES SPÉCIALTES TIALIENNE PIZZAS: Normande - Océane -Pécheur - Tarentelle - St Jacques... Lasagnes et Osso Bucco maison. 54, avenue du 6 Juin (Route de Caei 14100 LISIEUX - Tél : 31.62.29.00 un vent de renouveau venu de la rochelle...

Il arrive de La Rochelle pour jeter l'ancre à La Rochelle-Alma... tout naturellement. Grandi le nez dans les embruns, Jean Bourdin, bien connu dans sa ville natale pour son art d'accomoder la pêche du jour est le nouveau capitaine du LA ROCHELLE de l'Alma. Difficile de résister à l'appel du large lancé par le superbe banc d'Ecailler revu et étoffé. Navigant autant en salle qu'en cuisine, Jean Bourdin appose aussi sa touche au répertoire exclusivement marin et relance le traditionnel plat du jour à midi à 129 F. - Carte : environ 200 F.

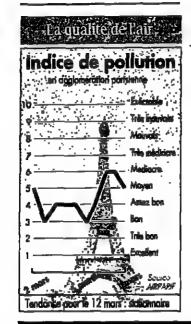
- 5, place de l'Alma (8e), 47.23.47.11.
- 12, place Saint-Augustin (8e), 45.22.33.05. Place du Châtelet (1er), 42.33.48.44. Voiturier.
- Restaurants ouverts 7 jours sur 7.

DES HAUTES PRESSIONS centrées sur la Scandinavie vont rester stationnaires les prochains jours et une dépression va rester sur le sud du Groenland. Une perturbation située sur le proche Atlantique va entrer lentement

Mercredi matin, le ciel sera couvert à la pointe de la Bretagne avec un peu de pluie. Le vent de secteur sud soufflera à 70 km/h en rafale. Dans la moitié sud du pays.



Prévisions pour le 13 mars vers 12h00



le temps sera ensoleillé avec quelques nuages élevés. Il y aura juste quelques nuages côtiers au Pays basque. Dans la moitié nord, les nuages élevés seront plus nombreux. Quelques flocons tomberont dans le Jura et les Alpes du Nord. L'après-midi, il y aura peu de changement. Les petites pluies continueront à la pointe de la Bretagne. Dans les Pyrénées, le ciel se couvrira et il neigera un peu audessus de 2 000 mètres. En Méditerranée, le vent tournera au sudest, faible et ramènera queiques nuages côtiers en Languedoc-Roussillon. Ailleurs, le soleil brillera mais sera masqué par des nuages élevés de l'Aquitaine à la Normandie.

Les températures matinales seront fraiches avec des gelées dans le Nord, le Nord-Est, le Centre et le Centre-Est, entre 0 et - 3 degrés, localement jusqu'à - 7 degrés en Lorraine et en Alsace. De la Normandie à l'Aquitaine, le thermomètre indiquera entre 0 et ~ 3 degrés. Il fera plus doux, entre 6 et 8 degrés, en Bretagne et près des côtes méditerranéennes. L'aprèsmidi, le thermomètre montera jusqu'à 5 à 9 degrés dans le Nord, le Nord-Est et le Centre, 8 à 11 degrés de la Bretagne à la région Rhône-Alpes et 13 à 17 degrés sur les régions méridionales.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-



TEMPÉRATURES du II mars









Prévisions pour le 13 mars vers 12h00



Prévisions pour le 14 mars, à 0 heure, temps universel

IL y a 50 ans dans L'évacuation du Liban

IL Y A vingt-sept ans, acceptant une tache à laquelle la destinaient neuf siècles d'histoire, la France assumait le mandat de conduire vers l'indépendance et la maturité politique les Etats du Levant. Sa mission remplie, ses protégés devenus par son appui membres adultes des Nations unies, la France se retire.

Ce dénouement, s'il constamment retardé par des circonstances exceptionnelles, n'a jamais fait de doute que dans les esprits inquiétés par une propagande insidieuse. Hier encore, lorsque fut comu le programme élaboré par les experts militaires franco-britanniques, les délégués libanais manifestèrent une certaine déception devant le délai de treize mois reconnu nécessaire pour l'évacuation de nos instal-

lations sur leur tentitoire. Mais, ce premier mouvement d'humeur passé, il n'était pas douteux que le gouvernement libanais, convaincu de la sincérité des intentions françaises, accepterait les conclusions techniques qui lui ont été soumises et répondrait au voeu des autorités françaises en coopérant pleinement avec elles pour hâter l'évacuation. Les instructions que, en plein accord avec le gouvernement de Damas, il a fait pervenir à ses délégués prouvent qu'il est résolu à agir

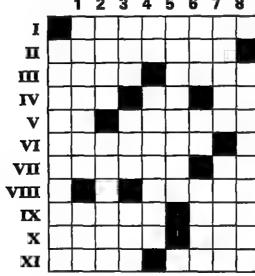
Avec la solution de ce point, rendu itigieur, sintout par l'amour-propre d'un peuple impatient de jouir de son entière indépendance, les relations franco-libanaises devraient pouvoir s'orienter vers une amitié accrue.

Les Libanais, centes, some toujours laloux de leur indépendance et de la souveraineté de leur patrie, et c'est ce qui explique qu'ils se sont refusés à signer un traité d'alliance avec la France tant que les troupes franalses ont été présentes chez eux. Mais pour eux l'amitié arabe ne saurait, en aucum cas, exclure l'amitié

(13 mars 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 6776



HORIZONTALEMENT

I. Les petites souris. - II. Dont on peut dire qu'elle est 7. Toast. Car. - 8. Ennéade. Hic. - 9. Erronées. comme un ange. - III. De grosses tranches. On y a fait le pont. - IV. Dans la mer d'Irlande ou en Côte-d'Ivoire. Pro-

1 2 3 4 5 6 7 8 9 nom. Cri d'horreur. - V. Dans l'alternative. Sorte de mouette. - VI. Ville de l'Inde. - VII. Pour Freud, il exprime un désir inconscient. Un métal léger. - VIII. Passe à Hanovre. - IX. Comme une cure de fruits. Massif, du Maroc. - X. Maîtres de cérémonie. Donne un bon conseil. ~ XI. Est au courant. Château.

VERTICALEMENT

1. Spécialistes du repassage. - 2. Tourmenta moralement. Indication d'itinéraire. - 3. Théâtre d'une chute. Ecrasé. -4. Ville de Serbie. Compagnons de Jeux. Une mauvaise balle. - 5. Protège une phalange. Sont un peu comme des cousins. - 6. Pas polle. - 7. Fonça. Vieille ville. Pays d'Asie. - 8. Quand on tape dessus, il peut y avoir une explosion. Donne la vie. - 9. Ville de la Drôme.

SOLUTION DU Nº 6775

HORIZONTALEMENT

i. Emplettes. - II. Natation. - III. Erotomane. - IV. Siniser. - V. Afin. Star. - VI. Os. Of. Do. - VII. Co. Ogađen. -VIII. Otakar. - IX. Lin. Kache. - X. Entai. Ais. - XI. Eger. Arc. VERTICALEMENT

1. Enéma. Colée. - 2. Mar. Footing. - 3. Ptòsis. Ante. - 4. Latin. OK I Ar. - 5. Eton. Ogaki. - 6. Timisoara. -

DU

Le Monde

CD-ROM:

Télématique

Documentation

LES SERVICES

CompuServe : 36 63 81 22 Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Index et microfilms: (1) 40-65-29-33

36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, so-ciéé anorque avec directoire et corresi de surveillance.

l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 kry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE

133, avenue des Champs-Elysées

75409 Paris Cedex 08 Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

Films à Paris et en province :

40-65-25-25

36 63 81 22

3615 code LE MONDÈ

3617 code LMDOC ou 36-29-04-56

(1) 44-08-78-30

Monde

Situation le 12 mars, à 0 heure, temps universel

$_{1}h_{1}=2.05(1.034)5.031$ PARIS **EN VISITE**

Jeudi 14 mars

ILE FAUBOURG SAINT-GER-MAIN (55 F), 10 b 30, sortie du mêtro Solferino (Pierre-Yves Jaslet). MUSEE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : la sculpture des pays du Nord, 11 h 30; La Tête de Didouffi, 12 h 30 (Musées nationaux).

MUSEE D'ART MODERNE: esposition « Passions privées » (25 F + paix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

LES INVALIDES, 14 becores (50 F+ prix d'entrée), cour d'honneur sous la statue de Napoléon (Odyssée) ; visite pour les jeunes (37 F + puix d'entrée), 14 h 30, cour d'honneur sous la statue de Napoléon (Monuments histodques); 15 heures (55 F+ prix d'entrée), voûte d'entrée côté esplanade

(Paris et son histoire). ■ MUSÉE MARMOTTAN : caposition Constant Le Breton (40 F+pris d'entrée), 13 heures, 2, rue Louis-Boilly (Approche de l'art). ■ COURS ET HÔTELS de Saint-An-

the equinove" ob a dré-des-Arts (50 F); 14 h 30, camefour de l'Odéoni devant la statue de Danton (M= Cazes).

DU CHÂTELET AUX TUILERIES: prisons et palais royaux (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, fontaine du Châteiet (Prédérique Jannel). L'HÔTEL DE VILLARS (55 F).

15 heures, 116, rue de Grenelle (Pierre-Yves jaslet). III LA MAISON DE VICTOR HUGO (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 6, place des Vosges (Musées de la Ville de Paris).

MUSÉE CERNUSCHI: exposition

« Idoles du Négal et du Tibet » (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 7, avenne Vélasquez (Christine Merie). NOTRE-DAME-DE-PARIS: Symbolique et alchimie (55 F), 14 h 30, devant le portail central (Art et Histoire).

M PASSAGES ET GALERIES MAR-CHANDES: premier parcours (50 F), 14 h 30, angle de la rue de Rivoti et de la rue Marengo (Paris autrefois). ■ LE QUARTIER DU GROS-CAIL-

LOU (50 F), 14 h 30, sortie du métro La Tour-Maubourg (Paris pittoresque et ILLA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS (50 F + prix d'entrée), 14 h 45, place du

Puits-de-l'Ermite (Tourisme culturel).

"L'HÔTEL DE VILLARS (55 F),

और एक्ट्राक समाने समाने सहस्य एक 45 heures, 116; rue de Grenelle (Pierre-Yves jasiet) in the histories BLRE DE LA CITÉ (50 F); 15 houres, sortie du métro Ché (Emilie de Lan-

■LTLE SAINT-LOUIS (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé). MUSÉE CARNAVALET (25 F + prix

d'entrée) : Paris et les Parisiers à travers les siècles, 15 heures, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris). ■ MUSÉE DU GRAND ORIENT DE

FRANCE: bistoire de la franc-maconnerie (37 F+ prix d'entrée), 15 heures, 16, rue Cadet (Monuments historiques).

MUSÉE RODIN (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 77, rue de Varenne (Institut culturel de Paris). ■ PASSAGES COUVERTS (55 F).

15 houres, 31, rue du Faubourg-Montmartre (Paris et son histoire). ■ LE QUARTIER SAINT-ANDRÉ-

DES-ARTS et la Nouvelle Comédie (37 F), 15 heures, devant la fontaine Saint-Michel (Monuments historiques). MUSÉE D'ORSAY (36 F+ prix d'entrée): visite par artiste, Van Gogh, 19 heures ; visite par thème, l'essor de la peinture de paysage, 19 h 30 (Musées nationaux).

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ OUGANDA. Air France va reprendre ses vols à destination de l'Ouganda, interrompus il y a vingt ans. Le premier Boeing 747 de la compagnie en provenance de Paris atterrira à Entebbe le 31 mars. – *(AFP.)*

■ CANADA. Air Canada a annoncé qu'elle assurera une liaison directe Montréal-Bruxelles, à raison de trois vols hebdomadaires, dès le 14 mai. - (AFP.) AUTRICHE Austrian Airlines

vient de conclure des accords de partenariat avec deux agences de voyages, l'une macédonienne, Inex, l'autre slovaque, Ruefa, chargées de la représenter. Le le avril, la compagnie aérienne autrichienne commencera à desservir, trois fois par semaine, la ville de Skopje (Macédoine) au départ de Vienne et, le 15 avril, sa filiale charter Tyrolean Airways lancera la liaison Vienne-Kosice (Slovaquie), à raison de deux vols hebdomadaires. Austrian Airlines négocie actuellement d'autres al-

liances de ce type en Pologne, en

Hongrie, en Croatie, en Ukraine, en République tchèque et au Kirghizstan. - (Bloomberg.) FRANCE. Le port de Cancale (Ille-et-Vilaine), envisage d'accueillir les paquebots de plus de

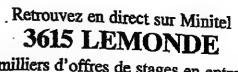
120 mètres de long, contraints, à l'heure actuelle, de mouiller à Cherbourg ou à Caen, donc loin du Mont. La municipalité, qui a donné son accord au lancement d'une étude de faisabilité du projet, fait valoir que son port est accessible à toute heure de la journée, sans contrainte de marée. -

France vient d'ouvrir une agence consulaire à Mindelo, dans l'île San Vicente, au nord de l'archipel du Cap-Vert. Cette agence va permettre aux autorités françaises d'apporter une assistance aux touristes et aux citoyens français résidant dans la région. -(AFP.)

MARCHIPEL DU CAP-VERT. La

HONGKONG. Le nombre des touristes ayant séjourné à Hongkong en 1995 a atteint 10,2 millions, ce qui représente une augmentation de 9,3 % par rapport à l'année précédente. - (AFP.)

Etudiants Bac + 1 à Bac + 5!



des milliers d'offres de stages en entreprise







Suisse, Belgique, Autres pays Lunembourg, Pays-Bas de l'Union europé la durée suivante 2960 F 1 890 F □ 1 an 2 086 F 🗌 6 mois 1 038 F 1 123 F 1 560 F 🔲 3 mois 536 F 572 F 790 F - LE MONDE - (USFS - 900972%) is published duly for 5.892 per year o LE MONDE > 1, place Hubert-Beuve-Méry 4852 bry-sur-Seine, France, second class postage paid at Classylain N.Y. US, and additional malting offices. POSTMASTER: Send address changes to DeS of N-Y Bon 1518, Champlain N.Y. 12974-1518
Pour les abonnements souscits and USA: IN FIEDMATIONAL IMEDIA SERVICE, Inc. 3130 Pacific Avenue Suite 494
Virginia Beach VA 2453-2863 USA 7e.1: 380.428.30.83 Nom: . Prénom : Adresse:

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

24, avenue du G^{et} Leclere - 60646 Chantilly Cedex - Tél.: 16 (1) 49-68-32-90. Je choiss Bulletin à renvoyer accompagné de votre réglement à : Le Monde Service de

Code postal: Ville : . Ci-joint mon règlement de :FF par chèque bancaire ou postal; par Carte bancaire Signature et date obligatoires

33 (1) 49-60-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du hindi au vendredi.

 par écrit 10 jours avant votre départ. • par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.) Renseignements : Portage à domicile

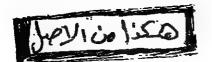
Suspension vacances. Tarif autres pays étrangers
 Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO,

Changement d'adresse :

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani Directeur général : Gérard Morax Membres du comité de direction : Dominique Aldur, Gisèe Perou Se Mande PP. Park DTN et sydde findde 24 Te fyddog et ei fygger Yweige gyde de p 24

Jelio 1:50



CULTURE

PEINTURE Le peintre espagnol originaire de Majorque Miquel Bar-celo expose à Paris les fruits de ses séjours africains. La Galerie du Jeu de paume réunit un choix de

grandes peintures et de sculptures, quand la galerie d'art graphique du Musée national d'art moderne au centre Georges-Pompidou présente le travail en amont, des croquis, des

Le Mali est une affaire vitale pour le peintre majorquin. Il expose

carnets, des feuilles froissées... ON CONNAît BIEN, à Paris notamment, Barcelo peintre des années 80 par excellence, produisant des images chargées de culture occiden-

tale. On connaît moins cette mutation de l'œuvre, au contact de la réalité africaine qu'il vit, six mois par an, depuis huit ans. • LE YANNIS D'HERVÉ GUIBERT dans L'Homme au

chapeau rouge s'attache à présenter, plus qu'à représenter, l'essentiel : le désert, la lumière, l'eau, les hommes, le quotidien, les nourri-

Miquel Barcelo, artiste nomade de retour d'Afrique

MIQUEL BARCELO. GALERIE NATIONALE DU JEU DE PAUME, 24, place de la Concorde, Paris 8. M° Concorde. Tél.: 42-60-69-69. De 12 heures à 19 heures ; samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé le lundi. Jusqu'au 28 avril

1996. 35 F. MIQUEL BARCELO, IMPRES-SIONS D'AFRIQUE. CENTRE GEORGES-POMPIDOU, Galerie d'art graphique, 4 étage, place Georges-Pompidou, Paris 4. Mº Rambuteau. Tél.: 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés, de 10 heures à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 29 avril 1996.

GALERIE LUCIE WEILL-SELIG-MANN (Gravures), 6, rue Bonaparte, Paris 6. Mº Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 43-54-71-95. De 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé le dimanche. Jusqu'au 6 avril 1996.

Miquel Barcelo a été célèbre sur la scène artistique internationale alors qu'il n'avait pas trente ans. Dans les années 80, ce n'était pas une exception. Ce qui l'est plus, c'est que l'artiste ait éprouvé le besoin de travailler autrement, très tôt, en 1987, avant le déclenchement de la crise du marché de l'art contemporain qu'il a vue de loin, d'Afrique, où désormais il vit une bonne partie de l'année. Les artistes nomades qui vont à la rencontre de cultures pon occidentales ne sont plus rares aujourd'hui, mais dans beaucoup de cas cette approche est l'affaire de voyages plus que de séjours.

L'histoire de Barcelo avec l'Afrique, qui ressemble un peu à celle d'Alighiero Boetti avec l'Afghanistan, ou de Clemente avec l'incie. semble profonde, déterminante pour son œuvre, plus qu'un besoin de nouvelles sources, même s'il y

ses œuvres nées du besoin de déjouer une saturation culturelle qu'il puise. Une affaire vitale. Celle-ci nous est en partie dévoilée, bêtement, en deux expositions : l'une à la galerie du Jeu de Paume, l'amire à la galerie d'art graphique du Musée national d'art moderne. Le Jeu de Paume - qui par ailleurs propose une rétrospective Philippe Favier réunit vingt-trois toiles de grands formats, trop grands parfois, depuis 1987. En fait des œuvres réalisées au retour d'Afrique, à Majorque l'île natale de l'artiste, ou à Paris, où il a vécu plusieurs années et où il garde un atelier, le plus septentrional de tous : il les multiplie. La galerie d'art gra-

phique de son côté, mais pas tout à fait puisqu'il y a un catalogue commun, expose une soixantaine d'ocuvres sur papier - grands cahiers et petits carnets de croquis et notations au jour le petites tolles aux formats de malles, terres cuites - qui, elles, ont été faites en Côte-d'Ivoire ou au Mali, à Gao, Segou

Grand Bassam, Assini

lors crun long voyage en

phrogue sur le Niger, enfin

dans « son » village du pays Dogon, près de Sangha. Cette répartition en deux lieux du travali accompii ici et là ne permet pas vraiment de saisir correctement le sens de l'aventure artistique complexe; exigeante de l'artiste, ni le fil de ses gifssements d'une terre à l'autre, entre archaismes et raffinements, depuis maintenant huit ans, depuis New York où il travaillait en 1987, à faire du blanc, des trous, des

relles qui a amené Barcraquelures. Où il était en crise, en celo en quête de désert. Pas forcément celui-Afrique. d'Afrique, où il dit être allé la preou'un besoin de sortir de la saturation

Bruno Bischofberger)... • 1985-86. Premiers panoramas de consacre un supplément spécial de

mière fois par hasard, en compa-Ce n'était donc nouvelles

culturelle aui Miquel Barcelo pour « La Boucle du Niger » de Paul Bowles depuis le début des années 80. était « nécessaire » à ce boulimique du savoir-peindre de grands et sombres effets à la Thitoret et à la Kiefer. Cette satura-

tion culturelle, il la signifiait dans ses tableaux de bibliothèques, d'ateliers, ou de la Grande Galerie du Louvre, multipliant les rayonnages et les piles de livres en équilibre instable bouffant tout l'espace du tableau, les autoportraits entretenant le dilemme entre l'écrit et l'image, témoignant parfois de grands rêves d'évasion par voie de mer, ou de besoins de nounitures autres.

Quelques fruits, quelques casseroles, un couteau sur une table le rappellent, toujours selon des plans et des perspectives déstabilisantes, touiours pris comme les livres, dans

de hautes pâtes, une belle matière picturale grise, ocre, noire, incandescente parfois, très catalane, très espagnole, très méditerranéenne avec laquelle, de Majorque à Barcelone, de Barcelone à Paris ou de Naples à Venise, Barcelo a donné de uisseur à sa « soupe culturelle » à la fois or et merde.

C'est lui qui le dit à propos d'un tableau intitulé Sopa de Europa (1985). Une soupe dont il apprend à se passer en Afrique dont il revient les premières fois pour élaborer des tableaux qui sont de moins en moins peints d'après la culture. et de plus en plus peints d'après nature : des paysages de sols déser- graphies et aux pages en relief de

à Paris, en trois lieux différents, éprouva en Europe durant les années 80

tiques blanchis par la lumière où les fines sous-couches de couleur remontent à la surface dans le jus blanc brossé large, à l'horizontale, comme on badieconne un mur. Cela en incomorant des naquets de matières qui font l'effet de cailloux dont Barcelo accentue le relief réel en peignant par le menu leur ombre étirée, comme il peint l'ombre précieuse d'une herbe sèche ici et là qu'on ne verrait pas sans cela. Un autre tableau plus gris, strié de phies, est un paysage très composé avec des arbustes et des petites silhouettes d'animaux qui s'abreuvent comme dans cet autre tableau: Au-

Regards d'écrivains

Pendant řété 1990, Hervé Guibert a séjourné à Majorque chez Barcelo, qui sera le peintre Yannis dans L'Homme au chapeau rouge (Paris, Gallimard 1992). L'écrivain, l'année suivante, préface la rétrospective de l'artiste au Musée d'art contemporain de Nîmes. Autres regards d'écrivains: celui de Castor Seibel dont L'Echoppe publie Barcelo ou la peinture (Paris, 1992), et celui de Paul Bowles qui écrit Too Far from Home, une fable inspirée par la vie du peintre à Gao, qui met en scène un artiste absorbé par le paysage et la chaleur. Le livre publié avec des aquarelles de l'artiste par Bruno Bischofberger en 1991, le marchand zurichois de Barcelo, vient de paraître en français sous le titre La Boucle du Niger (Austral Editions Eric Koehler).

Autres lectures croisées, la création à quatre mains d'un livre érotique pour aveugles Las desconocido de las perceptiones (Item éditeur, 1993) où les lithographies de Barcelo sont accompagnées d'un texte en braille de l'écrivain et photographe aveugie Evgen Bavcar.

tour du lac Noir. Les deux composés avec minutie font moins penser à l'Afrique qu'à l'Extrême-Orient et ses vides entourés. Dans un autre, des insectes tournicotent autour

d'une flaque de blanc. Il y a de belles choses, mais tant (trop) de sophistication dans ces déserts délocalisés sans doute inspirés par la violence de la lumière d'Afrique, mais aussi par les murs de Majorque, et qui sont prétextes surtout à traiter des ombres et de l'aveuglement : un thème cher à Barcelo au cœur d'un grand tableau philosphique de coupes, de vases et d'amphores dont on ne voit d'abord que le creux sombre, et que l'on retrouve dans le livre érotique à quatre mains, associant aux lithol'artiste un texte en braille écrit par le photographe aveugle Evgen Bavcar. Retour d'Afrique, Barcelo fait le point pour hi et nous sur son travail et peint son grand atelier lointain, dans les gris, les blancs, les beiges, sur des toiles fortement bosselées comme pour inscrire son nouvel univers élargi à la sculpture - l'exposition en montre des exemples - sur quelque paroi de grotte.

Pinceaux en attente dans les pots, fleurs et fruits sur les tables, platres d'animaux partout, papiers en vrac, tableaux accrochés ou posés en désordre sur les murs, dans l'un. Grand nu férninin qui épouse le relief de la toile froissée, tandis que derrière un bocal où serpente une anguille, des chevaux dessinés semblent s'échapper des feuilles et quitter la scène, dans l'autre. Manège, manœuvres toujours autour du pot de peinture tout tourne autour des pots de peinture en réserve, en sourdine, brillamment

ENTRE SOUPRE ET SAFRAN

Retours d'Afrique récents : Barcelo s'adonne à la nature morte sur une immense tolle rapiécée dont les bosses devienment tomates, choux ou têtes de poissons, et les fentes lapins écorchés, le tout vivement coloré, arrangé en grande décoration sur fond jaune entre soufre et safran. L'étalage de la compétence de l'artiste à dire le fruit mûr, le polvron ridé, le thou trop rouge laisse muet. Le détail est magnifique, l'ensemble est exaspérant. On peut lui préférer les plus modestes formats que l'on découvre à Beaubourg, ou trois tomates, un demi-citron et un poisson éventré en disent assez sur l'exercice brillantissime de peinture auquei Barcelo se livre avec volupté

A Beaubourg, parmi les papiers une cenvre surprend plus que tout. C'est un double portrait complètement modelé en ronde bosse et désoulinant de peinture brune dont le creux, à l'envers, a servi à modeler deux papayes avec leurs graines. On y sent mieux le travail de la chair, la proximité de la pourriture, de la mort, et cette facon de recycler la vie. Peut-être est-ce là une des plus grandes « impressions d'Afrique » que le peintre ait ramenées, avec certaines feuilles rongées par les termites dont il se fait fort de tirer en une ou deux taches de pinceaux, des images dures de vie et de mort, entre femmes qui accouchent et crânes d'animaux. Cette part de l'œuvre est grave et, dans l'ensemble, les travaux sur papiers sont beaux, modestes relevés de la vie quotidienne que l'artiste découvre simplement, notant ce qu'il voit, sans la moindre trace d'exotisme. attrapant le réel pour essaver de noner entre l'art et la vie un rapport essentiel, nouveau pour lui.

Geneviève Breerette

Portrait chronologique

● 1957. Miquel Barcelo naît à Felanitz, dans l'île de Majorque, où il obtiendra un baccaiauréat scientifique en 1973. ● 1974. Premier voyage à Paris et découverte de Fautrier, Dubuffet. Wols inscription à l'école des beaux-arts de Barcelone, où il ne restera qu'une année. ● 1976. Expositions à Palma et à Barcelone de ses boîtes de bois

contenant des matières organiques en décomposition. • 1981. Il participe à Madrid à l'exposition « Otras figurationes » organisée à « La Caixa » par Maria Corral. Rudi Fuchs, qui est chargé de la Documenta VII de Kassel, le remarque et l'invite à la grande messe internationale. Barcelo qui a le vent en poupe commence à

exposer beaucoup, à Paris (galerie Yvon Lambert), à Naples (galerie Lucio Amelio) à Zurich (galerie son cenvre au Centre d'arts plastiques contemporains de Bordeaux, à Madrid, à Munich, à Boston. Première exposition à New York (Galerie Leo Castelli). 1988. Premier voyage au Mail. • 1991. Rétrospective à Nîmes préfacée par Hervé Guibert. ● 1992. Le quotidien El Pais 24 pages à ses tableaux du Mali. • 1994. Importante rétrospective à la Whitechapel de Londres qui sera ensuite présentée à L'institut

d'art contemporain de Valence

(IVAM), en Espagne.

A Bordeaux, l'art nouveau s'invente en meute

Une génération d'artistes privilégie le modelage des relations humaines à la production des formes

TRAFFIC, CAPC Musée d'art contemporain, Entrepôt Lainé, 7, rue Ferrère, 33000 Bordeaux. Tél.: 56-44-16-35. Jusqu'au 23 mars. Catalogue.

BORDEAUX

de notre envoyée spéciale Traffic » est le titre d'une exposition qui se tient sans trop s'y tenir au Centre d'arts plastiques contemporain (CAPC) de Bordeaux, dans la grande nef, lieu fort, que des artistes comme Kounellis, Buren, Serra, Robert Morris ont affronté tant de fois pour y réaliser quelque prestation intensément visuelle. Aujourd'hui on n'en est plus là, mais akors plus du tout. Le visuel, le formel qui comprenait l'architecture de l'entrepôt, cède le pas à d'autres propos. Ceux d'une nouvelle génération d'artistes et de citiques, pour qui une « esthétique autoritaire » n'est plus de mise. Ce l'échange, la convivialité, les rapports Une banquette autour d'un feu de

bois dans une cheminée au design ringard occupe le milieu de la grande nef, où vingt-huit artistes venus de partout, ou presque, out entreposé des travaux plutôt indéfinissables. Aux murs, des photos de baisers, de nus, de visages décavés, des images, des papiers qui ressemblent à des documents... Des objets qui res-semblent à des jouets pendent où trainent au sol. Les choses sont posées plutôt qu'installées. Ici, un coffre-fort ouvert au chalumeau par quelque Lupin ; là, sur une table, un cercle d'ours en peluche. Une habitation primitive en carton-pâte envahit un coin, une espèce de citeme pleine de sérum physiologique en occupe

Sur des tables, près de machines à coudre, trainent des tissus à moitié

faire les bannières accrochées en ville. Dans la galerie, des fauteuils en carton entourent une table d'où l'on peut appeler une autre table à l'autre bout de l'entrepôt. En bas, une cabine téléphonique permet de communiquer avec l'extérieur. Ici et là, on trouve des moniteurs devant lesquels on a du mal à rester, qui laissent défiler des images prises en temps réel, dans la banalité du quotidien, et dont on ne sait pas ce qui les

Vidéastes à l'occasion, sculpteurs par raccioc, peintres s'il le faut, les artistes rassemblés à Bordeaux - de Douglas Gordon à Philippe Parreno,

d'Henry Bond à Angela Bulloch, de

Dominique Gonzalez-Foester à Ga-

briel Orozco - affichent moins le

souci de produire des formes que de

modeler des relations humaines.

qui compte aujourd'hui c'est cousus, les mêmes qui ont servi à C'est d'ailleurs au nom d'une non- ouverte. Elle met en relief des dévelle esthétique qui sera relationnelle ou ne sera pas qu'ils ont été conviés à Bordeaux par le critique Nicolas Bournaud, directeur de la revue Documents. Celui-ci souligne que les pièces rassemblées ne constituent que des moments d'œuvres qui se poursuivent affeurs, autrement, bors du musée transformé en un lieu de rencontres et de convivialité. L'idée de l'exposition n'est pas

neuve. «L'Hiver de l'Amour », proposée au Musée d'art moderne de la Ville de Paris il y a deux ans, cherchait à instaurer au musée un autre mode d'appréhension de la création, fondé sur les relations humaines. quand les œuvres proposées parlaient du mal-être, de la solitude, de la maladie et de la mort. Mais elle témoignait finalement d'un repli fri-

L'exposition « Traffic » est plus

marches plus extraverties et des expériences plus ancrées dans l'environnement social. Elle rassemble des artistes qui ont besoin d'un groupe et de mener des aventures collectives. Comme au beau temps des avant-gardes. En toute comaissance de Duchamp, de Dada, de Fluxus, de l'art conceptuel, auxquels les artistes peuvent emprunter telle ou telle forme de discours, sans pour autant orchestrer le procès de la société.

CHANGER LA CRÉATION

L'artiste des années 90, tel qu'il est appréhendé à Bordeaux, est plus doux, plus réaliste. Il a, sans doute, moins l'idée de changer le monde que de changer son statut et celui de

Le problème de l'exposition, qui tient peut-être au lieu, est qu'on ne saisit pas grand-chose de ce que font ou sont censés faire les artistes présentés. Et que le catalogue n'y aide pas. Que seul émerge un climat autre, un état d'esprit qui renvoient au commissaire fédérateur, plus qu'aux artistes. Son discours bien cadré peut emballer. On peut même reconnaître que Nicolas Bourtiaud met le doigt sur quelque chose qui mérite attention, qui cherche à sortir la création des formes nostalgiques

Reste à espérer que cette génération des années 90 trouve des formulations plus convaincantes susceptibles de consolider leur démarche et d'entretenir un possible dialogue au-delà de l'exposition, audelà de la tête du vernissage. D'où cette idée qu'il vaudrait mieux faire tourner l'exposition ailleurs, plutôt que de la laisser figée au CAPC, où seuls les copains savent de quoi il re-

Le prêt-à-porter plonge dans le rétro-futur

Les fictions colorées de Kozuké Tsumura, l'envie d'en découdre de Frédéric Molenac et l'invitation au sérail de Bertrand Maréchal

C'EST LA RENTRÉE! Sur le thème « fonds de tiroirs et jubilation », les victimes de la mode exhibent leur nouvelle panoplie, très cyber-Deschiens: collants du marathon, avec une collection sculptée dans l'espace, dans un faisceau de lumières. Entré au Miyaké Design Studio en 1983, il y crée ses propres collections de-



opaques (mais de couleur), chaussures vernies à talon bûche, ou l'ordinaire Illuminé par le bleu roi,

l'orange carottes rapées, le vert pomme, le rose gants de vaisselle des années 70. Sous le soleil glacé du printemps, toute une faune se retrouve, donnant à Paris l'éclat d'une fête en plein jour, ludions japonais au cheveux couleur échalote, lolitas coréennes en intégrale panthère, ou figurantes de Frenzy. Pour l'hiver 96-97, le décor du Carrousei du Louvre est en place : 25 000 mètres de tissu ignifugé, 900 projecteurs, 50 kilomêtres de cáble, 300 portants, 200 miroirs...

A peine débarquées de Milan, les Américaines, comme les top models, attendent les défilés griffés pour faire leur entrée. Les nouvelles, James Ring, Guniver, mais également toutes ces « jolles anonymes » dont parle la maquilleuse Linda Cantello, risquent peut-être de leur porter ombrage cette saison. Au premier jour, les défilés projettent délà le spectateur dans un rétro-futur vieux de deux décennies, à l'époque des premières villes nouvelles. Un récit du prochain siècle dont la mode se réserve les droits d'auteur, avec parfois beaucoup d'humour, parfois trop de prétention. Lundi 11 mars, le Japonais Ko-

sculptée dans l'espace, dans un faisceau de lumières. Entré au Miyaké Design Studio en 1983, il y crée ses propres collections de- ≤ puis 1992, décloisonnant le monde 🖁 de la mode pour y faire entrer un peu d'urgence et de fictions colorées. Pénombre bleutée, percussions métalliques : à l'heure du café crème, l'Ircam se transforme en royaume fantastique offert à toutes les métamorphoses d'un tissu, tour à tour mou, gommeux, « thermo-contracté», craquant comme du papier, naturel, artificiel comme cet imprimé « faux bols ». Au-delà des formes parfois improbables, une intention, une énergie se dégagent, évoquant les jeux futuristes de Fortunato Depero, et ses « diables en caout-

PROFESSEUR TOURNESOL

Très applaudi, Frédéric Molenac, le Professeur Tournesol de la « nouveile couture », a présenté au Carrousel du Louvre sa collection longue de soixante-dix-neuf modèles : long manteau en Jersey phospho-luminescent, robe en gabardine pneumatique, grand soir à traine en jersey 3D et bandes de néoprène. Le travail de la coupe, (l'emmanchure « surf»). les drapés «instantanés» signalent l'envie d'en découdre avec la nostalgle, de simplifier une allure, même si cette longue démonstration parfois un peu scolaire finit par effacer la spontanéi-

té du corps dont il est question.

Aussi, c'est avec un vrai bonheur que l'on retrouve dans l'intimité des salons de l'Hôtel Costes,
le nouveau baby Ritz, les muses
de Bertrand Maréchal: dans une
invitation au sérail, ce dandy pari-



sien né en Suisse dévoile les sortilèges, avec une sensibilité qui échappe à ces visions de meilleur des mondes. Dix-neuf modèles. Il a cette manière particulière d'étirer la silhouette tout en magnifiant les courbes, la naissance d'un bras, l'attrait d'une chevelure, l'arabesque d'un dos, ajoutant à l'austérité des noirs la volupté de l'Orient. Peau cachée, révélée, coulées de satin noué au creux de Vénus, épaules interdites

et charnelies... Dans ce remake

muet de Women à Téhéran, il n'est

question que d'hommes, invi-

sibles bien sûr. Chaque passage

par ses divines, Juliette, Dominique, Debra, le lys noir. Il vaporise des gouttes de faux diamants, comme un parfum, manière de réserver à ses princesses inventées le luxe d'un rôle : ensemble tunique incognito de crêpe et velours noir pour vraie-fausse shabbanou en fugue, fourreau de satin rose comme un drap cousu dans lequel elle cachera ses rubis, brodés sur des mules de soie. Le carton d'invitation est une carte de crédit or. Sous le flot d'organza noir, ce joil caraco est tout simplement un gilet pare-balles...

Laurence Benain

Odile Duboc rafraîchit le « Boléro » de Ravel

La chorégraphe s'attaque à la plus rebattue des musiques et présente, de surcroît, l'infatigable danse... en trois versions différentes

TROIS BOLÉROS, conception et chorégraphie d'Odlle Duboc. Prançoise Michel (conception et inmières). Maurice Ravel (musique). Dominique Fabrègue (costumes). Création, du 8 au 10 mars, à La Filature, à Mubouse. Prochains spectacles: les 14 et 15 mars, à Bethoucourt, à Farche; le 19 mars, à Vesoul; le 30 mars, à Alès, au Cratère; le 2 avril, à Narbonne; le 4, à Tarbes; le 6, à Bayonne; les 14 et 15 mai, à Paris, au Théâtre de la VIII.

Trois Boléros enthousiasme d'un

bout à l'autre. Odile Duboc jouait pourtant sa réputation au quitte ou double. Défendant farouchement l'idée ou'une danse contemporaine digne de ce nom doit s'affranchir de la musique, elle décide pourtant, après quinze ans de métier, d'affronter une partition. Et pas n'importe laquelle! Elle s'attaque à la plus rebattue des musiques : le *Bo*léro dont Ravel affirmait... qu'il n'était pas de la musique. Et, pour faire bonne mesure, elle annonce que l'increvable danse, d'origine espagnole, sera jouée trois fois de suite, dans trois versions différentes: l'interprétation de l'Orchestre symphonique de Londres dirigé par Pierre Monteux précédera celle de l'Orchestre symphonique de la RAI de Milan avec Sergiu Celibidache à la baguette. Enfin, l'Orchestre philarmonique de New York, mené par Pierre Boulez, mettra fin à cette « expérimentation » chorégraphique, mise en ceuvre avec la précision du pièse.

Comme s'il fallait que tout soit contrafre à Odile Duboc. Comme si tant de difficultés librement rer pour la première fois aux sirènes musicales qu'elle a toulours rejetées. A s'inscrire - là encore Il s'agit d'une première - dans l'histoire de la danse. En 1928, la très douée Bronislava Nijinska, sœur de Nijinski, chorégraphiait la partition toute fraîche écrite par Ravel. L'Anglais Anton Dolin, en 1932, puis, en 1941, Serge Lifar donnaient leur propre version. En 1961, Béjart l'immortalisait, reprenant l'idée du compositeur (dont la vie sentimentale reste un mystère) : celle d'une femme (Duska Sifnios) dansant sur une table avec des hommes, nombreux, se pressant à ses pieds. Odile Duboc choisit de se remettre en question, en multipliant les risques, pour maugurer son installation au Centre chorégraphique de Franche-Comté, Belfort-Sochaux ne possédant pas de scènes de théâtres assez vastes, la création a été accueillie à la Filature de Mul-

On pourrait dire: Duboc, c'est l'anti-Béjart. La démonstration serait facile, amusante, mais absurde. Tant son esprit, pendant les deux années de maturation du spectacle, s'est entraîné à faire le vide, s'est rendu vierge de toute influence, pour laisser place à une méditation dansée qui ondule, prenant appui sur ce que Jankélévitch, cité par la chorégraphe, écrit : « L'exaltation née de ce ressassement cache une sorte de crescendo réprimé, un crescendo contenu et retenu qui monte irrésistiblement, comme une marée, à l'intérieur du mouvement uniforme, tout en restant sur place. C'est ce qui rend fascinante l'immobilité obsessionelle du Boléro... ». Au cours d'un prologue, assez long, qui figure un altime échauffement, bruyant, Duboc découvre en partie le vocabulaire qu'elle va développer pendant une heure dix : balancements hypnotiques et verticaux traversés de jambes en piqué, de reptations. Les costumes sont blancs. Ajustés, ils soulignent les

formes.

Premier Boléro. Dix danseurs ont quitté la scène. Dix autres sont restés, formant cinq couples. Chaque

garçon, à demi tourné vers sa partenaire, esquisse un pas glisse qui enveloppe la danseuse, puis recule, tandis que la fille avance, avant de reculer à son tour. Odile Duboc prend le parti des variations minuscules, du contrepoint aérien face aux unisssons. Inlassable, la danse se berce du souvenir de la musique. Dans cette version de Pierre Monteux, les percussions, moins accentuées, laissent aux corps des espaces de liberté. Ils réussissent à échapper, parfois, à l'inexorabilité d'une musique répétitive. Ce Bolèro se termine sur des figures en suspens. Tout peut encore arriver. On 🐨

est déjà sous le charme.
Côté jardin s'avancent un garcon, Boris Charmatz, et une fille,
Emmanuelle Huynh-Thanh-Loan.
Le plateau, immense, se vide.
L'oreille saisit, frissonnante, les
premiers coups assourdis de la
caisse claire. Le chef Celibidache
donne au Boléro un tempo lent, solennel. Pendant les vingt minutes
que dure la danse, les deux Interprètes s'enroulent l'un autour de
l'amire, statues serpentines de l'ex-

Pendant deux années de maturation, son esprit s'est entraîné à faire le vide pour laisser place à une méditation dansée

tase amoureuse. Elle, pourtant, tente des dégagements qui la laissent les bras soudain ballants. Lui, tel l'aveugle, reste les mains tâtonnantes sur son absence, en attente de son retour qui jarnals ne tarde. Ils sont divina. Lui, à la manière d'un ange, étrangement caché dans son mètre quaire-vingt-cinq, bien charpenté. Elle, plus terrienne, plus enracinée, incarne davantage une sensualité qui tente de résister, sans réussir, au désir mystique de son compagnon.

Ce Boléro d'amour s'achève en parfaite communion. Le troisième. et dernier, est celui de l'hypnose. La musique a saisi les corps, enfin. Captifs de la mélopée, ils développent une transe d'autant plus spectaculaire qu'elle est imperceptible. Le public a basculé dans les rets tendus avec douceur, mais avec intransigeance, par la chorégraphe. Il lui fallait répéter ce Boléro par trois fois, en exaspérer l'écoute pour qu'on y prenne un bonheur neuf, pour que le basson résonne dans nos têtes comme le nai oriental qui meut les corps, et libère les esprits. Duboc, la discrète, n'a eu peur de rien. Elle a chorégraphié en souveraine. C'est la première fois qu'on aime sa danse sans réserve aucune.

Dominique Frétard



Le groupe new-yorkais Fleshtones fête ses vingt ans au Palace

LES FLESHTONES n'ont pas choisi par hasard le Palace pour fêter leur vingtième anniversaire. La salle parisienne occupe une place à part dans la carrière de ce groupe new-yorkais, Lundi 11 mars, Peter Zaremba, chanteur inamovible, évoquait ce souvenir avec émotion quelques minutes avant de monter sur scène. « En 1981, nous venions de tourner en Angleterre sans aucun succès. Nous sommes arrivés à Paris et nous avons reçu au Palace un accueil comme nous n'en n'avions jamais eu. A la fin du concert, nous avons fendu la foule et nous nous sommes retrouvés à jouer dans la rue. La circulation était complètement bloquée par notre

Découverts à l'époque par Philippe Garnier, correspondant à Los Angeles du magazine Rock & Folk et tête chercheuse fort écoutée du public rock français, les Fleshtones cotoyèrent la gloire locale l'espace de deux albums (Roman Gods et Hexbreaker). Mais on s'apençut vite que le groupe ne deviendrait jamais

l'avenir du rock. Fondé en 1976 par Peter Zaremba et son copain d'enfance, le guitariste Keith Streng, les Fleshtones cherchèrent leur inspiration dans les poubelles du rock américain. Au punk à peine éclos, ils préférèrent son ancêtre garage rock, un style créé à la fin des armées 60 par des leunes gens qui retranscrivaient chaotiquement leur passion du rhythm'n'blues au fond de garages leur servant de locaux de répétition. En choisissant de décliner ces références joyeusement passéistes, les Fleshtones se garantissaient des bons moments plus que des promesses de célébrité

Sur la scène du Palace, des copains croisés au fil des ans sur les routes de France ouvrent ce bal d'amiversaire. Le Rouennals Marc Minelli, les Havrais des Roadrunners. En une demi-douzaine de morceaux aux mélodies tranchantes, les Roadrunners prouvent pourtant qu'ils demeurent un des meilleurs groupes français.

Les Normands laissent ensuite la place aux New-Yorkais. Débute alors une cérémonie Immuable. Mèche dans les yeux, Peter Zaremba mime des danses psychédéliques et chante à tue-tête ses hymnes à l'American Beat ou aux zombies adolescents. Avec une constance et une énergie qui l'honorent, le groupe semble s'amuser. L'efficacité du jeu de Keith Streng dynamise les

«Yeah, yeah, yeah» de son chanteur. Les morceaux du demier album, Laboratory of Sound, produit par Steve Albini, teutent de rivaliser avec des titres « cultes » comme Shadowland, Let's See The Sun ou Theme From The Vindicators. Accompagnés de Tony Trusnt, ancien guitariste des Dogs, et de Pierre Carré, vieux chanteur réaliste montmartrois devenu l'ami du groupe, les camarades de première partie remontent sur scène pour le raout finai. Cette bonne humeur générale filrte-t-eile avec l'essence du rock ou l'énergie du désespoir ? Faut-il s'émerveiller de leur longévité ou plaindre un déprimant entêtement ? On esquisse enfin on Happy Birthday. Ce soir, la foule ne bloquera pas la rue du Faubourg-Montmartre.

Berliner Ensemble est une société

indépendante du théâtre, dont les

subventions sont attribuées par le

Hochhut risque de poser des pro-

blèmes. Le Berliner Ensemble, qui

payait un loyer symbolique à la Ville

de Berlin, va devoir peut-être assu-

mer la charge d'un « vrai » loyer,

fixé par le nouveau propriétaire.

Pour l'instant, Martin Wuttke, le

nouveau directeur artistique du

Berliner Ensemble est assuré de me-

ner à bien ses projets jusqu'à la fin

de la saison 1996-1997 (Le Monde du

Cependant, l'arrivée de Rolf

Sénat de Berlin.

Stëphane Davet

La science en débat - - - - - -

Conférence autour de l'exposition "Les ingénieurs de la Renaissance "
Mercredi 20 mars 1996 à 17h

Innovation technique en Europe à l'époque de la Renaissance

Philippe Braunstein, Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris. Animation : Elisabeth Dumont-Le Comec,

revue Notre Histoire.

accès libre
cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentín-Cariou 75019 Paris

Métro Porte de la Villette, Informations (1) 40 05 72 99

RUEDE

PALANKA



DOCTEUR

RESERVATION: 76 24 49 56 / BILLETTERIES A GRENOBLE: LE CARGO ET MAISON DU TOURISME

Un écrivain rachète le Berliner Ensemble

L'ÉCRIVAIN ROLF HOCHHUT, comu pour ses pièces politiques, en particulier Le Vicaire – une charge contre l'artitude pro-nazie du pape Pie XII – est officiellement propriétaire du Berliner Ensemble depuis le 1ª mars. Le terrain et le bâtiment du Berliner Ensemble appartenaient aux Wertheim, une famille juive exilée sous le nazisme, dont les biens avaient été confisqués par le régime hitlérien, puis par le régime communiste. Rolf Hochhut a racheté le théâtre à la famille par l'intermédiaire d'une fondation.

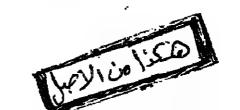
L'écrivain ne devient pas, pour autant, maître de l'Ensemble. D'une part, parce que, dans les biens des Wertheim, ne figurent ni le magasin des accessoires et des décors, ni la salle de répétition, ni la cantine. D'autre part parce que la troupe du

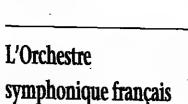
Guide de vos sorties

36 15 LEMONDE

2,23 F la mánuse

être du 14 mars au 20 avril sans père de Anton Mise en scène Claire Lasne (Platonov) Tchekhov





donne l'exemple Découvrir un jeune pianiste

L'Orchestre

et un jeune compositeur Le planiste canadien Louis Lortie n'occupe pas la place qui devrait lui revenir dans la vie musicale française. Quelques prix dans des concours prestigieux et de remarquables disques publiés par Chandos n'ont pas suffi à attirer l'attention sur l'une des personnalités musicales les plus remarquables de la jeune génération. Fidèle à sa volonté de mettre en valeur des jeunes interprètes, l'Orchestre symphonique français l'a donc invité à jouer les deux concertos de Mendelssohn. L'OSF tient également à faire dé-

couvrir la musique qui s'écrit au-

jourd'hui. Il donnera donc en

création une pièce de Nicolas Ba-



cri, un compositeur qui en plus d'avoir du métier peut se targuer d'avoir une « oreille » qui lui permet d'écrire une musique qui sonne. L'OSF n'est certes pas le meilleur orchestre de la capitale,

mais sa programmation est Mendelssohn: Concertos pour piano et orchestre nº 1 et 2. Bacri : William Shakespeare. Bizet : Symphonie en ut. Anna Holroy (mezzo-soprano), Louis Lortie (piano),

Laurent Petitgirard (direction). * Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8º. Mº Ternes. 20 h 30, le 12. Tél. : 45-61-

53-00. De 50 F à 80 F.

UNE SOIRÉE À PARIS lérôme Bei S'amuse t-il, Jérôme Bel, quand il tourne ainsi autour de son nombril? Assurément. Avec le plus grand sénieux, et un grand nire sous cape. Les titres de ses spectacles – il n'en a signé que deux - reuvoient à son unique et pensante personne : Jérôme Bel et Nom donné par l'auteur. C'est ce dernier (qui

fut d'ailleurs le premier des deux) qu'il donnera avec Prédéric Seguette, son double. Un personnage à suivre.

- (13)

- - - -

Petit Odéon, place de l'Odéon, Paris 6. Entrée libre (places limitées). Tét. : 44-41-Nucrona Freeion Trio Une chanteuse au channe fou - découverte lors de la tournée qui avait révélé le saxophoniste Joshua Redman

en France il y a quatre ans -, qui trouve sa voix dans l'héritage de Sarah Vaughan. Sans discours sur la tradition, elle donne au chant jazz une vision ac-

Ecuries, Paris 10 - MP. Château-a Fau. 20 h 30, le 12: TB. : 45-23-51-41. De 110 F

Agua de Modoga Le chorinho est un genre brésilien qui

assure la jonction entre la musique dite « érudite » (Villa-Lobos) et la musique populaire (celle des cafés et des cercles d'adeptes de la bohème noctume et poétique). Appuyée sur la rythmique pedée du *cavaquinho* (petite guitare qui rappelle la sonocité du banjo), cette musique sophistiquée déroule de gradeuses mélodies. Le groupe Agna de Moringa a publié un album chez Buda Records, dans la collection ressemblée par la chanteuse brésilienne Teca Cala-Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris

TEL : 42-00-14-14. De 80 F à 110 F. René Mailhes Trio Le guitariste René Malihes, membre de la famille tzigane, a montré dans Gopaliné (IMP) son attirance pour le bop et le blues, qu'il aborde avec une sérénité et une clarté de jeu evemplaires. Répertoire varié (jim Hall, Bill Evans, Filington Dolphy), trio de choc wer Patrice Gales à l'orgue et Philippe Combelle à la batterie.

19. MP Porte-de Pantin. 21 heures, le 12.

Maison de Radio France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 10. MP Passy. 20 h 30, le 12. Tel. : 42-30-15-16. Enirée libre.

UGC Triomphe, 8º (35-68-45-47); 14-Julilet Bastille, 11º (43-57-90-81; 36-68-

Film trançais d'Elle Chouraqui, avec Jean-Hugues Anglade, Lorraine Bracco, Valéria Bruni-Tedeschi, Sami Fray, Julie

UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1° (36-68-68-58); 14-Juillet Odéon, dolby, 6° (43-25-59-83; 36-68-68-12); Gaumont Ambassade, dolby, 8° (43-59-19-08; 36-68-75-55; réservation; 40-30-20-10);

Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23; 36-68-75-55; réservation: 40-30-

20-10); Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8* (43-87-35-43; 36-65-71-88; réserva-

tion: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9 (36-68-75-55; réser-

vation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bas-

tille, 12 (36-68-62-33); Gaumont Go-belins Rodin, dolby, 13 (36-68-75-53; réservation : 40-30-20-10); Gaumont

Parnasse, 14 (36-68-75-55; réserva-

tion: 40-30-20-10); Mistral, 14° (36-68-04-73; réservation: 40-30-20-10); Mi-

04-75; reservation: 40-30-20-10); Maramar, dolby, 14* (36-68-04-73; reserva-tion: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15* (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); UGC Mail-

lot, dolby, 17° (36-68-31-34); Pathé We-pler, dolby, 18° (36-68-20-22; réserva-tion : 40-30-20-10).

Film de Wong Kar-Wai, avec Leslie Cheung, Andy Lau, Maggie Cheung,

Carina Lau, Rebecca Pan, Jacky Cheung

VO: UGC Ciné-cité les Hailes, 1" (36-68-68-58) : Racine Odéon, 6" (43-26-19-68 ;

PERSONNE NE PARLERA DE NOUS

QUAND NOUS SEROMS MORTES (*)

Film espagnol d'Agustin Diaz Yanes, avec Victoria Abril, Federico Luppi, Pi-lar Bardem, Daniel Gimenez Cacho,

Ana Ofelia Murgia, Guillermo Gil

VO: UGC Forum Orient Express, 1" (36-68-32-24); Reflet Médics II, 5" (36-68-

48-24); George-V, 8º (36-58-43-47); Gaurnort Opéra Français, dolby, 9º (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiers, 14º (43-20-32-20; ré-

servation : 40-30-20-10). VF : Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8* (43-87-35-43 ; 36-65-71-88 ; réserva-

tion : 40-30-20-10) ; Le Balzac, &

NOS ANNÉES SAUVAGES

(1 h 33).

(1 h 44).

(45-61-10-60).

Gayet, Christian Charmetant (1 h 47).

69-27).

LES MENTEURS

THEATRE

Une sélection des pièces à Paris et en lle-de-France

Achille immobile à grand pes de Jean-Pierre Larroche et Pascale Hanrot, mise en scène des auteurs, avec Katie Deville, Zaher Idri, Violaine

Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris-14e. RER Cité-Universitaire. A partir du 15 mars. La jeudi, à 19 h 30 ; les mardi, vendre-di, samedi, lundi, à 21 heures ; le di-manche, à 17 heures. Tél. : 45-89-38-69.

Durée: 1 h 15. De 55 F* à 110 F. Jus-L'Ange noir de Nelson Rodrigues, mise en scène d'Alain Ollivier, avec Jean-Michel Mar-

tial, Lorena Da Silva, Sophie Daull, Jenny Alpha, Emilie Benoît... son de la culture, 1, boulevard L nine, 93 Bobigny. A partir du 14 mars. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le djmanche, à 15 h 30. Tél.: 41-60-72-72.

Durée: 2 heures, 100 F* et 140 F. Jusrau 14 avril. Les Bonnes (en arabe sous-titré en

d'après Jean Genet, mise en scène de lawad Al-Assadi, avec Randa Asmar, Julia Kassar et Renée Dick. Maison des cultures du monde.

101, boulevard Raspall, Paris-6 M™ Saint-Placide, Notre-Dame-des-Champs. Les lundi 18, mardi 19, jeudi 21, yendredi 22, à 20 h 30 ; le same

di 23, à 19 heures ; le dimanche 24, à 17 heures. Tél. : 45-44-41-42. Durée : 1 heure. 80 F* et 100 f. Jusqu'au Dom Juan de Molière, mise en schne de Jacques Livchine et Hervée de Lafond, avec Xavier Chavaribeyre, Marcel K. Djondo, Dominiqua Lemaître, Bruno Durand... Théâtre de l'Est parisien, 159, avenue Gambetta, Paris-20°. M™ Pelieport, Saint-Fargeau. A partir du 19 mars. Les mercredi et jeudi, à 19 heures ; les ven-

dredi, samadi, mardi, è 20 h 30 ; le di-manchè, à 15 heures. Téi. : 43-64-80-80. Durée ; 2 h 35. 90 f* et 140 F. Jusqu'eu Dorothy Parket, les heures blêmes d'après Dorothy Parker, mise en scène de Jean-Luc Revol, avec Marie-Chris-tine Letort, Louise Jolly, Erick Deshors, Nathelie Hugon, Marina Fols, Jean-Luc Revol et Valérie Keruzore.

Dix-Huit Théâtre, 16, rue Georgette-Agutte, Peris-18- MP Guy-Môquet Les merdi 19, mercredi 20, jeudi 21, ven-dredi 22, semedi 23, à 20 h 30; le dimanche 24, à 16 heures. Tél. : 42-26-47-47. Durie : 1 h 50. De 50 P* à 120 F. Jusgu'au Zi avril.

Est-ca una comádia ? Est-ca una tragéde Thomas Bernhard, mise en scène d'Alain Brugnago, avec Jean da Coninck et Alain Brugnago. Ménagerie de verre, 12, rue Lechevin, Peris-11º. Mº Permentier. A partir du 19 mars. Du mardi au samedi, à

Brad Pitt, Christopher Plummer, Franck

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1" (36-68-68-58); Rex (le Grand Rex), 2"

(36-68-70-23); 14-Juillet Beaubourg dolby, 3 (36-68-69-23); 14-Juillet Hau

ooiny, 3° (36-68-69-25); 14-Juliet Hau-tefeuille, dolby, 6° (46-33-79-38; 36-68-68-12); UGC Odéon, dolby, 6° (36-68-37-62); Blarritz-Majestic, dolby, 8° (36-68-48-56; réservation: 40-30-20-10);

Gaumont Ambassade, dolby, 8° (43-59-19-08; 36-68-75-55; réservation: 40-

30-20-10); George-V, THX, dolby, 8* (36-68-43-47); 14-Juillet Bastille, dolby, 11* (43-57-90-81; 36-68-69-27); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13* (36-68-75-55); réservation; 40-30-20-10); Gaumont Bastille, dolby, 13* (36-68-75-55); réservation; 40-30-20-10); Gaumont Bastille, 126-68-75-55; réservation; 40-30-20-10); Gaumont Bastille, 126-68-75-55; réservation; 40-30-80-75-55; réservation; 4

Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet

Beaugrenelle, dolby, 15° (45-75-79-79; 36-68-69-24); Gaumont Kinopanora-ma, dolby, 15° (; 36-68-75-15; réserva-tion: 40-30-20-10); Majestic Passy, dol-by, 16° (36-68-48-56; réservation:

40-30-20-10); UGC Maillot, dolby, 17" (36-68-31-34); Pathé Wepler, dolby, 18"

BANE LE COCHON DEVENU BERGER

de Chris Noonan, avec James Cromwell, Magda Szubans-

Américain (2 h 05).

1 h 10. De 40 F* à 80 F. Jusqu'au 6 avril.

d'Anton Tchekhov, mise en scène de Claire Lasne, avec Patrick Pineau, Anne Alvaro, Richard Sammur, Yann-Joël Collin, Fabien Orcier, Anne Sée, Dominique Guihard, Sylvia Cordonnier, Alain Enjary, Patrice Bornand, Nicolas Fleury, Anne Klippstiehl et Gérard Har-

Théâtre Paris-Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19°. Mº Porte-de-Pantin, A partir du 14 mars. Du mardi au samedi, à 20 heures. Tél. : 42-02-02-68. Durée : 4 heures. De 65 F* à 135 F, Jusqu'au 20 avril.

Le Faucon de Marie Laberge, mise en scène de Gabriel Garran, avec Nelly Borgeaud, Jean-Pierre Kalfon et Bruno Subrini, Pavillon du Charolais (Parc de la VIIiette), 211. avenue Jean-Jaurès, Paris-19". Mª Porte-de-Pantin. A partir du 19 mars. Le mercredi, à 19 h 30 ; les mardi, jeudi, vendredi, samedi, a 21 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 40-03-93-95. Durée : 2 heures. De 40 F* à 110 f. Jusqu'au 21 avril.

François d'Assise d'après Joseph Deftell, mise en scène d'Adel Hakim, avec Robert Bouvier. Théâtre Antoine-Vitez, 1, rue Simon-Dereure, 94 lwy. A partir du 18 mars. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le djmanche, à 16 heures, Tél. : 46-72-37-43. Durée : 1 h 30. De 50 F* & 110 F. Jusau'au 14 avril.

de Michel Deutsch, mise en scène de l'auteur, avec Judith Henry, André

Wilms, Marie Payen et le groupe Sentimental 3 x &. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris-11°. Mª Bastille, Voltaire. A partir du 18 mars. Du mardi au same-

à 21 heures; le dimanche, à 17 houres, Tél. : 43-57-42-14, Durée : 1 h 30. 70 F* et 100 F. Jusqu'au 14 avril. La Nuit juste avant les forêts de Bernard-Marie Koltès, mise en

scène de Christophe Gervot, avec Airy

Théâtre Paris-Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19°. Mº Porte-de-Pantin. A partir du 15 mars. Du mardi au samedi, à 20 heures. Tél. : 42-02-02-68. Durée : 1 h 15. De 65 F* à 135 F. Jusqu'au 20 avril.

Titre provisoire de Jean-Marie Patte, mise en scène de l'auteur, avec Emmanuelle Grangé, Mi-chèle Oppanot, Vincent Ozanon, Chris-tophe Vandevelde, Jean-Marie Patte... Malson de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. A partir du 19 mars. Du mardi au semedi, à 21 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 41-60-72-72. 100 F* et 140 F. Jusqu'au 14 avril. Trois femmes crandes

d'Edward Albee, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Denise Gence, Fran-çoise Brion, Judith Godrèche et lexandra Medvadev Théâtre de l'Atelier, 43, rue d'Orsel.

Paris-18. M Anvers. A partir du 15 mars. Du mardi au vandredi, à 21 haures ; le samadi, à 17 haures et 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 46-06-49-24. De 50 F à 250 F. Jusqu'au 30 juin. Un étrange voyage

d'après Nazim Hikmet, mise en scène de Stanislas Nordey, avec Alma Rosa (chant), Michel Demierre, Olivler Schétrit (acteurs) et Claire Amonini, Chris-tian Boissel, Bruno Caillat, Renaud Garcia-Fons et Carol Robinson (musi-

Théátre de la Ville, 2, place du Châte-let, Paris-4". Mª Châtelet. Du mercredi 13 au samedi 16, à 20 h 30. TéL : 42-74-22-77. Durée : 1 h 45. 90 F. Un mois à la campagne d'Ivan Tourgueniev, mise en scène

d'Yves Beaunesne, avec Nathalie Ri-chard, Stéphanie Schwartzbrod, Jean-Pol Dubois, Marc Citti... Théatre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis, A partir du 19 mars. Du mardi au samedi, à 20 h 30 · le dimanche à 17 heures.

Tél.: 48-13-70-00. Durée: 2 heures. De 50 F* à 110 F. Jusqu'au 20 avril. Un paysage sur la tombe de Fanny Memoré, mise en scène de l'auteur, avec Muriel Amat, Christophe Bouisse, Yan Duffas et Camille Jappy. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Ro-

quette, Paris-11. Mª Bastille, Voltaire. À partir du 18 mars. Du mardi au samedi, à 19 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél.: 43-57-42-14. Durée: 1 h 20. 70 F* et 100 F. Jusqu'au 14 avril. La Valse des gounelles d'Olivier Perrier, mise en soène de l'auteur, avec Abdallah Badis, Monique Brun, Pemette Famelart, André Guer-

rhit, Dominique Héraudet, Frédéric Kunze, Florence Limoges, Olivier Maux, Andrée Torret et Bibi la truie. Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93 Aubervilliers. A partir du 19 mars. Le mercredi, i 19 heures ; les mardi, jeudi, vendredi. samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures, Tél.: 48-34-67-67, Durée: 2 heures. De 70 F* à 130 f. Jusqu'au Vla négativa

d'Eugène Durit, mise en scène de Nordine Lahlou, avec Serge Avédikian, Ca-therine Beau, Dominique Bertole, Jean-Yves Duparc, Francois Font, Eric Jakobiak, Lucien Melki et Valérie Vincl. Théâtre de la Cité internationale 21. boulevard Jourdan, Paris-14°, RER Cité-Universitaire. A partir du 18 mars. Le jeudi, à 19 heures; les mardi, ven-dredi, samedi, lundi, à 20 h 30; le dimanche, à 16 h 30, TML : 45-89-38-69. Durée: 2 h 30. De 55 F" à 110 F. Jus-

SÉLECTION

de Molière, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Jacques Sereys, Gérard Giroudon, Roland Bertin, Catherine Sauvai, Andrzej Seweryn, Olivier Dautrey, Céclie Brune, Jeanne Balibar, Eric Ruf, Bruno Raffaelli, Laurent d'Olce et

Comédie-Francaise, saile Richelleu, place Colette, Paris-1*. Mª Palais-Royal. Las jeudi 14 et lundi 18, à 20 h 30 ; la dimanche 17. à 14 h 30, Tél.: 40-15-00-15, Durée : 2'h 45. De 25 F à 170 F. Der

de Hjalmer Söderberg, mise en scène de Gérard Desarthe et François Mar-

thouret, avec Ludmila Mikaël, Gérard Desarthe, François Marthouret, Arnaud Glovaninetti, Monique Mélinand et Martna Harida

Théatre Hébertot, 78 bis, boulevard des Batignolles, Paris-17°. Mª Villiers, Rome. Du mardi au vendredi, à 21 heures ; le samedi, à 18 heures et 21 heures; le dimanche, à 15 heures. Tèl.: 43-87-23-23. Durée: 2 h 20. De 110 F à 270 F. Jusqu'au 30 juin. Grande école

de Jean-Marie Besset. Mise en scène de François Grosjean. Avec Laura Favali, Robert Plagnol et Ophélie Koering, Antoine Seguin, Gilbert Desveaux et Romain Duris.

Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, Paris-9°. M° Blanche. Du mardi au ven-dredi, à 20 h 30 ; le samedi, à 17 heures et 20 h 30; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 42-81-00-11. Durée : 1 h 50. De 100 F° à 220 F. Jusqu'au 30 juin. Journal de Vaslav Nijinski d'après Vaslav Nijinski, mise en scène d'Isabelle Nanty, avec Redjep Mitrovit-

Athériée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris-9. Mª Opéra. Du mercredi 13 au samedi 16, à 20 h 30; le dimanche 17, à 16 heures. Tél. : 47-42-67-27. Durée : 2 heures. De 40 F à 150 F. Dernières.

d'Eucène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoît, avec Dominique Constanza, Jacque Sereys, Bruno Putzulu, Bruno Raffael-

Comedie-Francaise, salle Richelleu, place Colette, Paris-1*. Mº Palais-Royal. Les vendredi 15, dimanche 17, mardi 19, jeudi 21, dimanche 24, lundi 25, å 20 h 30 : le samedi 23, à 14 h 30, Tël. : 40-15-00-15, Durée : 2 h 15. De 25 F é 175 F. Jusqu'au 30 julilet.

Orage d'August Strindberg, mise en scène de Bruno Meyssat, avec Christine Bertoc-chi, Geoffrey Carey, Philippe Cousin, Sylvie Jobert, Jean-Michel Rivinoff, Catherine Vallon et Vincent Vernillat. Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Du mardi au samedi, á 20 h 30 ; le dimanche, d 17 heures, Tél.: 48-13-70-00, Durée : i h 30. De 50 F* à 110 F. Jusqu'au Le Tartuffe

de Mollère, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec la troupe du Théâtre du Solell.

Cartoucherie, Théâtre du Soieil, route du Champ-de-Manœuvre, Paris-12-. Mº Château-de-Vincennes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. Du mercredi au samedi, à 19 h 30 ; le di-manche, à 15 h 30. Tél. : 43-74-24-08. Durée : 3 h 30. 150 F. Jusqu'au 14 avril. Tour est bien out finit bien de William Shakespeare, mise en scène

de Jean-Pierre Vincent, avec Merc Bod-nar, Frédéric Fisbach, Bernard Freyd, Valérie Lang, Madeleine Marion... Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pabio-Picasso, 92 Nanterre. Du mardi au samedi, 4 20 h 30 ; le dimanche, 4 16 heures, Tél. : 46-14-70-00. Durée 3 heures. De 80 F* à 130 F. Jusqu'au (*) Tarifs réduits.

13 ; riservation : 40-30-20-10) ; 14-Julilet Beaugrenelle, dolby, 15* (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, dolby, 18 (36-58-20-22; réservation: 40-30-LE JOURNAL DU SÉDUCTEUR

de Danièle Dubroux, avec Chiara Mastrolanni, Melvii Poupaud, Hubert Saint Macary, Serge Merlin, Mathleu Amalric, Danièle Dubroux. Français (1 h 35).

Gaumont les Halles, dolby, 1" (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); Le Saint-Germain-des-Prés, Saile G. de Beauregard, 6 (42-22-87-23 ; réserva-tion : 40-30-20-10) ; Le Balzec, 8 (45-61-10-60); Gaumont Opera Français, 9* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Majestic Bastille, 11º (36-68-48-56; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14° (43-20-32-20; réservation : 40-30-20-10).

JUSTINO, L'ASSASSIN DU TROISIÈME AGE de La Cuadrilla (Luis Guridi, Santiago Aguilar), avec Saturnino Garcia, Carlos Lucas, Carmen Segarra, Francisco Maestra, Concha Salinas, Carlos de Gabriel. Espagnol, noir et blanc (1 h 34). VO: Latina, 4º (42-78-47-86).

MAUDITE APHRODITE de Woody Allen, avec Woody Allen, F. Murray Abraham, Helena Bonham Carter, David Ogden Stiers, Mira Sorvino, Michael Rapaport. Américain (1 h 34).

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1= (36-68-68-58); 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3 (36-68-69-23); Les Trois dolby, 3° (36-68-69-23); Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-97-77; 36-65-70-43; réservation: 40-30-20-10); UGC Danton, dolby, 6° (36-68-34-21); La Pa-gode, dolby, 7° (36-68-75-07; réserva-tion: 40-30-20-10); Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8° (36-68-75-55; réser-vation: 40-30-20-10); Majestic Bastille, dolby, 11° (36-68-48-56; réservation: 40-30-20-10); Les Nation, dolby, 12° (43-43-04-67; 36-65-71-33; réserva-tion: 40-30-20-10); Escurial, dolby, 13° tion: 40-30-20-10); Escurial, dolby, 13° (36-68-48-24; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Fauvette, dol-by, 13° (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Pamasse, 14° (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15' (45-75-79-79; 36-68-69-24); Bienvenűe Montparmasse, dolby, 15 (36-68-04-73; réservation: 40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16* (36-68-48-56; réserva-tion: 40-30-20-10); UGC Maillot, 17* (36-68-31-34); Pathé Wepler, dolby, 18th (36-68-20-22; réservation: 40-30-20-

MUSSULMAN de Vladimir Khotinenko, avec Evgueni Mironov, Nina Usatova, Evdokia Germanova, Alexandre Baluev,

Alexandre Peskov, Plotr Saitchenko. Russe (1 h 50). VO: Gaumont les Halles, dolby, 1º (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Espace Saint-Michel, 5º (44-07-20-49); La Bastille, 11º (43-07-48-60). NELLY ET M. ARNAUD

de Claude Sautet, avec Emmanuelle Béart, Michel Serrault, Jean-Hugues Anglade, Claire Na-deau, Françoise Brion, Michèle La-Français (1 h 46).

UGC Forum Orient Express, dolby, 1" (36-68-32-24); Bretagne, 6" (36-68-04-73; réservation: 40-30-20-10); UGC Danton, 6 (36-68-34-21); Publicis Champs-Elysées, 8º (47-20-76-23; 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Grand Pevois, dolby, 15t (45-54-46-85 reservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, dolby, 15° (45-32-91-68). RAISON BY SENTIMENTS

de Ang Lee, evec Emma Thompson, Alan Rickmen, Kate Winslet, Hugh Grant, Grag Wise, Américain (2 h 15).

VO: Gaumont les Halles, dolby, 1" (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); 10); UGC Lyon Bastille, 12* (36-68-62-33): Gaumont Grand Ecran Italie, dol by, 13° (36-68-75-13; réservation: 40-30-20-10); Mistral, 14° (36-68-04-73; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, dolby, 14* (43-20-32-20); réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15* (45-75-79-79; 36-68-69-24); UGC Maillot, 17* (36-68-33-24); UGC Maillot, 18* (36-33-24); UGC M 31-34); Pathé Wepler, dolby, 18° (36-68-20-22); réservation : 40-30-20-10). WEEK-END EN FAMILLE avec Holly Hunter, Robert Downey Jr.,

Anne Bancroft, Dylan McDermott, Charles Durning, Geraldine Chaplin. Américain (1 h 45). VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1º

(36-68-68-58); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2º (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, dolby, 6º (43-25-59-83; 36-68-68-12); UGC Rotonde, dolby, 6° (36-65-70-73; 36-68-41-45); Gaumont Marignan, dolby, 8° (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); George-V, 8° (36-68-43-47); 14-Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81; 36-68-69-27); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby. 15- (45-75-79-79; 36-68-69-24); Pathé Wepler, dolby, 18* (36-68-20-22; réser-vation: 40-30-20-10).

(*) interdit aux moins de 12 ans. (**) interdit aux moins de 16 ans.

CINEMA

NOUVEAUX FILMS

BROKEN ARROW Film américain de John Woo, avec John Travolta, Christian Slater, Semantha Mathis, Dairoy Undo, Frank Whaley. Bob Gunton (1 h 48). VO: UGC Ciné-cité les Hailes, dolby, 1*

(36-68-68-58); UGC Odéon, 6º (36-68-37-62); Gaumont Marignan, dolby, 8* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); George-V, dolby, 8 (35-68-43-47); UGC Normandle, dolby, 8 (36-68-49-56); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13º (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14º (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18* (36-68-20-22; riservation : 40-30-20-10). VT : Rex, doiby, 2° (36-68-70-23) ; UGC Montparnesse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-

70-14); Paramount Opéra, dolby, 9-(47-42-56-31; 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12 (36-68-62-33); UGC Gobelins, dolby, 13° (36-68-22-27); Gaumont Alésia, dolby, 14° (36-68-75-55; réser-vation: 40-30-20-10); Miramar, dolby, 14° (36-68-04-73; réservation: 40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15° . (36-68-29-31); Le Gambetta, dolby, 20° (46-36-10-96; 36-65-71-44; réserva-

tion: 40-30-20-10). Film français de Bartabas, avec igor Gotsman, Spartak Fedotov, Vladimir Yakovlev, Serguei Emilianov, Stefan Be-liaev, Aliocha Egounov (1 h 35). VO: Gaumont Opera Impérial, dolby. 2 (36-68-75-55; réservation : 40-30-20-

10); 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3* (36-68-69-23); 14-Juillet Odéon, dolby, 6* (43-25-59-83; 36-68-68-12); Gaumont-Ambassade, dolby, 8° (43-59-19-08; 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, dolby, 11º (43-57-90-81; 36-68-69-27); Escurial, 13º (36-68-48-24; reservation : 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55; reserrenelle, dolby, 13° (45-75-79-79; 36-68-69-24). VF: Gaumont Alésia, dofby, 14º (36-68-

75-55; réservation : 40-30-20-10). LE CRI DE TARZAN Film français de Thomas Bardinet, avec Julien Haurant, Hamida Bedjaoui, Marie Vialle, Martine Erhel, Michel Jeanjan, Kader Touati (1 h 52) Saint-André-des-Arts II, 6° (43-26-80-

Film américain de Hai Hartley, avec Bill Sage, Parker Posey, Martin Donovan, Dwight Ewell, Geno Lechner, Elina Lo-

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1*

wensohn (1 h 25).

EXCLUSIVITÉS (36-68-68-58); 14-Juillet Hautefeuille, doiby, 6 (46-33-79-38; 36-68-68-12);

tion: 40-30-20-10).

L'ATUMÉE DES 12 SINGES

STEPT EN ATTEME Him francais de Françoise Etchegaray, avec Clémentine Amouroux, Richard Bean, Gwenola Bothorel, Myriam Da-vid, Marpessa Dawn, Cécile Pares

Saint-André-des-Arts I, 6º (43-26-48-18). de Terry Gilllam, avec Bruce Willis, Madeleine Stowe,

Américain (1 h 31). VF: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1º (36-68-68-58); Rex, dolby, 2° (36-68-70-23); UGC Montparnasse, 6° (36-65-70-14; 36-68-70-14); Gaumont Ambas-sade, dolby, 8° (43-59-19-08; 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); George-V, dolby, 8° (36-68-43-47); Pa-ramount Opéra, dolby, 9° (47-42-56-31; ramount Opera, dolby, \$-(47-42-36-31); 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10); Les Nation, dolby, 12* (43-43-04-67; 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12* (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13* (36-68-22-27); Gaumont Parnasse, 14* (36-68-75-

Portugais (2 h 43).

LA HAINE de Mathieu Kassovitz,

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} (36-68-68-58); 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6^e (46-33-79-38; 36-68-68-12); Bretagne, dolby, 6^e (36-68-04-73; réservation: 40-30-20-10); UGC Danton,

LA COMÉDIE DE DIEU

VO : Latins, 4º (42-78-47-86) ; les Trois Luxembourg, 6º (46-33-97-77 ; 36-65-70-43 ; réservation : 40-30-20-10).

25-59-83; 36-68-68-12); George-V, dol-by, 8 (36-68-43-47); Les Montparnos, dolby, 14° (36-68-04-73; réservation : 40-30-20-10).

de Michael Mann, avec Al Pacino, Robert De Niro, Val Kil-mer, Jon Volght, Diane Venora, Tom Si-

20 h 30. Tél.: 43-38-33-44. Durée: 14 AURIL > **14 MARS Ange Noir** de Nelson Rodrigues mise en scène Alain Ollivier

55; réservation : 40-30-20-10); Mistral, 14° (36-68-04-73; réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, 15° (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, dolby, 18* (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20° (46-36-10-96; 36-65-71-44; reservation: 40-30-20-10).

avec Claudia Teixelra, Max Monteiro, Raquel A.

avec Vincent Cassel, Hubert Kounde, Sald Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal. Français, noir et blanc (1 h 35). 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3" (36-68-69-23); 14-Juillet Odéon, dolby, 6" (43-

Américain (2 h 50).

servation: 40-30-20-10); UGC Darton, dolby, 6° (36-68-34-21); Gaumont Ma-rignan, dolby, 8° (36-68-75-55; réserva-tion: 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8° (36-68-49-56); Max Linder Panorama, THX, dolby, 9' (48-24-88-88; réservation : 40-30-20-10); La Bastille, dolby, 11° (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13° (36-68-751

Les producteurs de cinéma approuvent l'accord Murdoch-Canal Plus-Bertelsmann-Havas

LES MILIEUX de la production audiovisuelle et cinématographique avaient été unanimes à exprimer leurs craintes à l'annonce d'un accord entre la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et BSkyB, bouquet satellitaire britannique contrôlé par Rupert Murdoch. L'arrivée du géant australo-américain dans la télévision numérique en Allemagne faisait craindre aux producteurs une déréglementation du système qui subventionne et protège leur acti-

vité professionnelle en France. Quand Canal Plus, Berteismann et Havas ont signé avec Rupert Murdoch en lieu et place de la CLT, le ton des producteurs a changé. Pascal Rogard, délégué général de l'ARP (Auteurs réalisateurs producteurs), association dirigée par Claude Lelouch, et secré-···· taire général de la Chambre syndicale des exportateurs de films, fut le premier à approuver l'accord en déclarant le 7 mars que la présence de Canal Plus aux côtés de Murdoch avait « un sens différent de l'opération précédente CLT-Murdoch. »

RETOURNEMENTS DIALECTIQUES >

« Cet accord vise l'Allemagne avec la présence d'un opérateur allemand et des partenaires européens qui ont beaucoup de poids et une capacité de création de programmes européens, ce qui n'est pas le cos de la CLT », notait Pascal Rogard, qui rejevait toutefois que la présence de Canal Plus et d'Havas ne suffisait pas à « donner un label de bonne conduite euroqui seront diffusées en numé-

L'Union des producteurs de films (UPF), présidée par Alain Terzian, a estimé elle aussi dans un communiqué, publié le 7 mars, que « cette alliance augure donc une situation plus favorable pour l'industrie des programmes et l'Europe de la culture que l'accord précédemment envisagé entre News Corp. et la CLT ». Ce communiqué a d'ailleurs eu le don d'irriter profondément Jacques Rigaud, admi-nistrateur délégué de la CLT, qui a dénoncé. lundi 11 mars, « les retournements dialectiques » de l'Union des producteurs de films (UPF) à l'égard de Rupert Murdoch, que « son alliance avec Canal Plus et Berteismann semble soudain dé-diaboliser ».

«La CLT ne peut assister sans réagir, a déclaré Jacques Rigaud, PDG de RTL, à la nouvelle étape de dénigrement systématique menée par l'Union des producteurs de films que préside Alain Terzian. Si la CLT s'est montrée réservée à l'égard de tout durcissement de la directive européenne en matière de quotas, elle n'est nullement hostile à cette réglementation qu'elle aplique quand elle le doit. »

Alsin Griotteray, député du Val-de-Marne (UDF), a justifié lui aussi l'accord franco-allemand avec Rupert Murdoch en déclarant, le 11 mars, qu'il était « a priori le plus fédérateur parmi les pactes récemment conclus ou simplement esquissés dans l'audiovisuel euro-

La Cour de cassation va trancher sur le droit à la clause de conscience de journalistes de « Voici »

Six ans de guerelle judiciaire entre trois rédactrices et Prisma Presse

hebdomadaire de Prisma Presse en a une quarantaine par an, généralement pour atteinte à la vie privée. En avril 1995, l'hebdomadaire consacrait même une couverture entière à un jugement qui le condamnait, à la demande d'Isabelle Adjani (Le Monde du 21 avril 1995). Mardi 5 mars, la Cour de cassation a instruit contre l'hebdomadaire un dossier d'un genre différent. Le procès ne concerne pas des stars surprises sur une plage ou à la sortie d'un hôtel parisien, mais trois journalistes qui ont quitté Voici en 1990 en demandant à bénéficier de la clause de conscience.

Créé en novembre 1987 par Prisma Presse, filiale française du géant allemand de la communication Bertelsmann, Voici a eu mal à démarrer: 257 000 exemplaires en 1988, 406 000 en 1989. L'objectif fixé de 500 000 exemplaires n'est pas atteint. Voici est alors un hebdomadaire familial et populaire qui se veut « ni giamour, ni scandaleux, ni coquin ».

Mais, progressivement, sa politique éditoriale va évoluer vers plus de sensationnel, « avec pour corollaire la dérive parailèle vers l'atteinte systématique à la vie privée », note le jugement de la cour d'appel du 30 mars 1993. En juin 1990, une note interne défi-

nit le concept de *Voici*. Parmi les sujets types: «Argent, succès, échecs, infamies, turpitudes, méchancetés »: « A « Angle particulier Voici : Ceaucescu, ses palaces, ses vêtements, son luxe (et non : les enfants roumains à adopter) »; « Idéal : Jeunes, beaux, riches, ou vieux et riches mais petite amie jeune ». La formule «marche»: 600 000 exemplaires en. 1990, 809 000 ez 1995.

DROTT ET MONALE

Trois journalistes décident alors de quitter l'entreprise en faisant louer la clause de conscience, qui s'applique en cas de « changement notable dans le caractère ou l'orientation du journal ou périodique, si ce changement crée pour la personne employée une situation de nature à porter atteinte à son honneur, à sa réputation ou, d'une manière générale, à ses intérêts moraux ». Cette clause qui permet aux journalistes de quitter une entreprise est assortie d'indemnités conventionnelles.

Mais les dirigeants de Prisma Presse, niant le changement d'orientation du titre, ont apparenté ces départs à des démissions: ils refusèrent donc d'accorder la clause de conscience. L'affaire aboutit bien logiquement devant les tribunaux.

Le tribunal des prud'hommes de Paris a ainsi estimé, le 14 janvier 1992, que « cette évolution [du journal] est de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la réputation du journaliste qui voit son nom attaché à une presse qu'il n'approuve plus ». Prisma Presse

éviter: milieu ouvrier, misère »; fut donc condamné à payer aux journalistes leurs indemnités de licenciement, ce qui représentait au total environ 120 000 francs. Axel Ganz, PDG de Prisma, fit appel du jugement. En vain. En 1993, la cour d'appel de Paris confirma que « ce changement notable [avait] ainsi porté atteinte par cette nouvelle image de marque aux intérêts moraux des salariés n'ayant pas adhéré à ce

nouvel objectif ». Prisma Presse s'est alors pourvu en cassation, plaidant qu'il n'y avait pas changement d'orientation mais «infléchissement de la politique rédactionnelle pour satisfaire le public et accroître le nombre de lecteurs », note l'avocat de Prisma, M Piwnika. Ce dernier affirme que « la lecture des numéros de Voici parus en 1987, 1988, 1989 et 1990 (...) ne permet de déceler aucun changement notable dans le choix des sujets et dans leur traite-

ment ». Pour M' Lyon-Caen, avocat des trois journalistes, la clause de conscience est une particularité du droit français, qui défend l'intérêt moral des journalistes et protège la vie privée. Il oppose les spécificités du droit français face à d'autres droits européens qui s'inscrivent dans la loi du marché. L'avocat général, Didier Martin, a demandé le rejet du pourvoi de Prisma Presse. La Cour de cassation rendra son ar-

rêt le 17 avril.

Alaba Salles

Un Américain dans le bouquet français?

JEAN-PIERRE ELKABBACH. président de France Télévision, a indique mercredi 6 mars, à Bruxelles, fors d'un colloque organisé par l'Union européenne de télévision (UER), qu'il n'était pas exctu qu'un opérateur américain soit présent dans le bouquet de chaînes numériques que France Télévision et TF1 s'apprêtent à lancer. Ce bouquet, diffusé par satellite via Enteisat, comportera toutes les chaînes généralistes francophones en clair (TF I, France 2, France 3, TV 5, les télévisions beiges et suisse romande, Arte, La Cinquième, ainsi qu'Eu-ronews), une chaîne «fiction» nommée Festival et qui diffusera quatorze beures de téléfilms par jour, une chaîne « histoire » et a probablement une chaîne civique », a indiqué Jean-Pierre El-

« Il est important que cette nouvelle chaîne travaille en étroite collaboration avec ses consceurs européenines, et aussi avec Euronews. pour couvrir l'actualité des différentes institutions européennes et la vie de nos sociétés. » Outre les discussions avec un opérateur américain, le président de France Télévision a indiqué que France Télécom était associé « aux travaux sur les techniques de réception, de contrôle d'accès, et sur la commercialisation de cette offre ». Il n'est pas assuré que la technologie de contrôle d'accès développée par Canai Plus et Berteismann soit reprise par le pôle numérique formé par TF1 et France Télévi-

TF 1

13.00 Journal, Météo. 40 Les Peux de l'amour 14.30 Dalias. La déception.

15.25 Rick Hunter, irispecteur choc. Présumé coupable. Série. 16.15 Une famille en or. jeu.

16.45 Club Dorothée vacances. 17.30 Les Années fac. La sortie. Série. 18.00 L'Un contre l'autre.

18.30 Les Nouvelles Filles d'à côté. 19.00 Agence tous risques.

Les agitateurs. Série. 20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique

20.50

LE DIAMANT DU NIL E Film américain de Lewis Teague (1985, 105 mln). 166034 La romancière et l'aventurier de A la poursuite du diamant vert Vant se retrouver au Mayen-Orient, où la jeune femme est prisonnière d'un Cheik arabe.

-- 22.30 LE DROST

DE SAVOIR Magazine présenté par Charles Villeneuve. Les domoirs de la mort (Chine) ; Enquête à l'intérieur d'un collège à risques et où les profs ne se laissent pas faire (90 min). 2283(0.00 Les Rendez-vous de l'entreprise Charles Bigot (Arlanespace) (20 min). 4621

0.20 L'Hôtel des passions. 1.75 Journal, Météo. 1.25 Reportages (redff.), 1.55 et 3.00, 4.00, 4.40 TF 1 mit. 2.05 et 4.10, 5.10 Histoires naturelles. 3.10 Le Chemin des indisens morts. Le monde d'Isho. 4.50 Musique.

France 2

12.55 et 13.40 Météo. 12.59 Journal. 13.45 Derrick, La fin du voyage

14.45 Le Renard. Traces efficées. 15.40 Tlercé. En direct de Saint-Clour

15.55 et 5.20 La Chance aux chansons. Politiones de France. 16.30 Deschiffnes 17.05 Quoi de neuf, docteur?

Le impode eretor est un

17.30 La Fête à la maison. Deux pas de géant. Série. 18.05 Les Bons Gérties, jeu. 18.45 Qui est qui? Jeu. 19.15 Bonne nuit, les petits. Un onti

roudoudou pour Titine, 19.20 et 2.00 Studio Gabriel, 19.59 Journal, Météo. 20.55

NEUF MOIS Film français de Patrick Braoudé avec Patrick Braoudé (1994, 109 min).

Chronique de la paternité annoncée. Cette comédie sombre très vite dans la facilité.

22.50 **CA SE DISCUTE** Magazine présenté par Jean-Luc. Delarue. Homme, femme : à chacun sa grossesse (90 min). 35818

Bourse, Météo 0.40 ➤ Le Cercle de minait. Magazine. L'Irlande. Avec Richard Kearney, philosoph et historien ; Robin Glendinning, dramaturge ; Maurice Goldring, profes A funkcisht Paris-VIII.

(80 min). 2.30 Taratata (nadiff.), 3.45 24 henres d'Info. 4.55 Paul-Emile Victor. Renour vers le futur, 5.50 Dessin animé, 5 Paul-Emile Victor, Retour ur, 5.50 Dessin animé.

France 3

12.35 Journal, Keno 13.10 Tout en musique, jeu

14.48 Le Magazine du Sénat. 15.00 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée

nationale. 16.10 Les Craquantes. Série. 16.40 Les Minikeums. 17.45 Je passe à la télé. 18.20 Questions pour un

champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour. i.e Vin et les jours, d'Emile 18.55 Le 19-20

de l'Information, 19.08, Journal régional. 20.35 Tout le sport.

20.50 FA SI LA CHANTER

Les grands succès. Avec Pierre Palmade, Valérie Mairesse, la Compagnie créole, Frédéric François, Gérard Lenorman, Angelo Branduardi, Gilbert Montaigné, Sylvie Joly... (115 mln). \$25768 22.43 Journal, Météo.

23.10 COULEUR PAYS

(90 min). 573518 Au programme de Cinéma étoiles : des entretiens avec Bartabas, réalisateur de Chamane, de Charles Binamé pour Eldorado, et Christian Sloter pour Broken Arrow,

0.40 Saga-Cinés (rediff.), 1.10 Sidamag (rediff.), 1.25 Dynastle. La confession. Feullieton. 2.10 Musique Cardint. Ta-pick, de Sibelius, par l'Orchestre sym-phonique de la radio fintandaise, dir. Fazus Renolund (15 mill.)

le dernier film de John Woo.

MANDETS MARS La Cinquième

13.00 L'CER et la Main. Ouvrir Fécole. 13.30 Attention santé, 13.35 Déclics magazine, 14.05 Teva. 15.00 Arrêt sur images, 16.00 Le Palais d'été de Példu. 16.30 Le Réseau des métiers. 16.35 Rintintin. Série. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Alphabets de l'image. 18.15 Cinq sur cinq. 18.30 Le Monde des animans.

Arte

19.00 Collection Hollywood 1950. Série [25/28]. L'Actrice, de Robert Florey, avec Charles Boyer (1952, 50 min). 19.30 7 1/2 (30 min).

20.00 Archimède. Aagazine de Philippe Bou Henry, Pierre Oscar Lévy, Hervé This et Gero von Boehm. Choc climatique ; tueurs d'ozone ; l'amour a une odeur ; l'actualité scientifique et les

exclusivités ; bibliographie (30 min). 20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE: PAROLES D'OTAGES Film documentaire [1/2]. La séquestration, de Patrick Voison et Jean-Claude Raspiengeas

(52 min) Jean-Poul Kauffmann, Gerhard Vaders, Edouard-Jean Empoin : trois anciens otages acceptent de reconstruer les terribles

21.40 SOIRÉE THÉMATIQUE : LES PLAISIRS DE LA SCIENCE

21 A1 Les Mystères du Loch Ness. Documentaire de Colin Nobbs 22.35 Le Grand Saut des assiettes. Court métrage de Matthew Lovering

(1993, v.o., 5 min). 22.40 Eurêka : J'ai trouvé l Documentaire de Hartmut juhi 411980 23.05 Drôles de marhs.

D'Andrew McCarriny (1991, v.o., 15 min). 3821522. 23.20 Un génie hors du commun. De Christopher Sykes (95 min). 3242763 0.55 Le Garde du corps El Film suédois de (1990, rediff., 104 min). arune Osten 88654229

M 6

13.25 Le Drame de Ted Kennedy Junior

avec Craig 7: Neiton, Sus-Biakely (90 min). 99228 15.05 Deux files à Miami. 16.30 Hir Machine, veriferis. 17.05 Filles à papas. 17.35 L'Etalon noir. Une auestion de vie

18.05 Les Aventures de Tintin. Tintin au Tibet. 19.00 Code Quantum. Série

Choc en retout. 19.54 Six minutes d'Information 20.00 et 0.30 Mode 6. Christian Dior

et Bertrand Maréchal 20.05 Notre belle famille. 20.35 £ = M 6 junior Les trentiles

20.50 PROJECT X

Film américain de Jorathan Kaplan avec Matzhew Broderick (1967, 103 min). 41331164

Un pilote de l'armée de l'air s'attache à un chimpanzé qu'i réussit à communiquer avec lui. Diffusé pour la première fois sur M6, en octobre 1991.

22.55

LE COMBAT D'ALISON

Une jeune hétérosexue minée par le virus HIV mène une campagne de sensibilisation pour le grand public en brisant les tabous associés à la maladie du sida. D'après une histoire vraie, cette Américaine fut nommée Femme de l'année 1989 par un grand

De Toro McLoughlin (88 min), 471638

0.40 Capital (rediff.). (105 min). 2.25 Best of 100% français. 3.55 La Se-ga de la chapson française. Charles Trenet. 4.50 Culture pmb.

Canal +

► En clair jusqu'à 13.45 T2.96 La Grande Remille de sie 🗃

quart de finale du

des clubs :

20.35

22.55

prêts à tout,

0.35 Priscilla,

THE YOUNG

AMERICANS

L'AFFAIRE

PÉLICAN

Film américain d'Alan J. Palouis avec julia Roberts (1993, 136 min). 649719

Une étudiante en droit découvre une affaire politique derrière l'assassinat de deux juges.

22.50 Flash d'information.

Des trafiquants de drogue venus des Etats-Unis ont installé à

folie du désert 🔳 🕷

Film australien de Steobao

Elliott avec Terence Stamp,

Hugo Weaving (1994, v. o., 99 min). 1759218

imagina (50 min). 5882454

Londres une armée de jeunes

2.15 L'Œil du cyclone.

et la Raison.

Source de la Raison.

Source de la Raison.

20.56 Archipel Science. (1994, \$4 mio). 15.15 Babylon V. 16.10 L'Allaire L'ordinateur au doige se à cost, jeun-Meuse Laim, Prin Nobel de Chimie. 22.70 Nobel augmétiques. Karen McCoy Film de R. Mulcaby (1993, 101 mln). 17.55 Basket ball

Angoliss et phoble (1), La calastrophe scandaleuse. 0.08 Du Jour au lendemain, Per Rea (Le Obtérne), 0.50 Coda, Les coujeurs de la nait (2), 1.00 Les Nuits de France-Culture (Rediff), Euresier evez Georges Haldas; 3.25, L'Abbé En direct. Match resour de avec Georges Haitles; 3.25, L'Abbé Lemaitre et le Big Bang; 3.54, Les Altes de la Colombe, de Henry James ; 6.14, Etranger mon ami ; pinnes joyce. championniti d'Europe CSKA Moscou-Pau-Orthus CSKA Moscon-New-Orther

En clair jusqu'à 20.35

19.40 Flash d'Information.

19.45 Nulle part ailleurs.

20.30 Le journal du cinéme.

Radio

France-Culture

France-Musique

20.00 Compett.
Présences % Donné le 34 février, saile Olivier Méasinen à Radio-France, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Mark Poster : Ideas and trrage pour shakuashi et quarre violoncelles (création française), de Shui-Long, Voshikazu invarrono, shakuashi ; La Terre pour soprano, piano et orchestre (création mondiale), de Krause. Céuvres de Rrause, Cratte. Œuvres de Krause

22:00 Soliste, Michel Chapuls. 22.30 Musique pluriel.

PPP; de Leroux; Symphicen trois mouvements, de Habim. 23.87 Ainsi la mit.

0.00 La Guitare dans tous ses étars. Cluvres de 8oès. 1.00 Les Noits de Prance-Musique.

Radio-Classique 20,40 Les Soirées

Dies Soirées

de Radio-Classique.
Concert enregistré le 21
septembre 1995, à Toulouse,
Bella Davidovitot, piano:
Clavres de R. Schumann:
Arabesque op. 18;
Humoresque op. 20; Clavres
de Chopin:
Potonaise-Fentaisie op. 61;
Deux Nochumes; Andarée
spianato et grande Polonaise
brillance op. 22.

brillante op. 22.

22.30 Archives: le chef d'orchestre Hans Rappertabusch.
Les loyeures Commères de Windsor, onventare, de Nicolal, par l'Orchestre philinar monique de Vienne; Symphonie n° 3, de Brahms, par l'Orchestre philinarmonique de Vienne; Le Crépuscule des Dieux: Lever du jour et Voyage de Siegried sur le Rhin, de Wagner, par l'Orchestre philinarmonique de Vienne; variations sur un chant hussard, de Schmidt, par l'Orchestre philinarmonique de Vienne. 6.00 Les nuits de Radjo-Classique.

Les programmes complets de radio, de telévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté

dimanche-lundi Signification des symboles : ▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-

Multimédia ». ■ On peut voir. ■ Ne pas manquer. E E Chef-d'œuvre ou

♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Envoyé spécial. 21.55 Météo des cinq continents 22.00 journal (France 2). 22.35 Bas les masques. 23.50 Viva. 0.30 50if 3 (France 3).

1.00 Journal (RTSF).

Planète 20.05 Himalaya. 20.35 Histoire de l'aviation. 21.25 Le Musée égyptien du Caire [2/2].

23.15 Les Vrais Dangers dų faux. Paris Première

20.00 20h Paris Première. invité : Gérard Oury. 21.00 Jean-Edern's Club. 21.55 Premières loges. 22.25 Saxo # # Film d'Ariel Zeitoun (1987, 115 min) 29182305

0.20 Totalement cinéma.

0.50 Concert : Brian May. Enregistré en 1993 (60 ml

France Supervision

20.40 Taekwondo. du monde. 22.15 Cyclisme.

22.30 Opéra : Le Roi Arthur. En cinq actes, de Purcell (100 min). 75953763 0.10 La Grande Aventure des chiens de race au service de l'homme. De jean-Charles Lassus. 1.00 Athletisme (90 mln).

Ciné Cinéfil 20.00 Coincidences 🖩 Film de Sergé Debecque (1946, N., 115 mm). 79090522

21.55 Le Père Lampion **2** Film de Christian-Jaque (1994, N., 95 min). 48120980 N., 95 min). 23.30 Le Diabolique Mr Benton # Film d'Andrew L Stone (1957, N, v.o., 95 m(n).

Ciné Cinémas 20.30 Détective E Film de Jean-Luc Godan (1985, 95 mln). \$8

22.05 Mister Johnson E Film de Bruce Beresfon (1990, v.o., 100 min). 23.45 The Blue Iguana # Film de john Lafa (1988, 90 min).

Série Club 20.20 Ne mangez pas les marguerites. 20.45 (et 23.45) Jake Cutter. 21.30 Le Club

21.40 (et 1.00) Jim Bergerac. 22.30 Alfred Hitchcock présente. Programmé à mort. 23.00 Mission impossible. 0.30 Janique Aimée (30 mln).

Canal Jimmy

21.00 Les monstres nouveaux sont arrivés. American Motorcycle. De Hoyt Axton. 22.15 Chronique bakelite.

22.20 Angela, quinze ans. Trahison en vidéo. 23.10 Paul McCartney: A PORTRAIR O.10 Absolutely Fabulous. Le défilé de mode. 0.40 Country Box.

Eurosport 19.00 Boxe. 20.00 Samo. 21.00 Termis. En direct.
Tournol messieurs d'Indian
Wells (Eurs-Unis) 22th de
final. Commendire : Hervé
Dudu et Virginia Russi

The second secon

LES PUBLICATIONS DU Monde

Un ancien numéro vous manque

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

٦(,

En marche vers le troisième millénaire

Le magazine de Jean-Marie Cavada décode le monde contemporain depuis bientôt dix ans. L'an 2000 sera le thème du 300^e numéro, en direct de la Cité des sciences

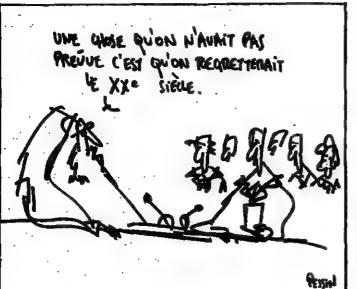
IL Y A moins de dix jours, Bernard Pivot fêtait le 200° mméro de « Bouillon de culture.». Aujourd'hui, c'est Jean-Marie Cavada qui signe la 300 édition de « La marche du siècle ». La réflexion et l'intelligence réussiraient-elles à sauvegarder une place à la télévi-

£ 55,

. :::

Créée en 1987, sur Antenne 2 où l'émission était alors mensuelle. « La marche du siècle » est devenue hebdomadaire en passant sur France 3 en 1989. Depuis le début, 'émission, qui se veut à l'écoute des préoccupations du téléspectateur citoyen, fouille la société francaise, avec le même souci pédagogique : mettre à plat les problèmes, expliquer des évolutions, et «faire en sorte que le débat se poursuive dans les joyers une fois le poste étem », explique Jean-Marie Cava-

«L'école n'est pas finie », «Changer la ville», «Halte à la France poubelle », « Génération sida »... ces thèmes qu'on trouve traités dès 1987-1988 (curieusement, le problème du chômage ne sera évoqué qu'en novembre 1991) reviendront de manière récurrente au fil des numéros. Comme ces retours obstinés sur l'enfance, ses douleurs et ses rêves, les émissions sur la déportation et le devoir de mémoire. Puis, en 1993, apparaissent les hors-série tout en images, « Etais d'urgence » (désormais un mercredi sur quatre) qui décortiquent les conflits brûlants, nationaux ou internationaux : Algérie, Rwanda, Bosnie, mais aussi les nileues françaises et les victimes



de la route. Il y a aussi les émissions « sourire », les « speciales » avec Raymond Devos (gros succes), Guy Bedos, ou plus récemment Michel Serrault et Valérie Lemercier. Pauses bienvenues dans une « Marche du siècle » plutôt marquée par la gravité de ses sujets.

· MOMEUM OIL FOMD >

On peut trouver que la formule n'a guère varié (« en télévision on n'invente rien », dit Cavada): des reportages, des témolgnages, et un débat où s'exociment anonymes et maîtres penseurs (« décidés et décideurs », pour reprendre ses termes). Pas d'info spectacle, pas de

sensationnalisme, Jean-Marie Cavada veut des échanges sérieux, des témoignages livrés avec dignité. Certains lui reprochent la manière autoritaire avec laquelle il mène son monde; d'autres s'initent de son obséquiosité et de son esprit tortueux ; d'autres de son ton très donneur de leçon. Il reste que son magazine, qui a lieu en direct, ne connaît guère de dérapages. Du coup, il est de bon ton de la dire dé-

Jean-Marie Cavada n'a cure des critiques. Il continue sereinement. affirme-t-il. son travail de « mineul de fond ». Depuis un an, la conception et la réalisation de « La marche du siècle » sont entre les mains de Jean-Pierre Bertrand, l'accolyte des premiers jours, aux commandes désormais des sociétés Théophraste et Théopresse, en remplacement de Jean-Marie Cavada, qui demeure présentateur de l'émission et en assure la direction éditoriale.

Mercredi, on retrouvera sur le platean de « la 300° » — înstallé à la Ché des sciences et de l'industrie de La Villette (Paris) qui fête le même jour ses dix ans --, quelques-uns des erands témoins qui ont accompaené le magazine hebdomadaire. dont le philosophe Michel Serres, le paléontologue Yves Coppens, et des invités « dont la qualité de réflexion justifie qu'on les place en position visible », tels l'écrivain Taslima Nasteen, le Prix nobel de la paix Rigoberta Manchu, les historiens Jean Delumean et Georges Duby on l'astrophysicien Pierre Léna, tous réunis autour du thème « L'an 2000, c'est déjà demain », pour un débat sur l'avenir de l'humanité

Le choix du lieu n'est pas innocent, la Cité affichant, comme le souligne son président, Gérard Théry, la même ambition que « La marche du siècle »: « Décoder le monde contemporain et réduire la fracture sociale. » L'émission durera deux heures. Ce qui sera désormais le nouveau format du magazine qui devrait faire la part plus belle aux reportages et au débat au détriment des témoignages.

Svlvie Kerviel

★ « La marche du siède » : France 3. mercredi 13 mars à 20 h 50.

Passe-passe

par Agathe Logeart

IL FUT UN TEMPS où Christophe Dechavanne aimait s'entourer de cochons, de volailles ou autres bestioles dont Il finitait le cri. à grand renfort de « pouët-pouët » et de « ouaf-ouaf ». En dépit de son application, cela ne marcha pas très bien. Les gazettes glosèrent sur ses méritoires efforts pour mettre au point un nouveau « concept » d'émission qui lui permettrait de retrouver sa place au sein de la grande famille de TF1 et d'assurer la pérennité de l'entreprise qu'il dirige et produit ses œuvres. A l'automne, mais cette fois en deuxième partie de soirée, on vit arriver le Dechavanne nouveau. Il avait orétendument troqué les « ouafouaf », les « pouêt-pouêt » et les animaux de la ferme pour les grands sujets de société et arborait une cravate, ce qui disait assez combien grande devait être la métamorphose.

« Comme un lundi » - c'est le titre – en est à son vingt-septième numéro. On se demandait d'ailleurs, en entendant son animateur le préciser, si ce chiffre ne l'étonnait pas lui-même... Ce soir-là, le thème était : la prostitution est-elle d'utilité publique? C'est sûr, on n'allait pas s'ennuyer, ce n'est pas le genre de la maison. Ici, on commence par un tour au bistro, où, comme chacun sait, les piliers de comptoir sont l'expression même de la sagesse populaire. Quelques braves pochetrons se rappelèrent donc leurs souvenirs de chez la mère Simone, où, lorsœu'on servait du côté de Tizi Ouzou, on allait se soigner l'hygiène. On tomba d'accord pour célébrer la vertu des dames qui Pont petite, mais qui, à leur ma-nière, protègent la société de ceux qui, sans elles, auraient des « idées baroques ». On passa ensuite au débat sérieux, si l'on ose écrire. Et l'on assista, sans jeu de mots, à un étrange tour de passe-passe.

Sans être contredites, deux filles », comme n'a cessé de les appeler Christophe Dechavanne dans un grand élan de camaraderie, assurèrent qu'elles faisaient avec un bonheur sans ride le phis beau métier du monde. On eut l'impression, finalement, que les maquereaux, quand ils ne balancent pas trop de claques, ne sont oue de braves types amoureux et juste un peu imprudents. Pour un peu, on aurait regretté la fermeture des maisons closes et demandé le remboursement des amours tarifées par la Sécurité sociale. On n'évita pas la gorge plongeante du transsexuel de service. « psychanalyste en trois dimensions », pas plus que les confidences masquées d'un client en qui chaque femme était invitée à reconnaître le clone de son père, mati ou fils, inévitablement frustrés par la répétitivité d'insipides amours conjugales. On reconnut tout de même du bout des lèvres que la prostitution des toxicomanes était un peu misérable. Mais le jeu, on le comprit assez vite, consistait en fait à faire passer pour des ploucs les invités qui avaient la curieuse litée de considérer que la prostitution pouvait éventuellement comporter quelques aspects dégradants pour celles qui l'exercent, « Ouaf-ouaf ». « pouět-pouět », modeme, non?

TF 1. 13.40 Les Feux de l'amour. 14.30 Sydney Police, Série. 15.25 Sous le roleil.

Série. Plaga à vendre, d'Eric Summer and the 16.15 Use fairfile and Jou 16.45 Super Club Dorothée... 17.30 La Croblère foll amour.

18.00 L'Un contre l'autre.

Série. 18.30 Les Nouvelles Pilles d'à côté. Série. 19.00 Agence tous risques. 20.00 Journal.

La Minute hippique, Météo, Météo des neiges.

UNIS POUR VAINCRE Emission spéciale sur l'enfance maltraitée. En France, 16 000 enfants de moins de 16 ans Servient victimes de sévices.

20.50

3.7

22.55 VA ET VIENT

enté par Tina iGeffer. Magazine présenté par Tins (G Columbo ; La mélatinine ; Le scandale qui La mestramere ; le scanson qui rapporte ; le branding ; line tête qui décoiffe ; le marché des quatre patres ; la percée du wonder fesses ; le disco; les toujours plus ; le top 10 de la commonmention ; Curumbre de la commonmention ; Curumbre 0.25 Ushnaïa Magazine présenté par

Nicolas Hulot, Expédition Unu ; L'or du lac ; Les Sertanejos ; La gueule du diable (60 min). 2755874 1.25 Journal, Météo.

1.35 et 3.40, 5.05 Histoires naturelles. 2.35 et 3.30, 4.30 TF I milt. 2.45 Le Chemin des Indiens morts. La descen-dance d'isho. 4.40 Munique.

France 2

12.55 et 13.45 Météo. 12.59 Journal. 13.50 Detrick, Sursis, Série. 14.35 Le Renard, Série.

15.55 Tiercé. En direct d'Enghien. 16.10 Harriey, coeurs à vil. série. 17.00 Quoi de neus, docteur ?

17.30 La Pête à la maison. 18.05 Les Bons Génies. jeu-

18.45 Qtti est qti? jeu. 19.15 Bonne nuit, les petits. 19.20 et 1.50 Studio Gabriel

19.55 et 20.50 Tirage du Loto. 19.59 Journal, Météo. En direct de Charm

LE MATCH DE NOTRE VIE Tillétion de G. Davies, avec H.

audière (95 min). Un joueur de rugby se retrouve handicapé à la suite d'un mauvais coup porté par un autre que l'ex-fiancé de sa

BAS

LES MASQUES
Magazine présenté par Mirelle
Dumas. Détectives, inspecteurs det
Impôts... jusqu'où pervert-its alter?
Auec le cabinet Deluc; Violaine
Vanoyele: ¡Alain Guifoux; ¡Bernard
Menez; ¡Charles Pelligrini ; Georges
Chétochine (85 min).
6534400
28. \$5 (ournal). 23.55 journal, Bourse, Météo.

0.05 Le Cercle de minuit. Magazine. Le travail (75 min). . 5048503 1.20 Histoires countes. Offire d'emploi. D'Emmanuelle Cusu. 2.20 Emissions religieuses (rediff.). 3.30 24 heures d'info. 4.30 L'Oiseau rare. 4.35 Cutre-mers (rediff.). 5.50 Dessiu animé.

15.00 Ouestions 16.05 Les Craquantes, Série. 16.30 Popeye. Dessin animé. 16.40 Les Minikeums.

17.45 Je passe à la télé. 18.20 Questions pour un champion. Jeu.

20.50 LA MARCHE

DU SIÈCLE Magazine présenté per jean-Mar Cavada en direct de la Cité des 2003055 sciences et de l'ind c'est déjà demain. (120 min).

22.50 Journal, Météo.

23.20 UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS

France 3

12.35 Journal, Keno.

18.50 Un livre, un jour.

18.55 Le 19-30

L'Abbaye de Beauport, de

ean-William Hanoteau

19.08. Journal régional

de l'information

20.05 Fo si la chanter. Jeu.

20.35 Tout le sport.

Tibéfilm [1/2] de Richard

ati gouvernement. En direct de l'Assembl

Lang, avec Maria Conchita Alonso (100 min). 8386042

13.20 Texas

Portrait du pèlerin anglais de la Méditerranée, auteur du fameux Quatuor d'Alexandrie, roman fleuve de l'exotisme, de la sensualité et du mysticisme. la sersuaine et au mysuceme. Où Pon découvre, dernière une œuvre épique et Joyeuse, la figure d'un poète ironique et désespéré.

belle Clarke et.

0.30Les Quatre Dromadahes. (rediff.). 1.05 Dynastie. 1.50 Musique Graffiti. Jeunes Interprètes: Etude nº 12, et Ballade nº 4, de Chopin, par Mathless Papadlamardis, piano (10 min).

France

Supervision

MERCREDI 13 MARS La Cinquième

13.30Attention santé. Mai au dos des ados-13.35 Demain le monde. 14.05 L'Esprit du sport. 15.00 Portrait d'un énergumène: Léo Malet, Phomme, son œuvre. 16.05 Nestor Burma: Les Rats de Montsouris. 184film de Maurice Frydland. 17.55 Planète blanche. Les découvreurs : Shacifeire à l'ille Eléphant. 18.30 Le Monde des animans

Arte

ection Hollywood 1950. Série [27/28]. Devenir américain, de Lasio Benedek, avec Charles Bronson, Joyce McCluskey

Auprès de mon arbre : le môrier d'An

(30 min). 19.30 7 1/2.

(30 min).
20.00 Chez les gorilles de moutagne. Documentaire de Christian Hismann (30 min).

20.30 8 1/2 Journal.

LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE De 1936 jusqu'à sa mort, le général Franço a échappe à de nombreux attentats. Ce documentaire montre le service de renseignement hors pair qui a permis au Caudillo de déjouer tous

lots. Images d'archives et témo 21.55

ROMÉO ET JULIETTE. Danse. Musique de Serge Prokofter, chonégraphile et mine en scène d'Angelin Prefiocal. Avec les danseurs du balles de l'Opéra de Lyon et l'orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Nest Nagano (90 min). Pour réaliser le décor et les costumes de cet

univers, le chorégraphe a fait appel au dessinateur Enki Bilal. 23.25 ⊳ La terre qui flambe 🗷 🗷 🕏 Flim allemand de Priedrich Wilhelm Mumau

(1922, N. Muet, Dramaturoie sonore et ition musicale. 100 mln). 4797757 1.05 Les Années de piomb li III Film allemand de M garethe von Trotta avec Justa Lampe, Barbara Suko (1981, v. o., rediff., 106 min). 41610

M 6 12.25 La Petite Maison dans la prairie. Série. 13.25 M 6 Kid.

16.20 Hit Machine (rediff.). 17.00 Dunce Machine Chile. 17.35 L'Etalon noir. 18.05 Les Aventures

19.00 Code Quantum. Série. Bond en arrière. 19.54 Six minutes 20.00 et 0.45 Mode 6.

20.05 Notre belle familie 20.35 Ecolo 6. Pollution

20.45 **MEURTRE** EN VIDÉO

(88 min). 34080 Une Américaine et sa fille, en visite à Paris, filment par hasard l'assassinat d'un parain de la drogue. Le soir même un inconnu tente de leur voler le

22.35

PAQUEBOT EN OTAGE

Ess de Robert Collins, avec Karl Halden (94 nin).
Le destin tragique d'un sexagénaire new-yorkais qui figurait parmi les Otages figurait parmi les otages détenus par quatre militants palestiniens, sur le paquebot italien Achille Lauro en octobri

Corps à corps. 1.20 Best of pop-rock. 2.50 Culture pub. 3.15 Terbo. 3.45 Fre-

0.75 Fantasones

Canal +

10.45 Un joueur à la hauteur Film de R M. Glaser (1994, 104 min). 16571 ► En clair jusqu'à 13.45

12.30 La Grande Famille. 13.45 Les Superstars du catch. 14.30 Echidnés pour durer.

15.00 L'Eternel Voyageur. Téléfilm de D. Davis (90 min)

16.45 Basket américain. Denver-Orlando. 17.55 ► Le Dessin animé. Les Exploits

d'Arsène Lupin.

En Clair jusqu'à 19.45

18.24 Help I Serie. 18.35 Nulle part ailleurs. 19.20 Flash of information.

FOOTBALL En direct. March star du championnat d'Europe Espoirs : Allemagna-France : 1945, coup

L'équipe de France joue à la fois une place en demi-finale et une qualification pour les J.O.

21.45

UN PÈRE

EN CAVALE Film américain de Darrell James Roodt (1993, 92 min). 52970 23.15 Flash d'information. 23.25 ▶ La mémoire meurtrie.

(68 min).

0.35 Aujourd'hui peut-être **III** Film franco-italien de lean-Louis Bertucelli (1991, 84 min). 2.00 Voyage au pays de Tendre. De Mathias Ledoux

2.45 Surprises (15 min.).

da. Les couleurs de la ruit (2), 7.60 Les Nuits de France-Culture (Reddiff.) Philippe Garrel ou l'esrance de l'art; 2.35, De la ruit: Voyage initiatique; 3.47, Le Goulag albanis; de la vendetra la la tistreur; 4.48, Yvonne, princesse de Bourgogne, de Wittold Goubrowitz; 6.38. Etranger inon amil: Viadime Mausanes.

Radio

France-Culture

22_40 Nuits magnétique Angoisse et phobe (7)

0.65 Du jour au lendemain. Vizeneuve (La Lune saule). 0.50

30.30 Tire ta langue, La langue des banlieues, 21.32 Correspondances

banliques. 21.32 Correspondances. 22.00 Communauté des radios pu-bliques de langue française. La Pensée en marche avec Fernand Oumont, Une émission de Radio-Ca-

France-Musique

29.00 Concert.

Donné le 3 février, à la Malson de la Culture de Névers, pair fun Woo Pail, piano : Geurral de Moussorgski : Au village ; La Courturière ; Réverie (La Capricieuse) ; Palsantorie enfandre ; Scherzo en ut dièse nineur ; Souvenis d'antanca : Première pusition, 3º souvenar d'enfanta ; Une larme ; Copal; intermezzo in modo classico en si mineur ; Sonate pour piano nº 1 op. 28, de Rachmaninov. Sonate pour piano m de Rachmanino

22.00 Soliste. Michel Chapuls. 22.30 SOUSTE, Michel Crapus.

22.30 Musique pluriel.

Lettre de Sarajevo (nouvella version), de Dhomorn (extrat du concer donné le 22 février, salle Olivier Messlaen, par Prancis Dhomorn, électronique); Processional, de Crumb.

23.07 Airci la route

de Crumb.

23.07 Ainsi la mult.

Ciuvres de Chastaliovitch,

Britage.

0.00 jazz vivant. Le quarrense Océan
avec Sylvain Beuf, Isabelle Olivier,
Yess Rousseau, Articole Barville; Le avec Sylvain Beuf, Isabelle Olivier, Yves Rousseau, Antoine Barnille: Le quarastic de Didler Levallet, avec Phil Abraham, Serge Lazarevitch, François Laizeau (concert; donnés à Radio-France les Ti et 2 d'évrier 1996). Le

Radio-Classique 20.40 Les Soirées

de Radio-Classique.
Tosca, opéra en trois actes, de
Puccini, par le Chezur de la
RTV Hongroise et l'Orchestre
d'Esta de Hongrie, dir.
Michael Tiscon-Thomas, Eva
Marton (Floria Tosca), José
Carreras (Mario Cavaradossi),
Juan Ports (Baron Scarpia).

22.40 Les Soirées... (Sufre).
22.40 Les Soirées... (Sufre).
Mouvement de Quatuor pour plano et cordes, de Mahler; Requiem, de Cornellus; Gurrelieder, de Schoenberg. 8.00 Les mais de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publies chaque maine dans notre supplément date dimanche-lundi. Signification des symboles :

> Signalé dans « Le Monde
Télévision-Radio-Multimédia », On peut voir.

■ Ne pas manquer. ■ E Chef-d'œuvre ou classique.

• Sous-titrage spécial pour les sourds et les

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Faut pas rêvez Invité : Murray Head 21.00 Faits divers 21.55 Météo des citoq continents. 22.00 Journal (France 2). 23.35 Savoir plus.

0.30 Soir 3 (France 3).

1.00 Journal (RTBF).

la rage au ventre.

Planète

20.35 ► Hamsa,

Paris Première 20.00 20h Paris Première. Invitée: Catherine Lara. 21.00 Paris modes spécial

23.45 Pêche an gros [2/7]. Vollers à la mouche au Costa-Rica (55 min).

PLES The little: Poticibe.

Pièce en deux actes de Garillet
et Grédy. Mise en scène de
Pierre Mondy. Avec Jacquellire

Maillan (125 min). 84841955

21.55 Aux arts et caetera.

19.30 Opéra : Cosi fan tuite. De Mozart. En direct de l'Opéra Garnier (180 min). 985301-25.30 Cyclisme. 23.45 Cayenne, le goût amer de l'OTTOSE.

De Jean-François Aumatire.

OEI O Al Otted.

De Daoud Aoulad-Syad.

Boure Greg, le fleuve.

Pièce en trois actes de Luigi Pièce en trois actes de Luigi Pirardialo. Miles en schne de Jean Danet. Avec Reine Bantive (105 min). 89542882

Film d'Anthony Asquith (1941) N., vo., 90 min). 5384435

5érie Club

Ciné Cinéfil 20.30 Outrage II II Film dida Lupino (1950, N., v.a., 75 min). 21.45 Cottage a Louer II II Film d'Anthony Asquith (194

23.15 Les Entants du paradis II II II Fêm de Marcel Camé (2/2) (1943-1944, N., 85 min).

Ciné Cinémas 20.30 Copain, copine III Film de Clenn Jordan (1984

Film de Casm Joseph 105 min). 586708

22.15 Chambre à part #
Film de Jacky Cukier (1989, 20124 95 min). 297 23.50 Anthony Hopkins. 17 Elizabeth Dayley.

20.20 Ne mangez pas les marguerites.
Des agents wis spéciaux.
20.45 (et 23.45) Buck Rogers.
Les évadés du puts d'enfer.
21.40 (et 1.00) Jim Bergerac.

22.30 Alfred Hitchcock

23.00 Mission impossible. 0.30 Janique Almée (an win).

Canal Jimmy 20.30 Route 66. Lefts oub 21.20 Max Headroom, System

de sécurité. 22.10 Chroraque de mon canapé 22.15 Scinfeld, te orbouits 22.40 Cop Rock, Oil of Other. 23.30 Liquid Television. 23.55 T'as pas une idée? 0.55 The Muppet Show. Invite: Crystal Gayle. 1.20 New York Police Blues. Episode nº 39 (45 min).

Eurosport 18.00 Grand Prix Magazine. 18.30 Motors. 20.00 Prime Time Magazine. 21-00 Tennis. En direct. Tournoi messieurs d'indian Wels (Brats-Unis) 16º de fin



30

TRAVAILLER MOINS? On s'y emploie vivement! Travailler moins et mieux. Contre soupcons et sarcasmes. Travailler pour vivre. Non vivre pour travailler, seulement travailler, encore travailler, toujours travail-

Vieille chimère, thème nouveau et presque introuvable du partage du travail, du temps choisi. Tous en parient. Peu dépassent le simple niveau de la question rhétorique, de l'interrogation évacuée dès que formulée. Les entreprises, dans leur grande majorité, ont une sainte horreur de ce vide-là, de cette vacuité des horaires et de ces velléités proprement révolutionnaires.

Travailler moins? Impossible. Pas français. Anti-économique. Irréaliste. Et pour tout dire romantique. Sauf exception d'entreprises, tout travailleur envisageant de travailler moins sera immédiatement passé par les armes économiques ! Tout salarié choisissant délibérément d'adapter ses horaires à sa vie sera tenu pour suspect. Erresponsable et vaguement suicidaire.

Ouand on tient un travail, un vrai, pas un de ces simili-emplois en peau de lézard, un CDD pur précarité, on s'y accroche. Férocement, obstinément, longuement. Le travail est un hixe. Le surcroft de travail un grand luxe. En ce sens, il n'y a pas d'issue possible. Les entreprises aussi se veulent peuplées d'irremplacables. C'est une conviction largement partagée. Du moins iusqu'à ce que ces irremplaçables eux-mêmes se retrouvent sur le sable, au premier plan social ve-

Voilà pourquoi, on le répète à n et ia. chittes et courbes à l'appui, implacable vérité des données économiques, il n'y a ni issue, ni espoir. Travailler ou chômer, exister ou ne pas exister, vollà le non-choix définitif. Et toute idée de partage du travail, attentatoire aux bonnes mœurs économiques, se trouve, de ce fait, impitoyablement réfutée. Le travail « partageux » plus encore que partagé est une notion irréaliste, la tentation de saint Martin inapplicable au monde du salariat.

ici et là, des entreprises s'y essayent. Selon des formules différentes et avec des fortunes diverses. Horaires à la carte,

C'est ainsi. Circulez, il n'y a pas à discuter. Chimère, chimère que ce partage du travail ! Comme si le « plein emploi » parfois évoqué sans rire ou les « Trente glorieuses » à venir et qui se font un peu attendre n'étaient pas d'aussi jolies vessies. Circulez, il fau-

Discuter, un jour ou l'autre, sérieusement, du travail et du chômage, sans postulat ni diktat. Evoquer le fameux temps choisi. Le provoquer, l'organiser, le gérer. Y compris pour les plus bas salaires, qui n'ont pas les moyens

semaines à deux vitesses, compte épargne-temps, réduction du temps de travail. Certaines réussissent. Et aussitôt la démonstration est considérée comme ex-

clusive, spécifique à un secteur, inadaptable au plus grand nombre. Certaines échouent. Et, vite, le cas est généralisé, au verdict sans appel du « on vous l'avez bien dit, cela ne marche pas ».

dra bien discuter.

de ce choix. li faudra bien, de gré ou de

force, ouvrir le débat, Convenir qu'il n'y a certes pas de solutionmiracle, mais pas davantage de malédiction définitive. Il faudra preuve enfin d'imagination et d'audace. Faute de mieux.

■ ALGÉRIE : un photographe de l'hebdomadaire Algérie Actualité, Dillali Arabdiou, a été assassiné, mardi 12 mars, à Alger, ont indiqué

les services de sécurité. - (AFP.) ■ AGRICULTURE : le cinquantième congrès de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) s'est ouvert mardi 12 mars à Versailles dans une atmosphère de crise due à la contestation, au sein des organes dirigeants, des choix du président Luc Guyau (Le Monde des 10 et 11 mars). La première journée du congrès se déroule à huis clos. Dans une interview aux Echos du mardi 12 mars, Luc Guyau annonce son intention de se représenter à la présidence et déclare : « La FNSEA doit impérativement continuer de rassembler toutes les productions et toutes les régions agricoles : céréaliers et éleveurs, agriculteurs de plaine et de montagne : c'est sa force. » Il affiche plusieurs priorités : « l'amélioration du statut, de la fiscalité et des procédures de transmission des entreprises agricoles, ainsi que la

lutte pour le maintien de nos parts de marché à l'international ». ■ PATRIMOINE : la demeure où vécut la romancière amédicalne Anais Nin à Louveciennes (Yvelines) entre 1931 et 1935 sera-t-elle classée? C'est le combat que mêne de façon originale - une pétition mondiale lancée sur le réseau Internet - la communauté américaine de Paris, qui rêve d'y installer un musée consacré aux artistes et écrivains angiophones du Paris de l'entre-deux-guerres. Si la bâtisse ellemême n'est pas menacée (« l'extérieur ne sero pos gitéré » selon le service de l'urbanisme de la mairie), une opération immobilière vise les 3 000 mètres carrés de terrain : découpés en trois lots au terme d'une promesse de vente signée en janvier, ils accueilleraient autant de petits immeubles de standing.

Dans « Le Monde Dossiers et documents » de mars

Les difficultés que connaît le Japon (récession, corruption, sectes, incurie des politiques...), ajoutées à la méfiance des pays voisins, sont-elles compatibles avec le rôle international que veut

louer Tokvo? La régulation économique et sociale dont la France a besoin peut-elle être relancée sans réduction du fossé entre élites et cimage, sans une politique économique moins hésitante?

■ Dans les « Clés de l'info », un dossier sur la Chine et deux articles (avec lexique) sur l'Afrique face aux coups d'Etat et sur la violence à l'école.

* Chez les marchands de journaux, 12 francs.

Suisse SB\$ 1398,71 __ -4,03 Madrid libex 35 326,70 -1,81 +2,07

Ansterdam CBS 387,10 -1,74 +4,85

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE Cours relevés le mardi 12 mars, à 10 h 15 (Paris) FERMETURE DES PLACES EUROPÉENNES Course Var. on % Vac. on % Honk Kong Index 10397,45 -7,31 +3,99 Paris CAC 40 1948,89 -1,35 +4,11 Londres FT 100 3661,10 -1,32 -0,76 Tokyo. Nikkei sur 3 mois 1701,53 Milan M18 30 996 -2,35 +6,98 Francfort Dax 30 2407,79 -2,48 +6,12

Tirage du Monde daté mardi 12 mars 1996 : 471 758 exemplaires

Les élèves de terminale vont recevoir des dépliants les informant sur les débouchés universitaires

Le ministère de l'éducation nationale déconseille le choix de certaines filières

L'ORDENTATION des élèves devait être « le premier horizon » et le « premier grand sujet » de l'année 1995-1996: François Bayrou, ministre de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur. l'avait promis lors de la conférence de presse de rentrée et inscrit dans le marbre du « nouveau contrat

pour l'école ». Plus modestement, cette année scolaire et universitaire verra une information à destination des lycéens de terminale. Dès le 18 mars. date de la rentrée des vacances d'hiver pour la demière zone, les 427 200 élèves de terminale de l'enseignement public et les 112 000 du privé recevront chacun, via leur établissement, un dépliant expliquant, pour leur série de baccalauréat, quels sont les débouchés de l'enseignement supérieur.

Tirés à 770 000 exemplaires, ces documents feront aussi l'objet d'une diffusion systématique dans les centres d'information et d'orientation (CIO), dans les services d'orientation des universités,

auprès des recteurs, etc.

Mi-descriptifs, mi-prescriptifs,

ces sept dépliants - trois pour les séries générales, quatre pour les séries technologiques - veulent surtout décourager certains bacheliers de s'engager dans des filières réputées les conduire à

Ainsi pour les bachellers L (littéraire) et ES (économique et social), le ministère conseille-t-il de mettre le « cap sur l'université » (c'est ce que font respectivement 76 % et 67 % d'entre eux, selon une note du ministère de février 1996 intitulée « Après le baccalauréat, quelles études, quels emplois »). Il dénonce, par exemple, les embûches des Mass (mathématiques appliquées et sciences sociales) pour les ES. Les scientifiques (S) disposent, eux, d'un large « éventail de formations » mais, ajoute le ministère, « si la filière sciences de la vie vous tente, sachez qu'elle attire beaucoup de monde » alors que l'essentiel des débouchés se il-

ite à la recherche. Les bacheliers technologiques se voient fermement conseiller les BTS et les DUT, tandis que les mises en garde contre la vole universitaire se multiplient: «L'université vous attire souvent, mais seuls deux bacheliers STT (sciences et techniques tertiaires) sur dix passent le cap du DEUG »; «à l'université, la réussite est rarement au rendez-vous », dit-on aux lycéens de SMS (sciences médicosociales), car « il n'existe pas de DEUG adapté à votre bac ». Seul le DEUG de technologie industrielle est recommandé aux élèves de STL (sciences et technologies de labo-

ratoire) et SII (sciences et techno-

logies industrielles).

La dissuasion se fait pressante à l'égard de la filière sportive

Un appel à venir remplir les ciasses préparatoires s'adresse aux plus motivés, tandis que la dissuasion se fait pressante à l'égard de la filière sportive, où les étudiants

se sont rués cette année (Le Monde du 16 février). « Moins de 10 % des étudiants auront une chance de réussir le Capeps ou l'agrégation »,

explique le ministère. Testés amprès de lycéens de terminale, les dépliants ministériels, réalisés avec l'Onisep, ont rencontré un certain intérêt. Mais, pour beaucoup d'élèves, il est « trop tard », car les choix sont déjà faits, voire entérinés par les options. Ainsi, dans un document de la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère sur la « rénovation pédagogique des lycées » (mars 1996), on peut fire que, en ES, le choix de la spécialité sciences économiques et 10ciales est en chute nette (28 % en 1994 contre 24,5 % en 1995), au profit des mathématiques appliquées. En revanche, les élèves de seconde et de première se sont montrés particulièrement avides d'information. Il n'est donc pas exciu qu'elle s'adresse également à eux, sous une autre forme. l'an

Béatrice Gurrey

Le sort de la cathédrale de Prague réveille l'anticléricalisme tchèque

PEAGNE

de notre correspondant A qui appartient la cathédrale de Prague? Cette question, qui peut paraître anecdotique, mobilise depuis plusieurs mois non seulement les Praguois, mais aussi tous les Tchèques et la classe politique. C'est que cet édifice prestigieux, bâti au cœur du château de Prague, siège des rois de Bohême puls des tchèques, est un symbole national. Un procès en appel entre l'Eglise catholique et l'Etat pour désigner le propriétaire doit avoir lieu dans les prochaines semaines. Comme lors du premier jugement, une nouvelle poussée de fièvre anticiéricale s'est emparée d'une partie de la population, majoritairement

Dominant la « ville dorée », la cathédrale Saint-Guy, qui a été fondée par l'empereur Charles IV en 1344, a notamment tenu lieu de panthéon national : les souverains tchèques y reposent et les joyaux de la couronne y sont exposés. La construction, commencée au XIV siècle seion un projet de l'architecte français Mathieu d'Arras, n'a été achevée qu'en 1929 grâce, essentiellement, à des collectes organisées à travers le pays au nom de l'identité nationale tchèque.

Confisquée en 1954 par les communistes. qui la « rendirent au peuple », la cathédrale. fut dérée pendant quarante ans par la chancellerie présidentielle. Avec la chute du mur de Berlin et la restauration des libertés relitut initial : «La cathédrale appartient à ellemême et son utilisateur est le chapitre de la cathédrale », dit la bulle fondatrice de Charles IV. Un premier jugement du tribunal de Prague, en décembre 1994, avait reconnu la propriété de la cathédrale à l'Eglise catholique. Mais l'opposition à cette décision fut si massive – des dizaines de milliers de personnes signèrent une pétition et plus de la moitié des députés, de gauche comme de la coalition conservatrice au pouvoir, protestèrent - que le président Vaciav Havel dut

Avant même que le tribunal de Prague ne se prononce de nouveau sur la question, les

deux camps préparent leurs munitions pour se prémunir contre la décision des juges. Les anciens communistes du Bloc de gauche ont déposé un projet de loi « nationalisant » définitivement la cathédrale, « monument du patrimoine architectural tchèque ». Le Parlement doit l'étudier ces jours-ci. De leur côté: les chrétiens-démocrates (KDU-CSL) ont répondu par une proposition législative qui tutions des biens confisqués à l'Eglise, bioquées depuis trois ans par le premier ministre Vaciav Klaus, le retour de la cathédiale

prochain.

dans le giron de l'archevêché." Pour désarmer les anticléricaux, le cardinal-archevêque de Prague, Misoslav Vik, s'est mis d'accord avec le président Havel pour placer la gestion de la cathédrale restituée sous leur houlette commune. Cette solution suffira-t-elle à calmer les esprits des anti-catholiques, qui bénificient de puissants relais dans les médias et les milieux dirigeants?

-Martin Plichta

Jean-Louis Debré affirme qu'« il n'est pas question de privilégier qui que ce soit » dans le dialogue avec les nationalistes corses

après le regain de violence que connaît la Corse et le mitralllage de la demeure du journaliste de Libération Guy Benhamon (Le Monde du 12 mars) a été romou mardi 12 mars par le ministre de l'intérieur lui-même. Jean-Louis Debré affirme dans un entretien au Parisien du 12 mars qu'« il n'y a pas d'avenir pour la Corse dans l'affrontement, la violence et la haine... Ceux aui n'ont pas compris cela ou aui ne veulent pas le comprendre n'ont rien à attendre du gouvernement. Je suis partisan du dialogue, sans exclusive avec l'ensemble des élus quelle que soit leur tendance ». Le ministre, qui récuse le mot « négociation » et déclare qu'« il n'est pas question qu'il privilégie qui que ce soit» parmi les organisations nationalistes, ajoute : « Nous voulons simplement renouer, favoriser, développer, vivifier un dialogue serein, confiant, tolérant, officiel, constructif, avec les responsables élus à l'assemblée territoriale ». Précisant que, au vu du son-

Guide sorties 36 15 LEMONDE

LE SILENCE du gouvernement dage publié la veille par le même tif de Bastia - ou tentatives de juillet 1995. Les deux auteurs de journal, « les Français ont compris que l'avenir de l'Île de Beauté ne peut se résumer à une vendetta généralisée », Jean-Louis Debré ajoute : « La police et la justice accomplissent en Corse un travail qui, dans des circonstances souvent difficiles, réclame courage et patience. Le gouvernement mène une politique de fermeté à l'égard des délinquants sur l'île comme sur le territoire national. Il n'y a pas d'exception corse. Nous souhaitons assurer l'état de droit en Corse ». Le ministre de l'intérieur n'a cependant aucun mot, dans cet entretien, pour condamner ou simplement commenter le mitraillage, à Orsay, de la maison de notre confrère de Libération.

PROCES-VERBAL

Alors que Jean-Paul de Rocca Serra, député (RPR) de Corse du Sud et président de l'assemblée de Corse, s'est dit « outré » qu'on ait pu demander à des Français, lors d'un sondage, si la Corse devait rester française ou pas (* la question ne se pose pas, car la Corse est française tout autant que la France est corse »), le PS a dénoncé le « manque évident de lisibilité de la politique du gouvernement ». Pour sa part, Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a adressé une lettre « de sympathie et de solidarité» à Guy Benhamou. Laurent Fabius a, pour sa part, accusé le gouvernement de «louvoyer» et dénoncé des « comportements mafieux ».

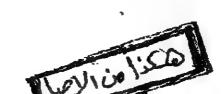
Sur l'île, les investigations de la police pour tenter d'élucider les assassinats - notamment celui du président du tribunal administrameurire de ces derniers jours se poursuivent, mais aucun élément déterminant n'a été apporté lundi 11 mars. Cependant le fac-similé d'une audition volontaire d'un responsable d'A Cuncolta devant la police judiciaire a été distribué dans plusieurs salles de rédaction par Alain Orsoni, secrétaire général du MPA (Mouvement pour

l'autodétermination). Dans ce document daté du 29 février 1996, François Santoni, secrétaire national d'A Cuncolta (organisation rivale) indique deux pistes précises concernant les auteurs possibles du meurtre de son ami Jules Massa, assassiné le 16 février à Ajaccio. Ce militant nationaliste avait déjà été l'objet d'une tentative d'homicide le 21

cette tentative auraient été identifiés et leurs noms figurent au procès-verbal. Il s'agit de deux militants connus de l'ANC (Accolta Naziunale Corsa). L'un d'eux, Yves Manunta, a échappé à un mitraillage à Ajaccio le 8 mars,

et est soigné à l'hôpital de Bastia. Dans son témolgnage, François Santoni met en cause deux autres personnes suspectées d'avoir menacé Jules Massa. Il s'agit cette fois de militants du MPA, Interrogé par notre correspondant à Bastia, Michel Codaccioni, François Santoni ne nie pas l'existence de ce procès-verbal et estime que sa diffusion « loin de lui porter tort, confirme sa determination à jouer les règles de l'Etat de

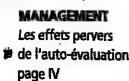




The second secon



المكذا من الاصل





PROCHAIN DOSSIER
Le réveil des projets dormants

Ce Monde INITIATIVES

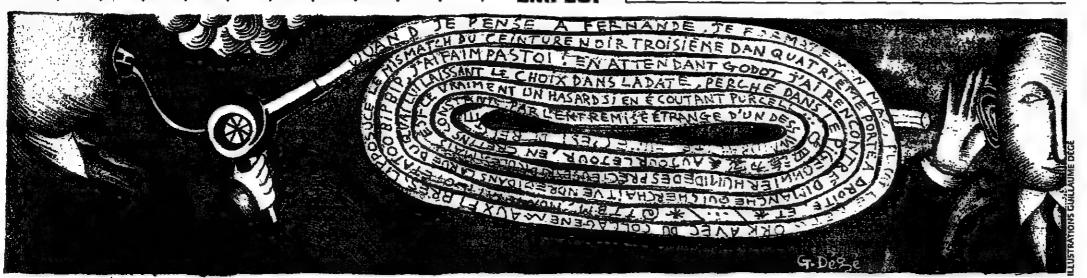


DANS
INITIATIVES
MÉTIERS
DU 19 MARS
L'alliance de la géographie
et du marketing

ANNONCES CLASSÉES de la page V à la page X

MERCREDI 13 MAR

EMPLOI



Il ne faut pas confondre les langages de métier et les jargons qui ont envahi le monde de l'entreprise

Les mots pour ne rien dire

fi travers ne date pas d'anjourd'hui. Il s'est encore développé
depuis qu'Albert Cohen ini consacra de superbes pages dans Belle du
seigneur. L'enflure des mots pour
ne rien dire, cette esbroufe vide de
sens, en apparence, ne cesse de se
répandre à mesure que le travail se
conceptualise et que son contenu

devient abstrait.

Dans son roman, en bon counaisseur du langage de la Société des nations, Cohen égratignait Van Vries déclarant « pendant dix minutes qu'il épait indispensable de préparer un plân d'action non seulement systématique mals encore concrète ». Puis il épinglait Benedett, capable de distinguer un programme d'action d'un plan d'action, avant d'affirmer que ledit « programme d'action devait être conçu comme projet spécifique (...) ». Et de poursuivre, l'ironie en

Rien n'a vraiment changé, sauf peut-être l'ampieur du phénomène, entraîné par l'époque et les évolutions technologiques. Pour s'amuser, mais en partie seulement, le Fonds d'assurance-formation de l'habitat (Habitat-Formation) a ainsi envoyé cette année, en guise de carte de vœux, ce qu'elle a appelé un s'argonniseur ». C'est-à-dire un petit document qui aligne des mots on des expressions dans des cases, en abscisse et en ordonnée, de façon à proposer 10 000 combinaisons possibles de phrases, prétentieuses à souhait, mais généralement creuses. Le résultat, suprenant et drôle, a pourtant des

accents d'authénficité qui montre jusqu'où peuvént mener la vanité et l'illusion « langagière ».

Encore convient-il de soulis que certains milieux professionnels sont plus sensibles à la magie des mots et des sigles sophistiqués ou abscons. C'est par exemple ce qui se produit, jusqu'à la caricature, dans les métiers liés aux ressources humaines ou à la formation profèssionnelle, dont Jean-Claude Fiemeyer, directeur d'Habitat-Formation, s'est justement inspiré pour son « jargonniseur ». Sans doute en raison de leur « spécificité » assez peu technique - n'est-ce pas Albert Cohen? -. ces univers-là ressentent le besoin de se doter d'un vocabulaire. A la fois pour se distinguer, se protéger sans doute, et donner de l'importance à ce qu'ils énoncent doctement. Même si le contenu est

que leur rhétorique hermétique évite de prononcer les jugements qui font mal – à défaut de toujours se comprendre entre eux, tant chaque institution invente son propre code. Il vaut mieux dire « vous n'avez pas les pré-requis coenitifs » que « vous n'êtes pas au ni-

De façon plus large et commune à beaucoup de domaines - dont les ressources humaines, l'informatique et la publicité, sans oublier l'économique, le social et le sanitaire -, la prolifération des sigles relève de l'épidémie, tout comme la floraison des anglicismes. Manifestement, et souvent de façon contestable, l'usage abusif des abréviations ou de termes empruntés à l'anglais fonctionne alors comme un système de reconnaissance ou d'intégration, que certains qualifieront de code d'apparte-

▼ En créant son propre dialecte, la formation

nance identitaire. Pour faire « bran-

ché », il faut pratiquer ces dialectes

ésotériques qui sont considérés

comme plus convaincants, plus

peu qu'on les comprenne. Au pire,

uissants et «vendeurs » – pour

▼ Le snobisme de l'anglomanie par Philippe Baverel

▼ Tics de langage, signe d'appartenance par Olivier Piat

▼ Quand le « jargonniseu » se moque de lui-meme par Cotherine Lerov

Le vocabulaire propre à chaque métier est aussi signe d'inventivité par Marie-Claude Betheder

▼ Des sigles sans audace par Nathalie Mickuz Lire pages II et III

la frime sous prétexte que c'est « plus pro », au mieux, on cultivera sa différence pour rester entre soi, comme le font les informaticiens qui injectent des expressions dérivées de leur métier dans leur vie quotidienne. Ce qui conduit à avouer aux copains qu'on a « la mémoire morte », par exemple.

Même si cela peut heurter les puristes, il faut aussi admettre que l'avalanche des mots étrangers ou des sigles peut être un mal tristement nécessaire ou inévitable. Sauf à trouver le terme équivalent qui va s'imposer, et non pas la périphrase vite balayée, un terme technique précis permet de gagner du temps et simplifie la compréhension. Mais la multiplication de ces vocabulaires particuliers, outre qu'elle ne facilite pas la communication avec d'autres milieux, suppose aussi une clarification des pratiques. Il est significatif que naissent de véritables dictionnaires qui viennent codifier et régir ces langages, de même que d'autres - dont un dictionnaire général des sigles - aldent à s'y retrouver dans des appellations incompréhensibles, composées de séries de lettres comme les aiment, paradoxalement, les publicitaires pour dénommer (masquer?) leurs agences. On pourra regretter le recours à cette facilité qui consiste à utiliser des initiales, mais il n'en demeure pas moins que nous avons à apprendre pour maitriser le labyrinthe des sigles, en croissance ex-

ponentielle.

Ce faisant, d'ailleurs, nous complétons nos connaissances, comme nous le faisons déjà d'ordinaire avec ces autres vocabulaires du travail, si vivants et évolutifs que les spécialistes finissent par désigner les lieux du travail comme des usines à mots. Les mêmes ajoutent qu'il vaudrait mieux reconnaître cette fonction que de l'ignorer ou la mépriser. Ce qui permettrait peut-tre de distinguer les mots qui parient, professionnellement, de ceux qui entretiennent la fiction.

Alain Lebaube

PLATER OF PROPERTY OF THE PROP



En créant son propre dialecte, la formation professionnelle est devenue ésotérique

L'influence des sciences de l'éducation, de la psychologie et de la sociologie a façonné un discours abscons, qui masque parfois un vide sur le fond

RÉ-REQUIS cognitifs. éducabilité cognitive, employabilité, métacognition, déstagification... Dans l'univers de la formation professionnelle, les écrits et les discours utilisent à foison tout un ensemble de termes et d'expressions plus obscurs les uns que les autres pour le non-initié. Les initiés, eux, sont capables de tenir des discours complètement ésotériques, de rendre complexes à piaisir leur propos, même pour aborder des notions très simples. Pour parler de savoir, savoir-faire, savoir-ètre, on en amive à utiliser les termes de compétence, d'employa-

Citons, pour l'anecdote, un extrait de l'intervention à un colloque d'un professeur és sciences de l'éducation : « Le ramassage des données sur le fonctionnement mental d'individus dont les modalités d'évaluation étaient bien différentes de celles qui sont utilisées habituelle ment, a été à la base du LPAD et du PEI, programme d'enrichissement instrumental. Cette approche d'évaluation dynamique de la modifiabilité est le point de départ du LPAD (Learning potentiel assessment device) que nous traduisons par « Evaluation dynamique du potentiel d'apprentissage » ; mais il serait préférable de ne plus utiliser le terme de « potentiel » car il a quelque chose de limitatif, parions piutôt de « propension à l'apprentissage », notion dynamique du besoin de se modi*fier.* » Petite précision : ce colloque avait pour ambition de mieux faire connaître et comprendre la pensée et l'œuvre de ce professeur.

Certes, tout métier a son jargon. Mais celui de la formation est d'autant plus prolifique qu'il puise son

« Cette profession a toulours cherché à se différencier de l'enseignement initial, explique Didier Sutter, directeur de la communication de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA). Elle s'est construite sur l'Idée d'offrir une seconde chance à des adultes. De juit, ses acteurs, dans leurs doctrines comme dans leurs pratiques, ont toujours eu la volonté de ne pas imiter l'école. C'est ce qui a donné lieu à un vocabulaire spéci-

VASE CLOS

Aussi, la formation professionnelle ne prenant pas assise sur une science exacte, ce vocabulaire s'est-il enrichi au fil des années sous l'influence de différentes disciplines: la psychologie, la sociologie, les sciences de l'éducation. « Le problème est que certains puisent un peu n'importe comment dans la terminologie de tous ces domaines, sans vraiment maîtriser les concepts qu'elle recouvre », relève le responsable d'un organisme de formation

Le comble est que les professionnels eux-mêmes ne se comprennent pas toujours entre cux. La formation n'est pas destinée, il est vrai, à un corps constitué comme celui des médecins. Elle est un univers hétérogène où l'on trouve aussi bien des instituts publics - comme l'AFPA ou les GRE-TA, la première relevant du ministère du travail, les seconds de l'éducation nationale -, des organismes consulaires, des centres privés ou associatifs. « Toutes ces institutions, relève Anne-Marie Charrand, du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq), ont longtemps functionné en univers clos, développant chacune des démarches pédagogiques spécifiques et un vocabulaire propre.» Résultat : d'un organisme à l'autre, les mêmes mots n'ont pas la même signification. Ce qui ne fait qu'accroître la confusion et les

A tel point que l'AFPA a pris l'initiative, il y a trois ans, de réaliser un « Vocabulaire des formateurs ». « Il ne s'agit pas d'un dic-

Des normes pour mieux comprendre

Il y a quatre ans, l'Association française de normalisation (AFNOR) se lançait, à la demande d'acteurs de la formation, dans l'élaboration de référentiels visant à introduire une plus grande transparence dans la relation clients-fournisseurs. Très vite, la nécessité est apparue d'éclaircir un certain de nombre de termes utilisés dans la profession. Avant de définir un modèle de cahier des charges, mieux valait déjà s'entendre sur un langage commun. Il existe ainsi aujourd'hui deux normes donnant une définition des termes fréquemment utilisés dans les appels d'offres, les catalogues de formation ou encore les plaquettes de présentations commerciale: compétence, bilan, référentiel, alternance. Elles sont loin de faire l'unanimité. Une nouvelle version de ces normes doit être éditée, dans laquelle certaines définitions seront simplifiées, les précédentes ayant donné lieu à diverses inter-

tionnaire : celui-ci reste à faire, précise Didier Sutter. Cet ouvrage est un travail d'explication de quelque trois cents expressions du langage habituel des formateurs. Il se veut avant tout un instrument de communication pour les praticiens de la formation professionneile. » Et d'ajouter : « Formation ou éducation permanente; formation professionnelle, permanente au continue : ces notions mêmes recouvrent dans l'esprit de ceux qui s'y réferent des

réalités différentes.» Cette ronde des mots ne permetelle pas, au fond, d'éluder des questions encore mal maîtrisées: tout ce qui touche à l'acquisition des connaissances et au savoir? « Comme tout domaine en quête de reconnaissance, la formation a besoin de trouver une justification dans son langage, relève Marc Maudinet, président du Groupement des animateurs et responsables de formation en entreprise (GARF). Tenir des discours complexes est un mayer de justifler de son professionnalisme aux yeux des financeurs que sont l'Etat et les entreprises. »

Force est de reconnaître que les enjeux économiques ont longtemps été considérables. Le réfiexe est tentant de jouer sur l'esbrotife des mots. Surtout dans le domaine des formations au management et au développement personnel où, plus que dans les formations techniques, les mots ont tendance à prendre le pas sur le fond. Reste qu'à l'heure où les entreprises sont de plus en plus soucieuses d'obtenir un réel retour sur investissement, la profession n'aura peutêtre pas encore longtemps le loisir de s'abriter dernière un rideau de

Le snobisme de l'anglomanie

Un engouement « branché », signe d'une perte de confiance dans le français

ÉJEUNER iourd'hui? suis trop speed (excité, en français), complètement surbooké (surcharge)! On est en plein brainstorming (réunion de réflexion) avec le staff (l'équipe) sur le contrat soft-drinks (boissons non alcoolisées). Demain, non plus : je dois présenter le storyboard (la maquette du film) au client qui n'a pas voulu reporter le deadline (délai). Le ruffman (le dessinateur) et la voice over (celui qui fait la voix off) seront id... »

Fictive, cette réplique a été composée avec l'aide d'un « yuppie » (acronyme de « young urban professional », autrement dit « jeune cadre citadin, dynamique et ambitieux »), publicitaire dans une grande agence parisienne, qui a accepté de dresser la liste, non exhaustive, des termes anglo-saxons les plus fréquemment employés dans son milien. « On baiene dans un environnement où l'on parle frangiais, voire carrément anglais, toute la journée, surtout lorsqu'on travaille sur des budgets internationaux, reconnaît-îl. A tel point qu'un jour, un créatif excédé s'est écrié à l'actresse d'un commercial: « Cause la France ! » Quant aux raisons du phénomène, notre publicitaire en convient sans ambages : « Les mois angiais sont plus puissants, plus vendeurs. Et puis, utiliser des anglicismes dans la conversation de tous les Jours, ca fait à la fols pro et bran-

Paire branché, le mot est lâché! Plus qu'une question d'étiquette, le recours croissant à des termes unglo-saxons seralt done d'abord une question de frime... Une certaine forme de snobisme en voeue dans noncée par Anne Magnant, de la Délégation à la langue française :
« Si les gens se mattent à parter anglois pour faire pro; c'est très fâ-cheux. Cela traduit une perte de confiance dans le français. » La Délégation n'entend pas pour autant, comme dit Anne Magnant, jouer les « gendarmes de la langue francaise » : « Loin de mai l'idée de proscrire l'utilisation d'expressions comme week-end ou after-shave ! Plus que certains mois angio-saxons qui sont complètement passés dans la langue, ce qui me préoccupe, c'est non seulement la présence du français mais aussi la défense de la pluralité linguistique.»

BUG IT BOGUE

L'« angiomanie » n'épargne pas con plus les informaticiens, même si elle répond à des motivations a priori plus compréhensibles : «Les termes anglo-saxons sont repris par paresse, mais aussi parce qu'ils désignent généralement des concepts technologiques très pointus, d'émergence récente, dont la signification, au départ, est confidentielle, même en anglais », constate Philippe Renard, président de la commission ministérielle de terminologie de l'informatique à la Délégation générale à la langue française.

L'homme sait de quoi il parle;

de merveilleux outils pour détendre

l'atmosphère. « Lors de séances de

Jeune ingénieur, c'est lui qui, dans les années 60, imposa le fameux « logiciel » pour traduire « software. Et de citer le problème posé par la traduction de « bug » (cafard, en anglais) qui désigne une erreur dans un programme informatique. Au terme « erreur », jugé trop générique, la commission a préféré « bogue », qui désigne l'enveloppe piquante de la châtalene. en raison de la similitude des consonances: « Nous avons capié la phonétique, admet Philippe Renard. Mais si nous avions créé de toutes pièces un néologisme, ca n'airrait pas fonctionné. » La commission de terminologie pour l'infor- 👍 matique travaille actuellement à la rédaction d'un ouvrage qui régionpera les deux cents à trois cents mors français du vocabulaire informatique dont l'usage est recommandé par arrêté ministériel.

Président de la commission pou les rélécommunications. Marcel Thué distingué, à travers le langage professionnel, trois formes de franglais. La plus répandue consiste à employer un mot anglo-saxon en lieu et place de son équivalent français, pourtant diment estampile par arrêté de terminologie. Ainsi les spécialistes parient-lla de « roqning» (déplacement d'un abonné mobile hors de sa 20ne de rattachement), alors que le français académique recommande « hinérance ».

Deuxième type de frangisis, l'usage de mots français dans un sens différent de leur acception classique, directement calqué sur la signification de l'équivalent anglais: « opérateur », par analogie avec « operator », au lieu d'« exploitant »; « standard », pour « norme »; « giobal » à la place de « mondial »... Plus permicieuse, la la grammaire française par mimétisme avec la syntaxe anglaise. D'où la tendance grandissante à supprimer les prépositions : « communication longue distance », an lieu de « communication à

iongue distance ».

Difficile de résister. Il n'empêche; la loi du 4 août 1994 prévoit plusieurs garde-fous directement applicables au droit du travail. Ainsi les offres d'emploi doivent-elles être rédigées dans la langue de Molière lorsque l'employeur est français ou que le poste à pourvoir est basé en France. Même chose pour les contrats de travail et pour « tout document comportant des obligations pour le salarié ou des dispositions dont la connaissance lui est nécessaire pour l'exécution de son travail » (article L-122-39-1 du code du travail). « Last but not least », ladite loi impose l'usage du français « dans la désignation, l'offre, le mode d'emploi ou d'utilisation, la description de l'étendue et des conditions de garantie d'un blen, d'un produit ou d'un service, ainsi que dans les factures et quittances ». Une disposition grâce à laquelle les « yuppies » n'ont plus aucune diffi-Cuité à déchiffrer le mode d'emploi de leur «mixer»!

Philippe Baverel

Tics de langage, signes d'appartenance

tion, voire une « régurgitation spasmodique d'air accompagnée de contractions de certains muscles », Il reste, pour l'homme, dans le sens commun, associé à des « gestes, attitudes habituelles, que la répétition rend plus ou moins ridicules ». Appliqué au domaine du langage, le tic est fréquent. Au point de révéler, dans certaines professions, des

manies souvent cocasses. Selon les métiers, on parle, on s'écoute parier, quand on n'est pas tout simplement en train de construire un code destiné à signifier à son interlocuteur son appartenance professionnelle. Prenez le haut fonctionnaire frais émoulu de l'ENA. Jean-Pierre Chevènement le soulignait dans son tivre consacré à « l'énarchie » : la figure dominante de l'élocution énar-chic n'est autre que le fameux « balancement circonspect ». Un peu de « Il est vrai... », suivi par quelques « néanmoins... » aussitôt nuancés par un « mais on peut €ealement... >

Mais ce n'est pas là la seule « attitude habituelle » qui caractérise la langue de l'énarchie. La périphrase est aussi en vogue, intelligence oblige. Et cet art du maniement de la circoniocution et du détour - pour ne pas dire de l'euphémisme - atteint parfois des sommets. Tel ce jeune stagiaire qui, pour parier des exclus, évoque « ces individus affectés du syndrome

structurel de l'inaptitude à intégrer la

Une figure du même cru a été exprimée lors d'un ateller consacré aux questions sociales à la SNCF. Un dirigeant de la société s'exprime devant un parterre de syndicalistes et de directeurs d'établissement. L'idée lui vient, tout à coup, de dire à chacun qu'il est nécessaire, dans la négociation, d'écouter les propositions adverses. Réfléchie, pesée, habiliée pour sortir, l'expression devient : « Il est opportun de concevoir la nécessité de valoriser la prise en considération. » S'agit-IL des subtilités d'une langue rendue nécessaire par la fonction et les responsabilités des énarques? Sans doute en partie. Et ce haut fonctionnaire a raison de préciser que « nous sommes souvent amenés à intervenir dans une langue qui se doit de ménager les susceptibilités des auditeurs ». Langue de bois ? La dérive est claire. Mais il y a plus. Les tics de langage s'élaborent dans le souci plus ou moins conscient de s'approprier une lmage, de rappeier une identité sociale, afin que l'interlocuteur sache d'emblée à qui il a affaire.

Nous sommes donc bien dans le registre de « l'attitude » plus encore que dans le domaine du sens. Il s'agit de signifier à l'autre, avant que de lui transmettre une idée. Comment? Par une « gestuelle langagière » voisine de l'onomatopée. A cela près qu'il ne s'agit pas ici de suggérer par le mot la chose dénommée, mais bien d'évo-

quer l'univers de celui qui parie. Le monde de l'informatique traduit parfaitement cette tendance. Les expressions types de cet univers professionnel destinées à ballser un « entre sol » sont légion. « je plante... », « j'al la disquette en charge », voire « j'ai la mémoire morte », font partie de la communication de tous les jours. Utilisés lors d'une discussion de celibataires, sur le zinc, ces tics de langage peuvent fleurir une conversation: « C'est dingue, je plante à chaque fois/Peut-être il te manque une rame 2/Non, je crois que j'ai le dur qui coince. » Traduits dans l'univers d'internet, ces tics prennent encore une autre albre. Là, le parcours technique classique n'est pas indispensable. Aussi chacun intègre-t-il rapidement l'espace-pro, s'en imprègne, l'imprime à sa façon.

Le réseau global utilisé est le World Wide Web? Cela devient: « Je surfe sur le Web » pour expliquet qu'on s'arrange comme on peut. Et l'autre de répondre qu'il a eu « des cyberproblèmes » alors qu'un troisième en profite pour lui lâcher le fameux «RIFM», traduction du « t'as qu'à lire le manuel ». Autant dire que si, an contact de telles « régurgitations spasmodiques d'air », la moutarde venait à vous monter au nez, vous pourriez toujours répondre: « Il n'y a que mail qui m'aille. >

Olivier Plot

9º journées du Creusot 2, 3 et 4 avril 1996

 Trois jours consacrés à la motivation dans l'entreprise.

Des débats et des ateliers proposés, à partir de cas d'entreprises, par l'Anact, le CJD, l'Afci, Entreprise et Personnel, les clubs APM, Garon-Bonvalot & ass., l'Ujjef, Entreprise et Philosophie, Idéca, MBBC, Mm2i...

- · Motivation et crise du service public Qu'est-ce qui fait courir les patrons?
- L'intérêt individuel est-il le moteur de l'économie ?
- La santé est-elle une affaire de motivation ? Comment motiver d'un côté et licencier de l'autre ?
- Comment dessiner une organisation motivante?
- Informations et inscriptions

Voir et vivre l'entreprise Tél. (16) 85 80 84 85 - Fax (16) 85 55 86 93 BP 121 - 71203 Le Creusot cedex

Quand le « jargonniseur » se moque de lui-même

EAN-CLAUDE FIEMEYER, directeur d'Habitat-Formation, le Fonds d'assurance formation des acteurs de la ville, a gardé de ses années comme consultant en management à la Cegos un besoin de se moquer de lui-même et de son milieu, grand utilisateur de formules pompeuses, voire dithyrambiques. Il a réalisé, en guise de carte de vœux 1996, un « jargonniseur formation-ressources humaines ». Imaginez un quadrillage de quatre colonnes recelant chacune dix petits bouts de phrase. En utilisant toutes les combinaisons possibles, on peut arriver à construire dix mille phrases. dont voici un petit aperçu : « pour amener davantage notre action dans la réalité du terrain », « le défi d'un environnement en mutation » « ne peut que nous amener à développer » « des démarches parallèles et conver-

Fort modestement, il ne revendique pas la paternité de l'idée. Juste : Ces petites cartes sont, à ses yeux,

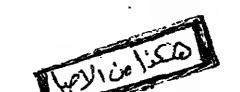
de l'avoir mise au goût du jour. Il y a vingt ans, quelqu'un lui avait remis un iargonniseur de poche, constimé d'une liste de mots répartis sur trois colonnes, qu'on pouvait croiser en mille combinaisons. Plus tard, en 1986, il fera de ce ieu, revu et corrigé. une carte de voeux pour ses clients. Les responsables de ressources humaines et les formateurs peuvent v puiser l'inspiration pour construire les expressions indispensables pour paraître branché, comme « analyse matricielle optimale » ou « démarche dynamique foisonnante ». Un succès. L'été dernier, un ami kui fait parvenir un jargonniseur découpé dans un magazine L'Entreprise (juilletaoût 1995). Il puise cette fois son inspiration dans les colloques, les articles, mais aussi dans les documents de la Communaute européenne, comme le programme européen de formation professionnelle Leonardo. Ce sera la fameuse carte de voeux 1996 du FAF Habitat-Formation.

formation, de séminaires de management ou autres, il arrive que les participants premient les mots ou expressions utilisés par les formateurs ou les consultants comme des agressions, explique Jean-Claude Fiemeyer. Pouvoir sortir en cours de réunion un document comme celui-là permet de montrer qu'on n'est pas tout à fait dupe du vocabulaire qu'on utilise et qu'on ne s'en sert pas comme d'une arme pour prendre le pouvoir. » Ce travail lui a permis de se pencher plus sérieusement sur la notion de langage professionnel. « Il y a une différence entre le vocabulaire pointu. technique, inaccessible aux profanes, des médecins, informaticiens et autres spécialistes, qui a pour vocation de véhiculer des informations concrètes et précises, et le langage des ressources humaines, qui est constitué de termes eénéraux et abstraits. Ces termes pris séparément ne sont pas inaccessibles. En revanche, leur justaposition pose

problème. » Prenons l'expression: « Il faut optimiser les ressources humaines. » Synthétique à l'extrême, elle veut tout dire, et rien. Un tantinet pompeuse, elle donne une certame importance à celui qui l'emploie. Par son côté vague, elle est aussi un camouflage qui permet d'échapper à la contradiction: * Lorsque l'on dit qu'il faut optimiser les ressources humaines, personne ne peut être contre, explique-t-il. En revanche, si vous dites : il faut faire partir les cinquante-quatre ans et plus de l'entreprise , là les contradicteurs vont pouvoir s'exprimer. »

« En fait, au travers de ce jargonniseur, je me moque de l'attitude tactique qui consiste à utiliser des formules vogues et pompeuses pour faint barrage à l'action, à la contradiction, souligne Jean-Claude Fiemeyer. Et en même temps, je reconnais qu'on est bien obligé d'utiliser ces notions car elles existent. »

Catherine Leroy





Le vocabulaire propre à chaque métier est aussi signe d'inventivité

Certains chercheurs appellent à la réhabilitation des « jargons » professionnels, dont ils reconnaissent l'utilité

qui fieurissent autour de l'activité professionnelle n'empêche pas de reconnaître une réalité : chaque métier est de toute façon « une usine à mots », pour reprendre l'expression d'un groupe de linguistes du CNRS (université de Rouen, département de linguistique). Autrement dit, il développe nécessairement un vocabulaire propre; et celui-ci est d'autant plus abondant qu'il doit désigner des actes et des objets très précis. Il lui faut, en outre, s'étoffer chaque fois qu'il y a évolution des techniques et des formes d'organisation.

Parlet d'usine à mots, dans laquelle ces derniers « naissent et se transforment », c'est dise que la frontière entre le vocabulaire technique, dûment estampillé, et le reste des vocables que l'on utilise sur les lieux de travail ne peut avoir la précision dont rêvent les esprits cartésiens. Elle est mouvante, pleine de points d'interro-

S'il est un domaine où le problème se pose de manière particulièrement aigue, c'est bien l'informatique. Parce qu'il « aime client, le transformer en rieur pin et Véronique Pierzo (« Travail bien parler le vrai français ». Henri Demonceaux, PDG d'une société de services informatiques, se voit souvent mis à rude épreuve. Dans certains domaines, il arrive à tenir bon: · Quand nous proposons de la documentation technique, nous nous imposons d'utiliser un maximum de termes français. » « Distributeur » ou « grossiste » est impitoyablement substitué à dealer (couramment utilisé dans ce sens par la profession), « processeur » à CPU, « écran » à monitor, et ainsi de suite.

Mais dans le langage parlé, la ligne est plus difficile à tenir. « On se laisse emporter par l'élan de la conversation, le désir de convaincre ou de faire comprendre, reconnaît-il. Et l'on se retrouve prisonnier de ce que l'on explique le Quand il se découvre puque le doit être souple, rapide, synthé-

A mise en question des cours quelques locutions qui hui tics et abus de langage permettent de prendre ses distances avec les anglicismes. Il glisse souvent, au milieu même de ses phrases : « comme on dit en français », ou – plus sophistique et utilisé en apposition à un faux verbe français fabriqué à partir de l'anglais: « verbe français du

premier groupe ». Concrètement, ses clients peuvent avoir la surprise de l'entendre dire: « nous allons téléloader - verbe français du premier groupe - sur votre système... >; ou encore il parle de « dumper », « linker », en ajoutant à chaque fois son « verbe françois du premier groupe ». Une mimique, un clin d'œil, vient bien entendu donner la clé de l'énigme au tique : si l'anglais ou le jargon qui s'est mis en place a ses qualités, il peut durer, s'imposer. Pourquoi contesterait-on sa légitimité et refuserait-on de l'homologuer comme authentique langage technique? Henri Demonceaux reconnaît que sa chasse à « l'anglosaxophonien » l'amène parfois à remplacer un mot par une périphrase. Et même si les clients, souvent, apprécient, les lourdes périphrases sont vouées à tomber un jour ou l'autre à la trappe. A moins qu'elles ne se transforment en sigles, ce qui pose

d'autres questions. On rencontre des situations analogues dans les secteurs scientifiques. Deux linguistes chercheurs au CNRS, Louis Gues-

L'amoureux de la langue française en est réduit, pour parler boulot, à des contorsions : la chasse à l'« anglosaxophonien » l'amène souvent à remplacer un mot par une périphrase lourde et compliquée

complice et lui faire comprendre ce qu'Henri Demonceaux veut lui dire : il regrette d'utiliser ce type de vocabulaire « technique » et tient à le faire savoir.

L'amoureux de la langue francaise en est réduit, pour parler métier, à de pareilles contorsions. Certes, tout le monde n'en est pas là. Les situations de ce genre se développent principalement quand une nouvelle technologie commence à se répandre. Venues le plus souvent des Etats-Unis, elles apportent un flot de mots nouveaux qui n'existent encore qu'en anglais et ne trouveront qu'avec le temps des équivalents français. Par la force des choses. le vocabulaire technique se moule dans l'apport étranger.

A ceci près – on l'oublie trop en

scientifique et contacts de langues: une enquête socio-terminologique », cahier numéro 7 de l'URA CNRS 1164, université de Rouen, juin 1994) ont étudié le cas du génie génétique. La Délégation générale à la langue française leur avait demandé d'évaluer l'impact de l'arrêté paru au Journal officiel, qui fixait les mots à employer désormais dans ce domaine, après une période de « désordre langagier ».

Leur constat est que les décisions officielles ne réussissent que très partiellement à «foire régner l'ordre linguistique ». Et ils suggèrent que l'on ait moins ce souci que celui de la « sécurité linguistique»; «Le problème, écrivent-ils, est de faire que ce « désordre » soit vécu positivement, appelle à la réflexion conceptuelle et langagière et ne constitue un obstacle ni au déroulement de la recherche ni à la transmission des connaissances (...). Ceci ne se fera pas dans l'utopie de la fixation de la langue, aussi parfaites que puissent être les propositions, mais dans la recherche d'un équilibre, toujours momentané, entre nécessité de la novation langagière et lutte contre la prolifération terminologique. » Ils conseillent, notamment, de laisser vivre les homonymes et - dans ce secteur où l'anglais est devenu la langue principale -« de ne proposer un terme qu'à condition au'il offre le même « confort » que l'anglais corres-Detrière l'obsession française

de la correction linguistique, quelque chose continue à courir, qui relève plus de la « distinction » chère à Bourdieu que de l'amour de la langue. Loic Depec-ker, linguiste, grammairien, délé-gué à la langue française auprès du premier ministre, en est persuadé : il appelle à une reconnaissance du langage qui s'invente sur les lieux de travail. « Les termes de chantier et d'atelier continuent d'être considérés comme relevant d'un mande linguistique à part, nullement digne d'intérêt », dénonce-t-il. Ce qui conduit à des aberrations, comme le choix officiel du mot * bouteur > pour traduire * bulldozer », alors que « bull » se dit couramment sur les chantiers. « Cette stigmatisation ne touche pas seulement les métiers dédaignés, poursuit Loic Depecker, mais aussi, par exemple, le monde des laboratoires scientifiques : on ne trouvera pas, dans un dictionnaire, l'expression « faire une manip » ni, a fortiori, le verbe « maniper », giors que ce sont des termes qui s'emploient tous les jours» (Pour les jargons, paru dans la revue canadienne META, numéro 4, décembre 1994, Presses de l'université de Montréal). Et d'appeler à la réhabilitation du « jargon », mot « noble » car il « n'est en fait

Marie-Claude Betbeder

Des sigles sans audace

Souvent incompréhensibles, ils ont proliféré ces dernières années.

Certains sont devenus de véritables mots

un annuaire d'organisme de formation ou même simplement un quotidien pour s'en convaincre : de TF 1 à l'ONU (Organisation des Nations unies) en passant par l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes) ou le tout récent CIE (contrat initiative emploi), les sigles déploient leurs initiales tout au long des pages. Pis, les développements de ces suites de lettres - généralement imprononçables -

C'est d'ailleurs parce qu'il finis sait par ne plus rien comprendre à ancé dans l'élaboration d'un dictionnaire des sigles médicaux et loz). L'exercice l'a tellement amu-(également chez Dalloz): 30 000 ont été recensés... Mais la liste est loin d'être exhaustive. Et le médecin confirme que, depuis le début de sa besogne, en 1990, les abréviations n'ont cessé de se multiplier: «Prenez les grilles de mots croisés, la majorité d'entre elles comptent désormais deux, trois, quatre sigles quand ce n'est pas davantage. >. Auteur d'un dictionnaire des sigles économiques et sociaux (La Maison du dictionnaire), Danielle Candel, chargée de recherche au CNRS (Centre nafique), rappelle dans son introduction que «l'usage abusif des sigies » était déjà dénoncé dans le Nouveau Larousse illustré du début du siècle mais reconnaît que, depuis, le problème a encore ga-

L'origine de cette prolifération? Marcel Botton, PDG de Nomen, société spécialisée dans la création dace et les processus de décision des grosses structures : « Décider d'appeler une société Mariboro ou Mercedes, si le créateur est seul à décider, cela ne pose pas de pro-blème. En revanche, si la décision relève d'une structure collégiale ou d'un conseil d'administration, il est difficile de réussir à mettre tout le monde d'accord. Et le consensus se fait généralement sur le nom le plus basique. L'exemple le plus éclatant étant le Stade de France qui, si l'appellation n'était pas déjà prise, aurait pu devenir le SDF. ». Danielle Candel incrimine pour sa part « la loi du moindre effort bien connue en linguistique: comme on n'a pas envie de répéter à chaque fois un mot très iong, on le tronque, on

Toujours est-il qu'aujourd'hul l'heure est plutôt à la confusion. Un même sigle peut correspondre à plusieurs déroulés: l'ARC, c'est l'Association pour la recherche contre le cancer mais aussi l'Association des responsables de copropriété! Idem pour l'IFP, à la fois Institut français du pétrole (ou de la presse) et l'ALPA - Association de lutte contre la piraterie audiovisuelle ou contre la pollution atmosphérique... « On assiste à un

langue, déplore Marcel Botton, et on voit bien les limites de l'exercice : un nom a tout de même pour vocation d'affirmer une identité... »

Pourtant, dans ce maema d'ini tiales, quelques sigles parviennent à faire preuve d'originalité, notamment ceux que l'on nomme les acronymes, qui, au final, donnent un mot précis comme SCALP (Sec-(Fondation Agir contre l'exclusion) ou AGIR (Association géné sens lorsqu'on les prononce comme NRJ ou FMR. Ou encore ceux qui réussissent à s'imposer grace à leur notoriété et dont on finit par oublier totalement le déroulé: « Qui se souvient auiourd'hui qu'IBM signifie International Business Machine et SEB, Société d'emboutissage de Bourgogne? », interroge Marcel Botton. Enfin, il y a ceux qui parviennent à conquérir leurs lettres de noblesse en s'intégrant totalement dans la langue française, au point de devenir un vrai mot : «Radar est un bel exemple qui a même donné lieu à des dérivés comme radariste. Au départ, il s'agissait d'un sigle dont on a complètement oublié l'origine », conclut Danielle Candel

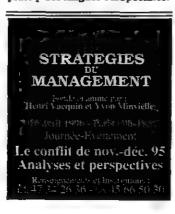
Nathalie Mlekuz

Les expressions « hip »

• Derzier cri. Linguiste, Frédéric Stenz se plaît à dénicher les expressions de l'air du temps. Très en vogue en ce moment : « être à l'ouest » (être à côté de la plaque), « contrôler sa planète » (maîtriser la situation). « être hip » (être in, dans le coup) et « ça me fait » (ça me

● Ephémère. Des « expressions-fusées », selon la terminologie des linguistes, éclair, le paysage médiatique français. L'adjectif « incontournable » a récemment eu son heure de gloire. « La cerise sur le gâteau » serait en train d'opérer un bon départ.

• Européens. Marcel Botton, PDG de Nomen, estime à environ milie trois cents les mots susceptibles d'être compris (seule une ou deux lettres changent) dans les sept principales langues européennes.





JAPON, LA FIN DE L'EXCEPTION

La période de prospérité économique et de stabilité politique que l'archipel a connue depuis les années 60 paraît s'achever. Un sentiment de malaise s'installe dans la population, traumatisée par l'attentat de la secte Aum et les carences révélées par le tremblement de terre de Kobé.

LA RÉGULATION ÉCONOMIQUE EN PANNE

Foute de volonté collective, la société française, ses élites, comme ses représentants, s'est laissé gangrener par le chômage, l'exclusion et les restructurations, révélant ainsi un paysage social catastrophique et des acteurs impuissants.



L'exclusion, c'est aussi en milieu rural

par José Escanez

E nouveau e plan banlieues », « pacte de relance pour la Ville » est sorti, centré sur l'emploi et les aides aux entreprises, faisant suite à une série de mesures qui ont progressivement constitué la politique de la ville, destinée aux quartiers en difficulté et aux personnes qui y résident.

Des engagements ont été pris lors du CIAT (comité interministériel d'aménagement du territoire) de Mende, des mesures sont à l'étude pour le milieu rural, mais il n'y est pas fait mention des publics en difficulté: leur prise en compte dans les politiques spécifiques et territorialement ciblées reste l'apanage des quartiers

Elus ruraux confrontés quotidiennement aux réalités de l'exclusion sur nos territoires, interpellés fréquemment pour un emploi, un CES, un logement, nous disons avec force qu'il est temps de prendre en compte les populations en difficulté en milieu rural. Il est temps d'échapper aux lieux communs qui présentent le milieu rural comme un territoire mythique auquei s'accrochent des valeurs désuètes ou comme un milieu désertifié par l'exode dans lequel l'intervention publique devrait se résumer à un hypothétique développement écono-

Les missions locales rurales constituent un observatoire qui montre les mêmes tendances dans l'ensemble des territoires: une augmentation du nombre de leunes qui nous contactent de façon durable (jusqu'à 20 %). Des chiffres qui depuis 1990 ont parfois été multipliés par trois, indice d'une exclusion durable qui comporte une succession de situations précaires. Précarité qui parallèlement entraîne une accumulation de problèmes liés aussi au

toxicomanie, problèmes psychologiques). Par ailleurs, si le niveau général de formation des personnes accueillies par les missions locales rurales progresse (les niveaux IV et plus atteignent 25%, voire 30 % sur certains secteurs), le nombre de personnes de bas niveau ne diminue qu'en valeur relative, ce qui montre bien une forte augmentation quantitative.

Deux pôles distincts émergent: d'une part, ceux qui cumulent les handicaps sans possibilité réelle de mobilisation de solution en termes d'emploi et de formation et, d'autre part, ceux de niveau bac et plus, pour lesquels nous nous trouvons également dému-

Ce rapide tableau qualitatif et quantitatif montre:

que les problématiques de l'exclusion ne sont pas circonscrites à l'urbain;

- que, si les mesures permettant une discrimination positive par rapport à l'emploi des populations les plus en difficulté sont indispensables, si le développement de l'emploi est particulièrement important, il reste malgré tout à prendre en compte ceux qui actuellement n'espèrent plus y accé-

– que, si la formation peut être une solution individuelle pour l'accès à l'empioi, ce n'est en aucun cas une solution collective puisque le déficit d'emploi en est le premier facteur limitant : en témoigne le nombre croissant de personnes qui viennent frapper à la porte des missions locales avec un diplôme en poche.

Or les politiques successives de l'Etat centrées sur les aides à l'entreprise et les territoires urbains. complétées par des politiques régionales de formation orientées vers la formation qualifiante et le projet professionnel, laissent « en attente » un nombre de plus en transports, logement, alcoolisme, mise en place de contrats divers place de véritables politiques lo-

avec les entreprises n'a jamais été aussi importante -, fl n'empêche que les catégories « sans solution » progressent régulièrement dans les bilans chiffrés des missions locales rurales.

Nous voulons aussi des réponses pour ceux qui sont exclus de ce monde du travail par une approche liée d'abord à l'insertion sociale, à l'intégration dans un groupe, à la capacité à se prendre en charge, à faire partie à un moment donné d'un projet collectif; des réponses aux problèmes de pauvreté, de santé, de logement et la possibilité d'expérimenter de nouvelles formules entre utilité sociale, économie, solidarité. Cette démarche relève, pour le milieu rural, de la liaison entre insertion et développement local.

Mettre en place une politique adaptée au contexte local

Il faut du temps, des moyens pour accompagner, pour monter ces projets, qui, de plus, sont essentiels pour le maintien d'une certaine cohésion sociale, pour éviter des dérapages, une marginalisation de plus en plus grande.

C'est une des fonctions des missions locales rurales, lieu de partenariat entre les différents acteurs du monde rural dont l'administration est partie prenante, si on leur

en fournit les moyens. Ces moyens qui sont refusés à nos missions locales en termes de coordination : reléguées au simple rang d'exécutant et d'organisme opérateur, elles n'ont plus l'autocales adaptées au contexte local et an territoire.

Elles n'out pas non plus les movens financiers: les politiques axées sur la formation en vue de l'emploi, sur la mise en application des mesures, ignorent ce volet d'action au croisement de l'insertion et du territoire, au croisement de l'insertion et du développement local

Alors que les problèmes s'accroissent quantitativement et qualitativement, ki ou là, des miss locales rurales licencient, ont du mal à boucler leur budget, sont contraintes à réduire leurs actions : où est donc le souci de réduire la fracture sociale?

Pent-on espérer que les élus locaux qui se sont engagés dans la bataille contre l'exclusion en milieu rural, qui, au travers de leurs missions locales, travaillent en tenant compte du contexte particulier du territoire et contribuent à maintenir une certaine paix sociale, soient véritablement épaulés par l'Etat, les assemblées départementales et régionales ?

Il faut enfin que soieut pris en compte le travail de réflexion et d'innovation, le laboratoire social que développent ces structures. Depuis leur création, les missions locales ont vu se diversifier largement leurs activités. Le temps n'est-il pas venu d'actualiser le rapport de Bertrand Schwartz?

A moins d'être condamné à dénoncer l'oubli du rural dans les politiques d'insertion, ultime lieu de relégation pour des populations en difficulté qui ne font alors plus parier d'elles?

Tosé Escanez est président de l'Union nationale des missions locales rurales. Secrétariat national : 8. bd Bonne-Nouvelle, 75010 Paris.

Fantassins anti-chômage

LES COULISSES DE L'EMPLOI dirigé par Martine Hassoune et Frédéric Rey. « Panoramiques », Arléa-Corlet, 276 p., 88 F.

ENVERS du décor n'est pas vraiment rose : la persistance du chômage n'a pas améliore l'ordinaire des agents de l'ANPE; on s'en rend compte à la lecture de ces enquêtes on interviews. Leur lot quotidien, c'est la gestion d'un flux montant de demandes alors que les minutes des entretiens sont comptées et que les perspectives d'emploi sont loin d'être toujours évidentes. Et les questions affluent : « Pour qui travaille-t-on ? Quelle est la nature du service proposé ? Est-on en mesure de produire ce ser-

Des sociologues, qui se sont plongés dans les profondeurs de l'Agence, concluent que chacun doit s'y débrouiller pour trouver ses réponses, « ses propres repères et règles, sa déontologie ». Les contradictions sont patentes entre les soucis de technicité et le glissement vers le travail social, entre l'impératif de résultats chiffrés et les traitements en profondeur d'un parcours individuel, entre la conformité aux demandes du marché du travail et les tentatives pour corriger sa sélectivité. Le tableau est noir et peint une désespérance qui ne semble pas aussi massive sur le terrain... Et qui, en tout cas, n'empêche pas de continuer à agit.

Des solutions ? Davantage de moyens, certes. Le livre fait justement remarquer le sous-équipement humain : un agent pour trente chômeurs en Allemagne, un agent pour cent vingt en Prance. Mais le fond du problème est évidemment que l'ANPE, tout comme les Assedic et les missions locales, doit gérer les retombées d'une situation économique dégradée et sur laquelle elle n'a pas prise; et que les « mesures » qu'elle est chargée de promonvoir ont depuis iongtemps montré leur limite. La piste d'une meilleure connaissance du fonctionnement des marchés du travail est évoquée. Et, en effet, la rareté lentement corrigée d'analyses précises au niveau local est une des principales lacunes françaises. Il faut, comme un spécialiste l'indique, des techniciens en la matière, à condition qu'ils ne constituent pas un corps d'intervenants campant sur des approches théoriques mais qu'ils fournissent des outils aux acteurs, agents de l'ANPE compris.

Daniel Urbain

Le salaire en pratique

LA RÉMUNÉRATION GLOBALE DES SALÁRSES de Jean-Paul Juès. « Que sais-je? », Presses universitaires de France, 128 p., 40 F.

E « Que sais-je? » propose « une approche synthétique et protique » de la rénunération et de ses composantes. Les obligations légales et conventionnelles sont abordées, mais aussi la gestion du salaire de base (classification et cotation des postes, systèmes d'appréciation de l'efficacité professionpact sur la modification de la masse salariale sont analysés brièvement. Conclusion de l'anteur : « il n'y a pas de gestion des ressources humaines digne de ce nom sans qu'existe à la base une construction salariale solide, équitable, cohérente et admise par tous les partenaires. »

Les effets pervers de l'auto-évaluation

Ce système, nouveau en France, amène les cadres à se sous-noter. Les syndicats dénoncent un transfert de risques sur les salariés

'ÉVALUATION des performances et des compétences des salariés d'une entreprise par leurs collègues est aujourd'hui de plus en plus répandue. L'autoévaluation reste en revanche très rare. * Il est peu fréquent, souligne Alain Mitrani, du cabinet Hay Management Consultants, que l'intéressé ait un guide d'observation. avec des critères précis d'appréciotion de son travail, associé à la passibilité de vérification au niveau de la DRH de l'entreprise. » L'auto-évaluation ne fait pas encore partie de la culture d'entreprise française, et concerne pour le moment de grandes entreprises entrées en phase de reconfiguration, où la hiérarchie tend à prendre moins d'importance.

Chez IBM-France, depuis quelques semaines, l'encadrement découvre un nouveau mode d'évaluation, issu de la mondialisation de la gestion des ressources humaines, et mis en place afin de redresser la barre face à la concurrence. A l'auto-évaluation, on préfère ici l'autodiagnostic. «On va demander au collaborateur d'être plus participatif, plus mature, explique Philippe Debacker, responsable des rémunérations. On l'invite à préparer ses engagements personnels. Ils sont validés et. en cours d'année, il va faire son auto-digenostic. Il va re-

mettre sa fiche d'engagements, ses résultats tels qu'il les voit. Le manager va apprécier les résultats de ce collaborateur auprès de ses clients. »

En ciair, le rôle du manager évohie: il est moins de superviser que de coordonner, de valider les objectifs concertés que doit s'approprier le collaborateur. L'évaluation repose sur deux piliers : le système de référence professionnelle (SRP) et le personal business commitments (PBC, ou engagement personnel de contribution aux résultats). Chacun reçoit une feuille d'évaluation qui comporte trois chapitres: la compétence, la contribution aux affaires (poids économique du poste et de la personne), l'autonomie et le leadership. C'est la moyenne des notes obtenues sur ces trois chapitres qui permettra de ogresser dans la carrière et dans le salaire, de passer par exemple du statut de cadre spécialiste à celui de conseiller.

DOUBLE MENACE

Etudiants Bac + 1 à Bac + 5!

Retrouvez en direct sur Minitel

3615 LEMONDE

des milliers d'offres de stages en entreprise

Les organisations syndicales contestent ce SRP, qu'ils jugent * pervers ». « Les critères mis en avant sont tels qu'une écrasante majorité a tendance à mal se noter, estime Jean-Michel Daire, représentant syndical CFDT. Il n'est pas donné à tout le monde d'être reconnu mondialement dans son domaine d'intervention. » C'est pourtant le critère pour avoir une compétence 4, soit 1 point en dessous de la note maximale. La méfiance est aussi de mise quant au PBC. « Celui qui n'aura pas atteint les objectifs " choisis ", ajoute Jean-Michel Daire, n'aura à s'en prendre gu'à lui-même. »

L'évaluation élaborée prévoit même plus : si le cadre est « volontaire », son chef pourra solliciter l'avis de quatre ou cinq personnes choisies dans son environnement. POUR juger son comportement professionnel. Là où la direction d'IBM voit « un outil pour une meilleure équité de traitement et une meilleure compétitivité externe des salaires », les syndicats craignent une double menace sur les salaires et sur l'emploi. Pour eux, les cadres sont dans le collimateur. On aboutit à « un transfert de risques sur les solariés de l'entreprise ». Autrement dit, on adaptera de plus en plus les salaires aux résultats globaux de l'entreprise. Quant à l'emploi, « les plus mai notés seront tout désignés pour être les prochains licenciés », estime

Jean-Michel Daire. Philippe Debacker se weut rassurant : « La politique de rémunération s'appuie sur une position par rapport au marché, indispensable si nous ne voulons pas aller dans le mur, explique-t-il. Elle prend en compte la contribution de la personne au cours des deux dernières années, ce qui la met à l'abri des aléas qu'elle peut rencontrer. Quant à l'emploi, la seule préoccupation, c'est d'attirer, de retenir et de motiver les gent. » D'ores et déjà, les dirigeants sont encouragés à expliciter au maximum la démarche auprès de leurs collaborateurs.

Chez Rank Xerox, le système d'auto-évaluation est déjà rodé. Depuis deux ans, on a inversé, en quelque sorte, le processus classique d'évaluation par le manager. «La vedette, c'est le collaborateur, explique Stéphane Roussel, à la DRH. Chacun dispose d'un guide de compétences, à partir duquel il se

note et donne son sentiment sur l'année passée. » Pas de chiffres ni de lettres, pas de jugements de valeur non plus, mais un constat sur les « décalages » observés. Quand arrive l'entretien, il revient au dirigeant de réguler l'ensemble. «Le collaborateur propose, le manager dispose », résume Stéphane Roussel. Ce nouveau système a permis à l'entreprise de supprimer dix lignes

hiérarchiques. Le credo de Rank Xerox ? Miser sur la « responsabilisation » des collaborateurs. L'accent mis sur cette notion, à en croire les réponses au questionnaire envoyé chaque année aux 4 000 salariés concernés est, semble t-il, bien vécu. Deux conditions au moins sont nécessaires pour que ça marche : le manager doit laisser effectivement jouer à plein la responsabilité de ses collaborateurs, lesquels espèrent une contrepartie en termes de carrière. « Plus le salarié développe ses compétences, remarque-ton à la DRH, plus il a de soutien en termes de formation. Plus il est formé, plus il a de chances de promo-

La répercussion sur le salaire est moins évidente. A la récompense de la performance individuelle, Rank Keroz préfère le « microcollectif >: valoriser le travail d'une équipe de 8 à 10 personnes. Mais récompenser la performance par un voyage, ce n'est pas forcément du goût de tout le monde, en particulier des syndicats, attachés aux

augmentations automatiques. L'auto-évaluation fait aussi son chemin dans quelques grands groupes français comme EDF ou Prance Telécom. Chez ce dernier, on est en phase de généralisation de « l'entretien de progrès » institué en 1992. Dans un contexte de reclassification, de bouleversement des règles du jeu de la promotion, le management avance lentement mais strement.

ltinéraire d'un militant

ALEXANDRE HÉBERT, CINQUANTE ANS DE LUTTES SYNDICALES de joëi Bonnemaison. Editions du Rocher, 206 p., 110 F.

La vie et les positions du leader nantals de Force ouvrière, dont il est « l'anar de service ». Un itinéraire soutenu par la hantise permanente de l'emprise des « curés » sur le mouvement ouvrier et la société. Dans cette optique, le parti issu du congrès d'Epinay est « dirigé en fait par des cléricaux», et Maastricht est une étape qui s'inscrit dans la «logique vaticane » de retour à l'Europe de Charlemagne.

D. U.

COLLOOUE

ESSAIMAGE

Un colloque ayant pour thème « L'essaimage stratégique » sera orgahisé le 3 avril par les associations Développement et emploi et Europe et entreprises (Maison des polytechniciens, 12, rue de Poitiers, 75007 París). Des directeurs généraux, des responsables de stratégie, des directeurs de recherche-développement et des directeurs des ressources humaines traiteront de cette stratégie (spin-off) qui consiste à créer une entreprise nouvelle en donnant son indépendance à une activité ou un département d'une entreprise « mère », avec le transfert dans la nouvelle société de tout ou partie du personnel. Développement et emploi, Espace Clichy, 30, rue Mozart, 92587 Clichy Cedez.

FESTIVAL

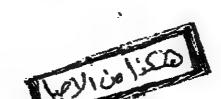
« Soft qui peut », le troisième Festival européen des jeunes créateurs de logiciels et de produits informatiques, se tiendra les 5 et 6 avril au Futuroscope de Poitiers. Soixante-trois créations originales ont été sélectionnées pour être présentées au public par leurs jeunes auteurs. Des conférences aborderont le thème des nouveaux métiers de l'image et de l'informatique. Des ateliers pédagogiques présenteront les modes d'appropriation par les enseignants et les élèves des technologies nouvelles. Enfin, vingt équipes de quatre jeunes de moins de vingt-cinq ans s'affronteront en public, pendant vingtquatre heures, à l'occasion du Marathon des fêlés de l'informatique. Renseignements: «Soft qui peut», 6, tue Sainte-Catherine, 86034

FORMATION

I IOURNÉES PROFESSIONNELLES

Celles de l'Association nationale des conseillers en formation continue (Anactoc) se tiendront à Epinal, parc des expositions, les 28 et 29 mars.

Contact : Jean-Paul Anderbourg, Tél. : 83-55-06-58, Télécopie : 83-57-



LE MONDE DES CADRES

TRADUCTEUR SCIENTIFIQUE ANGLAIS

Rejoignez Rhône-Poulenc Rorer, un des leaders possèdez une partaite maîtrise du français. La mondiaux de la pharmacie humaine.

Au sein de notre département des Affaires Réglementaires internationales et rattaché au chef anglais de la documentation nécessaire à la aptitudes relationnelles alliées à une grande rigueur. constitution des dossiers de médicaments. Vous coordonnez l'ensemble du processus de traduction s'inscrivant dans le cadre d'un ou plusieurs projetsd'enregistrement et en assurez le suivi.

De formation supérieure en traduction (DESS ou équivalent), vous êtes spécialisé en pharmacie, chimie, médecine et sciences de la vie en général. Vous possédez 3 à 5 ans d'expérience de la traduction pharmaceutique et une solide connaissance du contexte réglementaire, ainsi que de l'enregistrement des médicaments. Vous êtes nécessairement de langue maternelle anglaise et

connaissance d'une autre langue européenne serait

Autonome et réactif, vous avez de bonnes capacités de service traduction, vous assurez la traduction en en matière de gestion de projet et d'excellentes

> Nous attachons beaucoup d'importance au dévaloppement des compétences au sein de notre groupe ; le cadre de travail que nous vous proposons vous permettra de concilier votre besoin d'autonomie, votre goût du travail en équipe et votre volonté d'entreprendre.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre manuscrite), sous la référence TSA/M, à Rhône-Poulenc Rorer, Jean-Pierre Leroy, Centre de recherche de Vitry-Alfortville, 13 quai Jules-Guesde, 94400 Vitry-sur-Seine.





430 000 habitants - 27 communes - 6 000 agents recrute selon les conditions statutaires

un responsable pour sa direction de l'action sociale

Membre de la direction générale de l'administration de la Ville et de la CUS, vous serez chargé(e):

• de participer à l'élaboration de la politique sociale de la Ville de Strasbourg (250 000 habitants) et de sa mise en

- 🕨 de la coordination des services de la direction (680 agents) dont les compétences recouvrent à Strasbourg un
 - le service social polyvalent (7 circonscriptions) et le service de protection des mineurs
 - les amibutions relevant traditionnellement d'un centre communal d'action sociale (accueil et hébergement d'urgence, action en faveur des personnes ágées. RMI, aides locales, charte ville et handicap)

 - la santé scolaire - la petite enfance (crèches, haltes garderies, maison de l'enfance)....
- de gérer un budget de 350 MF
- d'animer et de mettre en œuvre avec la collaboration d'une équipe de projet la démarche participative de redéfion de l'action sociale dans les quartiers et de proposer les réformes de structures nécessaire
- Vous êtes de préférence issu(e) d'une filière de formation santaire et sociale. Vous avez une expérience de direction d'un département social d'une collectivité publique ou de l'Etat.
- Vos aptitudes personnelles vous permettent de conduire une démarche de changement participatif. Vous avez la naissance et l'expérience des méthodologies de conduite de projet.

- Strasbourg, direction des ressources humaines, 1, place de l'Broile, BP 1049-1050 F, 67070 STRASBOURG Cedex.

Un groupe d'assurances US de grande notoriété recherche, pour sa filiale en Françe, son

Manager Assurances Accident et Santé

Nous sommes : la filiale française d'un important groupe américain bien implanté en Europe et dans le monde.

Notre stratégie est de continuer à nous développer par l'originalité de nos produits, par la créativité de nos formules de garantie et par la qualité de notre gestion. Nous avons de grandes ambitions pour notre département assurances des personnes, en particulier pour les produits accident-santé. Nous sommes spécialisés dans la couverture des groupes.

Mission: renforcer notre position dans l'establishment français assurance accident-santé. Enrichir, promouvoir et géner un portefeuille de clients institutionnels. Par une action personnelle sur le terrain, établir des rapports avec les grands comptes, générer des affaires avec les grands courtiers spécialistes, créer et diriger une équipe de commerciaux, élargir et adapter la

Il faut : une très bonne conriaissance de l'assurance des personnes (accident-santé), y avoir réussi plusieurs années à des postes de responsabilité, avoir tenu un poste commercial de haut niveau, aimer la négociation et la vente, pouvoir travailler en anglais, disposer d'un réseau actif de relations personnelles dans l'assurance ou le courtage spécialisé.

Nous offrons : une belle possibilité de carrière (ou de fin de carrière pour une personnalité à fort potentiel de relations privilégiées).

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 960037/M. à Bernard Krief Recrutement. 115, rue du Bac 75007 Paris.



Un département de Bernard Krief Consulting Grosp :

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

Mary Control of the Control SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DES SERVICES LOGISTIQUES Poste à pour voir par vive manuscrité ecompagnée d'un CV, sous la référence SD/SL, à Monsieur le Président du Consell Général, Direction des Ressources Hunsines, Bureau de la Mobilité et du Raccintenning, Hôtel du Département, 77010 Meion cedex.

LES DIRIGEANTS

DIRECTEUR GÉNÉRAL R&D

MITSUBISHI ELECTRIC implante en Europe des laboratoires spécialisés dans les télécommunications et la visualisation avec un pôle principal situé à Rennes.

Agé de 40/50 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ENST, ESE ou titulaire d'un doctorat d'université, vous avez une expérience assez longue dans la recherche et la pratique du management des techniques de télécommunication, en particulier dans les domaines des mobiles, de la numérisation et des transmissions larges bandes.

Vos relations avec les laboratoires nationaux et étrangers, les universités, les organismes de normalisation ainsi que votre expérience des programmes européens tels que RACE et ACTS

Vous devrez être parfaitement bilingue français/anglais.

Le poste est à pourvoir à Rennes (Ille et Vilaine).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV. photo et prétentions) sous réf FXC/JV à MITSUBISHI ELECTRIC FRANCE, Centre ITE, 55 avenue de Colmar, 92563 RUEIL MALMAISON cedex.



TECHNOLOGY FOR LIFE.

LE MONDE DES CADRES



La Conseil Régional de Bretagne recherche pour sa Direction de

Chargé des **Transports Ferroviaires**

- Ingénieur ou Economiste -

Collaborateur immédiat du Directeur de l'Aménagement, vous suivez les évolutions jundiques, économiques et logistiques en matière de transports ferroviaires, cela tant au niveau national et européen qu'interrégional. En étroite l'aison avec les services techniques de l'État, la SNOF, les collectivités locales et en collaboration avec les servicas internes de la Région, vous participez à la conception et génez les crédits et les actions du Conseil Régional dans le domaine des transports régionaux ou des mes d'infrastructures et réseaux ferroviaires. Ce poste complet létudes agissiques et économiques, suivi al contrôle budgétates, conduite-programmation et montage d'applications, infations avec les acleurs régionaux et notionaux), s'adresse plus particulièrement à un Ingénieur diplômé au à un universitaire de niveau DESS en Economie justificant d'une réalle expérience professionnelle en mottère d'études et de piantication des transports - déplacements.

Pour ce passe à pourvoir par voie statutaire au controctuelle, merc d'adresses votre lettre de candidature avec CV, photo sous sé. CTF/LM à notre conset : Olivier PLESSE OLIEST RESSOURCES HUMAINES - 32 1100 ORH Transloty - 35000 Rennes qui vous garantil discrition et réparse. Les premiers entrellers pourront se dérouler à Paris.

Directeur du développement économique

en région Auvergne

Le syndicat intercommunal de l'agglomération de Moulins crée le poste de : responsable du développement économique. Au cœur de la France, cette région riche en histoire, offre de nombreux avantages touristiques et économiques, elle est, entre autres, célèbre pour la qualité de sa main d'œuvre... En étroite collaboration avec les autorités politiques, économiques et administratives de la région, vous serez chargé de

l'animation du tissu industriel local : - créer la synergie entre les entreprises de l'agglomération et être

à la disposition de leurs dirigeants pour les aider à défendre - rechercher, susciter l'Implantation de nouvelles PME et PMI

dans la région et savoriser leurs implantations, - établir un livre blane sur les atouts économiques de la région et mettre au point des axes et moyens de marketing et de

communication. Homme ou semme, de sormation supérieure, vous pouvez apporter la preuve d'une réelle réussite dans un poste similaire. Vous aimez le contact et vous êtes capable de défendre des dossiers au plus haut niveau.

A un homme ou une femme ayant une foi réelle dans sa mission. nous offrons un poste passionnant, dont l'emploi est le principal enjeu dans une région où la qualité de vie est exceptionnelle. Adressez votre candidature à Yves Marie Consultants, 80 rue Cardinet, 75017 Paris.

> Yves MARIE Consultants



Documentaliste Expérimenté (e)

Au sein d'une équipe de 3 personnes. vous aurez en charge les missions suivantes : recherche, traitement, diffusion d'informations en réponse aux recherche pour besoins du Crédit local de France et de son service : clients extérieurs impliqués dans la vie mentation des collectivités locales.

Vous assurerez la veilla documentaire : analyse de l'environne ment économique, institutionnel, technologique et social des acteurs locaux et nationaux. Vous élaborerez des notes de synthèse et contribuerez activement à l'informatisation du centre de documentation et d'information.

type DESS (si possible avec spécialisation «veille stratégique») vous justifiez si possible d'une première expérience ainsi que sance des milieux financiers et économiques. Vous alliez une très bonne culture générale à des compétences

De formation supérieure (niveau Bac + 5) en documentation,

éprouvées dans l'usage de la micro-informatique. De réelles qualités relationnelles et organisationnelles ainsi que

de bonnes qualités de synthèse sont indispensables. Merci d'adresser votre donner de candidature

(lettre de motivation et CV) shift 96/DOC su: **CREDIT LOCAL DE FRANCE -**Direction des Ressources Humaines Gestion des Carrières et des Compétence 7/11 Quai André Citroën - BP 1002 75901 Paris Cedex 15.



Directeur Adjoint Administratif et Financier de l'Action Sociale Départementale H/F



recrute per mutation, détachement ou inscription sur liste d'aptitude un Directeur ou Administrateur Territorial.

De formation Bac + 4/5 GESTION FINANCES, vous êtes responsable du pôle administratif et financier, sous

Le Conseil Général du Finistère

l'autorità du Directeur de l'Action Sociale.

avisé, vous suivez les campagnes budgétaires et évaluez le qualité de la gestion administrative et financière des Etablissements oeuvrant dans le domaine de l'enfance, des personnes handicapées et des personnes âgées. La conneissance de la comptabilité privés est IMPÉRATIVE.

Merci d'adresser lettre + CV + photo ainsi que LE DERNIER ARRETE D'AVANCEMENT D'ECHELON & Rémi GUEVEL sous référence BR 04960 RH PARTHERS - EP 1233 - 29102 QUIMPER et de consulter

le 3617 RHPARTNERS.

RH PARTNERS

BAS RHIN Recrute

AFFECTATION

Direction des Services sociaux et sonitaires, Service social départemental et Service de protection de l'enfance.

Erre titulaire du diplôme d'Etat d'assistant de service social, d'éducateur spécialisé

des assistants

territoriaux

RECRUTE

socio-educatits par voie de concours sur titres

ou du diplôme de conseiller en économie sociale et familiale. Remplir les conditions générales de recrutement dans la Fonction publique.

Date limite de condidature fixée ou 13 mai 1996 ; la session d'entretien avec les condidats se déroulers à Strasbourg entre le 18 juin et le 12 juillet

La brochure d'information et les dossiers d'inscription sont à demander par courrie

La procrure armanment et les acssiers du à Monsieur le Président du Conseil général Direction des Ressources Humaknes Hôtel du Département - 67964 Straibourg Référence à rappeter ; LM - 12 03

AGENCE DE L'EAU RHIN - MEUSE Etablissement Public de l'Etat recherche un

ATTACHE pour sa cellule achats publics :

- conseil juridique, administratif et financier pour les procédures et suivi d'achats ;
- préparation des marchés, conventions et commandes. Diplômes : bac + 2 ou 3 de préférence juridique. Expérience indispensable des achats publics (réglementation et procédures). Connaissance comptabilité publique appréciée. Pratique de la bureautique.
- Statut et rémunération : emploi public du niveau de la catégorie A de la fonction publique (attaché ou équivalent). Agent contractuel (contrat à durée Indéterminée) ou fonctionnaire titulaire en détachement. Poste basé à Rozérieulles (Moselle).
- Les CV accompagnés d'une lettre manuscrite de motivation, de la copie des diplômes et d'une photo d'identité doivent parvenir avant le 15 mars 1996 à :

Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin - Meuse / DRH BP 19 - 57161 MOULINS LES METZ

LE CENTRE CULTUREL DE L'ALBIGEOIS - SCENE NATIONALE

SON (SA) DIRECTEUR(TRICE)

Chargé(e) de mettre en place le projet artistique et culturel pour lequel il (elle) aura été nommé(e), il (elle) devra justifier d'une expérience certaine dans le domaine artistique et/ou culturel. Bavoyer curriculum vitae, lettre de candidature et de motivation arant le 24 mars 1996 à :

- Madame le Président du Centre Culturel de l'Albigeois
- Place de l'Amitié B.P. 49 81002 ALRI. ■ Monsieur le Député Maire d'Albi - Hôtel de Ville - 81000 ALBI
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles 56 rue du Taur - 31080 TOULOUSE.
- Monsieur le Directeur du Théâtre et des Spectacles 53 rue Saint Dominique - 75007 PARIS.



SON (SA) DELEGUE(E) GENERAL(E)

Capable d'écouter, d'organiser, d'inventer et de gérer.

Une expérience réussie dans la gestion d'une association professionnelle serait appréciée. Age : plus de 35 ans

Candidature et C.V. à l'attention de :

Brice LEFRANC - Président Union des Journaux et Journalistes d'Entreprises de France 63, avenue de la Bourdonnais 75007 Paris



POUR UNE POLITIQUE RESOLUMENT TOURISME LE CONSEIL GENERAL DE SEINE MARITIME

recrute SON DIRECTEUR DU CDT

De formation supérieure, vous devrez mettre en œuvre les moyens d'une politique de développement de l'activité touristique du Département définie en accord avec le Président du CDT:

Susciter l'intérêt et donner l'envie de faire partager les richesses du patrimoine touristique de la Seine Maritime à un public local, national et étranger.

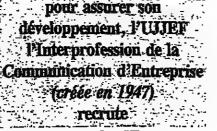
Etre apte à faire émerger une offre de produits touristiques et à en développer la commercialisation.

Output

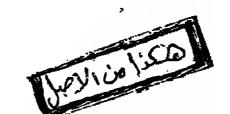
Des la commercialisation. Associer les différents partenaires privés et institutionnels à une politique cohérente de l'accueil en Seine

Vos moyens : une équipe de 9 personnes à motiver et un budget de plus de 5 millions de francs à optimiser. Dans le cadre de cette mission vous travaillerez en liaison étroite avec le Conseil Général et ses services. ANGLAIS courant indispensable
 Une autre langue serait souhaitée Envoyer lettre manuscrite et CV à :

Richard Lewy Consultant - FORME. - 17, rue Saint Jacques - 10160 MARAYE EN OTHE







LE MONDE DES CADRES

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL, LEADER DAMS SON DOMAINE: TGV, EUROSTAR, METRO, TRAMWAY, SIGNALISATION recrute au Siège de Paris La Défense M° Esplanade :

SECRETAIRE

parfaitement bilingue Anglais - Français + bonne connaissance Espagnol - Allemand 28 ans minimum, de formation supérieure, vous avez une expérience confirmée avec une pratique de la rédaction et de la stèno. Bénéficiant d'une LARGE AUTONOMIE, vous assisterez le Directeur Général. Vous assurerez l'ensemble de son secrétariat : accueil, micro-informatique, organisation de voyages et de réunions, téléphone, tenue d'agenda etc. Creatité rédactionnealle et demonstrates avec des confirmes assertiules.

> Merci d'écrire en anglais et en français sous réf. GEC/SEC.AS/80M en indiquant votre salaire actuel à notre conseil Richard Bénatouil - GROUPE BBC 1 bis place de Valois - 75001 Paris, Discrétion absolue



un ENSEIGNANT-CHERCHEUR contractuel

Vous avez : de très bonnes compétences scientifiques en:

- gestion de la qualité,

maitrise des outils mathématiques et statistiques,

- sûreté de fonctionnement,

l'expérience du milieu industriel:

Nous vous proposons : de rejoindre notre Département Génie Mécanique

avec une double activité d'enseignement et de recherche.

Envoyez CV et lettre de motivation manuscrite avant le 29 Mars

UTC - Division du personnel - BP 649 - 60206 COMPIEGNE CEDEX

GROUPE INFOGRAMES

-- 1945)

1. 1. 10 dd

· - - 1 -3/2/2 in some

A CONTRACTOR The state of the s 115. 2275 2000

> Leader européen : Conception, Production Diffusion de produits Multimédia

LE MULTIMEDIA POUR TOUS

Aors, rejoignez-nous et devenez responsables de la gestion complète de

Mous recherchons des GHARGES DL PRODUCTION: cela vous intéresse ?

Vos atouts : de formation supérieure, vous êtes bilingue anglais et vous

bénéficiez d'UNE PREMIERE EXPERIENCE DANS LA GESTION DE PROJETS MULTIMEDIA

Postes basés sur Lyon et sur Paris.

Marci d'envoyer votre candidature sous la référence CPM/03/96 à :

 Ánfagrames Entertainment - 84 rue du 1er Mars 1943 - 69628 Villeurbanne Cédex. Adresse e-mail : drh@infogrames.fr



Ces professeurs devront pouvoir enseigner en anglais. Merci d'envoyer votre dossier de candidature à :

Monsieur le Secrétaire Général de la Formation de la CCI Marseille-Provence,

Groupe ESC Marselle-Provence aine de Luminy - BP 921 -

15288 Marseille Cedex 09. Tel: 91 82 78 03 - Fax : 91 82 78 04 Emzi : sgi @ escmp.u-3mrs.fr





Grand public

Intéractifs.

FONCTION COMMERCIALE



Division du Groupe SOUFFLET

(CA: 3 MMF - 730 personnes), nous sommes aujourd'hui le premier Meunier européen. Nous produisons et commercialisons des farines destinées à la boulangerie artisanale, à l'industrie agro-alimentaire et aux marchés d'exportation.

MOULINS SOUFFLET PANTIN

Chef de zone grande exportation

Sous l'autorité du Directeur Général de la Division Meunerie, vous êtes responsable du développement de nos ventes : farines spéciales et viennolseries surgelées, sur les marchés de grande exportation (Moyen-Orient, Asie, Amérique Latine).

Vous identifiez les facteurs clés de succès sur ces marchés : gammes de produits, modes de distribution, communication... Vous définissez les conditions de collaboration avec les Agents et Distributeurs que vous formez et animez,

Agé de 30 à 35 ans environ, vous disposez d'une formation commerciale supérieure et justifiez d'une expérience de la fonction (3 à 5 ans minimum), acquise dans l'industrie agro-alimentaire. Vous parlez couramment anglais

Disponible, adaptable, ouvert, vous êtes bien sûr parfairement à l'aise en milieu international et négociez sans difficulté avec des interlocuteur de tout niveau dans des univers mentaux différents.

Merci d'adresser votre dossier de candidate B12-32122, à notre Conseil ONOMA,

Schlumberger

Mesure et Systèmes



Schlumberger Mesure et Systèmes développe et diffuse des équipement et des services liés aux transactions électroniques (cartes à mémoire et systèmes utilisateurs de cartes), à la gestion de ressources (eau, gaz, electricité, chaleur...) et au Test Automatique de composants et de cartes électroniques.

Nous recherchons un(e) Journaliste Rédacteur(trice), rattaché à la Direction de la Communication de Schlumberger Mesure et Systèmes et chargé de la réalisation de notre magazine international (en anglais).

De langue maternelle anglaise, il/elle devra parler français couramment, l'allemand si possible, aimer et comprendre la technique, connaître la mise en page d'un journal, savoir guider un choix iconographique et être familiarisé avec la chaîne des travaux liés à l'édition.

Ce poste, basé à Montrouge (près de Paris), pourra entraîner de fréquents déplacements à

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) en précisant la référence JPB/6046, à la Direction de la Communication

> Schlumberger Mesure et Systèmes 50, avenue Jean-Jaurès 92542 Montrouge Cedex - France

L'Entreprise mode d'emplois.

JURISTES-RESSOURCES HUMAINES

Directeur des Ressources Humaines

Excellente opportunité pour un professionnel reconnu de la fonction, notamment en usine, de contribuer à la réorganisation et su développement d'un site industriel.

Remunération motivante

LA SOCIÈTÉ

- 30 000 personnes dans le monde, 2 200 sur le site de production.
- Présence sur les 5 continents.
 Profitable et en développement.

LE POST

- ◆ Sous la responsabilité directe du directeur du site, en lien avec la DRH du groupe, à la tête d'une équipe d'une vingraine de personnes, vous :
- structurez et optimisez les "basiques" de la fonction (social, sècurité, communication, développement...),
- élaborez, proposez et mettez en oeuvre la politique RH du site en lien avec celle du
- groupe, participez aux réflexions d'amélioration d

Est de la France
l'organisation industrielle du site sous les aspects humaint et sociaus,

 assurez la remontée des informations vers la direction générale, notamment en matière de climat social, avec un rôle préventif et de force de proposition.

PROFIL RECHERCHÉ

- → Idéalement Bac + 4/5, avec 10 ans d'expérience de la fonction dont plusieurs sur site industriel (minimum 1 000 personnes).
- Autonome et rigoureux, à l'aise dans un environnement social sensible.
- Courageur, vous savez dire non. Vous vous imposerez par votre rigueur et vos compétences.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. LM/60301 à Catherine GIRARD, N.B.S. 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.





Paris - London - Aberdeen - Birmingha Bristol - City Edinburgh - Glasgow - Lee

une stratégie, une organisation,

des compétences

Au premier rang mondial dans notre secteur (composants électroniques pour les industries de pointe),
les activités des nos responsables des ressources humaines s'exercent dans le cadre d'une forte

Au premier rang mondial dans notre secteur (composants électroniques pour les moustres de pointe), les activités des nos responsables des ressources humaines s'exercent dans le cadre d'une fone intégration internationale : très impliqués dans les activités, les stratégies et les projets des fillales où ils sont all'ectés, ils sont aussi en étroite relation avec leurs homologues des autres unités dans le monde ainsi qu'avec les structures centrales de notre groupe.

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES Filiale industrielle - Secteur de l'Automobile

Vous êtes un professionnel de la fonction, ayant déjà exercé ces mêmes responsabilités pendant environ 5 ans dans une unité industrielle (400 à 500 personnes) d'un groupe international. Vous voulez, à 35-40 ans, valoriser vos compétences en matière de politique sociale, de gestion et de développement des ressources humaines et de communication... dans un secteur porteur au niveau mondial et dans un groupe déterminé à mettre en œuvre une stratégie novatrice de gestion des ressources humaines.

Naturellement, vous avez une pratique courante de l'anglais et vous êtes sûr de possédet les qualités d'implication, d'écoute et de communication nécessaires à l'exercice de vos responsabilités "sur le terrain" aussi bien qu'au sein de notre organisation internationale.

Ce poste est basé en région parisienne Ouest.

Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité. Merci de nous l'adresser, sous la référence ML/6043, par l'intermédiaire de notre agence, qui nous la transmettra directement.

AD'COM
32, rue Pierret - 92200 Neuilly sur Seine

32, rue Pierret - 92200 Neuilly sur Seine Tél. (1) 46 40 03 67 - Fax : (1) 46 40 16 65

Commence Com

■ Rattaché au Df Groupe, vous "vendez" cette fonction auprès de tous les services en apportant des conseils judicieux paut prévenir tout problème juridique. Vous participez également à l'ensemble des montages juridiques d'opérations inhérentes au développement d'un groupe. Par ailleurs, vous préparez les assemblées, rédigez les actes, comptes-rendus et minutes...

30 ans environ, spécialisé en droit international des affaires, vous avez une expérience de 3 ans minimum acquise au sein d'un grand cabinet juridique international. La connaissance des réglementations boursières est un plus.

Poste basé à Paris. Anglais indispensable.

Si cette responsabilité vous tente et si vous savez faire preuve d'infliative et d'espit pratique, adressez vatre dossier de candidature sous la

z votre dossier de candidature sous la référence JE à notre Conseil, ERH, 17 rue du Vieil Abreuvoir 78951 Saint Germain en Laye cedex. Fax (16-1) 30 87 09 64

CIC Paris

RESPONSABLE DE LA FISCALITÉ

Directement ratteché au Directeur des Affaires Juridiques et Fiscales, vous animez, avec une large autonomie, les 6 collaborateurs de la Division Fiscale.

Outre les fonctions classiques d'études et de contrôle, votre division a pour mission l'assistance et le conseil augrès

mission l'assistance et le conseil auprès du réseau commercial, de l'ensemble des services du Siège et de la Direction Générale.

Polyvalent, vous intervenez dans tous les domaines de la fiscalité et notamment dans ceux qui relèvent de l'Entreprise en général, de la Banque, des produits bancaires, ainsi que de la fiscalité patrimoniale...

Vous êtes associé à tous les projets et réalisations de l'Etablissement : transactions immobilières, intégration fiscale au sein du Groupe... Information et formation vous permettent d'améliorer l'environnement contractuel et les procé-

A 35/38 ans, après une formation fiscale supérieure (DESS, Ecole des Impôts...), vous avez acquis une compétence de fiscaliste très diversifiée, ainsi qu'une expérience d'encadrement, de préférence dans un établissement bancaire ou financier ou éventuellement dans une grande entreprise

Merci d'adresser votre candidature sous la référence 6021M à notre conseil : SENANQUE - GROUPE PLEIADE 103, rue La Fayette - 75010 PARIS. Bernard Krief Management offre en 1996 à 4 cadres supérieurs de devenir



Mission: Après formation à nos méthodes, trouver et remplir, avec notre aide, des missions de Consultants en Ressources Humaines dans les grands groupes.

Il est offert: La possibilité de se former à un métier passionnant, dans une entreprise connue pour la rigueur et la créativité de ses approches et ses compétences en sciences humaines appliquées. Bénéficier d'une rémunération directement en rapport avec la

Il est demandé : Un intérêt pour l'approche scientifique dans les sciences sociales, une grande capacité de travail, des talents de communicateur et de rédacteur ; au moins cinq ans de responsabilités ayant nécessité la mise en œuvre de méthodologies solides et ambitieuses. Il faut pouvoir travailler en anglais et justifier d'une formation supérieure, si possible en sciences humaines.

Merci d'envoyer votre candidature à M. Bernard Krief, Président de Bernard Krief Consulting Group, 115 rue du Bac - 75007 Paris, qui traitera les réponses en toute confidentialité.



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

& le

 $^{\circ}M_{0}$



EPH

Pour passer vos annonces :



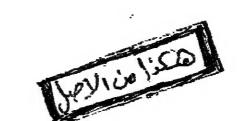
44-43-76-03 44-43-77-34

FAX: 44-43-77-32

L'Entreprise mode d'emplois.

Cahiers Initiatives

Le Monde



MARKETING-COMMUNICATION

19 000 personnes, 8 400 véhicules, 2 métros, 1 tramway, W/) maisson est le premier opérateur privé de transport public de voyageurs. Pour ses filiales

Chef de Service Marketing à fort potentiel

Charge au sele d'un comité de direction, de définir et de mattre en oeuvre le plan marketing : marché, produit, communication, politique tarifaire... vous animez une equippédes de marché vous travaillez en partemariet avec les collectivités, vous gérez votre hudget vos recentes. réussité de la ce poste implique à une formation grande école de commerce, une expérience d'environ 8 ans en marketing produit grande consommation, bon seus rélationnel, le goût de l'action sur le terrain îlé à un sens du service au public et à une bonne sensibilité à la vie de la cité.

2 délation de la cité de l'école de rélation de la cité de la c

Chef de Marché Senior

Charge su sein d'un service marketing, de coordonner l'ensemble des projets - études de marché, adaptation des produits, promotion et communication sel un abbient géographique les marchés de l'entreprise et assure le suivi des relations avec les collectivités locales. Il suit, très précisément, l'évolution des

La réussite dans ce possa implique : - une formation Bac+4/5, type Sup. de Co., une expérience de 3 ans en marketing grande consommation • un bon sens relation pois de la cité • de réelles possibilités d'évolution vers des posses de cher de service rienketing.

Chargé d'Etudes / Chef de Marché Junior

Il peut s'agre ou bien d'un poste de Chargé d'Etudes, ou bien d'un poste de Chef de Marché Junior, appliquent le plan d'actions marketing et suivant de façon très approfondje ces maigrés et ces produits en relation avec le Chef de Marché Senior.
La réusaire dans de poste implique : une formation Bac+2, et une première expérience un bon segui relationne l'action sur le terrain lié à un sens du service au public et à une bonne sensibilité à la vie de la cité - de larges possibilités d'évolution unes des postes de Chef de Service Merketing.

Responsable de Stratégie Réseau et Etudes Marketing

DOTES D'UN PUISSANT RÉSEAU NATIONAL, NOUS COMMERCIALISONS DES PRODUITS GRAND PUBLIC DESTINÉS À UNE CLIENTÈLE DE PARTICULIERS ET DE PROPESSIONNELS

DE PROXIDCITÉ

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite), sous référence CMB/LM 9/01 à notre Conseil : EUROGROUP

PARTICIPATIONS,

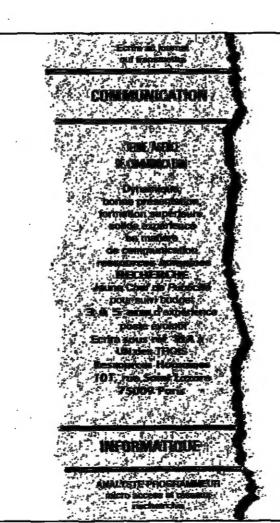
17, rue Louis-

Rouquier, 92300 Levallois-

Avec une équipe de six personnes que vous formerez et animerez, vous anticiperez les évolutions nécessaires du réseau à moyen et long terme et ferez des propositions concrètes. Vous encadrerez la conception et la réalisation de l'ensemble des études mar-

A 35 ans minimum, votre double expérience de commercial et de réflexion stratégique sur un réseau important ainsi que votre maitrise des études marketing et des différentes techniques (segmentation, typologie, ...) vous permettront d'être une force d'analyse et de proposition.

A des interlocuteurs internes exigeants, vous apporterez un réel savoir-faire, des réponses créatives et concrètes. Vos capacités de travail et d'intégration seront des atouts pour réussir à ce poste évo-



DEMOSCOPIE

un des principaux instituts de recherche Marketing

Un Directeur d'Etudes

Chargé du développement

- dans des domaines où DEMOSCOPIE possède un savoir-faire et des références : technologies nouvelles
 études en milieu professionnel
 tant au niveau national qu'international.
 - Vous êtes formé aux techniques
 - quantitatives et à l'analyse statistique; Vous avez une expérience de plusieurs années en institut d'études;
 - · Vous avez prouvé votre aptitude à développer un chiffre d'affaires.
- Des perpectives vous seront ouvertes au sein de l'équipe de Direction.
- Adressez votre dossier de candidature :
 lettre manuscrite et CV à Madame GAUTELIER
 Institut Français de DEMOSCOPIE 26, rue de Chambéry 75015 PARIS.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin que l'on puisse transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.



Pour passer vos annonces:



44-43-76-03 44-43-77-34

FAX: 44-43-77-32

CONSEIL ET AUDIT



L'Ouverture Ernst & Young

Accompagner les PME dans le franchissement des étapes critiques de leur développement telles que la diversification, les alliances, les restructurations, l'internationalisation, l'ouverture du capital (capital risque ou bourse), en leur apportant des réponses concrètes avec suffisamment de hauteur de vue, c'est la vocation d'ERNST & YOUNG ENTREPRENEURS. Renforcer une équipe mobile associant passion régionale et vision internationale, c'est l'une des ouvertures que vous offre Ernst & Young.

Senior Consultants

■ Agé de 26 à 30 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs complétée par un 3ème cycle en management, vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans en Cabinet dans les domaines du Consell en stratégie et en organisation, ou en PME dans des postes opérationnels.

Bilingue Anglais, vous maîtrisez si possible une troisième langue Européenne. Vous ètes apprécié pour votre esprit pragmatique et concret, vous aimez développer et réaliser, et possédez un réel sens du contact humain.

■ Nous vous offrons d'enrichir vos qualités professionnelles et personnelles au sein d'une équipe soudée et motivée, en réalisant des missions de Conseil en Stratégie et Développement auprès de PME Régionales ou Nationales.

Pour ces postes basés à LYON mais nécessitant de nombreux déplacements en France et à l'étranger, très vice parlons de votre avenir au sein d'Ernst & Young. Merci d'adresser sans tarder votre candidature : lettre, CV, photo et rémunération actuelle, sous la réf. SC/CPME à Valérie CINI - ERNST & YOUNG - 113, Bd Stalingrad - 69626 VILLEURBANNE Cedex.

II ERNST & YOUNG



Auditeurs internes

CASE, l'un des premiers fournisseurs mondiaux de matériel agricole et de travaux publics, au chiffre d'affaires de près de 5 milliards de dollars, recherche deux auditeurs internes.

Rattaché(e) au Responsable Audit Europe, vous réalisez des audits au sein des unités industrielles et commerciales de notre groupe. Vos responsabilités vous amènent à vous déplacer régulièrement en Europe.

Diplômé(e) d'une école de commerce, vous possédez une expérience de 3 ans acquise soit en environnement industriel international dans un poste similaire, soit en cabinet d'audit anglo-saxon. Vous parlez parfaitement anglais. La pratique de l'allemand courant est souhaitée.

Postes basés au siège à Roissy.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous référence LM/1203, à CASE, département recrutement, 18 place des Nymphéas, Z.I. Paris Nord II, 95915 Roissy-CDG Cedex.

GESTION-FINANCE

Nous interrompons le secret bancaire le temps de cette communication.

Aujourd'hui, votre ambition est de pouvoir évoluer dans un environnement valorisant. Yous souhaitez partager un réel esprit d'équipe, car pour vous la convivialité est synonyme d'efficacité. Alors rescontrons-nous I

Créée en 1988, nous sommes aujourd'hui l'une; des premières sociétés de conseil en systèmes d'information bancaires. Notre activité: d'assistance à maîtritse d'ouvrage et de candiille de projets est reconnue par les principales banques, françaises et étrangères. Notre stratégie de développement connaît un franç succès. Elle rapose principalement sur les projets de place tels que TBF, SNP, RGV, la monnaie unique, ...

Dans ce contente; nous souhaitons renforcer notre équipe de

Voius avez, à 35 ans environ, outre une formation grande école, de solides compétences dans les métiers de la banque et de l'informatique. Une expérience des projets de place actuels serait un atout supplémentaire.

Nous vous remercions d'adresser sous référence C.GF lattre, CV, photo et prétentions à Delog Mr. P. SAMSON - 18, rue de la Boétie 75008 Paris.

Conseil en systèmes d'information bancaires...



Le Conseil Régional recrute

Contrôleur de Gestion

Chargé de mission auprès du Directeur Général

Directement rattaché au Directeur Général, vous aurez pour contribution principale de faire fonctionner de facon optimale, au niveau des services utilisateurs, les instruments de préparation et de suivi (budget, activités, effectifs, déclinaison des politiques sectorielles de chaque Direction....) des activités de chaque service de la Région.

Vous aurez simultanément un rôle de conseil et d'expertise auprès de la Direction Générale des Services sur l'élaboration et la mise en oeuvre du schéma directeur du système d'informations de gestion. Par ailleurs, vous contribuerez à la mise en place des systèmes d'informations de gestion et d'aide à la décision. Vous bénéficierez impérativement d'une expérience dans les collectivités publiques territoriales.

Les candidatures (lettre de motivation, CV complet, et rémunération actuelle) sont à adresser avant le 19 avril sous référence 60307M à Madame la Présidente du Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais, à l'attention de Monsieur le Directeur Général des Services, BP 2035, Lille cedex.



DIRECTEUR FINANCIER (Réf DF/M)

Membre de la Direction Générale, vous serez principalement chargé de la mise en place de la M 14, de l'élaboration et du suivi budgétaire, de la création d'un observatoire fiscal.

Vous encadrerez le service finances/comptabilité, gérerez et suivrez la dette et la trésorerie.

Cadre A statutaire, vous avez une formation supérieure et une expérience significative en gestion financière des collectivités locales.

CONTRÔLEUR DE GESTION (Réf CG/M)

Rattaché à la Direction Générale, vous assurerez la mise en place d'un contrôle de gestion (recueil d'informations, réalisation de tableaux de bord, définitions d'indicateurs) et la réalisation d'audits internes (approche transversale par service). Vous mettrez également en place des outils de prospective financière. Cadre A statutaire ou contractuel, vous possèdez une formation supérieure en contrôle de gestion et pouvez justifier d'une expérience en collectivités territronales ou dans le conseil.

Merci d'adresser candidature manuscrite et CV, en précisant la référence choisie, avant le 31.03.96 à Monsieur le Président du District de l'Agglomération Rouennaise, BP 589, 76006 Rouen cedex.

PMI de 150 personnes, filiale d'un groupe Américain, recherche

RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION-FINANCES

Membre de l'équipe dirigeante, sa mission essentielle sera la mise en place de la comptabilité analytique, et des compléments nécessaires au système actuel de reporting.

Il assurera également : - le reporting mensuel, avec les ajustements pour l'US GAAP - toutes les tâches habituelles de comptabilité générale, jusqu'à la certification des comptes

- la préparation du budget

Une formation de type MBA ou ESC, 5 ans d'expérience dans une fonction similaire, nécessairement dans l'industrie, la commissance de l'US GAAP, l'expérience de la mise en place d'une comptabilité analytique. une grande capacité de synthèse et un sens développé de la communication, la volonté de s'intégrer dans une petite équipe motivée et de l'aider à développer ses instruments de gestion sont les conditions de la réussite dans ce challenge. Poste à pourvoir immédiatement en Bretagne Sud

Envoyer CV et lettre de motivation en Anglais sons Réf: 8971 LE MONDE PUBLICITE 133 Avenue des Champs Elyséees - 75409 PARIS Cedex 08

